

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPEENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPEENNES

Tome XVII-1979. N° 4 (Octobre-Décembre)

Dimensions continentales des événements sud-est européens

Conscience nationale et mouvements de libération. Un débat

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

Comité de rédaction

M. BERZA — membre correspondant de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie — *rédacteur en chef* : ALEXANDRU DUȚU — *rédacteur en chef adjoint* : EM. CONDURACHI, A. ROSETTI, membres de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; H. MIHĂESCU, COSTIN MURGESCU, D.M. PIPPIDI, membres correspondants de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; AL. ELIAN, VALENTIN GEORGESCU, FR. PALL, MIHAI POP, EUGEN STĂNESCU

LA REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à : ILEXIM, Departamentul Export-Import Presă, P. O. Box 136—137, télex 11226, 70116 Bucuresti, str. 13 Decembrie, n° 3, România, ou à ses représentants à l'étranger. Le prix d'un abonnement est de \$ 30 par an.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES, 71119 Bucarest, sectorul 1, str. I.C. FRIMU, 9, téléphone 50 75 25, pour la REVUE DES ÉTUDES SUD EST EUROPÉENNES

Les articles seront remis dactylographiés en trois exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25—30 pages dactylographiées pour les articles et de 5—8 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei, n° 125, téléphone 50 76 80, 71021 București—România

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XVII

1979

Octobre—Décembre N° 4

SOMMAIRE

Dimensions continentales des événements sud-est européens

- FLORIN CONSTANTINIŪ, La portée historique de l'insurrection nationale armée anti-fasciste et anti-impérialiste d'Août 1944 685
NICOLAE CIACHIR, The Adrianople Treaty (1829) and its European Implications 695

Un débat: Conscience nationale et mouvements de libération

- ALEXANDRU DUŢU, Modèle heuristique et modèle historique 715
DAMIAN HUREZEANU, National Consciousness and Political Programme; VALENTIN AL. GEORGESCU, Conscience nationale et mouvements d'émancipation dans le contexte de la modernisation globale des sociétés sud-est européennes; DAN BERINDEI, Libération nationale et formation d'un Etat unitaire 723
ALEXANDRU NICULESCU, Lessico della rivoluzione romena nel sec. XIX; ION MATEI, Modernisation de la terminologie politique turque: « patrie », « nation », « peuple »; MIRCEA ANGHELESCU, The intellectuals' training 735
REMUS NICULESCU, Art statuaire et vision du passé; ANDREI PIPPIDI, Xénophobie, fidélité au passé, États sans nation; ANCA IRINA IONESCU, Relations culturelles et développement de la conscience nationale 753
EUGEN STĂNESCU, The Formation of the Romanian National Consciousness; OLGA CIGANCI, Solidarité de groupe et conscience nationale: le cas des compagnies de commerce 767
CONSTANTIN VELICHI, Les émigrés et la formation des États nationaux; CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, La conscience nationale des peuples balkaniques et les chants révolutionnaires de Rigas; CĂTĂLINA VĂTĂŞESCU, Le courant intellectuel albanais au XIX^e siècle et la formation de nouvelles solidarités; ANCA GHIAŢĂ, La nation et l'État moderne dans la conception kémaliste 777

Discussions. Notes brèves

- VASILE LIVEANU, The Socialist Movement in a Developing Country. From the History of Socialist Ideas in Romania (1905—1916). 799
LILIANA DRAGOŞ, The first Romanian Encyclopaedia and its Sources 810

Chronique

ANCA IANCU, Exposition de livres de la R.S.F. de Yougoslavie et de l'exposition « Trésors du monastère de Piva » (24 mai — 2 juin 1979)	813
ALEXANDRU DUȚU, [Agostino Pertusi]	813
ANCA IANCU, Echos de l'Institut d'études sud-est européennes de Bucarest, juillet 1978 — juin 1979	814

Comptes rendus

PETRE DIACONU, Les Coumans au Bas-Danube aux XI ^e et XII ^e siècles (<i>Silvia Barascht</i>); ALICE-MARY MAFFRY TALBOT, The Correspondence of Athanasius I Patriarch of Constantinople, Letters to the Emperor Andronicus II, Members of the Imperial Family, and Officials (<i>Tudor Teoteoi</i>); JOHANN FILSTICH: Tentamen Historiae Vallachicae (<i>Cătălina Velculescu</i>); VICTOR ȚÎRCOVNICU, Istoria învățămîntului în Banat pînă la 1800 (<i>Iacob Mârza</i>); GEORG HAZAI, Kurze Einführung in das Studium der türkischen Sprache (<i>Cristina Feneșan</i>)	819
--	-----

Notices bibliographiques	831
---	-----

Livres reçus	845
-------------------------------	-----

Table des matières — Tome XVII (1979)	847
--	-----

LA PORTÉE HISTORIQUE DE L'INSURRECTION NATIONALE ARMÉE ANTIFASCISTE ET ANTI-IMPÉRIALISTE D'AOÛT 1944

FL. CONSTANTINIU

Borne frontalière de l'histoire du peuple roumain et événement d'une portée exceptionnelle pour le déroulement de la Seconde Guerre mondiale, l'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste du mois d'août 1944 a fixé constamment l'intérêt de l'historiographie roumaine, illustrée par une riche bibliographie¹. Les dimensions intérieures et celles à l'échelle mondiale de cette insurrection sont soulignées avec une vigueur croissante par l'élargissement de la base informationnelle et les études valorisant les sources entrées dernièrement dans le circuit scientifique.

Pour ce qui est du côté militaire de l'insurrection, un matériel documentaire, abondant et inédit, d'origine roumaine dans sa majeure partie, se trouve inclus dans les quatre tomes qui traitent des actions militaires roumaines contre les troupes allemandes pendant la semaine de 23—31 août 1944, englobés dans le corps des Documents concernant l'histoire militaire du peuple roumain (*Documente privind istoria militară a poporului român*). Aux sources internes s'ajoutent encore celles de l'étranger, dont il convient de souligner surtout celles allemandes et britanniques qui, à présent, grâce à une louable entreprise de la Direction générale des Archives d'Etat, se trouvent à la disposition du chercheur sous la forme de microfilms. Ceci ne veut point dire, certes, que toutes les archives aient livré leurs secrets (certains fonds documentaires de la Grande-Bretagne ne deviendront accessibles qu'au XXI^e siècle), par conséquent, l'investigation des sources ne saurait passer pour close. Mais les sources nouvelles, de même que leur récente interprétation, jettent le jour sur les significations profondes et multiples de l'insurrection roumaine du mois d'août 1944, aussi bien sur le plan de l'histoire nationale, qu'au point de vue de l'histoire universelle.

★

L'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste représenta l'apogée de la lutte menée par le peuple roumain depuis plus d'une dizaine d'années contre la politique expansionniste du Reich nazi dans le sud-est de l'Europe, région destinée à devenir, dans l'ensemble du « nouvel ordre » créé sous les auspices de Berlin, une partie composante du « Lebensraum » économique. Pour ce qui était de la Roumanie,

¹ Le bilan de ces recherches chez Fl. Constantiniu, *Considerații privind istoriografia participării României la războiul antihitlerist* (Considérations concernant l'historiographie de la participation de la Roumanie à la guerre antihitlérienne), « Revista de istorie », 28, 1975, 5, p. 647—649.

sa fonction dans une telle conjoncture devait être celle d'un simple fournisseur en céréales et pétrole, ses ressources économiques étant censées s'ajouter au potentiel du Reich, dont elles devaient consolider l'hégémonie sur le continent.

Dès les premiers mois du régime nazi, la Roumanie dût faire front à de grandes pressions économiques exercées par l'Allemagne, dont le but était de modifier les données de la politique étrangère roumaine de manière à favoriser les intérêts nazis. Se rendant compte de la faiblesse de ses moyens militaires — qui l'obligeait à la passivité du côté de l'Ouest — Hitler avait décidé d'agir avec énergie à l'Est et dans le Sud-Est, afin de miner le système d'alliances dont la France pourrait tirer bénéfice, utilisant pour ce faire le commerce extérieur en tant qu'arme politique. L'entrevue du chancelier avec le ministre roumain à Berlin, du 26 mai 1933², durant laquelle fut exposée dans des termes péremptoirs la politique berlinoise de chantage prend une valeur symbolique : elle marque le début d'un véritable « Drang nach Rumänien », qui allait aboutir avec l'entrée dans le territoire roumain, en octobre 1940, des unités du Wehrmacht. Tout au long de ce dramatique affrontement, la Roumanie essaya de préserver son indépendance et sa souveraineté nationale s'opposant, en 1933, à la formule de directorat proposée par les quatre grandes puissances³, attirant l'attention sur la gravité de l'inertie française face à la militarisation de la Rhénanie, en mars 1936, et tâchant de trouver, dans le cadre du nouveau rapport politique-stratégique, des formes appropriées aux directions constantes de sa politique étrangère⁴. Elle a manifesté sa fidélité envers la Tchécoslovaquie pendant les sombres jours de Munich. Enfin, elle a mobilisé partiellement lors d'une menace directe d'agression hitlérienne en mars 1939⁵.

A la tête de la lutte menée contre la politique fasciste d'agression se posait en toute fermeté le Parti Communiste Roumain, qui développait une politique constante visant à l'union de toutes les forces politiques du pays disposées à collaborer en vue de la sauvegarde des intérêts nationaux. Il fallait combattre les inconséquences, les hésitations, les tendances conciliantes avec les puissances révisionnistes — écho roumain de la funeste « diplomacy of appeasement » — jouant au sein de certains partis ou groupes politiques bourgeois ; il fallait, enfin, annihiler les factions fascistes et d'extrême-droite, devenues simples agences, contrôlées et financées par les nazis. Le front populaire antifasciste, dont le noyau devait être le front unique ouvrier, se dessinait comme la seule solution politique possible, à même de garantir l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale⁶.

² I. Chișer, *Relațiile româno-germane în anul 1933* (Les relations roumano-allemandes en 1933) « Studii », 21, 1968, 4, p. 721—727.

³ Dinu C. Giurescu, *La diplomatie roumaine et le pacte des quatre (1933)*, « Revue Roumaine d'Histoire », VIII, 1969, 1, p. 71—72.

⁴ I. Chișer, Fl. Constantin, *Din nou despre cauzele înlăturării din guvern a lui Nic. Titulescu* (Encore à propos des raisons qui firent écarter du cabinet Nic. Titulescu), « Revista română de studii internaționale », 1969, 2, p. 52—53.

⁵ Les détails chez V. Moisuc, *Diplomația României și problema apărării suveranității și independenței naționale în perioada martie 1938—mai 1940* (La diplomatie de la Roumanie et la question de la sauvegarde de la souveraineté et de l'indépendance nationale durant la période mars 1938—mai 1940), Bucarest, 1971.

⁶ L'analyse documentée et faite avec pénétration du rôle dirigeant tenu par le P.C.R. au sein du courant démocratique, antifasciste de Roumanie chez Gh. I. Ioniță, A. Simion, *Clasa*

Cependant, le contexte international et les victoires allemandes du printemps de 1940 conduirent à l'isolement de la Roumanie, amenée en août de la même année à accepter le diktat de Vienne. La crise de la dictature royale trouva son dénouement dans l'installation d'un régime militaire fasciste et l'occupation du pays par les troupes allemandes.

Malgré des repressailles sauvages, le Parti Communiste Roumain persévérait à se manifester comme la force la plus constante du front antifasciste, procédant à l'analyse hautement responsable des réalités internes et internationales, afin de trouver les modalités de parer à la catastrophe qui guettait le pays. La circulaire du 8 juillet 1941 lancée par le Comité Central du PCR, la plate-forme—programme du 6 septembre 1941, ainsi que les autres documents du Parti fixaient un programme, clair et réaliste, pour réunir en une seule les forces antifascistes. La lutte politique — visant à mettre sur pied ce front — et la lutte armée — faite de sabotages et du combat des détachements de partisans — se sont déroulées en étroite relation avec pour objectif final de renverser la dictature d'Antonescu et de faire sortir la Roumanie de la guerre antisoviétique. Fruit de ces efforts, se constituait en avril 1944, à la suite des pourparlers entre le Parti Communiste Roumain et le Parti Social-Démocrate, le Front Unique Ouvrier « qui a constitué — comme le montre le président Nicolae Ceaușescu — le facteur essentiel de la lutte pour renverser la dictature militaire fasciste, pour sortir la Roumanie de la guerre menée contre l'Union Soviétique, la faire rallier la coalition antihitlérienne et passer à un développement démocratique et à la transformation socialiste du pays »¹. Sa création fut suivie, dans la nuit du 13/14 juin 1944, par la fondation d'un Comité Militaire qui avait pour mission de dresser le plan militaire du ralliement à la coalition antihitlérienne. Le 20 juin était constitué le Bloc National Démocrate, réunissant le Parti Communiste Roumain, le Parti Social Démocrate, le Parti National Paysan et le Parti National Libéral. « Ce n'est que lorsque le déroulement des événements internationaux avaient réduit l'Allemagne nazie à une position particulièrement critique, lorsque les masses populaires de Roumanie s'agitaient fortement, et dans l'armée le sentiment antifasciste augmentait de plus en plus, lorsque le roi et les milieux de la cour ont accepté le programme du Parti communiste que les dirigeants du Parti National Paysan et du Parti National Libéral sont tombés d'accord de collaborer avec le Parti Communiste Roumain »². Un rapport rédigé le 5 août 1944 et adressé à Himmler au sujet de la situation politique en Roumanie atteste le rôle de chef de file du PCR. « Les développements politiques des quatre

muncitoare forța socială fundamentală a mișcării antifasciste din România (La classe ouvrière force sociale fondamentale du courant antifasciste en Roumanie) et Gh. I. Ioniță, *P.C.R. și masele populare (1934-1938)* (Le PCR et les masses populaires 1934-1938), 2^e édition, Bucarest, 1978.

¹ Nicolae Ceaușescu, *Cuvințare la marea adunare populară consacrată zilei de 1 mai* (Discours à la grande assemblée populaire consacrée à la journée du 1^{er} mai), București, Ed. politică, 1979, p. 10.

² Général dr. Ilie Ceaușescu, *Aspecte contradictorii în atitudinea unor forțe politice burgheze din România față de problemele militare și politice ale țării în perioada septembrie 1940 - august 1944* (Aspects contradictoires dans la position de certaines forces politiques bourgeoises de Roumanie face aux problèmes militaires et politiques du pays durant la période septembre 1940 - août 1944), dans *File din istoria militară a poporului român* (Pages de l'histoire militaire du peuple roumain), vol. 1^{er}, Bucarest, 1973, p. 223-224.

dernières semaines — dit ce rapport — montrent nettement l'aiguillage vers la gauche de toute l'opposition, ainsi que la prise par le Parti communiste de la direction de cette opposition »⁹.

Le démarrage de l'insurrection, qui inaugura aussi la première étape — celle de la mise en œuvre de la révolution populaire démocratique — du processus révolutionnaire dans lequel s'engageait la Roumanie, a été précédé par cette situation révolutionnaire qui précède de manière objective toute révolution. Ses symptômes classiques sont la crise politique du régime en fonction, la sensible aggravation de la situation matérielle des classes exploitées et, comme une conséquence de celle-ci, l'augmentation vertigineuse de l'esprit combatif des masses¹⁰.

De larges milieux de l'opinion publique roumaine se refusaient à poursuivre la guerre aux côtés du Reich nazi. « Tout le peuple roumain — notait le 1^{er} août 1944 une source hitlérienne — est fatigué de la guerre et il profitera de chaque circonstance [...] pour finir avec la guerre »¹¹. Le paupérisme des ouvriers et des paysans, conséquence des charges imposées par la guerre et du pillage hitlérien, associé à l'esprit d'opposition manifesté avec une vigueur croissante par les masses à l'encontre de la guerre, cette guerre étrangère aux intérêts nationaux et de ce fait impopulaire, ont aggravé le conflit entre le gouvernement et les gouvernés, rendant de plus en plus difficile le contrôle administratif. Des phénomènes annonciateurs du débâcle du régime dictatorial d'Antonescu se multiplient.

La crise du régime se manifesta également sur le plan de la politique étrangère, ses indices se dessinant nettement dès l'année 1943 sous la forme des divergences avec le Reich, ainsi que des démarches en vue de finir avec la guerre¹².

A Sofia, et surtout à Rome — où il espérait trouver un interlocuteur plus réceptif et d'une surface politique plus grande, dans la personne de Mussolini — les sondages entrepris par Mihai Antonescu furent suivis de tâtonnements aussi vains que fébriles à Stockholm, Berne, Ankara et Madrid, afin de contacter les alliés, dans un effort désespéré de sauver le régime¹³. D'autre part, les relations entre Hitler et I. Antonescu souffraient de plus en plus du fait des échecs militaires réitérés. La dernière entrevue des deux dictateurs les 5—6 août 1944 rendit évidente la décision du Reich d'entraîner la Roumanie dans une bataille sans issue et dont les buts étaient tout à fait étrangers à cette dernière.

En dépit de l'ambiguïté que le maréchal Ion Antonescu tâchait d'imprimer à sa position durant les débats — au moins dans le texte qu'il

⁹ Archives d'Etat de Bucarest, Microfilm USA T77—883, 67/59 cadre 631—433.

¹⁰ V.I. Lenin, *Œuvres complètes* (version roumaine), vol. 26, Bucarest, Ed. politică, 1964, p. 218.

¹¹ *Kriegstagebuch des Oberkommando der Heeresgruppe Südukraine*, Band, 3, Teil 11, p. 2.

¹² Jürgen Förster, *Stalingrad. Risse im Bündnis 1942—1943*, Freiburg, 1975, p. 66 et suiv.

¹³ Pour ce qui est des pourparlers avec les trois alliés menés par les représentants de l'opposition, Barbu Știrbey et C. Vișolanu, cf. Tr. Udrea, *Rolul forțelor politice interne din România în restabilirea independenței și suveranității în preajma insurecției naționale antifasciste și antitimpertaliste din august 1944* (Le rôle des forces politiques intérieures de Roumanie pour le rétablissement de l'indépendance et de la souveraineté à la veille de l'insurrection nationale antifasciste et antitimpertaliste d'août 1944), « Revista de istorie », 28, 1975, 12, p. 1805—1831.

a dicté à la fin des pourparlers¹⁴ — le dictateur roumain n'en a pas moins résumé clairement sa conclusion devant le représentant de la Turquie à Bucarest : « il n'est ni possible, ni dans l'intérêt de la Roumanie d'entreprendre des actions militaires contre l'Allemagne »¹⁵. Expression de la crise de son régime, la position de I. Antonescu était incompatible avec les intérêts du peuple roumain et elle rendait imminent le séisme révolutionnaire.

Les symptômes de la résistance s'étant multipliés dans le pays¹⁶, ils entraînaient aussi quantité de signaux d'alarme lancés par les agents hitlériens qui activaient en territoire roumain à l'adresse de Berlin¹⁷. Ils annonçaient une proche rupture entre la Roumanie et l'Allemagne, attirant l'attention sur les conséquences de celle-ci pour la position du Reich dans l'espace carpato-danubio-balkanique.

Conserver la Roumanie, et par là le contrôle du Sud-Est européen, était chose vitale pour l'Allemagne. Dans son rapport aux gauleiters le 7 novembre 1943, le général A. Jodl montrait que « maintenir les Balkans en tant que partie composante de "la forteresse d'Europe" a au point de vue opérationnel, politico-militaire et économique une importance décisive ». Il y soulignait que c'était de cette zone que venaient 50 % de l'extraction pétrolière européenne, 60 % de celle de bauxite, 29 % de celle d'antimoine et 100 % du minerais de chrome. En parlant du périmètre pétrolier roumain, le général allemand affirmait : « aucun succès de l'ennemi là-bas [à l'est → note *Fl.C.*] n'est tellement mortel pour nous, à part la prise des gisements de pétrole roumains »¹⁸.

En outre, à part ses richesses minérales et agricoles, la Roumanie détenait aussi une importante position stratégique, située comme elle l'était à l'intersection de deux artères principales : vers l'Europe du Sud-Est et vers l'Europe centrale. Par ailleurs, les crêtes des Carpates et la ligne fortifiée Focșani—Nămolosa—Brăila constituaient un alignement sur lequel on pouvait organiser un front défensif puissant, permettant à l'Allemagne de gagner un temps précieux en vue de renforcer son potentiel de guerre.

La production de guerre du Reich toucha, en juillet 1944, son point le plus élevé, par exemple : les chars livrés en juin étaient 5,1 fois plus nombreux que ceux des mois de janvier—février 1942 ; le nombre des avions livrés durant la première moitié de l'an 1944 montait à 17 200¹⁹. L'arsenal du Wehrmacht était sur le point de s'enrichir avec des armes de types inédits (missiles V—2, avions à réacteurs ou au décollage à la

¹⁴ Voir le texte dans « Magazinul istoric », II, 1968, 7—8, p. 39—43. Cf. A. Hillgruber, *Hitler, König Carol und Marschall Antonescu*, 2^e, Wiesbaden, 1965, p. 341—342.

¹⁵ Archives d'Etat de Bucarest, Microfilm Angleterre, r. 406, cadre 891.

¹⁶ Vue d'ensemble chez Gh. Zaharia, *Rezistența europeană în anii celui de-al doilea război* (La résistance européenne dans les années de la Seconde Guerre mondiale), I, Bucarest, 1973, p. 387 et suiv.

¹⁷ V. Liveanu, *Surprinderea inamicului la 23 august 1944 și condiționarea ei social-politică* (La surprise de l'ennemi le 23 Août 1944 et son conditionnement socio-politique), « Revista de istorie », 31, 1978, 12, p. 2184—2191.

¹⁸ V.I. Dachitchev, *Bankrostvo strategii germanskogo fasizma*, II, Moscou, 1973, p. 487, 490 ; cf. aussi Ph. Marguerat, *Le III^e Reich et le pétrole roumain, 1938—1940*, Leiden, 1977, p. 205.

¹⁹ *Istoriya Veliki Otechestvennoi Voyny 1941—1944 gg.*, 4, Moscou, 1964, p. 115.

verticale, etc.)²⁰. Les opérations d'Arnhem (septembre 1944), ainsi que l'offensive des Ardennes (décembre 1944) sur le front occidental, les opérations de Nyregyhaza (octobre 1944) et de Balaton (mars 1945) sur le front Est devaient démontrer qu'au moment où la Roumanie retournait les armes contre l'Allemagne hitlérienne, le Wehrmacht était encore loin de représenter un adversaire épuisé, réduit à l'impuissance.

L'insurrection roumaine du mois d'août 1944 anéantissait les projets du quartier général allemand de stabiliser le front sur le territoire roumain. Déclenchée dans les circonstances propices créées par l'offensive de l'Armée Rouge, l'insurrection prit de surprise l'O.K.W., incapable de réagir pour faire front à cette nouvelle situation. Ce fut la mise en état d'arrestation de I. Antonescu et de ses principaux collaborateurs, dans l'après-midi de la journée du 23 Août 1944 qui marqua le début de l'insurrection, dont les préparatifs et le déroulement suivaient le plan élaboré sous la direction du Parti Communiste Roumain.

Rapidement, Hitler, qui pensait qu'à Bucarest il ne s'agissait que d'un petit coup de palais sans conséquences, allait perdre ses illusions. L'envergure des opérations entreprises par l'armée roumaine et les gardes patriotiques, la fermeté du nouveau cabinet et, en tout premier lieu, l'unité sans la moindre fissure du peuple roumain tout entier prêt à défendre l'acte du 23 Août incitèrent le général E. Hansen de Bucarest d'avertir le 24 août le général H. Friessner, commandant en chef des troupes allemandes en Roumanie que « Le nouveau gouvernement roumain doit être pris au sérieux... Il a derrière lui tout le peuple roumain et, surtout, le corps des généraux en son entier »²¹. Ceux qui croyaient encore, avec le général A. Gerstenberg, que la Roumanie pouvait être maintenue enchaînée grâce aux projectiles et aux bombes allaient se convaincre du non-fondé de leur opinion.

Aussi, l'insurrection roumaine du mois d'août 1944 a-t-elle contribué largement et de manière décisive à l'une des plus grandes catastrophes de l'armée hitlérienne, catastrophe considérée par les historiens militaires actuels à juste titre comme comparable à un nouveau Stalingrad. Par exemple, l'ex-général allemand Hans Kissel, auteur d'une monographie consacrée aux événements d'août 1944 intervenus en territoire roumain, écrit : « L'envergure et les conséquences militaires et politiques de cette défaite allemande n'ont pas été moins graves que celles de la bataille de Stalingrad »²². On retrouvera un avis analogue également chez le réputé spécialiste britannique en histoire militaire, B. Liddell-Hart, qui ajoute qu'en Roumanie fut créé de la sorte « le plus large flanc ouvert qui soit jamais connu dans la guerre moderne »²³.

Le rôle décisif de l'insurrection roumaine pour la mise en œuvre d'une telle performance est souligné par les communiqués que le général H. Friessner adressa dans le courant de la journée du 23 Août au général

²⁰ Fl. Constantiniu et C. Popa, *Dezvoltarea tehnicii militare în timpul celui de-al doilea război mondial și rolul ei în obținerea victoriei* (Le développement de la technique militaire pendant la Seconde Guerre mondiale et son rôle dans la victoire), dans l'ouvrage *9 Mai 1945—1970*, Bucarest, 1970, p. 245.

²¹ « Revista Arhivelor », LI, 1974, 3, p. 411.

²² H. Kissel, *Die Katastrophe in Rumänien 1944*, Darmstadt, 1964, p. 9.

²³ B.H. Liddell-Hart, *History of the Second World War*, New York, 1971, p. 585.

H. Guderian. En effet, à 11^h20' — il communiquait pouvoir défendre sans difficulté la ligne Focșani—Nămoloasa—Galați, barrant l'accès de la plaine Roumaine et du sud, du Danube, alors qu'à 23^h25' (donc après le déclenchement de l'insurrection) il suggérait de se replier sur la ligne des Carpates²⁴.

Comme de juste, Hitler n'était rien moins que disposé à perdre la Roumanie avec résignation. Mais son ordre de liquider le « putsch » (c'est le terme qu'il utilisa en l'occurrence) devait se heurter à la résistance des unités militaires roumaines, soutenues par les gardes patriotiques.

Durant les huit jours de combats (23—31 août 1944) qui suivirent, l'armée roumaine devait nétoyer les unités hitlériennes d'un territoire de 150 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire une superficie égale à celle du Danemark réuni à la Belgique, la Hollande et la Suisse, représentant 75% de l'ensemble du territoire de la Roumanie à cette époque²⁵. Le triomphe de l'insurrection priva le Reich du pétrole roumain. « Au point de vue de l'économie de guerre — écrit le général von Butlar — pour l'Allemagne ce fut là le coup le plus grave et, l'on pourrait même dire, le coup de grâce »²⁶. La rapidité des interventions militaires roumaines rendit impossible la jonction, dans la zone des Portes de Fer — Cataractes, du groupe F d'armées, situé en Yougoslavie, avec celui dit « Ukraine Sud » ; d'autre part, le temps record mis à couvrir la frontière roumano-hongroise (celle fixée par le diktat de Vienne) et le maintien de la tête de pont stratégique en Transylvanie méridionale firent échouer les desseins allemands de fixer le front sur l'arc carpatique²⁷.

Entraînant à sa suite la chute de tout le système militaire allemand des Balkans, l'insurrection roumaine accéléra la chute même de la domination hitlérienne dans cette partie du continent. Elle contribua aussi à l'aggravation de la crise politique en Bulgarie et en Hongrie. Hitler ne pouvait donc se résigner à perdre la Roumanie, compte tenu de l'importance géo-stratégique de ce pays. Lors de son entretien avec une délégation militaire hongroise, dans la nuit du 12—13 septembre 1944, il donnait à comprendre aux interlocuteurs que « bientôt aura lieu une grande offensive allemande pour la reconquête de la Roumanie »²⁸. Parmi les mesures destinées à lui faire atteindre un tel objectif s'inscrivait également ce qu'on appelait la « Fallschirmspringer-Aktion » qui devait se fonder sur la coopération de l'agence hitlérienne (« Garda de Fier ») avec les éléments les plus conservateurs des partis bourgeois ; c'est seulement maintenant que commence à s'éclairer l'histoire de cette entreprise aventureuse²⁹. Le mot d'ordre diffusé dans les rangs des soldats allemands engagés dans la dernière offensive de la Wehrmacht lors de la Seconde Guerre mondiale, celle

²⁴ Général E. Bantea, *Insurecția română în jurnalul de război al comandamentului de armată german "Ucraina de sud"* (L'insurrection roumaine dans le journal de guerre du commandement de l'armée allemande « Ukraine Sud »), Bucarest, 1974, p. 91.

²⁵ Idem, *Insurecția antifascistă din România în desfășurarea generală a războiului purtat contra Reichului nazist* (L'insurrection antifasciste de Roumanie dans le développement général de la guerre menée contre le Reich nazi), « Studii », 26, 1973, 1, p. 121.

²⁶ *Mirova ja vojna 1939—1945*, traduit de l'allemand, Moscou, 1957, p. 248.

²⁷ Général E. Bantea, *Insurecția antifascistă...*, p. 123—127.

²⁸ W. Warlimont, *Inside Hitler's Headquarters*, New York, 1964, p. 472.

²⁹ Franz Herberth, *Neues um Rumäniens Frontwechsel am 23 August 1944*, Starnberg, 1970, p. 16—17.

du Balaton, déclenchée le 6 mars 1945, était de faire cadeau au Führer pour son anniversaire (le 20 avril) le pétrole roumain ³⁰.

Avec la chute du groupe d'armées « Centre » de Biélorussie (juin — juillet 1944) et le débarquement anglo-américain en France, suivi de la percée des Avranches (31 juillet), l'insurrection roumaine du mois d'août compte — selon Hitler lui-même — comme l'une des trois crises militaires auxquelles fut confrontée le Wehrmacht en 1944 ³¹ et qui signèrent son échec définitif.

Dès les premières heures, l'insurrection roumaine eût un large écho international. La BBC transmettait le soir même du 23 Août un commentaire qui affirmait : « Le geste de la Roumanie aura des conséquences profondes pour la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande » ³², pour continuer le lendemain, en soulignant : « L'initiative de la Roumanie constitue un acte de grand courage et cet acte hâtera la fin de la guerre. La position de l'Allemagne dans les Balkans frise une terrible catastrophe, qui dépassera les dimensions de celle provoquée par les Allemands dans le cul-de-sac de Falaise » ³³. Dans son commentaire de la situation créée en Europe du Sud-Est par l'insurrection roumaine, le « New York Times » écrivait : « La sortie de la Roumanie de la guerre a créé le danger de l'isolement des 15 divisions cantonnées en Grèce et en Yougoslavie méridionale. Cette sortie a transformé la vallée du Danube depuis le delta et jusqu'au point où elle quitte la frontière roumano-yougoslave de zone amicale en une zone hostile [au Reich] et elle a donné à l'Union Soviétique des possibilités de communications ininterrompues sur 600 milles » ³⁴. De son côté, la radio Moscou soulignait le 27 août que « La sortie de la Roumanie de l'Axe est d'une portée exceptionnelle non seulement pour ce pays, mais pour tous les Balkans, car du fait de ce coup tout le système de domination allemande dans le sud-est de l'Europe est démantelé » ³⁵. La radio et la presse dans bon nombre de pays ont relevé l'importance exceptionnelle de l'insurrection pour la victoire de la coalition antihitlérienne et la volonté unanime du peuple roumain de donner son apport à l'effort des Alliés.

Cette insurrection a été le couronnement de la lutte *anti-fasciste* du peuple roumain ; elle était dirigée contre le fascisme international et en tout premier lieu contre le nazisme, ainsi que contre son officine interne, représentée par le mouvement légionnaire. En même temps, de par son caractère *anti-impérialiste*, elle donnait expression à la soif inassouvie du peuple roumain de rétablir son indépendance et sa souveraineté nationale, indépendance et souveraineté grièvement limitées par l'occupation hitlérienne.

L'insurrection a ouvert une étape nouvelle de l'histoire du peuple roumain. Le rôle tenu par les forces révolutionnaires et progressistes,

³⁰ P. Gosztony, *Endkampf an der Donau*, Wien, 1969, p. 217.

³¹ *Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler*, II, éd. A. Hillgruber, Frankfurt am Main, 1976, p. 511 (l'entretien avec Ante Pavelić du 18 septembre 1944).

³² « Universul », n° 234 du 25 août 1944.

³³ Archive du ministère de la Propagande, Fonds Radio-écoute.

³⁴ « The New York Times », du 25 août 1944.

³⁵ Quantité d'autres exemples dans *Istoria poporului român* (Histoire du peuple roumain), par les soins de A. Oțetea, Bucarest, 1970, p. 399 — 403.

sous la direction du Parti Communiste Roumain dans la chute de la dictature d'Antonescu et la liquidation de l'occupation nazie allait aiguiller par la suite la vie politique du pays dans la voie d'un processus révolutionnaire, dont le développement abolira les anciennes structures d'une société bourgeoise, pour jeter, à leur place, les bases d'une société nouvelle, socialiste.

À la suite de l'insurrection, le rapport des forces jouant dans l'arène de la politique intérieure s'est trouvé modifié de manière fondamentale ³⁶. Le Parti Communiste Roumain s'imposa fermement comme le représentant de la classe ouvrière, des masses populaires, militant pour l'édification d'un ordre nouveau et entraînant graduellement d'abord l'isolement et ensuite la disparition des partis bourgeois. Ce processus révolutionnaire inauguré par l'insurrection est né des réalités objectives de la société roumaine. Exprimant l'action des lois historiques objectives, il devait revêtir très vite des formes caractéristiques, déterminées par ces réalités.

Donc, l'insurrection nationale, antifasciste, organisée et dirigée par le Parti Communiste Roumain, a mis fin à un régime de dictature militaire et fasciste, marquant le commencement de la révolution populaire. Au point de vue militaire, elle a contribué à la chute du système allemand dans la Péninsule balkanique et a conféré à la catastrophe allemande en Roumanie les dimensions d'un nouveau Stalingrad. Moment glorieux de la lutte pluriséculaire pour la sauvegarde de l'indépendance nationale, l'insurrection du mois d'août 1944 est tout à la fois un haut fait d'arme, le fruit d'une sagesse politique en pleine maturité et le début d'une voie nouvelle dans l'histoire de la Roumanie. « L'acte du 23 Août 1944 a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire de la Roumanie — l'ère des profondes transformations démocratiques, révolutionnaires, du parachèvement de l'indépendance et de la souveraineté nationale, de l'édification d'une vie nouvelle, socialiste » ³⁷.

³⁶ Tr. Udrea, *Insurecția națională antifascistă — factor hotărâtor în schimbarea raportului de forțe în viața politică a României* (L'insurrection nationale antifasciste — facteur décisif dans la modification du rapport des forces de la vie politique en Roumanie), « Revista de istorie », 26, 1974, 8, p. 1131—1143.

³⁷ *Holărtrea Comitetului Executiv al Comitetului Central al P.C.R. la aniversarea a 35 de ani de la eliberarea României de sub dominația fascistă* (Décision du Comité exécutif du Comité Central du P.C.R. à l'anniversaire de 35 ans depuis la libération de la Roumanie de sous la domination fasciste), « Scinteia », n° 11 426 du 11 mai 1979, p. 1.

THE ADRIANOPLE TREATY (1829) AND ITS EUROPEAN IMPLICATIONS

NICOLAE CIACHIR

Napoleon's military and political genius as well as his endless ambition so strongly shook the old structures of Europe in the early years of the nineteenth century that the four victorious powers, England, Russia, Austria and Prussia, tired and at the end of their human and material resources, were actually desirous of peace.

It is true that through the resolutions adopted by the Congress of Vienna (1815) the four states gained numerous territories, sacrificing the Poles and a divided Italy under the sway of the Habsburgs, and ignoring the national problem in most of the European countries. Two big powers were vying with each other: Russia, the strongest land force and England the ruler of the seas. Of course Metternich, too, took advantage of the conjuncture, penetrating a good way into Italy along the Dalmatian coast and securing a prominent position in the German states. And, for that matter, the aim of the Holy Alliance and of the Congresses of Aachen (1818), Karlsbad (1819), Troppau (1820), Laybach (1821) and Verona (1822), despite of a set of divergences and animosities among Napoleon's victors, was to maintain the status quo achieved in 1815.

But the upheavals in the Duchy of Saxe-Weimar (1817), the Spanish revolution led by colonel Rafael de Riego (1820), the revolutions breaking out in Italy — to mention only that led by general Guglielmo Pepe (1820) —, the Romanian revolution led by Tudor Vladimirescu (1821), the outbreak of the Greek revolution in 1821 and the perseverance of the insurgents in claiming to be recognized by the great powers without laying down the arms, the Decembrist movement in Russia (1825), were as many European seisms that worried the big powers. Nevertheless, they did not trigger a war.

Actually the 1828—1829 war was the first large scale collision of Russia with the Ottoman Empire, after the Congress of Vienna, if we omit France's military intervention in Spain, at the request of the Holy Alliance in 1823, and the war triggered by Persia when it attacked the Russian fortresses of Transcaucasia in 1826¹.

¹ The Russo-Persian war was brought to an end by the peace of Turcmanceai (1828), the czar's empire gaining Erevan and Nahitchevan (parts of Armenia). (*History of U.S.S.R.*, tome IV. *Nazrevante Kritzsa Krepostonogo stroia v. pervoi polovine XIX v.*, edited by A. V. Fadeev, Moscow, 1967, pp. 382—383; for further information see Grigorian Z.T., *Prisoedinenie Vostochnoi Armenii K Rosti v naceale XIX veka* Moscow, 1959 and Jacques Droz, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, Paris, 1972, pp. 271—272.

The two empires had collided in a set of wars in the eighteenth century and, in 1806—1812, Russia gaining a series of territorial and economic advantages, as well as political influence by the treaties of Kuciuk Kainardji (1774), Iassy (1792) and Bucharest (1812).

Russia, strengthened by the Congress of Vienna, according to Pierre Renouvin's opinion, was able to conduct its future foreign policy actions along three directions: 1. Towards central Europe by occupying most of Poland's territory, taking advantage of the rivalry of Austria and Prussia regarding supremacy within the German Confederation; 2. Towards the Balkans, the Straits and the eastern Mediterranean, banking on the support of the Balkan Christians oppressed by the Ottoman reactionary rule; 3. Towards the Pacific, central Asia and Transcaucasia, that is beyond the European area, worrying thus only England which was eagerly guarding India.

In shaping his foreign policy the czar's power was unrestricted; he did not need the people's assent. Out of a 55 million population, the czar could easily raise a one million army, Russia's huge territory offering unlimited possibilities of troops movement². It seems that the czar's diplomacy was attracted in the first place by the Balkans where it could more easily reach its aims banking on the sympathy of the Slav populations of that area; the presence of the Russian fleet in the Mediterranean and the Aegean Sea and the granting of a liberal constitution to the seven Ionian Islands (1803) had won also the sympathy of the Greek population³.

In a study published in 1974⁴ synthesising older studies as well as new archives research results, the Soviet historian I.S. Dostian shows that because of its geographic situation, Russia, more than the other big powers, was interested in an active Balkan policy, aiming to occupy the Straits or at least to bring them *under its sway*. The economic, political and strategic interests of czarism required it. And, for that matter, England, France and Austria showed similar interests⁵. To stop Russia's penetration into the Balkans and the Mediterranean it was necessary to support the integrity of the Ottoman Empire, seeing that this integrity was the best barrier to the czarist movement.

Tsarist diplomacy thought that Turkey had been treated mildly enough when the treaty was signed in Bucharest (1812), hoping that this fact would prevent it to attack Russia when Napoleon's army invaded

² Pierre Renouvin, *Le XIX^e siècle. De 1815 à 1871. L'Europe des nationalités et l'éveil des nouveaux mondes*. Paris, 1954, p. 7 ff. (The author thinks that Russia had initially — after 1815 — focussed its attention on the Pacific); for further details see N.S. Kineapina's work: *Vneshnaja politika Rossii v pervoi polovine XIX veka*, Moscow, 1967.

³ See A.M. Stanislavskaja's study. *Rossia i konstitutia 1803* in *Mejdunarodnye otnoshenia na Balkanah*, Moscow, 1974; also: P. Kennedy Grimsted, *The Foreign Ministers of Alexander I*, Berkeley and Los Angeles, 1969.

⁴ I.S. Dostian. *Osnovnye etapy i osobennosti politiki Rossii na Balkanah s posledneti tretti XVIII v. do 1830 g.* in *Mejdunarodnye otnoshenia na Balkanah*, Moscow, 1974.

⁵ *ibidem* pp. 6—9. Dostian shows that Debidour, Bourgeois, Schiemann, Ancel Driault, J. Pirenne and others have emphasized only Russia's aggressiveness without mentioning that similar interests were underlying the other big powers' policy. It was only recently that several European and American historians started analysing thoroughly and more objectively the situation; he mentions: M.S. Anderson, *The East Question*, New York-London, 1966; P. Kennedy Grimsted, *The Foreign Ministers of Alexander I*, Berkeley and Los Angeles, 1969.

Russia. Turkey was also to be a mediator in the Russo-Persian conflict according to article 13 of the Bucharest peace treaty ⁶.

After Napoleon's defeat, Russia could have found pretexts for interfering in the problems of the Ottoman Empire, the more so as the Turks had broken the provisions of the Bucharest Treaty regarding the Serbian problem. That is why, in order to stave off a conflict, Ottoman diplomacy showed pliability: on Russia's insurances the sultan issued in 1815 a firman regarding the navigation on the Danube ⁷ and in 1817 after a meeting held in Constantinople Turkey ceded two large islands apposite Ismail and Kilia ⁸.

The outbreak of the Greek and Romanian revolutions offered new prospects in the evolution of the eastern question. Capodistria, who was trusted by the czar, was appealing to his emotions, laying simultaneously stress on two issues: in the first place, that the liberation of Greece with Russian help would considerably step up the czar's influence in the Balkans, and in the second place that the defense of the orthodoxy against the Crescent was an ideological problem which was beyond interference in the domestic affairs of another state ⁹. But this was the very reason — interference in another state's affairs — which made the czar disavow the two revolutions previously mentioned.

A significant document is the dispatch drawn up by Nesselrode during the Congress of Laybach (April 28 May 10, 1821) and sent to all Russian legations abroad. After analysing the Italian situation, the dispatch stressed that Russia did not need new conquests, had no further ambition, did not want to gain exclusive influence in certain regions of Europe. It added that the movements in Wallachia and Moldavia as well as in other areas of the Ottoman Empire had clearly demonstrated the fair position of Russia which did not want to interfere in the domestic affairs of that country. Grave accusations have been brought against Russia, alleging that this non-intervention was due to western Europe's opposition and not to the czar's will ¹⁰.

We wish to mention here a document which was not fully analysed by historians. It is the Berlin protocole (2 14 March 1822) signed by Russia and Prussia, regarding the Eastern Question ¹¹.

It is known that at an early stage of the Congress of Vienna, that is in 1814, Russia and Prussia came close together in order to thwart the actions of England, Austria and of defeated France, subtle Talleyrand trying to take advantage of the situation. Russia supported Prussian diplomacy regarding the problem of Saxony at the Congress of Vienna and this rapprochement was promoted by the Petersburg and Berlin governments, of course each of them pursuing its own target: Russia wanted to check Austria's drive towards the Balkans; Prussia aimed to lessen Vienna's influence within the German Confederation.

⁶ *Manuel diplomatique. Recueil de traités* par F.G. Ghillany, tome I, Paris, Brussels 1856, p. 59—63.

⁷ Text reproduced in Testa, IX, p. 151.

⁸ *Manuel diplomatique...* par F.G. Ghillany, I, p. 143.

⁹ *Istoria Diplomatiei* Vol I edited by V.A. Zorin, V.S. Semionov, S.D. Skazkin, V.M. Hvostov. (Romanian version) Bucharest 1962, p. 461.

¹⁰ *Manuel diplomatique. Recueil des traités...* p. 258.

¹¹ *ibidem*, pp. 258—260.

The document showed that the tzar wanted peace to be preserved in the Ottoman Empire, but at the same time, the Greeks should be allowed to exert their profession and religion, undisturbed, a clear distinction being made between culprits and guiltless persons¹². The Ottoman troops should evacuate the Romanian Principalities which were to be temporarily administered by Divans presided by a Greek Caimacam, to be replaced later on by appointed native rulers¹³. Ottoman and Russian delegates had to be sent to the Principalities where they should solve all the problems previously agreed on, but which had not been settled yet¹⁴.

Prussia endorsed Russia's steps, considering them to be wise, moderate and capable to restore peace and order in the Near East; it agreed that all christians should enjoy freedom and to this end it would approach the diplomatic representatives of Austria, England and France accredited to Constantinople asking them to bring pressure to bear on the Sublime Porte with a view to the implementation of these measures, envisaging even breaking off diplomatic relations¹⁵.

It is known that the tzarist regime disavowed the 1821 revolutionary movements in the Balkans; at the same time, it attempted to debate the Greek problem at the Congress of Verona, but Austria and England were against. In 1822 England again rejected the idea of a congress of the Holy Alliance to be held in Petersburg in 1824 to find a solution to the Greek-Turkish conflict¹⁶. Meanwhile George Canning, who succeeded Castlereagh to the Foreign Office (Sept 1822), promoted a new trend of foreign policy, a trend aimed to support the bourgeoisie which was looking for channels for trade in the states that were struggling for freedom, but which should not undermine their struggle for emancipation. This policy would have lessened Russian influence in the Balkans and French influence in the Iberian peninsula. This new conjuncture and the events in progress induced the tzar to reconsider his position in the Greek problem as he was not willing to allow the English the monopoly of influence in Greece¹⁷.

When England officially recognized the Greeks as belligerent power (taking account of the proclamation of independence by the Assembly of Epidaur, 1 January 1822)¹⁸, the new tzar, Nicolas I, was prepared to conclude an agreement with England in order to take common action liable to step up also Russia's influence in the Balkans.

To this end, the duke of Wellington, whom the tzar held in high esteem, arrived in Petersburg where the talks resulted in a protocole (signed in April 1826) regarding the common action that was to be conducted by the two great powers. Greece was to be a separate, self-administered state under the suzerainty of the Sultan who was to receive an

¹² *ibidem*, pp. 259.

¹³ *ibidem*, pp. 259-260.

¹⁴ *Acte și documente relative la istoria renascerii României* edited by D.A. Sturdza and C. Colescu-Vartic, Vol I (1391-1841) București, 1900, pp. 1070-1071; see also Martens, VIII, p. 419.

¹⁵ *ibidem*, pp. 1071-1073.

¹⁶ Ilarion Filipescu, *Congresele și conferințele în viața internațională*, Sibiu, 1944, p. 32.

¹⁷ *Istoria Diplomației...* edited by V.A. Zorin, I p. 467.

¹⁸ Jacques Droz, *Histoire diplomatique...* pp. 300-303.

annual tribute. Pierre Albin considers that this protocole, which lays the foundation of the Greek State, was practically the first disintegration of the Ottoman Empire, worked out by the two most powerful European states¹⁹. As known, the Porte rejected these proposals and France, lest it should lose certain advantages, joined the Russo-English protocole: in July 6, 1827 the three countries, Russia, England and France, concluded in London the first treaty regarding the Greek issue²⁰.

Before making a set of remarks on the above-mentioned treaty it is necessary to remind that, while Wellington was conducting negotiations in Petersburg, the tzarist diplomacy, unbeknown to the English side, presented the Porte with an ultimatum and started the Russo-Ottoman negotiations which resulted in the conclusion of the Ackerman Convention (October 1826)²¹.

The document contained three parts: an explicative convention of the treaty of Bucharest laying down that all the clauses and stipulations of the treaty concluded in 1812 were in force and had to be observed and applied; a separate Act regarding the Principalities of Moldavia and Wallachia; the Act stipulated that the Hospodars had to be chosen from among native elements for a 7-year period and the inhabitants should enjoy free trading of all soil products, except for those that had to be delivered annually to the Porte. It was further added that all the infringements of the Ottoman authorities should be made good and a range of territories that had been encroached upon, outside the Rayahs of Braila, Giurgiu and Turnu and at the mouth of the river Olt area should be returned to the Romanian owners through a firman, within the shortest possible time²². A separate Act, referring to Serbia, stipulated: independent local administration; freedom of worship; moslems should not be allowed to take up residence in Serbia, except in those places where Ottoman troops were in garrison; permission granted to Serbs to travel as bearers of Serbian passports within the Ottoman Empire; return to Serbia of all areas that had been abusively integrated into the Ottoman Empire²³.

By the signing of the Ackerman Convention, the tzarist diplomacy was obligating the Porte to observe the stipulations of the Bucharest treaty, checking abuses in the Romanian Principalities and Serbia and stepping up its influence and prestige in the Balkans.

Reverting now to the London July 1827 Treaty, its seven points provided that England, Russia and France had to *mediate* the conflict of the Greeks with the Ottoman Porte, the latter having to recognize an autochthonous, self-ruled Greek state under the suzerainty of the Porte to which it should pay an annual tribute (Article 2)²⁴. The three signa-

¹⁹ Pierre Albin, *Les Grands Traités Politiques. Recueil des principaux textes diplomatiques. De 1815 à 1914*, Paris, 1923, p. 145.

²⁰ *ibidem*, reproduced on pp. 145–146.

²¹ *Manuel diplomatique. Recueil de traités*, reproduced on pp. 143–150.

²² *ibidem*, pp. 145–147; see also Martens, *Nouveau Recueil*, VI, 1053 ff; see also *Acte și doc.*, I, pp. 314–317.

²³ *Manuel diplomatique...* p. 149–150, see also *Acte și doc.*, I, pp. 317–318; see also commented at length, N. Ciachir, *Istoria modernă a Serbiei* (Modern History of Serbia) București, 1975 p. 42 ff.

²⁴ Pierre Albin, *Les Grands Traités...* p. 145.

tories of the London Act, called the *Contracting Powers*, stated that they were pursuing no personal advantages, they had no territorial claims, they were not attempting to achieve exclusive influence or special rights for their nationals, etc.; they only wanted to secure peace and order in that area of the world (Art. 5) ²⁵.

The events that took place are known: the Porte rejected the provisions of the London Treaty, the Turkish and Egyptian fleets were defeated in the naval battle of Navarino²⁶ and another Russo-Turkish War broke out in April 1828 ²⁷.

The Russian army, about 100,000 men strong, led by Wittgenstein, driving towards the Balkan front, crossed into Moldavia at three places, Sculeni, Fălciu and Vadul lui Isac, making for the Danube.

Numerous Romanian volunteers joined in the fight against the Ottomans, the more so as the Turks were making raids from Brăila, Giurgiu and Turnu particularly into Oltenia, where they had occupied the southern part, as far as north of Băilești.

Within less than 5 weeks more than 3500 Romanians having volunteered, the Russian high command appointed Ion Solomon "to be the 'natchalnik' (head, our note) of all Romanian soldiers" ²⁸.

In Oltenia the Romanian pandours, led by Ion Solomon, Gheorghe Magheru, Mihai Ciupagea, Nicolae Verbeceanu, etc., distinguished themselves at Băilești, Cioroiu, Calafat, Golent, Cerneți, Simian, Cireșul, Schela Cladovei and at the Rahova stronghold ²⁹. Valuable information on the battles fought by the Russian troops and the Romanian pandours in Oltenia is provided by the memoirs of Russian colonel P.H. Grabbe who actually participated in all the battles of that area ³⁰.

As known, the Russians defeated the Turks only the following year when Diebich, the new commander-in-chief of the Balkan peninsula troops, crossed the Balkans and occupied Adrianople. I should like to insist on the correspondence between general Diebich and the tsar, from the very day of the fall of Adrianople up to the conclusion of the peace treaty signed in the same town on 2 (24) September 1829, correspondence that has not been used by Romanian historiography so far although

²⁵ *Ibidem*, p. 146.

²⁶ For details see: E.Z. Karal, *Osmanlı Tarihi*, V, p. 118⁴; see also *Memoirs of the Life of Admiral Sir Ed. Cortington*, London 1873, Vol. II, pp. 4-14, 18-55.

²⁷ For details see: Lukianovich, Guards Captain *Opisanie tureșcoi voiri 1828-1829 godov*, tome I, Petersburg 1844; see also Fadeev A.F., *Rossia i voctochnyi krizis 20-h godov XIX veka*, Moscow, 1958.

²⁸ *Biografia vjeșii polcovnicului Ion Solomon, istorisită de sine însuși și scrisă de P. Georgescu* (Biography of Colonel Ion Solomon told by himself and written by P. Georgescu) Craiova 1862, p. 24; see also N. Ciachir, *Aportul Rusiei la organizarea armatei naționale române* (Russia's contribution to the organization of the Romanian National Army) in "Relații Româno-Ruse", București, 1962, p. 89.

²⁹ "Curierul Românesc", 24 June (6 July), 19 (31) Aug. 1829; see also Hurmuzaki XVII, 108, 117; see also N. Ciachir, *Aportul Rusiei*, pp. 90-93; see also Ion Filitti, *Principalele române de la 1828 la 1834*, București, 1934, pp. 12-13.

³⁰ *Zapiska Knjka grafa P.H. Grabbe in 'Russkii arhiv'*, 4 (1888). Count Grabbe (1789-1875), a veteran of the Caucasus wars, hetman of the Don Cossack troops and sympathiser with the Decembrist movement, received the title of count as a reward for his gallant deeds in Oltenia in 1828. In 1830 he married the daughter of Dr. Eustație Rolla, in Iassy.

it offers interesting information on the diplomacy carried out behind the scenes and on Russia's aims when it signed that treaty ³¹.

On August 9, 1829 Diebich was reporting that Adrianople had fallen the previous day; Turkey had surrendered delivering into Russian hands the barracks of the town that could house 8000 infantrymen, the Old Seraglio, the Keys of the fortress and 54 guns. He had also taken the liberty to ask general Pavel Kisselev, who was in Wallachia, to lead his troops across the Danube with the view of annihilating the pasha of Skodra ³², seeing that general Geismar, — a valiant man but, at the same time, a great intriguer — instead of occupying Vidin had crossed the Danube back ³³. The same day, a few hours later, Diebich was sending the czar another letter letting him know that he had received an official letter from general Müffling, Lord Gordon and Count Hilemino, informing him that the Porte had decided to send emissaries for peace negotiations based on count Nesselrode's note ³⁴. He was suggesting that until count Pahlen would arrive from Odessa the negotiations should be conducted by Fonton, a competent person whom he fully trusted ³⁵. On August 13, 1829 Diebich was informing his sovereign that he had a lot of disabled men so that practically he could rely only on 5000 men in each division, if he included also the reserves he had south of the Balkans a 35,000 strong army. If the Turks rejected the Russian conditions, he could leave behind 10,000 men, garrison troops designed to establish liaison with the rear area, and with the remainder (25,000 men) he would occupy the Ottoman capital. This was a rather small army to occupy a city like Constantinople with a population of about 600,000, nevertheless, it was strong enough seeing that practically the Turkish army did no longer exist ³⁶.

He had already worked out a plan for the occupation of Lüle Burgas and Silistra, and through an operation carried out jointly with the Russian fleet of the Mediterranean he would occupy Gallipoli and the Dardanelles. In this event he would set up his winter quarters in Roumelia and in spring he would start the third campaign against Turkey, concomitantly rousing all the Balkan peoples against Turkey ³⁷. As two thirds of the Balkan inhabitants are christians, it might be possible to create 3 or 4 states, strong enough to defend themselves against Turkey,

³¹ I used the copy preserved in the V.I. Lenin Library of Moscow, on the occasion of my May 1978 study travel.

³² Skodra (Scutari) powerful stronghold in northern Albania, on the coast of the Adriatic sea, was under the sway of Bashutli Pasha, a family that from generation to generation obeyed the Sultan only when this suited them. The pasha had led his troops towards the Danube, attempting to stop the Russian advance. Diebich was fearing that the pasha would not obey the Sultan's order to stop fighting. *N. Ciachir, Istoria modernă a Albaniei* (Modern History of Albania) București, 1974, p. 20.

³³ *Adrianopoljskii mir 1829 goda Iz perezpiski grafa Dibicia. N.K. Schilder.* St, Petersburg, 1879, p. 5, (the old style is used in this correspondence).

³⁴ *ibidem*, p. 5.

³⁵ *ibidem*, pp. 6—7

³⁶ *ibidem*, p. 8.

³⁷ *ibidem*, pp. 8—9.

under Europe's guarantee, but not too strong seeing that this would pose problems to all the big powers ³⁸.

Diebich reminds the czar that he had instructed him to arm the Bulgarians and the Serbs. He armed only a small number of Bulgarians enabling them to defend themselves; without arousing Turkey's suspicion and inducing it to break off negotiations. "Your Highness, our claims must be reasonable so that the Porte might show gratitude; otherwise it might throw down the gauntlet to us and start a life and death fight" ³⁹. If Turkey does not accept our proposals I suggest two different courses of actions:

1. To advance as far as Sarai and Ciorlu, occupy several places up to the Dardanelles and concomitantly the strongholds on the Danube and of course Şumla, which is very important.

2. The main forces should advance towards Constantinople; concomitantly all Bulgarians and Serbs should be induced to join the fight. Two infantry brigades (of general Kisselev) should be sent to Serbia and jointly with the Serbs occupy Vidin. Some troops should be left in front of Giurgiu stronghold and Kisselev should occupy Sofia. One should make use of the Kingdom of Poland troops in order to emphasize the brotherly attitude of the two armies. This fact offering the Balkan Slavs a suggestive example of fraternity. All these joint forces will definitively break Turkey's power in the Balkans with the exception of Bosnia and Albania where the Moslem population is strongly established. Undoubtedly Austria, England and even France will take advantage of the circumstances to strengthen their positions in the western area of the peninsula. With the help of the Black Sea Russian fleet all the Bosphorus and Dardanelles strongholds will be garrisoned, strongholds that would be pulled down several years after the signing of the peace treaty so that they would no longer endanger the security of the states created after the collapse of Turkey ⁴⁰.

On August 17 Diebich was reporting that the Turkish emissaries had arrived and started negotiations, but they strongly refused to cede Ahaltîh, a centuries-old town, the backbone of Ottoman possessions in Asia ⁴¹.

Diebich was stressing the good offices of Prussia's general Müffling aiming at a rapid conclusion of the peace treaty. And, for that matter, the czar had accepted as early as the spring of 1829, Prussia's mediation and in July the general was sent on an extraordinary mission to the Porte ⁴². While the Prussian delegation (general Müffling who had been taken ill was replaced by major Kistter) was attempting to find a common ground for the Russians and the Ottomans, asking at the same time the Russians not to drive their troops too near to Constantinople, Sir Gordon was informing officially that the cession of Ahaltîh would be regarded unfavourably and with suspicion by the British Cabinet ⁴³.

³⁸ *Adrianopoljskii mir...* p. 10.

³⁹ *ibidem*, p. 11.

⁴⁰ *ibidem*, pp. 11-12.

⁴¹ *ibidem*, p. 14.

⁴² Ioan C. Filitti, *Principatele Române...* p. 15.

⁴³ *Adrianopoljskii mir...* p. 14-15.

On August 24, 1829 in another letter mailed to Petersburg, Diebich was informing about the arrival at the Adrianople camp of Count Pahlen and Count Orlov who were carrying the tzar's instructions. It is interesting and even strange that the Turkish delegates agreed so easily and entirely to the Russian claims regarding the Romanian Principalities, as if those territories had never belonged to them, and on the other hand, vehemently rejected a minor claim, the neutrality of the islands of the Danube mouths area⁴⁴. At the following sitting the Turkish delegates said that they were willing to cede definitively certain European territories to the Russians if the war reparations were reduced, alleging that the treasury of the Ottoman Empire was exhausted, "but I replied that I had no instructions to this effect from Your Majesty and that You have publicly stated that You categorically oppose any territorial aggrandisement, of Your huge empire"⁴⁵. On August 29, 1829 the tzar sent Diebich a letter congratulating him on the victory. He was suggesting a plan of troops dispersal so that they could guarantee the payment of war reparations; if the negotiations broke off he should immediately occupy the Dardanelles preventing thus any other fleet, except the Russian, to sail through the Straits⁴⁶. Count Orlov would thoroughly inform him about everything; in the Greek problem, regardless of any decisions that the ambassadors to Constantinople might reach he should accept no other boundaries but Arta and Volo⁴⁷.

On September 1, 1829 the tzar dispatches further instructions. He explicitly states that he wants only peace and not the destruction of Turkey. Should the Turks break off negotiations Diebich was to occupy Constantinople and the Dardanelles immediately in order not to allow the French and English fleets to sail towards the Ottoman capital. He should not be worried by the small number of his troops; when somebody fights in a right and noble cause he is always sure to succeed; "the messenger from London has arrived today, the English are amazed by our successes, they already see us entering Constantinople"⁴⁸.

On September 3, 1829 Diebich was informing the tzar that "yesterday September 2, in the afternoon, the peace treaty was signed"⁴⁹. The Turks accepted the Russian proposals, the latter having made concessions particularly regarding the war reparations seeing that the Ottomans were practically unable to pay more. Until the war reparations were paid it has been decided that the Romanian Principalities and the Silistra fortress should be kept by the Russians as a pledge. Although the peace treaty had been signed, Diebich went on reporting; the Christians' position is very precarious, and the Moslems' too, for that matter; the Ottoman Empire is a ramshackle structure indeed⁵⁰. To safeguard our interests it is necessary that the Principalities and Silistra should be occupied for a longer period of time and that our fleet should entirely control

⁴⁴ *ibidem*, p. 17.

⁴⁵ *ibidem*, p. 18.

⁴⁶ *ibidem*, pp. 20-21.

⁴⁷ *ibidem*, p. 21.

⁴⁸ *ibidem*, p. 23.

⁴⁹ *ibidem*, p. 24.

⁵⁰ *ibidem* p. 25.

the Black Sea ⁵¹. He further takes the liberty to suggest that if the Ottomans' debt could be reduced they would undoubtedly feel greatly obliged to us and this would surely step up Russian influence in Constantinople. It is also highly important that the new ambassador to Constantinople should be a capable and adroit man able to persuade Turkey that its alliance with Russia is absolutely necessary, vital, seeing that it would secure peace and prosperity, reviving its economy and considerably step up Black Sea trade. He thinks the right man would be Count Alexei Orlov ⁵². He also wanted to let the czar know that Prussian general Müffling had really supported Russia in the peace negotiations; the English and French ambassadors had also been helpful in the Greek problem. "This peace, Sire, concludes Diebich, will show Europe how powerful we are and also how magnanimous to foes" ⁵³.

On September 10 the news about the signing of the peace had not yet reached Petersburg so that the czar did not know whether the peace treaty had been concluded and whether Russian troops had entered Constantinople or not. He let the general know that he did not agree with the 10-year occupation of the Romanian Principalities — as a pledge — "because this would mean that our diplomacy is denying my statement" ⁵⁴, and what is more the occupation of these provinces might imply financial difficulties. He wanted that instead of the Principalities they should occupy the Black Sea coast from Burgas all the way to Constantza (Constantza in the original Russian text and not Küstendjé as the Ottomans used to call it). Silistra and the Principalities should also be occupied but as soon as the war reparations were paid they had to be immediately evacuated ⁵⁵. If Kars had not been ceded by the Ottomans he was willing to exchange the Principalities for Kars, seeing that he strongly wished that this highly important fortress should belong to Russia ⁵⁶.

On September 12 the czar send him a new letter from which it appears that he still did not know whether the peace treaty had been concluded. He congratulated him on his victory and conferred on him the St. George cross, first class, for having reached to the gates of Constantinople; he further made suggestions on the disposition of troops: the right flank should be supported by the Kronstadt fleet dispatched through the Mediterranean and the left flank by the Sevastopol fleet ⁵⁷. When the peace has been signed as many troops as possible should be sent home and admiral Heiden should be instructed to send half of the fleet into winter quarters in southern France seeing that this would represent at least 300,000 roubles savings. He was also worried by the plague which had broken out in the army, 50 cases having been recorded ⁵⁸.

From the czar's letter of September 22, 1829 it appears that the news of the peace signing had finally reached Petersburg. "The Treaty

⁵¹ *ibidem*, p. 25.

⁵² *ibidem*, pp. 25–26.

⁵³ *ibidem*, p. 27.

⁵⁴ *ibidem*, p. 28.

⁵⁵ *ibidem*, p. 28.

⁵⁶ *ibidem*, p. 28.

⁵⁷ *ibidem*, pp. 30–31.

⁵⁸ *ibidem*, pp. 31–32.

of Adrianople, the strongest of all, has been concluded. Our moderation will reduce to silence the most inveterate back-biters. To-day I have promoted you to the rank of field-marshal”⁵⁹.

The tzar thinks that Silistra, Constantza, Babadag, Giurgiu and Satu Nou will do for Russia; the others must be evacuated as soon as possible⁶⁰.

Before analysing the treaty concluded by the two empires it is necessary to examine again the letter Diebich addressed to the tzar on September 24, 1829. It is true that the peace treaty is a moderate one, maybe too moderate, but he insists that the Principalities should be occupied for a certain period of time. If the Russians evacuated them, then Austria, a state making use of the most refined and machiavellian methods, would try to make the most of this fact⁶¹.

As a soldier, Diebich ponders on the advantages and disadvantages of two solutions :

1. The occupation of the sea coast from Varna up to the mouths of the Danube;
2. The occupation of the Romanian Principalities and Silistra.

From the strategic point of view the advantages are nearly equal. If the second version were adopted, the following years the number of troops stationed in the Principalities and in Silistra could be reduced; the Romanian pandours and the cossacks would be able to protect the Danube line⁶².

From the sanitary point of view one could expect mortality to be higher and diseases more frequent in the sea coast area than in the Principalities, seeing that, with the exception of the Silistra garrison, some military units could be shifted to the mountainous areas of Wallachia and Moldavia during the hot season⁶³.

Financially, the cost of the army maintenance in the Principalities would be incomparably lower than in the Varna-Mouths of the Danube area seeing that in the latter region everything, including wood, had to be brought from other areas. Properly administered, the Principalities could easily secure a revenue of several millions, but everything should be carried out by the Russians seeing that the appointment of Hospodars would uselessly complicate the affairs. Even the tribute could be collected on behalf of the Sultan, whereas the poor sea coast area with an overwhelmingly moslem population would hardly yield anything⁶⁴.

Diebich's other reports are of lesser importance; they deal with the state of mind in the Ottoman Empire, with Sultan Mahmoud's dissatisfaction with the Albanians who were hardly applying the reforms he was advocating and with the Russians who were agreeing to evacuate Adrianople only if the Turks gave up the Giurgiu stronghold⁶⁵.

⁵⁹ *ibidem*, p. 35.

⁶⁰ *ibidem*, p. 35.

⁶¹ *ibidem*, pp. 37—38.

⁶² *ibidem*, p. 39.

⁶³ *ibidem*, p. 31.

⁶⁴ *ibidem*, pp. 39—40.

⁶⁵ He would leave Adrianople only if the Turks evacuated Giurgiu (8 October report) I am expecting any time to receive news about the evacuation of Giurgiu (18 October report). Giurgiu was delivered into the Russian hands (6 November report). He is sending the tzar the key of the Giurgiu stronghold, as a final homage of this victorious war. (16 November 1829 report).

On September 2/14, 1829 the Russians and the Ottomans concluded the treaty which comprised three documents;

1. The treaty of peace proper;
2. The separate Adrianople Act regarding the Principalities of Moldavia and Wallachia;
3. A separate Act regarding the war reparations and the evacuation of the Principalities.

The three documents ⁶⁶ were signed the same day, September 2/14, by Count Alexis Orlov and Count Frederic Pahlen on the Russian side and by Sadik Effendi, Grand Deftterder of the Sublime Porte, and Abdul Kadir Bey the Commander-in-chief of the Anatolia troops ⁶⁷.

The treaty proper — including 16 articles — restores peace between the two empires. In principle Russia evacuates all territories it had occupied in European Turkey (Art. 2), the frontier being the Pruth river from the point it runs into Moldavia up to its confluence with the Danube (Art. 3.), but Russia annexes the Danube Delta, the frontier skirting along the Sfintu Gheorghe Arm all the way to the point where it flows into the Black Sea. On the right bank of this Arm an uninhabited stretch of land will skirt along it over a two hours' walk distance starting from the Sfintu Gheorghe Arm—Sulina Arm fork (the forking point being Turkish territory); no fortifications should be built within this river bank area; the merchant ships of both nations are allowed to sail on the Danube. The merchant vessels flying Ottoman flag can enter the Danube through all the three branches, the Sfintu Gheorghe branch being reserved to both nations' naval forces, but the Russian warships are allowed to sail upstream only as far as the Pruth river mouth. (Art. 3).

Article 4 of the treaty is fixing the Caucasus frontier line, Turkey recognizing the boundary established by the Turcmanceai treaty concluded by Russia with Persia (Feb. 1828), that is the annexation of the Khanates of Erevan and Nahitchevan by the czar's empire.

Article 5 deals with the Romanian Principalities: independent national administration; freedom of trade; freedom of worship, etc.; a separate document developing this chapter was drawn up; we shall analyse it later.

Article 6 refers to Serbia: The Ottoman Empire must strictly observe the provisions of the Bucharest Treaty (1812) and of the Akerman Convention (1826), returning to Serbia the six districts the Turks had abusively occupied; the Sultan has to issue a firman to this effect within a month's time after the peace treaty had been signed ⁶⁸.

With regard to Greece the Porte stated that it fully adhered to the provisions of the treaty concluded in London (July 1827) by Russia, Great Britain and France and of the 10 (22) March 1829 Act. As soon as the treaty is ratified the Porte will appoint its plenipotentiaries and will fulfil jointly with the three powers all the provisions and agreements ⁶⁹.

⁶⁶ All the three of them are printed in *A cte și doc.*, pp. 318—332; the text of the Adrianople Treaty is printed also in Martens, *Nouveau Recueil*, VIII p. 143 ff; see also *Relațiile internaționale ale României în documente (1368—1900)* București, 1971; see also *Culegere de texte pentru istorie universală*, Vol. I (1640—1848). București, 1974.

⁶⁷ *Acte și doc.*, I, p. 319.

⁶⁸ *ibidem*, I, p. 321.

⁶⁹ *ibidem*, p. 323.

The subjects of the Russian Empire enjoy full freedom of trade within the Ottoman Empire's possessions on land and sea; all Russian goods are allowed to travel freely through the Straits (art. 7); art. 9 specifies the war reparations to be paid by the Porte; art. 13 specifies the amnesties that should be granted by both sides and art. 14 deals with release of war prisoners. The treaty was to be ratified within six weeks after the signing ⁷⁰.

As the two empires attached great importance to the Romanian Principalities, article 5 of the Adrianople Treaty had to be amplified and a separate Act was drawn up and signed. Summing it up: the Act was confirming the Akerman Convention decisions adding that with the view of setting up a strong basis to the governing of the Principalities the rule of the native Hospodars should not be limited to 7 years. Besides independent domestic governing, the Act stipulated the abolishment of the Ottoman monopoly and full freedom of trade. All the islands off the left bank of the Danube were to be integrated into the Principalities, the thalweg (the navigable channel) constituting the boundary line of the Principalities from the point where the Danube enters the Ottoman states up to its confluence with the river Pruth ⁷¹.

No moslems were allowed to take residence on the left bank of the Danube and the left bank Turkish towns — the rayahs of Brăila, Giurgiu and Turnu and their adjoining areas — should be immediately returned to Wallachia. The fortifications had to be pulled down and the moslems who owned real estate had to sell it to the natives within 18 months ⁷².

The Ottoman Porte remains the suzerain power which receives an annual tribute and each time a new Hospodar is appointed, a sum equal to the tribute paid by the province, whereas Russia becomes the protecting power ⁷³. The Porte confirms the Administrative Regulations that are to come into force and the right of the two Principalities to have their national conscript armies ⁷⁴.

The Romanians, bearers of passports issued by the Principalities, were free to sail on the Danube flying their own flag and to trade within the whole Ottoman Empire ⁷⁵.

The third document signed at Adrianople consisted of four articles regarding trade compensations, war reparations and clauses referring to the evacuation of the Principalities ⁷⁶. The Giurgiu fortress, which had been held by the Ottomans throughout the war had to be evacuated within 15 days from the signing of the peace treaty; the fortifications had to be demolished and the town integrated into Wallachia ⁷⁷.

Articles 2—4 were referring to the financial damage the Ottoman Porte had caused to the Russian Empire from 1806 to 1828; to compensate these damages the Porte was to pay 1,500,000 Dutch ducats and in

⁷⁰ *ibidem*, pp. 324—325.

⁷¹ *ibidem*, p. 326.

⁷² *ibidem*, p. 327.

⁷³ *ibidem*, p. 327—328.

⁷⁴ *ibidem*, I, p. 327.

⁷⁵ *ibidem*, pp. 327—328.

⁷⁶ *ibidem*, pp. 329—331; the document has been extracted from *Treaties political and territorial between Russia and Turkey, 1774—1849*. London, 1854, pp. 19—21.

⁷⁷ *Acte și doc.*, I, p. 329.

addition it had to pay another 10,000,000 Dutch ducats for the damages inflicted during the 1828—1829 campaign on both fronts. The payments were to be spread out over a certain time which depended on the evacuation of the Ottoman territories by the Russian troops; in the Caucasus area the issue was to be settled by a special agreement between Count Paskievicz, the Russian C in C and the Turkish C in C ⁷⁸.

The advantages gained by the Russian Empire through the Adrianople Treaty were clearly summed up by Nesselrode in a letter sent to Grand-Duke Constantin on February 12, 1830: "The Adrianople Peace has stepped up Russia's position in the Near East. It has strengthened its boundaries, promoted its trade and secured its interests. The fact that Turkey can live only if Russia protects it and that it has to lend an attentive ear only to Russia's requests, offers, in the Emperor's opinion, more advantages — political and commercial — than any other combination which would have compelled us either to aggrandize our territory by conquests or to replace the Ottoman Empire with several small states which soon enough might have become our rivals, gaining power, culture and wealth. Seeing that we did not want to bring about the collapse of the Ottoman State, let us look for means that would help to maintain its present situation. The important issue of the navigation through the Bosphorus has been given a solution that will astonish the other powers, England included, seeing that Turkey does not show much respect for the British flag, ours being held in the greatest esteem" ⁷⁹.

Even if Russia's territorial gains had not been important — part of the eastern coast of the Black Sea from the Kuban river mouth up to Port of St. Nicolai, part of the Ahaltih Pashalik and towards the Balkans, the Danube Delta — ⁸⁰, the independence of Greece (1830), reinforced self-government in the Romanian Principalities and in Serbia, the presence of Russian troops in Wallachia, Moldavia and Silistra for a number of years, were events strongly shaking Turkey's position. If one takes into account also the high war reparations Turkey had to pay and the permission granted to Russian merchant vessels to sail through the Bosphorus and the Dardanelles, one may add the last touches to the true picture drawn by the most authorized person, Count Nesselrode, the strong leader of the Russian diplomacy.

It is true that several Russian diplomats and generals thought the peace treaty had treated Turkey too mildly, expressing also the regret that Turkey's capital, Constantinople, had not been occupied.

In order to get a clear image of the conditions under which the treaty was concluded we shall appeal to the work of the Soviet historian V.I. Sheremet *Turkey and the Peace of Adrianople 1829* published in Moscow in 1975 under the aegis of the Leningrad Institute for Oriental Studies ⁸¹. The author has resorted to a wide range of sources, mostly Russian and Turkish, and to unpublished documents from the archives

⁷⁸ *ibidem*, p. 331.

⁷⁹ From A.D. Xenopol, *Istoria Românilor din Dacia Traiană*, vol. XI, pp. 80—81; see also N. Ciachir, *100 ani de la Unirea Principatelor*, Buc., 1958, p. 18.

⁸⁰ *Istoria Diplomației*. . . I, edited by V.A. Zorin, pp. 474—475.

⁸¹ V.I. Șeremet, *Turcia și Adrianopolskii mir 1829 goda*, Moscow, 1975.

of the Tzar's embassy in Constantinople and the archives of the Russian Ministry of War.

I.V. Sheremet shows that the tzar who was thinking that the occupation of Constantinople might have been a mere accident, was praying God that Diebich should remain in Adrianople, that the Turks should be sensible and that the Peace should be concluded there. In his turn Nesselrode was saying: "We do not want Constantinople, this could be a highly dangerous acquisition"⁸².

How does the author explain this caution, this guarded attitude of Russian diplomacy?

A spirit of revolt was blowing in Russia just like in the rest of Europe and the events entailed by the Decembrist movement of 1825 were still fresh in everybody's memory.

In the second place the tzar did not want a large-scale clash with England, being also well informed about Austria's machinations and intrigues⁸³.

Both the tzar and Diebich were aware of the strength of the French and British fleets, of the war potential of the Russian fleet and they knew that in the event of a conflict the allied fleets might have been able to run the blockade in the Dardanelles area⁸⁴. Both the Russian admirals and Diebich thought that a clash of fleets might have constituted real danger. Petersburg was ready to instruct Diebich to occupy Constantinople only if Sultan Mahmoud II was overthrown by a popular upheaval or by a group of rebellious pashas⁸⁵, seeing that in that event, the Russians were justified with regard to the western powers in doing it⁸⁶.

V.I. Sheremet draws the conclusion that the recently signed peace did satisfy neither the Turks nor the western powers, England being actually worried about it. The London, Vienna and Paris governments were rightly thinking that the balance of power in Europe was significantly tipping in favour of Russia⁸⁷.

When Petersburg was informed about the clauses of the peace treaty, a committee of high dignitaries convened under the presidency of the tzar in order to outline Russia's political position in the future relations with the Ottoman Empire. The committee appreciated the moderate character of the treaty, recommending a cautious policy, a policy designed to confine the Ottoman Empire within the boundaries laid down in 1829, even a policy of concessions in the future, seeing that pleas-

⁸² *ibidem*, p. 62 (from Nesselrode's letter to Fonton, in Russia's Foreign Policy Archives Chancellery fonds 1829, dossier 2963, f. 76).

⁸³ During November 1828 - June 1829, Metternich attempted to build a four-party alliance (Austria, France, England, Prussia) directed against Russia. In order to bring Metternich's authority into disrepute, the Russian ambassador to Paris, Pozzo di Borgo, informed the king of France, Charles X that the Austrian Chancellor had asked Russia to contribute to the installation of the Duke of Reichstadt on the throne of France. The tzar enjoyed the lie fabricated by the cunning Corsican Pozzo di Borgo, and the king of France rejected any further talks with the emissaries of the Austrian Chancellor,

⁸⁴ V.I. Sheremet, *op. cit.*, p. 62.

⁸⁵ The Seraskier Halib Pasha, suspected of betrayal, was replaced and deported, the more so as he was also ministry of war.

⁸⁶ V.I. Sheremet, *op. cit.*, p. 62 and p. 200.

⁸⁷ *ibidem*, p. 166.

ing the Ottoman diplomacy was the most efficient means of thwarting the western powers ⁸⁸.

V.I. Sheremet concludes that the Ottomans had to take account of the new balance of power, of the fact that their army was disintegrating, of the separatist movements which were gaining momentum both in northern Albania and Iraq and of Mehmed Ali, the vice-roy of Egypt, whose troops were controlling the Arab Peninsula and Crete. Even if Turkey had been helped by the Western countries, without Russian support it could not have overcome this difficult moment in the life of the Empire ⁸⁹.

Soviet historiography explains the czar's cautious diplomatic actions by his lack of experience and knowledge in his first ten years of rule; indeed, he had been trained for the military career and he became an emperor when his brother died suddenly (December 1825). Getting gradually acquainted with the foreign policy problems he finally became highly interested in them ⁹⁰.

It is absolutely clear that Metternich suffered a defeat by the conclusion of the Adrianople treaty. The Austrian diplomacy was attempting to persuade the Petersburg Government that even in starting the 1828 war against Turkey the Russians had made a mistake liable to damage their own interests, seeing that the alliance, that had been built in 1813-1814 against Napoleon, was endangered and it was possible that antagonistic groups of interest might emerge ⁹¹.

In addition, Metternich thought that the main culprits were the English who in 1829 stirred their policy into a new direction, started supporting the Greeks, their political liberalism endangering the integrity of the Ottoman Empire; this led to the Anglo-Russian agreement of 1826 and to the Anglo-Franco-Russian alliance of 1827 ⁹². But this triple alliance played into the hands of Russia, damaging the general interests of Europe. Metternich stated that he intended to revive the agreement of the five big powers "in order to preserve Europe's public health", but at the same time, he was taking the preliminary steps for the establishment of the alliance of England, France, Prussia and Austria against Russia.

The occupation of Adrianople increased Austria's concern, all the more so, as Prussia was supporting the Russians, helping them to achieve a hasty conclusion of peace. "It was a great mistake to no longer extend the joint guarantee of the European states to the European territory of Turkey" wrote Metternich ⁹³.

"The second grievous mistake that may have serious consequences was to leave Turkey at the mercy of its powerful neighbour. How far is England decided to go?" ⁹⁴.

⁸⁸ *ibidem*, p. 167; see also I.S. Dostian, *Rossia i Balkanski vopros*, pp. 312-316.

⁸⁹ V.I. Sheremet, *op. cit.*, pp. 185-187.

⁹⁰ *Istoria diplomatiei...*, pp. 467-469.

⁹¹ *Memoirs of Metternich*, ed. Klinkowstroem, IV, p. 499.

⁹² *ibidem*, p. 529.

⁹³ *ibidem*, pp. 529-531.

⁹⁴ I.C. Filitti, *Principatele române de la 1828 la 1834*, pp. 14-15.

Although moderate, the peace treaty clauses deeply upset Metternich: "Serbia, with its extended territory and enjoying a large autonomy, was practically an independent state inhabited by a warlike people" and the protracted occupation of the Principalities which may be evacuated nobody knows when; if to all these one added the Russian troops stationed in several strategic points in the Balkans (their evacuation depending on the payment by instalments of the war reparations) one could not deny that the tzar controlled all the European territories of the Ottoman Empire⁹⁵.

According to the stipulations of the Adrianople Treaty (Art. 10), the Porte was to appoint representatives who together with the delegates of Russia, France and England had to decide on the situation of the Greek nation. These talks led to the Treaty of London (Feb. 1830) which granted Greece full independence but a lesser territory than they had expected and this aroused a strong protest of the Greek Senate of Nafplia⁹⁶. Greece was to be a hereditary monarchy but the prince was not to be elected from any family of the three states (England, France, Russia) that had signed the London document (Art. 3)⁹⁷. In case of emergency none of the signatories of the London Treaty was allowed to move its troops into Greece without the assent of the other two (Art. 8)⁹⁸. Practically all these measures were designed to prevent any of the three powers to achieve supremacy. Greece was an independent state, but as all the documents recorded it, "under the protection of England, France and Russia". Prince Otton of Bavaria was elected king of Greece — in this atmosphere of mutual mistrust — but it is clear that after the mysterious assassination of Prime-Minister Capodistria⁹⁹ in October 1831 the influence of Russia in Greece diminished¹⁰⁰.

In 1832 the events were moving fast when France-backed Mehemet Ali, the governor of Egypt, rebelled against the Sultan, crushed the latter's troops at Konya (December 1832) and advanced towards Constantinople. In this desperate situation the Sultan appealed to Russia and thus, as Constantin de Grünwald shows it in his documented work *Trois siècles de diplomatie russe* (Paris 1945), the moderate policy promoted at Adrianople proved to be a wise one¹⁰¹. A Russian fleet landed troops in the Bosphorus, the Egyptian drive was stopped and in July 1833 was signed the treaty of Unkiar Iskellessi which was the acme of the Russian policy in the Near East, offering the tzarist power the ideal solution to the problem of the Straits¹⁰².

The defensive alliance treaty concluded for an eight-year period included 6 articles. It stipulated that in an emergency case Russia would

⁹⁵ I.C. Filitti, *Correspondența consulilor englezi din Principatele române 1828-1836* (Correspondence of English consuls in the Romanian Principalities), București, 1916, pp. 11-12.

⁹⁶ Pierre Albin *Les Grands Traités*, pp. 145-146.

⁹⁷ *ibidem*, p. 147.

⁹⁸ *ibidem*, p. 148.

⁹⁹ For details see the documented work of G.L. Ars, *I. Capodistria și greșelile naționalno-osvoboditelnoe dvijenie 1809-1822 godov*, Moscow 1976.

¹⁰⁰ Pierre Renouvin, *Le XIX^e siècle. De 1815 à 1871...* p. 114.

¹⁰¹ Constantin de Grünwald, *Trois siècles...* p. 184.

¹⁰² *ibidem*, p. 185.

grant Turkey naval and military assistance (Art. 3)¹⁰³. But an additional secret article appended to the treaty laid down that at Russia's request the Sultan would close the Straits to all foreign naval forces allowing only the Russian warships to sail through¹⁰⁴. Although supposed to be secret, the article was immediately found out and it caused, particularly the English and Austrian diplomats, many a sleepless night.

This went on for eight years, until 1841, when the Ottomans refused to extend the treaty. The landing of Russian troops in Constantinople and the conclusion of the Unkiar Iskelessy treaty encouraged Milosh Obrenović to occupy the six districts that had been abusively detached from Serbia in 1813 (Krajna, Ceceak, Timok, Krusevac, Crna Reka, Uzice); he annexed them, presenting the Sultan with a *fait accompli*. According to the Adrianople treaty the Sultan had to issue within a month a firman stipulating the return of the six districts to Serbia, but he failed to do it¹⁰⁵. The 1833 events stimulated the Turkish delegates who became more active in the commissions that were delimiting the Danube islands to be returned to Wallachia¹⁰⁶.

The Unkiar Iskellessi treaty (Art. 2) was clearly defining the obligations regarding Greece that were to be strictly fulfilled by the Ottoman authorities according to the treaties¹⁰⁷.

On December 3, 1833 Palmerston was writing down: Russia is the only power with which we could have a real clash. Our aim is to preserve peace, but this is not an easy affair because of the character of the tzar and of his system of governing (*Lord Palmerston. Sa Correspondance...* I p. 117).

If Palmerston showed openly his irritation caused by the diplomatic success achieved by Russia in 1833, Metternich chose an opposite way: in September 1833 he succeeded in convening at Mühengraetz a congress of the three monarchs (Russia, Austria, Prussia) that had to adopt a common attitude in fighting the revolution and in the event of other major problems that might arise in Europe. The tzar, very self-assured and no longer fearing Metternich's intrigues, concluded with him a convention¹⁰⁸, both states had to act jointly with respect to any problems that might arise in the Ottoman Empire; they pledged to respect its integrity (Art. 1) and to oppose any scheme aiming to diminish the Sultan's authority (Art. 2). The convention included also an additional secret article stipulating that both powers had to operate jointly in order not to allow the Pasha of Egypt to extend his authority over the European provinces of the Ottoman Empire¹⁰⁹.

¹⁰³ *Acte și doc.*, I, pp. 332–333.

¹⁰⁴ *ibidem*, I, p. 334.

¹⁰⁵ Gavrilović M., *Iz nove Srpske Istoriје*, Belgrade, 1926, p. 43; see also N. Ciachir, *Serbia pe drumul cîștigării independenței naționale (1804–1878)* (Serbia on its way towards national independence (1804–1878)) "Revista de Istorie", Nr. 12 (1978), pp. 2242.

¹⁰⁶ *Hurmuzaki*, IV, supl. 1. p. 443; see also N. Ciachir, *Aportul Rusiei la organizarea armatei naționale Române în Relații româno-ruse*, Buc. 1962, p. 101 ff. The Principalities gained the Danube main waterway and the tributaries over a 600-verst length (1 verst — 1067 m), 88 islands (totalling 445648 pogons) out of which six were inhabited; these islands were formerly included in the rayahs.

¹⁰⁷ *Acte și doc.*, I, p. 333.

¹⁰⁸ *ibidem*, I, p. 1074–1075.

¹⁰⁹ *ibidem*, I, p. 1075.

By the conclusion of this convention Metternich succeeded in compelling Russia to consult Vienna before undertaking any action and particularly in thwarting France's drive towards Constantinople through the agency of Egypt.

Palmerston feared that Metternich, who was hesitating at nothing, was discussing at Münchengraetz a possible partition of Turkey. He thought "England and France should strongly oppose this coup"¹¹⁰. And this accounts for the setting up in 1834 of the Quadruple Alliance (England, France, Spain, Portugal) that was to thwart the Münchengraetz bloc; the disappearance of the Polish state brought about by the three absolute monarchs was still fresh in the memory of elderly statesmen¹¹¹.

In any case the Adrianople Treaty had strongly shaken the military force and the political authority of the Ottoman Empire and regardless of the short or long term schemes of the big powers, the peoples which were still totally or partly under foreign sway were getting ready to pull down that anachronistic structure.

¹¹⁰ Lord Palmerston, *Sa correspondance intime pour servir à l'histoire diplomatique de l'Europe de 1830 à 1865. Première partie 1830-1848*, Paris, 1878, p. 113.

¹¹¹ A. Ubieta, J. Regla, José Jover, Carlos Seco, *Introducción a la Historia de España*, Barcelona, 1971, p. 592 ff.

MODÈLE HEURISTIQUE ET MODÈLE HISTORIQUE

ALEXANDRU DUȚU

Le problème soumis à notre débat est très complexe parce qu'il ressort de l'analyse d'un ensemble politique, social et culturel très varié. Il y a, d'un côté, deux grands empires — celui ottoman et l'Autriche-Hongrie — qui éclatent sous la pression des mouvements de libération, pendant que de l'autre côté il y a plusieurs nations qui récupèrent leurs structures politiques autonomes ou qui accèdent à l'indépendance sous la pression des nouvelles forces économiques, sociales et culturelles. Il est possible de reconnaître dans cette variété quelques lignes de force communes et quelques aspects ressemblants; mais on peut constater, en même temps, que les divisions proposées par les interprètes des phénomènes occidentaux ne peuvent être superposées sur les réalités du Centre ou du sud-est de l'Europe. Theodor Schieder, par exemple, parle des nations dynastiques transformées en nations démocratiques, de l'unification des Etats divisés et, enfin, de la secession nationale des grands empires¹; mais, le cas roumain, où s'encadre-t-il? Car les Principautés Roumaines se sont unies au siècle des nationalités en traversant une période de réformes sociales radicales et en utilisant toutes les occasions favorables offertes par les conflits entre les grands Empires; donc, le cas roumain combine toutes les trois phases. Ni les définitions inspirées des expériences occidentales ne s'adaptent parfaitement aux réalités sud-est européennes; par exemple, si on ouvre un dictionnaire français, on sera frappé par la formulation claire et sans ambages placée sous le mot « nation »: « depuis le XVIII^e siècle, ensemble des citoyens qui, de leur propre consentement, désirent vivre en commun ». Deux illustrations rendent plus convaincante cette définition: d'un côté, le Roi Soleil, de l'autre l'Assemblée nationale française, donc « deux manières de concevoir la nation »². Je crois que si on avait demandé à un historien du Sud-Est européen d'illustrer « la nation », il aurait choisi une gravure représentant l'empereur absolutiste et une autre les révolutionnaires en marche, avec les mots « justice, fraternité » sur un étendard, comme dans l'aquarelle de Costacke Petrescu: *Groupe de manifestants pour la Constitution en 1848*. Est-ce qu'il suffit de faire appel à la dichotomie « Staatsnation und Kulturnation », inspirée par la théorie de Herder qui a mis l'accent sur les phénomènes inconscients et par les théories françaises qui ont considéré comme primordiaux les phénomènes conscients, pour tout expliquer dans une zone où le jeu

¹ Voir Theodor Schieder, *Der Nationalstaat in Europa vor dem I. Weltkrieg und seine Probleme in Handbuch der europäischen Geschichte*, Stuttgart, 1968, vol. 6 p. 24.

² Didier Julia, *Dictionnaire de la philosophie*, Larousse, 1964, p. 195.

des grands pouvoirs européens à eu un poids décisif ? Car comment expliquer autrement l'évolution freinée vers l'unité nationale de tous les Etats du Sud-Est européen, sinon en partant de l'intervention en faveur ou contre l'empire « malade » qui, à son tour, s'est transformé en Etat national ? La « Question d'Orient » a dominé bon nombre des calculs faits par les grands Etats et qui tous ont eu une répercussion directe sur le mouvement de libération nationale et sociale dans le sud-est de l'Europe³.

L'étude comparée s'impose, donc, à tout historien du Sud-Est européen et, puisqu'il s'agit d'un processus freiné, dans une perspective historique assez profonde afin de permettre la saisie de « la longue durée » dans le domaine où conscience nationale et mouvements politiques se rencontrent. Car il y a une conscience de l'identité propre qui n'implique pas la restructuration des relations économiques et sociales, tout comme il y a un mouvement de libération qui ne vise pas la formation de l'Etat national. Les deux mouvements se rencontrent au 19^e siècle, lorsque la révolution serbe se termine par l'autonomie d'un nouvel Etat, les révolutions roumaine et grecque mènent à la réinstallation des princes terriens et à l'apparition de l'Etat indépendant grec, le soulèvement général bulgare précède l'apparition du jeune Etat bulgare, la ligue de Prizren prépare l'indépendance albanaise retardée par les décisions du Congrès de Berlin, tout comme les réformes sociales se terminent par la proclamation de la république turque, Etat national issu des ruines d'un grand empire, à l'instar des nouveaux Etats autrichien et hongrois. Les deux mouvements se rencontrent au 19^e siècle, mais ils plongent leurs racines dans un passé, parfois, très éloigné. Une histoire récente de l'apparition des nouveaux Etats dans le sud-est de l'Europe débute avec cette constatation qu'il y a des peuples dans cette zone qui jouissent d'une continuité plus longue que les peuples de l'Occident : « This narrative [affirment les professeurs Charles et Barbara Jelavich] deals primarily with the modern history of seven Balkan peoples — the Albanians, Bulgarians, Croatians, Greeks, Romanians, Serbians, and Slovenes — all of whom have a historical base of equal or greater antiquity than that of the western European states »⁴. Donc, le problème soumis à notre débat ne peut être résolu si tout ce qui précède le moment de l'éclosion des Etats nationaux est amputé avec une commodité sereine. Comme partout en Europe, le nationalisme a mis en mouvement les peuples révoltés contre leurs « despotes » ; les nouvelles unités de vie ont affirmé leur volonté de se détacher des grands ensembles dans lesquelles les réformes ne réussissaient pas à modifier les lois et les structures vieilles. « Mais, constate Jacques Godechot, le nationalisme, s'il était issu de la Révolution française, s'il répondait aux aspirations du romantisme, s'il faisait bon ménage avec le libéralisme, source de l'égoïsme, tant bourgeois que national, ne pouvait guère résoudre les problèmes nés des mutations de la société provoquées par la Révolution française et, plus encore, par les révolutions démographique et industrielle. Il était réservé au socialisme de proposer des solutions à ces

³ Mathias Bernath, *Nationalstaatsbildung in Südosteuropa als Teil eines gesamt-europäischen Geschichtsprozesses*, « Südosteuropa Mitteilungen », 1978, 3, p. 5.

⁴ Charles and Barbara Jelavich, *The Establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, University of Washington Press, 1977, p. IX.

problèmes nouveaux »⁵. Un des aspects les plus intéressants du problème soumis à notre débat, me semble être celui qui résulte de cette rencontre entre la conscience nationale qui s'est développée au long des siècles et les doctrines politiques élaborées par les groupes qui se sont assumé la direction des mouvements révolutionnaires. Mais, il est très important de ne pas perdre de vue que non seulement les groupes dirigeants, mais aussi les images mentales et les concepts dominants dans la mentalité collective ont façonné le programme politique des jeunes Etats. Afin de saisir ces images et concepts, il faut associer à l'étude comparée l'étude pluri- ou interdisciplinaire. C'est le motif pour lequel nous avons cru utile d'inviter à ce débat des historiens de l'art, de la littérature, de la langue, à côtés des historiens de la vie politique et sociale ou de la vie culturelle. Je dirai même que seulement une histoire globale saura modifier la vision traditionaliste qui accorde un poids excessif au facteur politique et limite les ambitions de l'histoire au récit des *gesta* des grands Etats qui croyaient tout résoudre avec les armées et les sanctions économiques. Or, ce même 19^e siècle démontre que les petits peuples ont modifié la carte géo-politique de l'Europe.

En tant que partie dans un grand ensemble, le Sud-Est européen s'impose à être étudié dans le contexte historique de l'époque. Heureusement, la lutte nationale des peuples de cette partie du continent n'est plus regardé comme une manifestation un peu latérale, voir même un peu « barbare ». On parle encore des « deux versants de l'histoire européenne », en mettant un fort accent sur « le retard » du côté oriental, économique et social, et sur la persistance des visions fermées nourries par l'orthodoxie et l'islamisme. Une meilleure connaissance des traditions culturelles des peuples de cette zone et des conditions dans lesquelles ont apparu, dans une aïe avec une grande variété de peuples, les forts empires, bâtis sur l'armée et la bureaucratie, a commencé à dévoiler le caractère européen, voir familier, du versant oriental du continent. A la question s'il y avaient d'autres solutions au problème posé aux peuples du Sud-Est européen en lutte pour leur émancipation sociale et politique, les professeurs Jelavich répondent, au nom du bon sens : « In regard to the Balkan states the great accomplishments of the century and the positive gains from national unification should, in the final analysis, take precedence over any reservations or negative judgements. Criticism has been made of the result of applying the national solution to the peninsula, but it must be strongly emphasized that no other practical alternative existed at the time. From a purely theoretical standpoint it can be regretted that no political evolution was possible that would have allowed an adoption of a system by which different nationalities could live peacefully under the same government, but the fact is that in modern times no such organization has been developed. All *advanced* states are national in character. In the nineteenth century two successful models of political evolution existed. The first, the European, was based on the subdivision of the continent into an ever-increasing number of unitary national states. Like the Balkan nations, the governments of the great powers, France, Germany, Italy, and Britain, did not give equal treatment to their considerable

⁵ Jacques Godechot, *Les Révolutions de 1848*. Albin Michel, 1971, p. 160.

minorities. The second example was the United States, a nation that became a haven for emigrants from over-crowded Europe, who upon arrival in their new home immediately were virtually compelled to drop their national language and heritage and accept that of the Anglo-Saxon privileged strata. . . . It is certainly to be doubted if any program of reform could have preserved the Ottoman Empire as a multinational state whose citizens would have been content to remain within its control. Repeated efforts were made, as we have seen, to strengthen the state and appease the dissident population. Throughout the century, however, the basic problem remained : the majority of the Balkan peoples, of every nationality and social level, simply wished to leave the state. The national idea was not merely a program of intellectuals and politicians ; it had, by the end of the century, become a passionate conviction, a secular religion, for the majority of the inhabitants of each state. The Muslim Turks themselves finally accepted this solution for their own political future »⁶. L'apparition des nouveaux Etats bâtis sur des nations, dans le sud-est de l'Europe, ne peut être analysée en dehors du grand processus de « modernisation » qui a embrassé, au siècle passé, tout le monde, tous les continents. Les transformations intervenus dans l'existence quotidienne des hommes, sous l'impact des nouvelles directions parues dans l'activité économique, ont favorisé la création de nouvelles unités économiques et politiques ; basées sur les solidarités formées comme une conséquence de la lutte pour la libération nationale et sociale, ces unités furent construites selon les objectifs de la classe qui s'était assumée de diriger la lutte du peuple, la bourgeoisie. Il faudrait voir, disons-le tout de suite, dans quelle mesure les bourgeoisies nationales ont tenu compte de toutes les aspirations des masses, du « Erwartungshorizont » des paysans et citadins soulevés contre l'empereur qui ne savait pas répondre à leur appels.

Comme vous avez eu la confiance de m'accorder la parole introductive, je voudrais soumettre à votre attention un schéma possible de questions à prendre en considération et que vous pourriez considérer un possible modèle heuristique. Il me semble qu'on devait préciser :

- Les étapes du développement de la conscience nationale des peuples du sud-est de l'Europe
- Les relations entre courant intellectuel et mouvement politique, en prenant en considération
 - Le rôle de l'image du passé dans les luttes de libération politique et sociale
 - L'art et la littérature au service de la lutte nationale et en tant qu'expressions de cette lutte
 - Les idées des intellectuels et les aspirations des masses
 - La théorie et l'action politique
- Le processus interne et le modèle externe
 - Les nouvelles solidarités basées sur la langue, la tradition, le territoire commun
 - Les nouvelles solidarités issues de l'accueil fait aux idées révolutionnaires occidentales
- Le modèle national dans la formation des nouvelles sociétés et nouveaux Etats

⁶ *Op. cit.*, p. 325 326.

Très brièvement, je me permettrai de développer ces énoncés, quelques-uns trop succincts.

Au début du 19^e siècle, partout dans le sud-est de l'Europe, « au mouvement intellectuel se superposent des mouvements politiques réformistes ou révolutionnaires. Bref, une puissance nouvelle jaillit de partout, et tous ceux qui regardent vers l'avenir considèrent avec sympathie ce frémissement de la liberté et de la dignité humaine »⁷. Dans cette lutte entre nationalité et légitimité, ayant le centre d'intérêt dans les Balkans, interviennent les calculs des grandes puissances et une « question d'Orient » complique les rapports entre empires et nations. La conscience nationale rebondit chaque fois qu'elle est éfoulée par un compromis entre les puissances et à certains moments elle occupe tout l'écran de l'expression intellectuelle. Il faudrait voir si les moments revendiqués par les historiographies nationales comme étapes décisives de l'affirmation d'une conscience nationale sont toujours justifiés ; en tout cas, il est clair que dans cette zone la conscience nationale a joué un rôle plus important qu'ailleurs et qu'elle trouve des formes d'expression très nettes dès le 18^e siècle. C'est le cas des Serbes et des Roumains qui luttent ensemble dans l'empire des Habsbourg où la conscience orthodoxe se transforme en conscience nationale, en parcourant une phase qu'E. Turczynski a dénommé « Konfessionation »⁸. Il est tout aussi clair, pour passer au deuxième point, que l'image du passé a profondément influencé les actions politiques, dans cette zone européenne : par exemple, l'image de l'antique Grèce dans le mental collectif des années révolutionnaires et des décennies au cours desquelles le nouvel Etat grec prit forme⁹, l'image des anciens Etats serbe et bulgare dans les deux mouvements de libération, ou l'image de la Rome antique dans la mentalité roumaine, avec un surcroît de netteté et de force chez les Transylvains. L'image de l'empire éternel a freiné bon nombre d'initiatives réformatrice prises par les hommes politiques turcs. Du côté de l'art et de la littérature, il faudrait préciser le rôle des artistes et des écrivains dans l'orientation des mouvements politiques vers des objectifs plutôt nationaux que sociaux ou inversement et, bien entendu, le rôle des brochures, de la presse, des lithographies, des statues et des tableaux dans le courant social qui s'est transformé parfois en lutte armée. C'est un aspect qui revient dans le paragraphe suivant qui devrait prendre en charge les rapports entre niveaux culturels, entre les idées des intellectuels et les aspirations des masses, pour élucider, ensuite, les rapports entre révolte des masses et programme national. Dans ce sens, une première étude à faire est une comparaison entre les trois mouvements dirigés par Karagjorgje, Tudor Vladimirescu et Alexandre Ypsilante, et leurs programmes politiques. Au premier abord, on dirait que le mouvement dirigé par « le prince » serbe et par le « domnul » Tudor diffère du caractère plus intellectualiste et moins adhérent aux mentalités paysannes du mouvement dirigé par Ypsilante ; une telle comparaison faciliterait la saisie des nuances

⁷ J.-B. Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, PUF, 1970, p. 107.

⁸ Emanuel Turczynski, *Konfession und Nation. Zur Frühgeschichte der serbischen und rumänischen Nationsbildung*, Schwann, 1976.

⁹ Voir John A. Petropoulos, *The Modern Greek State and the Greek Past in The Past in Medieval and Modern Greek Culture*. Edited by Speros Vryonis Jr., Udena Publications, 1978.

idéologiques et sociales dans les trois mouvements. En ce qui concerne le rapport entre processus interne et modèle externe, je crois qu'il faut mettre en relief les conditions dans lesquelles se sont formées les nouvelles solidarités sur lesquelles furent bâtis les nouveaux Etats. On peut discuter ici le « modèle de Hroch » qui propose trois phases dans le développement de la conscience nationale dans le Centre de l'Europe, modèle adapté aux réalités sud-est européennes par H. Sundhausen et Zoran Konstantinovič¹⁰, et le rôle de l'image de l'Europe dans l'élaboration des nouveaux programmes culturels et politiques. Chez les Roumains, l'éloge de « l'Europe éclairée » est de plus en plus fréquent, à partir de la deuxième moitié du 18^e siècle, pour devenir un argument incontestable dans la première moitié du siècle suivant, lorsque les écrivains proclament : « l'Europe nous regarde ! »¹¹ Or, il est très significatif de retrouver cette formule dans la Proclamation de l'Hetairie (du 24 février 1821) où l'appel « Lutte pour la foi et la patrie ! » et suivi par « l'Europe, ayant les regards fixés sur nous, est surprise par notre inertie »¹². L'image de l'Europe a été élaborée avec les données transmises par les voyageurs et les publications et qui parlaient d'une région où il n'y avait plus de despotisme, où la prospérité économique progressait et où la vie des hommes ne dépendait plus des caprices de la nature ou du pouvoir politique. Là où le contact avec les révolutionnaires français ou avec les armées napoléoniennes a été direct et soutenu, comme dans les Principautés Roumaines, en Serbie ou dans les îles ioniennes, l'image de la France a eu un impact plus marqué sur les décisions culturelles et politiques prises par ceux qui ont joué un rôle dans la construction du nouvel Etat¹³. La France est devenue un modèle de civilisation et les gouvernants ont puisé dans les lois et dispositions françaises. Le modèle anglais a été revendiqué surtout par les groupes sociaux qui se proposaient de bâtir un Etat ayant au centre de la vie politique un parlement avec des pouvoirs plus grands que ceux qui auraient revenus au roi ou au président (quoique l'idéal républicain ne sort pas, au 19^e siècle, de la catégorie des projets sans urgence). Mais la variété de la zone sud-est européenne est attestée aussi par le choix de ces modèles : les Roumains, par exemple, citent de plus en plus souvent le cas de la Belgique, l'Etat qui avait conquis son indépendance à l'encontre des grands Etats qui l'environnaient, qui jouissait d'un régime démocratique et d'une protection internationale. A l'aube de la guerre d'indépendance, les gouvernants roumains déclaraient aux représentants des grands pouvoirs que « Les Puissances qui par le traité de Paris [de 1856] avaient imposé aux Principautés-Unies le maintien de l'ordre et de la neutralité,

¹⁰ Des détails dans notre article « *La mutation romantique* » : *l'exemple roumain*, « Cahiers roumains d'études littéraires », 1978, 2, p. 22-23.

¹¹ Une récapitulation chez Adrian Marino, „*Luminile*” românești și descoperirea Europei « Revista de istorie și teorie literară », 1979, 1, p. 27-48.

¹² Une traduction anglaise dans le livre de Richard Clogg, *The Movement for Greek Independence, 1770-1821*. Macmillan, 1976, p. 201-203.

¹³ Nicolae Iorga remarquait dans son étude toujours utile : *La révolution française et le Sud-Est de l'Europe*, « Revue historique du Sud-Est européen », 1933, 10-12, que l'agitation révolutionnaire a favorisé l'élaboration des idées de la démocratie bourgeoise et de « la conception nette de la Nation, de la Nation qui a ses droits ».

auraient pu compléter leur œuvre en assimilant ce pays à la Belgique et en le transformant en Etat indépendant »¹⁴.

Un problème majeur qui découle de la confrontation entre les solidarités issues des liaisons naturelles et les relations imposées par le pouvoir impérial est le nouvel programme d'action politique et culturelle qui en est issu. Dans le cas des Roumains de Transylvanie deux documents marquent l'évolution nette vers l'action sociale combinée avec la lutte pour l'unité nationale avec les Roumains de l'autre versant des Carpates : *Supplex Libellus Valachorum*, de 1791, mettait un fort accent sur l'égalité avec les autres « nations » de la province, pendant que le *Memorandum*, de 1892, demandait qu'une politique « imprudente et entêtée, qui sème la haine entre les peuples de la monarchie, soit arrêtée », conseil qui n'a pas été suivi par les autorités impériales qui ont jeté les auteurs du document en prison¹⁵. De telles attitudes semblent indiquer qu'il y a deux grands courants qui traversent l'histoire européenne au 19^e siècle : celui qui visait la formation des Etats basés sur des nations ayant leurs propres traditions et une volonté commune, et celui qui poussait les grands empires à englober les peuples dans des ensembles dominés par la volonté d'un souverain et d'une classe privilégiée¹⁶. Il est intéressant de découvrir une confirmation de l'existence de ces deux courants dans la conscience de l'époque, dans un texte écrit vers la fin du siècle par Barbu Ștefănescu-Delavrancea, écrivain et homme politique démocrate roumain : « A la fin de ce siècle, nous avons beaucoup vu et beaucoup allons nous voir encore. Mais ce qui semble caractériser le mouvement politique et social des peuples est, d'un côté, leur lutte énergique pour tout démocratiser et, de l'autre côté, un genre de brise féodale qui traverse les imaginations fatiguées de quelques souverains. Que les peuples vaincront, ceci n'est pas probable, mais sûr, car à côté de la providence mystique des souverains, il y a une autre providence, énergique et belle, une torche à la main : le progrès — la providence qui se révèle à tous et vainc par la lumière partout où il apparaît dans sa splendeur »¹⁷. Publié dans un journal, quelques semaines avant la rédaction du *Memorandum* transylvain, toujours en 1892, cet article exprimait une aspiration nationale roumaine.

C'est en partant de tels textes représentatifs, du langage figuratif et plastique, en général, qu'on pourra reconstituer le modèle qui a guidé l'action politique et culturelle des nouveaux Etats. Il va sans dire que dans une région où la masse paysanne continuait à dominer, au siècle passé, tout modèle a justifié sa viabilité en fonction des réponses qu'il

¹⁴ Voir *Independența României. Documente*. Vol. II, Partea I : *Corespondența diplomatică străină*, Editura Academiei, 1977, p. 117. Voir aussi les documents publiés à la page 203, 207, 222. Le consul américain signalait à son gouvernement que selon l'opinion du ministre roumain des Affaires étrangères, Mihail Kogălniceanu, depuis que les Principautés Unies avaient été mises sous la protection des grandes puissances, on a eu en vue de créer une « Belgique de l'Orient » : « ... the Paris Treaty which however had in views to make Roumania a bulwork between Russia and Turkey, another Belgium in the East » p. 385. Des commentaires plus amples dans mon article *The Impact of Independence on Romanian Culture*, « Southeastern Europe », 5, 1978, 1, p. 51-58.

¹⁵ Voir le volume *Români din Transilvania împotriva Dualismului austro-ungar*, Editura Dacia, 1978, sous la direction de l'acad. Ștefan Pascu.

¹⁶ Des détails dans notre article *Die Entwicklung der Rumänischen Kultur in der zweiten Hälfte des 19. Jhs.*, « Revue des études sud-est européennes », 1977, 4, p. 669-769.

¹⁷ *Coroană și providență* dans *Opere*, vol. 7, Editura Minerva, 1970, p. 175-176.

a su donner aux aspirations de ceux qui travaillaient et qui soutenaient, par leur travail, l'Etat. Dans des sociétés qui ont bâti leurs Etats à une époque de profondes transformations de la vie quotidienne, lorsque l'exemple des grands Etats a été suivi en remodelant l'héritage du passé, de tension parfois dramatiques ont soumis les nouvelles solidarités à de dures épreuves. Mais, dans une histoire vraiment européenne des idées politiques et des formes de civilisation, les expériences sud-est européennes trouveront toujours leur place, à l'instar des expériences des peuples d'autres régions du continent ; elles pourront, peut-être, provoquer un surcroît d'intérêt justement parce que les idées formulées au cours des mouvements de libération ne se proposaient pas de « justifier » des missions civilisatrices, mais de « démontrer » le droit à la liberté, à la justice, au bonheur des peuples qui avaient maintenu vives des traditions de pensée et avaient continué à élaborer des œuvres qui appartiennent, sans aucun doute, au patrimoine de la culture européenne. Le modèle heuristique que je vous ai proposé justifiera son existence s'il saura mettre au jour les modèles qui ont guidé la pensée et l'action des peuples du Sud-Est dans l'Europe des nationalités ¹⁸.

¹⁸ Dans ce sens, notre article *Cultural Models in the Southeast European Enlightenment, Southeastern Europe*, 3, 1976, 2, p. 251-256. Pour l'expérience roumaine, voir aussi notre communication *Les racines de la conscience nationale chez les Roumains* dans le volume *Le développement de la conscience nationale en Europe Orientale*, Paris, Institut d'Etudes Slaves 1969, p. 59-68.

NATIONAL CONSCIOUSNESS AND POLITICAL PROGRAMME

DAMIAN HUREZEANU

I think the theme laid before us by the Institute of South-East European Studies is both important and of current interest. Important, since it is designed to cast light on the central process of the development of south-east European peoples, i.e. their course towards nationhood; and topical, taking into account that the theme has been rather sporadically approached so far and that more efforts should be made with the view of explaining this process.

The very title of the theme shows that the initiators of the debate think that the comparative method of judging and analysing opens fruitful ways towards the understanding of the problem of the making of south-east-European nations. And they are undoubtedly right. In addition to this concrete, historical investigation of each people's evolution, it is necessary to conduct a wide study that would expound both the common and individual processes of the formation of south-east European nations. Comparative studies, including typological character investigations, have been conducted for a long time by researchers in the Soviet Union, the United States, the Federal Republic of Germany, Bulgaria or Yugoslavia. A series of such studies are mentioned also in the introductory report of Alexandru Dușu.

In broad lines, I think that the formation of nations in south-eastern Europe followed the pattern: *language-nation-state* in contrast to the genesis of west-European nations where the succession is *state-language-nation*. The theme has been largely debated by specialists and I do not think it necessary to resume it.

Chronologically, the formation of modern south-east European nations is to be placed, in our opinion, in the 18th–19th centuries (up to 1878). Of course this general frame is not an absolute one. With some peoples the process of national crystallization did not evolve beyond the first half of the 19th century — the case of Greeks, of Romanians — whereas due to specific historical conditions the process of building the nation with the Macedonians and the Albanians was carried on also after 1878.

At the same time, it is absolutely necessary to take account, in studying the formation of the south-east European nations, of their historical roots plunging deep down into their past.

The structural elements of the national life with the Serbs, Bulgarians and Romanians, let alone the Greeks, appeared long before they melted into that historical synthesis, the nation. Indeed, such features as unity of language or psychic character can be observed before the formation of the nation during the 18th–19th centuries. They are obviously the

prerequisite for the making of the nation and they started evolving historically as early as the peoples came into being. They would participate in the making of the nation when all the conditions required for the affirmation of the new historical category — the nation — appeared. Similarly the territorial unity, economic relations, political life (with the Bulgarians and the Serbs) had significantly contributed to the crystallization of nations. In approaching the national phenomenon, we think it is equally important to avoid, on the one hand, the temptation to consider the nation as an *a-historical* category, without distinguishing the new qualitative moment marked by the emergence of the nation in the development of human communities, and on the other, to leave out of account the historical roots of the nation, the presence of the substantial components of national life, which appeared and developed in the earlier history of human societies, before they turned into nations.

In this context it is interesting to point out that when one discusses about the novel contribution of Marxism to the understanding and the explanation of the national phenomenon, stress is placed almost exclusively on the fact that historical materialism, with its deterministic structure, has drawn attention to the role of economic factors in the making of nations. There is no doubt that it was Marxism which made “the economic factor operate” as a dynamic creator of nations. It is impossible to imagine the creation of a new society without the influence of economic processes, without the elimination of specific medieval features, without the crumbling of the narrow structures of feudal production, of the specific relations between feudalism and peasantry. It is important to lay stress on the economic phenomenon in studying the process of nation formation, the more so as there still are researchers who do but mention the role of economic factors, dealing at length with the cultural-ideological aspects of the national phenomenon. And in this way they give a limited explanation of the nation, of the national phenomenon, the economic conditions playing only a minor role.

On the other hand, we cannot help remarking that the Marxist standpoint — in the national problem — has been many a time interpreted as a narrow economic determinism, the process of nation making being *assimilated* to the crystallization process of capitalism. In this light the nation is considered to be a simple consequence of the birth of capitalism. Going along this path one overlooks the very characteristic feature of the *historical synthesis of the making of the nation*. Among the investigators of the national problem, Romanian sociologist Dimitrie Gusti made interesting observations on the idea of historical synthesis in approaching the national question, but in the end, he failed to be consistent with this idea, laying stress mostly on the volitive element, on national will as the creator of the nation. And, for that matter, some historians still believe that the contribution of Marxism to explaining the national phenomenon, resides only in pointing out the material-economic factors. There is no doubt that materialistic thinking orientates research along this direction and the stimulus given by Marxism has opened up new prospects for the approach to the problem of the formation of nations. (But it should be stressed again that this does not mean promoting sim-

plistic methods and vulgar analyses in dealing with the nation as the mechanical outcome of the formation of the capitalist system.

At the same time, we think that historical materialism must take great credit for having promoted historicism as a basic principle of analysis and research in explaining the national phenomenon. In other words, Marxism has shown that the historical approach to the problem of the making of nations is a prerequisite for a successful study. Unfortunately, fundamental works based on this methodology applied to concrete cases of nations are still lacking. But the importance of this principle has been fully demonstrated by certain works, the main interest of which lies in its very application. Let us remember the well-known work by Otto Bauer : *Social Democracy and the National Problem* (1907) ; the historical perspective he recommends in investigating the national phenomenon, accounts for the lasting interest one takes in this book.

In Romania, too, there are numerous historians preoccupied to place the problem of the making of the nation "within the evolution of Romanian civilization" as professor Pompiliu Teodor of Cluj puts it. This does not mean that I agree with those trends which fail to see a distinct period of nation formation, thinking that the image of the nation is identical with the entire history of the Romanian society.

I would say a few words about the evolution of national consciousness with the Romanians ; of course different stages correspond to the great cultural trends of the 18th century and the first half of the 19th century : the Enlightenment and the Romanticism. There are excellent studies on these cultural movements in the Romanian countries. But there is no general study encompassing both trends and viewing them in the light of the development of national consciousness, and especially there is no synthesis that would link these two trends with the ideas promoted in the 17th and at the beginning of the 18th century — to outline what specialists call the stage of the "consciousness of a common descent" ("conștiința de neam").

It is obvious that national consciousness is historically linked with this consciousness. Unlike national consciousness which shows militant, active features, this consciousness is only contemplative ; the reflections of the 17th century chroniclers on the permanence of the Romanian people, its common origin, unity and continuity do not necessarily imply political aims that might derive from their findings. The position of the "Transylvanian School" is entirely different. The promoters of Romanian national claims employ history, philology or philosophy as major weapons in the struggle for their rights. The enlightened rationalism of the Transylvanian School, the great cultural-ideological movement that defines Romanian spiritual life in the 18th century and the beginning of the 19th century, assumes a militant political and ideological aspect. It promotes national ideology.

National consciousness is gathering momentum — assuming numerous aspects and becoming more and more committed — at the beginning of the 19th century and especially during the decades that witnessed Tudor Vladimirescu's revolution (1821) and the Romanian revolution of 1848. Romanticism was in the Romanian Principalities, as in other European countries, that vision which allowed national consciousness to

assert itself impetuously and come to full development. The manifestations of national consciousness intertwine now with the movement of national liberation, — the cultural phenomenon becoming part of it.

Little by little the political and ideological aspects of the cultural activity materialize into political programmes of liberation. I agree with other researchers who think that national consciousness comes to full development when it yields political programmes explicitly putting forward its national liberation aims. And it was on the eve of the year 1848 and throughout the revolution that the fully developed national consciousness worked out comprehensive political programmes for national reconstruction. Thus the Romanian people concretely asserted itself as a nation. With the unification of the Principalities (1859) the struggle for national liberation scored a great victory and the Romanian nation acquired strong, political state-supported cohesion.

Before closing I would like to draw the attention to the role the year 1848, and the political ideology of that epoch had played in depicting the image of the Romanian nation. It is indisputable that one cannot speak of mature national consciousness as long as the idea of nation does not imply “all co-nationals”. The concept which singles out only certain sections of the country’s population, considering them to be the Romanian nation, is an out-dated, feudal one.

In 1848, not only did the concept of nation encompass the entire community of the Romanian lands, but advanced thinkers of that time, and in the first place Nicolae Bălcescu, laid stress on the role of the masses in outlining the image of the Romanian nation. In attempting to understand and assess the specific aspect of the nation, its requirements and aims, it is indispensable to take into account the popular masses which are the genuine representatives of national life. This democratic, popular view of the national community will be developed and substantiated, resorting to the new elements of the Romanian socialist thinking.

CONSCIENCE NATIONALE ET MOUVEMENTS D'ÉMANCIPATION DANS LE CONTEXTE DE LA MODERNISATION GLOBALE DES SOCIÉTÉS SUD-EST EUROPÉENNES

VALENTIN AL. GEORGESCU

Je voudrais que nous nous demandions ensemble, à ce point de nos débats, s’il est possible d’approfondir et de mieux éclairer les deux problèmes discutés, celui de la conscience nationale et celui des mouvements d’émancipation dans le Sud-Est, sans les relier ou du moins se référer au processus de la modernisation. L’importance générale, et surtout pour la zone qui nous préoccupe, de ce dernier processus, est unanimement connue et reconnue. Je n’en veux qu’un témoignage récent et significatif.

C'est d'autant plus utile que personne n'a encore prononcé le mot de « modernisation ».

Au XIV^e Congrès international des sciences historiques à San Francisco (1975), le Comité international des historiens (CIH) a fait à juste titre figurer au programme de cette réunion le thème suivant : *Le processus de modernisation pendant les XVIII^e et XIX^e siècles dans les sociétés de l'Europe de l'Est **. Y compris, bien entendu, le sud-est du continent. Il s'agissait des sociétés en développement industriel, donc celles qui nous intéressent aujourd'hui. Et le CIH demandait par son programme que l'on s'attachât à l'étude de l'aspect économique du problème. L'honneur m'est échu, comme vous le savez tous, d'être chargé de la présentation du rapport sur ce thème, mais, en dehors de la reprographie de chaque texte sous forme de brochure, les *Actes du XIV^e Congrès* n'ont pas été publiés. Je tiens donc pour mon devoir de verser au dossier de notre débat d'aujourd'hui quelques-unes des réflexions sur la conscience nationale et les mouvements d'émancipation que j'ai présentées en 1975 dans le cadre du thème cité, comme étroitement liés à la modernisation. Il me semble que cette optique a de quoi Vous intéresser et, en tout cas, ne saurait vous laisser indifférents.

En dépit de l'orientation principalement économique du thème de 1975, à son origine, j'ai, pour ma part, fait remarquer, dès le début, et je le pense toujours aujourd'hui, que la modernisation (sans qualificatif) n'en devient pas pour autant un processus uniquement économique. Et cela, en dépit de la position des auteurs qui, tels B.F. Hoselitz, W.L. Moore, y voient un synonyme d'industrialisation, de croissance, traduisible en termes et analyses du taux de revenu national global (net ou brut) et par tête d'habitant, etc.

De toute évidence, la modernisation est un processus global de la vie sociale. Un vaste projet de société et de civilisation, inséparable d'une sous-jacente et fondamentale croissance économique.

En creusant le modèle de ce processus aux XVIII^e—XIX^e siècles, sous son aspect européen (limitation purement méthodique), j'énonçais l'un des facteurs de ce modèle comme suit : « Impliquant une idéologie de classe, une politique de grande puissance, une expansion semi-colonialiste, la modernisation capitaliste s'est partout transformée, *sous l'action des peuples* en cours de développement et des lois objectives de l'histoire, dans des synthèses décisives, dont le critère dominant a été *la nation moderne et son Etat national* dans leur fonction anti-féodale et novatrice. De l'Atlantique à l'Oural, elle a permis l'affirmation constructive et inédite pour tous les peuples, de l'unité et des dimensions de *l'Europe des nations* et des *Etats nationaux juridiquement souverains et indépendants* (toute licence colonialiste pour certains d'entre eux mise à part) ». Dans la construction du modèle de la modernisation, je distinguais *le retard intrinsèque* (ou *asynchronie*) du Sud-Est, et *son retard par rapport*

* C'est sous ce titre qu'a été diffusé mon rapport (CIH, San Francisco 1975), que je m'engage à déposer aux Bibliothèques de l'Académie roumaine, de l'Institut d'Histoire « N. Iorga » et de l'Institut des Études sud-est européennes.

à l'Occident (ou asynchronisme). J'analysais le retard par rapport à l'Occident en tant que modèle de civilisation et d'organisation sociale, modèle qui, identifié à l'Europe, transformait l'Occident en fondateur et porteur de la civilisation tout court. Et je rappelais la terminologie d'époque et son mysticisme sous-jacent. Malheureusement, comme je ne puis insister ici sur d'autres points importants, je renvoie les intéressés au texte du rapport.

Cette simple référence tronquée permet de saisir le lien existant entre le problème de la modernisation et ceux que nous débattons aujourd'hui. Dans le même temps, l'étude de ce lien nous conduit à prendre en charge d'une manière satisfaisante le contexte économique de la formation d'une conscience nationale et des mouvements d'émancipation. Et la nécessité de cette prise en charge a, à juste titre, été soulignée par notre collègue D. Hurezeanu.

A partir de cette vision globale, j'ai cru devoir essayer en 1975 de suggérer l'existence d'un modèle de la modernisation dans le sud-est de l'Europe.

Pour ce qui est de ce modèle, il m'a semblé que l'on pouvait identifier trois facteurs principaux : a) la position singulière du « malade incurable de l'Europe », l'Empire ottoman, écartelé entre l'anarchie autonomiste des féodalités locales et intermédiaires, d'un côté, et les efforts à la fois despotiques et modernisateurs, par lesquels le pouvoir central essayait de faire face à la crise, de l'autre côté ; b) le processus de formation des nations sud-est européennes qui ne conquéraient que par des étapes sanglantes de 1804 à 1912/3 leur indépendance et n'accéderont que de 1918 à 1923 à un statut territorial proche de l'actuel. Et il faut rappeler que les grandes étapes révolutionnaires, politiques et militaires de leur combat (1804—1805 ; 1821, 1821—1833, 1848, 1859 = l'Union des Principautés Roumaines, 1875—1877/78) étaient originellement liées aussi aux processus européens d'émancipation socio-politique du siècle ; c) la présence semi-colonialiste, dans le Sud-Est même, de l'Autriche (1867 = Autriche-Hongrie) qui en 1908 continuait encore par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine son *Drang nach Osten* (vers Salonique). Comme toile de fond de ce modèle, je notais l'avance de la Russie et son protectorat (1774, 1829) sur les nations chrétiennes de la région, avec les effets objectivement complexes que l'on connaît, la garantie collective des Grandes Puissances (1856) et la pénétration du capitalisme occidental et centre-européen, ainsi que les prolongements de la Question orientale et du jeu d'équilibre européen qui en découlait.

A l'intérieur du modèle sud-est européen de la modernisation, je me suis efforcé de dégager des (sous-) modèles nationaux, lesquels sur tel ou tel point peuvent être groupés de façon variable, mais toujours significative. Je dois renoncer à la présentation des exemples concrets.

Le sous-modèle ottoman, absurdement impérial jusqu'à Kemal Pacha, supposant la collaboration fidèle des populations chrétiennes majoritaires et aptes à une modernisation nationale propre, mériterait des développements. Il a été proposé dans ces termes pour la première fois, et commande les accommodements temporaires ou les offensives constantes des autres modèles de la région. Aux contradictions du modèle ottoman officiellement mis en place se heurtent les modèles des nations

opprimées ou vassalisées *qui ont posé et « vécu » le problème de la modernisation en termes de renaissance (régénération) nationale, de réveil à la vie libre et indépendante.* Les Balkans devaient appartenir aux peuples balkaniques, en tant que porteurs d'un message de modernisation sans reniement d'un passé vivifiant. En effet, dans cet engagement décisif, le contact stimulant avec le passé national — dont l'étude se fera désormais à l'aide de moyens de plus en plus modernes et de provenance occidentale — a joué un rôle militant et essentiel. C'était ce contact qui devait dynamiser les énergies créatrices pour les combats du présent et pour l'oeuvre constructive de l'avenir. Par des paliers fort différents, selon la nation envisagée, la plupart des couches supérieures (ou dominantes dans les Principautés Roumaines) ont embrassé la modernisation. Quant aux éléments dynamiques, avancés, progressistes, celle-ci est devenue inséparable de la cause nationale : instruction, bien-être, émancipation sociale, libertés, indépendance. La modernisation a été l'un des facteurs du processus de constitution des nations modernes dans le Sud-Est, et un moyen de récupération morale, culturelle ou politique après les effets traumatisants de la domination ottomane et de l'oppression féodale interne.

Je ne puis suivre ici les détails de chaque modèle national de modernisation sud-est européenne et surtout du modèle roumain, tels qu'ils se trouvent indiqués dans le texte de 1975.

Pour le modèle ottoman, je rappelle « l'Ode au XX^e siècle » de Sadu Illah Pacha (1838—1891) : « Les pays de l'Occident sont devenus les sources lumineuses de la connaissance. . . le temps est celui du progrès, le monde est celui du savoir. La survie de la société serait-elle compatible avec l'ignorance ? » On trouvera aussi l'indication du rôle de la *diaspora* (surtout hellénique), du caractère « éminemment agricole » des pays sud-est européens, du point faible de la modernisation sud-est européenne qui fut la bourgeoisie, partout déficitaire, et dont l'histoire faisait avec nécessité le porteur des transformations sociales modernisatrices, *y compris la conscience nationale et l'émancipation politique.* Pour finir, j'insistais sur le problème de l'industrialisation et du modèle sud-est européen de la révolution industrielle, la variante roumaine étant la plus avancée et la plus rapide.

La modernisation a partout rencontré, et surtout en Roumanie (où elle a été rapide et ample, mais où il existait une puissante classe dominante et dans le même temps de fécondes et tenaces attaches populaires) de la résistance, des contestataires, des critiques savants, solennels ou satyriques, des adversaires de bonne fois et d'autres mus par un patriotisme à chaud, et, bien entendu, les réactionnaires aveugles et les conservateurs modernisés. Cette crise complexe, que je ne peux analyser à fond, mais essentielle pour nos débats, s'est déroulée à des niveaux différents, avec toute une gamme de significations historiques, sur laquelle il reste encore beaucoup de choses à dire, malgré la vaste littérature qu'elle a engendrée depuis plus d'un siècle.

En Roumanie, la crise de la modernisation — dans la législations, les institutions, dans l'art, les belles lettres et la culture en général, dans l'économie avant tout — a revêtu une forme virulente, des proportions troublantes, sans éviter les retombées d'un certain pessimisme. Peut-être

même un traumatisme rendu tonique et défoulant par Alecsandri et Caragiale, critique et récupérable avec l'intellectuel bourgeois et conservateur Titu Maiorescu à la « Junimea », et aussi une certaine inhibition retardataire et confusionnelle. Le problème de l'évolution lente et graduelle (avec ses pièges réactionnaires chez P.P. Carp), celui de la « forme sans couverture d'un fond moral et intellectuel », de l'imitation servile et aliénante, des lois importées sans lien avec « les réalités locales » dont la transformation était un impératif historique, le problème du synchronisme avec l'Occident (E. Lovinescu, Șt. Zeletin), de l'évolution des pays attardés qui se développent dans l'orbite des pays modernisés (C. Dobrogeanu-Gherea), ce n'est là qu'un bilan incomplet des principaux repères de la crise du processus de modernisation. De ce bilan ne peut faire abstraction ni le modèleur de la conscience nationale, ni celui de l'émancipation politique.

Et il faudrait insister sur les positions de la classe ouvrière montante vis-à-vis de la modernisation envisagée avec un nouveau contenu que vous connaissez tous. Contenu de courageuse prise en charge de la modernité, dans un effort soutenu, révolutionnaire et réfléchi, de synthèse avec toutes les forces vives, les valeurs fécondes et créatrices du passé, du particulier, du typique et de la durée ouverte vers l'avenir.

Il est grand temps de conclure rapidement. Tantôt la modernisation apparaît comme un facteur du processus de formation de la conscience nationale ou de l'émancipation. Tantôt, et plus souvent, les deux derniers se retrouvent, à leur place, à l'intérieur de la modernisation globale. Il m'a semblé que le lien entre ces trois structures ou ces trois processus devait être rappelé et l'étude approfondie que vous voulez entreprendre devra, ce me semble, en tenir compte. Ne pas parler de modernisation est une incompatibilité historique et structurale. Mais j'ai cru également de mon devoir de vous rappeler que dans l'historiographie roumaine des ébauches de modelage dans le domaine qui vous préoccupe existent. Leur critique motivée ou leur appui, en tant que début timide, peut apparaître à beaucoup d'entre vous comme nécessaire et de quelque utilité. Je m'excuse d'un résumé trop brutalement condensé et, partant, imparfait.

LIBÉRATION NATIONALE ET FORMATION D'UN ÉTAT UNITAIRE

DAN BERINDEI

Les pays roumains ont occupé une position spécifique dans le processus de libération du sud-est de l'Europe. Ce n'est pas seulement leur position propice, au croisement de voies économiques et politiques, ce qui leur conféra un caractère de zone de contact et d'échange matériel et spirituel dans cette partie de l'Europe, mais aussi la continuité ethnique millénaire des Roumains et de leurs devanciers daco-romains, ainsi que le caractère permanent de la vie étatique tout au long du moyen

âge qui ont concouru à ce que, au moment de la formation des nations modernes et de la cristallisation des consciences nationales et de l'élaboration des programmes de libération, ces pays s'affirment par des traits spécifiques, s'intégrant au processus général, universel, comme l'un des éléments composants marquants de celui-ci.

Bien que ces pays aient connu des formes étatiques d'existence séparées au cours du moyen âge et au début de la période moderne, il nous faut relever la puissante conscience d'une unité étatique antérieure. La Dacie de l'antiquité, de même que la présence et l'héritage de Rome ont représenté à cet égard de puissants liens. Démètre Cantemir a intitulé l'un de ses principaux ouvrages « *Hronicon a toată Țara Românească (care apoi s-au împărțit în Moldova, Muntenasca și Ardealul) din descălecatul ei de la Traian, împăratul Rîmului* » (*Chronique de tout le pays roumain (qui s'est divisé ensuite en Moldavie, Valachie et Transylvanie) depuis sa fondation par Trajan, empereur des Romains*) (soulignements — D.B.), en étendant même les limites réelles de la province romaine ! D'ailleurs, le chroniqueur moldave Miron Costin suggérait clairement auparavant l'unité primordiale de la Dacie : « Ces contrées où se trouvent aujourd'hui la Moldavie et la Valachie sont la Dacie de jadis, de même que toute la Transylvanie, le Maramureș et le Pays de l'Olt »¹. A noter également que les chroniqueurs roumains de la période féodale ont été des précheurs assidus de l'unité ethnique des Roumains, de leur origine et de leur langue commune. Or, ces convictions, qui étaient non seulement celles de quelques lettrés, mais aussi des convictions générales, ont joué un rôle important dans la cristallisation de la conscience nationale à l'aube de l'époque moderne. On a vu se former alors chez les Roumains *non point la conscience de l'unité, mais celle de la nécessité de concrétiser l'unité du peuple roumain dans une réalité étatique-politique.*

Si l'origine latine a constamment constitué un titre de gloire à laquelle l'Ecole Transylvaine a imprimé des dimensions particulières, la conscience de l'origine dacique s'est maintenue aussi, et cela, en dépit de la position exclusiviste des coryphées de l'Ecole Transylvaine. « Les Daces (connus dans l'histoire) — était-il relevé dans un mémoire de 1822 — existaient et s'affirmaient bien avant la venue de notre Sauveur Jésus Christ sur la terre ; ils étaient dirigés par des rois indépendants, issus de leurs propres rangs et possédaient des lois et un droit coutumier, ainsi qu'une force militaire destinée à défendre leur existence et à assurer leur libre labeur sur le territoire qu'ils habitaient ; cette force a été d'ailleurs assez ressentie par le puissant Empire romain de l'époque, qui a soumis sous son sceptre tous les autres peuples, sauf celui-ci ! ». Réaliste, l'auteur du document ajoute, expliquant ensuite le processus de la formation du peuple roumain, que par celui-ci « le peuple des Daces ne s'est pas éteint mais s'est mêlé aux Romains qui se trouvaient dans le pays et en s'unissant ils ont pris cette nouvelle dénomination »².

Durant la période de transition vers la nation moderne et de la conscience de l'origine commune à la conscience nationale, un rôle impor-

¹ Miron Costin, *Opere* (Œuvres), édition critique P.P. Panaitescu, Bucarest, 1958, p. 254.

² Emil Virtosu, 1821. *Date și fapte noi* (1821. Données et faits nouveaux), Bucarest, 1932, p. 187—188, 189.

tant est échu également au développement séculaire d'une culture qui, en dépit des frontières qui séparaient les Roumains et des dominations étrangères auxquelles ils ont été soumis, n'a pas été exclusivement valaque, moldave ou transylvaine, mais *généralement roumaine*, ce qui a permis aux Roumains d'avoir la conscience de leur appartenance à une entité unique. On pourrait ajouter encore que la situation spécifique des Etats autonomes roumains a favorisé également des actes de culture qui ont contribué en outre à appuyer les processus de renaissance d'autres peuples de cette zone et, au premier chef, du peuple grec. Pour ce qui est du domaine de l'imprimerie surtout il nous faut mentionner que dans les pays roumains ont paru des textes imprimés en roumain s'adressant *à tous les Roumains* et non seulement à ceux d'un pays ou d'un autre, aussi bien que des textes imprimés de circulation sud-est européenne.

Le processus de libération des Roumains a eu des traits particuliers bien définis. L'unité étatique réalisée n'a pas constitué un simple groupement des unités composantes, mais *une unification pleine et entière de celles-ci*. Pour ce faire, l'on n'a pas choisi la voie d'une fédéralisation, mais celle de la fusion de ces unités en *une entité étatique unique*. Accomplie par étapes — et cela pour des raisons d'ordre intérieur et extérieur — l'unité étatique roumaine a signifié la constitution d'un Etat *nouveau*, pleinement centralisé, dans le cadre duquel le spécifique *régional* a été conservé sur le plan de la culture populaire, mais qui a cédé le pas au spécifique *national* quant à l'édification multilatérale de l'Etat unitaire. A cet égard, les différences sont évidentes, non seulement par rapport à la voie suivie par le peuple allemand, appartenant à une autre région géographique du continent, mais aussi par rapport aux peuples yougoslaves qui ont choisi, eux aussi, la voie de la fédéralisation et non point celle de la constitution d'un Etat unitaire et centralisé.

De même que les autres peuples de la zone, le processus de libération du peuple roumain a reflété *l'imbrication de la lutte de libération nationale et de celle de libération sociale*, de sorte que parfois il est difficile d'en faire une séparation. Les moments importants de la lutte de libération portent cette double empreinte. Tout aussi caractéristique a été la lutte visant à l'accomplissement simultané de trois objectifs qui, dans leur ensemble, reflétaient le programme national même, à savoir : *la liquidation du féodalisme et la réalisation de la modernisation, l'accomplissement de l'unité étatique de la nation toute entière et la conquête de l'indépendance*.

Sous cet aspect complexe la libération suppose un large concours des masses. Elle n'a pas été et ne pouvait être l'œuvre d'un nombre restreint de patriotes, mais *celle des masses, de toute la nation*. Du reste, la massive présence du peuple, sa participation aux moments décisifs du processus d'édification de la Roumanie moderne sont caractéristiques. Des dizaines de milliers et même des centaines de milliers d'hommes en action pendant les années décisives de 1821, 1848, 1859, 1877 et 1918 reflètent à cet égard, de manière concrète, le fait que la constitution de l'Etat national et puis son parachèvement, n'a pas été l'œuvre de quelques individus, mais *l'œuvre de la nation en mouvement*.

Pourtant, la collaboration générale à la formation *du nouveau pays* de tous les Roumains ne saurait nous induire en erreur. Pour ce qui est

des objectifs de la libération sociale, les contradictions n'ont pu disparaître et parfois elles ont engendré des confrontations d'envergure. La révolte de 1888 et celle de 1907 en font foi. L'activité des socialistes, la constitution du parti Social-Démocrate des Ouvriers de Roumanie en 1893, de même que tout le processus d'affirmation, de développement et d'action par lequel est passé le mouvement ouvrier et socialiste de Roumanie l'ancienne et des provinces roumaines alors encore sous la domination étrangère révèlent également que, en dépit de la collaboration de toutes les catégories sociales sur le plan national, une « paix sociale » n'a pas existé.

Le processus de libération qui a affecté le sud-est de l'Europe ne s'est pas déroulé en dehors du jeu des grandes puissances qui s'affrontaient directement dans cette zone géographique — l'Empire ottoman, l'Empire des tsars et l'Empire des Habsbourg — de même que des autres puissances indirectement impliquées et qui poursuivaient elles aussi des intérêts économiques et politiques dans cette partie du continent. Ces puissances, ne se sont pas contentées de suivre attentivement les étapes des processus de libération des nations sud-est européennes, mais elles ont exprimé leurs opinions à cet égard et surtout ont essayé d'imposer leur volonté. Il n'est pas moins vrai cependant que par suite des contradictions existant entre les grandes puissances, les actions de celles-ci ont été divergentes, ce qui a facilité la lutte de libération des peuples directement impliqués. Le résultat des processus de libération démontre clairement que, en dépit des ingérences, les nations de la zone ont eu le « dernier mot » ; particulièrement éloquente à cet égard fut la paix de Bucarest de l'été 1913 laquelle démontra que les Etats directement impliqués pouvaient aboutir à une solution sans que l'on fasse appel aux « bons offices » des grandes puissances.

Peut-être, parmi tous les pays du sud-est de l'Europe la Roumanie offre l'exemple le plus significatif à cet égard et l'on pourrait même parler d'un « miracle roumain ». L'Etat national roumain s'est constitué, a conquis son indépendance et, puis, a parachevé son unité étatique dans la confrontation avec certaines puissances et parfois même avec la majorité de celles-ci ; les obstacles existants ont été pourtant liquidés, les contradictions entre les puissances ont été habilement mises à profit et l'on a eu recours même à la lutte armée lorsque la situation l'exigea et, finalement, *la Roumanie se forgea* et s'affirma, étant en même temps obtenue *la reconnaissance internationale* de la succession de *faits accomplis*, qui ont caractérisé l'histoire moderne de ce pays depuis la « petite union » de 1859 jusqu'à la « grande union » de 1918. Mais les « faits accomplis » n'ont pas été un monopole roumain ; ils ont servi également aux autres nations de la zone, au moins à certains moments, en tant qu'« instrument » de l'accomplissement de leurs objectifs. L'unification de la principauté autonome de la Bulgarie avec la Rumélie et puis la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie en font foi. Mais il est incontestable que pour le peuple roumain, peut-être beaucoup plus que pour d'autres peuples, le processus de libération nationale et de constitution de l'Etat unitaire, moderne et indépendant s'est déroulé sous le signe de cette ferme et habile affirmation historique.

LESSICO DELLA RIVOLUZIONE ROMENA NEL SEC. XIX

ALEXANDRU NICULESCU

1. Gli studi storici intrapresi in Romania si sono occupati meno di quanto fosse necessario degli aspetti lessicali, concettuali e terminologici dei movimenti rivoluzionari romeni dei secoli XVIII—XIX. Per quanto poco specializzati nel campo strettamente linguistico dovessero apparire tali approcci, la ricerca dei concetti di rivoluzione è una componente significativa del lessico della cultura romena. Non dobbiamo dimenticare che gli uomini politici di rilievo, rivoluzionari pienamente partecipi, teoricamente e praticamente, al corso degli eventi, avevano una chiara idea social-politica e si avvalevano spesso di un'approfondita conoscenza dei problemi del loro tempo. Alcuni di loro si erano formati nelle scuole occidentali, a contatto con la Europa romanza e germanica dei sec. XVIII—XIX. Studiare, quindi, la lingua dei proclami di Tudor Vladimirescu di Padeș o di Bucarest, il proclama di Islaz, *Protestafia poporului român în Cîmpul Libertății* — indagando sul lessico relativo alla cultura politica di certi uomini e di un'epoca che non rientrano nella belletristica, ma che non sono, per questo motivo, prive di interesse per l'evoluzione della lingua letteraria romena, significa studiare la storia della cultura. Talvolta i rivoluzionari stessi sono scrittori ed uomini di cultura: letterati come Petru Maior, I.B. Deleanu, in Transilvania; Iordache Golescu, B.P. Mumuleanu, I. Ghica, I.H. Rădulescu, in Valacchia; Ionica Tăutu, Costache Negruzzi, in Moldavia, per non menzionare coloro che, indirettamente o direttamente, hanno redatto i documenti dei movimenti rivoluzionari (Gh. Lazăr, Simion Barnuțiu, Al. Papiu Ilarian). I momenti rivoluzionari coincidono, così, con i momenti della storia letteraria romena.

La circolazione internazionale della cultura (per la quale cfr. Niculescu 1978, pp. 99—115) ha trasmesso da una rivoluzione all'altra, nell'ambito della lingua e della cultura romena, concetti social-politici: termini utilizzati dalla Scuola Transilvana, da Gheorghe Șincai o Petru Maior, li ritroviamo più tardi in Valacchia nei documenti del movimento di Tudor Vladimirescu e, più tardi, nei Regolamenti Organici, ma soprattutto nei manifesti della rivoluzione del 1848. Il momento 1848 è rappresentato da scrittori (come Bălcescu, I.H. Rădulescu, I. Ghica, C. Bolliac e molti altri) la cui attività rivoluzionaria costituisce una componente della loro opera letteraria.

2. Il linguaggio rivoluzionario assorbe una serie di concetti scaturiti dalla parlata popolare. Se gli scrittori e gli intellettuali operavano nelle zone di cultura di linguaggio rivoluzionario, l'azione delle comunità

popolari ha comportato una serie di termini di lingua parlata. Le rivoluzioni erano, in primo luogo, opera di alcune forze sociali, più vaste o ristrette numericamente, le cui aspirazioni erano comprese nei concetti ridati attraverso parole popolari: queste parole diventavano parole — chiave di una mentalità, di uno stato d'animo della rivoluzione. E di queste, quante ne conosciamo? Alcune sono prese dal linguaggio degli scrittori rivoluzionari, altre da documenti pubblici, amministrativi e giuridici dell'epoca; la maggior parte, invece, si perdono nella dimenticanza. Le larghe operazioni di recupero del lessico rivoluzionario, la sua analisi contestuale e socio-culturale, sono davvero preziose, sia per la linguistica che per la storia.

Fortunatamente possediamo imponenti raccolte di documenti delle rivoluzioni romene. Le lettere di Tudor Vladimirescu, documenti della sua rivoluzione, sono a nostra disposizione, raccolte dapprima da N. Iorga nel 1914 e, più tardi, nei corposi volumi coordinati da A. Oțetea. Allo stesso modo abbiamo a portata di mano la ricca raccolta di documenti *Anul 1848 în Principatele Române*.

Accanto a queste anche altre raccolte, di più piccole proporzioni e di valore ristretto, sono utili: l'opera di Vl. Diculescu, *Viața cotidiană a Țării Românești în documente* (1800—1848), Cluj 1970, ha raccolto alcuni documenti « editi ed inediti, oltre ad alcuni stralci della stampa dell'epoca » (p. 7), permettendoci di esaminare l'area di circolazione dei termini e dei concetti delle rivoluzioni che tormentavano allora le terre e gli abitanti della Valacchia.

3. A maggior ragione si rende necessario, in simili circostanze, l'intervento della linguistica. Bisogna riconoscere che i linguisti hanno accordato troppa poca importanza a queste zone socio-culturali della lingua. Se disponiamo di opere sui nostri rivoluzionari di rilievo (N. Bălcescu, T. Vladimirescu, Al. Papiu Ilarian, C.A. Rosetti, I. Tăutu ecc.), non abbiamo intrapreso sotto il profilo linguistico, contestuale, una attenta lettura dei concetti social-politici che appaiono nei nostri scrittori. Costituendo rare eccezioni, le opere di I. Budai-Deleanu, Gh. Șincai, P. Maior, I. H. Rădulescu, Costache Negruzzi, Ion Molnar Piuariu e di molti altri, sono state studiate dal punto di vista dei concetti social-politici dell'epoca. Ancor più è benvenuta l'opera del Prof. Klaus Bochmann, *Die Herausbildung des modernen politisch-sozialen Wortschatzes im Rumänischen in der ersten Hälfte des 19 Jahrhunderts* (tesi inedita di dottorato, Leipzig 1976), in cui per la prima volta si riesce a raccogliere ed ordinare, sottoponendoli ad un'attenta analisi semantica, gli elementi lessicali principali del lessico social-politico romeno dei secoli XVIII—XIX. Ciò che deve invece essere aggiunto a tali ricerche è il seguire nel tempo e nello spazio la circolazione dei concetti: così si potrà dimostrare la continuità del linguaggio rivoluzionario da una generazione all'altra, da una zona romena all'altra, cioè, praticamente da una rivoluzione all'altra. In realtà tra le rivoluzioni romene di Transilvania e di Valacchia esiste una stretta e diretta comunanza di ideali e di lingua.

4. Il primo e più significativo concetto è *revoluție*. Possiamo distinguere tre serie di termini che indicano questa nozione: alcuni di origine straniera, colta, altri autoctoni, di origine giuridica e,

infine, altri popolari (questi ultimi con particolari connotazioni, di solito peggiorative). Il più antico termine per il concetto di rivoluzione sembra sia *rebelie*, derivato da *rebel* (di origine probabilmente latino-italiana), attestato in *Foletul novel* 1700; nel 1735: *rebelie și lotrie* (*rebel* appare nei cronisti valacchi: cfr. ed. Gregorian, I 350; *rebellul sau răsvrătitoriul*, Gh. Șincai, *Hron. Rom.*, ed. Fugariu p. CLXXXV; cfr. anche *rebeles* (di origine ungherese), pl. *rebelisi*; più tardi appare *rebelist* pl. *rebeliști*, connotazione peggiorativa, vedi seguito). Nei documenti della rivoluzione del 1821, appare *insurecț(ă)oane* (riferentesi ai moti di Grecia a *lor nemernicie insurecțoane Grechiei* 1821, II, 29; *casa insurecțoanei grecești* id. 30) (cfr. *împresăoane*), accanto a *esurecță* (*cuibul streinei esurecțai*, 1821, II, 30), forme, beninteso, modificate dalla grafia di persone incolte. Sempre d'origine straniera è il termine *zaveră* (di origine bulgara), che delinea la rivolta degli eteristi greci, *întîmplarea zăverii* (Tiktin, RDW s.v.)

Accanto a questi termini, si utilizzano, per il concetto di rivoluzione anche termini autoctoni. Il più diffuso — con senso dichiaratamente peggiorativo — è *răzvrătire*. Lo stesso Tudor Vladimirescu, nelle lettere pubblicate inizialmente da N. Iorga) riprodotte anche in *Documentele* 1821, ed. A. Oțetea), usa il termine *răzvrătire* « movimento di massa, ribellione », riguardo alla rivolta turca di Ada Kaleh: *eram să trecu să viu la București, dar, din pricina răzvrătirii ce se urmează, nu poci trece, fiindcă răzvrătitorii urmează pînă la Novaci* (Iorga, 1914, p. 17). Ma quando è informato di alcuni movimenti nel suo stesso esercito, Tudor Vladimirescu ordina *să înceteze orice duh de răzvrătire* (*Documente*, 1821, I, 396). Ma sembra che il termine non mancasse di connotazione peggiorativa. Un *ispravnic* (amministratore delegato) invita gli abitanti alla calma, *poto-lind răzvrătirile ce pînă acum s-au urmat* (1821, II; 35). Il Divano dei boiari rivolgendosi all'inizio della rivoluzione *răzvrătitorului Tudor Vladimirescu*, attrae la sua attenzione con una lettera: *faptele ce faci sînt urmări răzvrătitoare, iar nu dă patriot precum zici, pentru că turburi norodul* (*Documente*, 1821, I, 242); *te vei izgoni cu adevărat ca un răzvrătitor și vei fi învinovățit ca un fărădelege* (id., 243); Tudor Vladimirescu parla egli stesso di *acei răzvrătitori cîți sînt de legea noastră* (id. 91), e gli *ispravnici* riferivano al *vistiernic* (tesoriere) il fatto che *pentru o mincinoasă presărare de vorba s-au răzvrătît tot județul* (id., 25), *condamnînd pe cei ce au avut rău nărav a să răzvrăti* (ibid.). Iordache Golescu, nella commedia *Barbu Văcărescu, vînzătorul țării* associa il termine *răzvrătire* a *zaveră*: *după atîta răzvrătire ce a pătimit țara dă zaveră după atîta prăpădenie ce au făcut apostafii greci, după atîtea răutăți ce au urmat turcii* (PND, 84). Il termine sembra avere quindi un uso giuridico peggiorativo come anche *zurbagiu* (di origine turca). Più tardi, invece, nel 1848, *răzvrătitor* diventa del tutto peggiorativo: i documenti dimostrano che gli antirivoluzionari chiamavano gli insorti in nome della libertà *răzvrătitori pe nisip*. D'altro canto i rivoluzionari avvertivano il popolo che la loro lotta era schernita dai reazionari: Apprendiamo in tal modo che *zaveră, rebeliști, rebel* erano termini peggiorativi per lo spirito rivoluzionario del 1848. Eccone esempi: *Să nu ascultați de cei ce vă spun acum este zavera* (1848, II, 17); *numînd... rebeliști pe fiii adevărului* (id. 311); *au avut curajul de a numi rebel pe poporul român atît de clement și candid* (ibid.). Accanto a questi, il ter-

mine antirivoluzionario più diffuso è stato *turburare* (*obştea . . . le-a privit ca semnalul turburării*, 1848, II, 227). Il Dipartimento degli Affari Interni avvertiva la popolazione dell'esistenza di alcuni *răzbunătoare și tulburătoare mișcări*. Il termine appare anche nel 1821 (cfr. all'indirizzo dei *caimacani* (reggenti) : *pricină de bănuială și turburare a norodului*). Nel 1848, appare nella lingua della stampa, *desordr : liniștea se schimbă în desordr* (C.A. Rosetti).

L'anno 1848 e la rivoluzione temporaneamente vittoriosa impongono il termine *revoluție*. Un'interessante definizione di questo concetto troviamo nella *Gazeta de Transilvania* del 12 luglio 1848 :

Cînd zicem revoluție (Revolution) sîntem cu totul străini a înțelege prin acest cuvînt revolte sîngeroase, turburări înfricoșate, războaie civile, repezirea statului în anarhie : ferească Dumnezeu! . . . prin cuvîntul revoluție se înțelege o schimbare totală numai a acelor legi și guverne care prin nedreptatea lor apăsătoare de popoare nu mai putea fi suferite. . . (1848, II, 470—471).

La *revoluție* è diversa dalla *revoltă* :

Ce-a făcut Țara Românească la 11 iunie, revoluție ori numai revoltă? Să punem mîna pe cuget, să-i judecăm bine scopul mișcării cel principal și să recunoaștem cu sînge rece că, în adevăr, acea mișcare merită numirea de revoluție.

Il termine è attestato in Transilvania (I. Piuaru Molnar nella traduzione *Istoriei universale adecă de obște. . . Buda 1800 : să aștepte revoluții sau împărecheri groaznice* DA s.v. ; (un'altra attestazione è in Gh. Șincai, *Hron. Rom.*, III, ed. Fugariu, p. 335); in Moldavia (*Albina Românească* 1829 : *revoluției franțuzești*), in Simion Marcovici (1839), in I. Negulici ecc., in generale riferendosi alla rivoluzione francese od altre rivoluzioni scoppiate nel mondo (nella *Gazeta de Transilvania* del 1835 si parla di una *revoluție in Algir*).

Comprendiamo, quindi, che *revoluție* (in senso politico, beninteso) ha origine in Transilvania nel sec. XVIII : l'etimologia è probabilmente latino-germanica (cfr. *Gazeta Transilvaniei* del 1848 summenzionata, in cui *revoluție* è spiegata, tra parentesi, con il termine tedesco), ma l'uso della terminazione in *-ție* è normale (Niculescu 1978, pp. 116—122). Sul finire del secolo XVIII *revoluție* in senso astronomico e matematico appare nelle opere di Amfilohie Hotiniul (1790) (cfr. N.A. Ursu 1962, p. 271 s.v.). Il passaggio del termine politico dalla Transilvania ai Principati Romeni deve essersi verificato tra il 1800—1840 : ma il fatto che nel 1848 esso appare ancora spiegato tra parentesi (in *Gazeta Transilvaniei*) potrebbe essere una prova che il termine non andò oltre i limiti della utilizzazione colta. *Revoluție* era termine moderno connotato enfaticamente al linguaggio dei rivoluzionari (cfr. *cauza sacră ; prefațerile cele nouă : glorioasa zi a renascerii României* ecc.). Ecco un esempio tratto da *Pruncul roman* del 29 luglio 1848 : *Cine a făcut revoluția noastră? Un om sau zece sau nația românească? Negreșit că nația, căci 10 și 20 și 100 măcar rebeliști, cu toată activitatea lor nu ar fi izbutit să răstoarne atîția spioni, atîția cîrmuitori și sub-cîrmuitori, atîția miniștri și un prinț stăpînitor. . .* *Revoluția a făcut-o toată nația* (1848, III, p. 39). L'espansione e, soprattutto, la generalizzazione del termine *revoluție* nella lingua romena si osserva

dopo il 1848, nel decennio 1850—1860. Il termine *contra-revoluțiune* appare sempre nel 1848 in A. Treboniu Laurian, in Transilvania.

5. Il linguaggio e i concetti delle rivoluzioni romene si trovano in continuità, nel tempo e nello spazio. Una serie di termini e ideologie illuministe della Scuola Transilvana sono passate al linguaggio rivoluzionario del 1848. I più frequenti sono: *binile obștii de obște, folosul (cel) de obște*: simili costrutti appaiono negli scritti dei letterati transilvani Gh. Șincai, P. Maior, I.B. Deleanu. Ecco invece che gli stessi termini appaiono nei proclami di Tudor Vladimirescu ai cittadini di Bucarest: parla di *binele obștii, folosul țării, binele de obște*. Al *vornic* Samurcaș (sovrintendente di Giustizia) chiede che *să poftescă binele obștii și al celor ce să trudesc pentru dreptate*, inducendo *cei ce vor voi binile obștesc să iscălească* (il proclama). Sempre egli dichiara che le terre devono *să se jertfească spre folosul de obște*. L'8 marzo 1821 i boiari riconoscono per iscritto che Tudor Vladimirescu *slujește cu noi folosul de obște*, facendo propria una delle espressioni care al capo della rivoluzione del 1821. Nel 1848 simili costrutti non appaiono più. Al loro posto si incontra: *toți de obște*, si parla di *binele general, binele public* o di *progres comun* (cfr. N. Bălcescu: *frații la fapta unui progres comun*).

Un'altra serie di concetti caratteristici è *lumină, a lumina, luminat*, in senso culturale. Come è noto i termini appaiono spesso nelle opere di S. Clain, Gh. Șincai, P. Maior: per loro l'emancipazione sociale e culturale dei romeni, la *luminare*, era uno dei sentieri che conduceva alla felicità del popolo. Intorno al 1821, Constantin Diaconovici chiamato a stampare libri romeni (Buda 1821) esprimeva con chiarezza il concetto: *toți acuma să se apuce de lucru c-au sosit primăvara luminii neamului românesc* (cfr. Niculescu 1978, p. 65). B.P. Mumuleanu chiede *luminarea neamului în lege și credință* (*Scrieri*, p. 90). Gh. Lazar parla di *Luminarea nații*, ed. I. Heliade Rădulescu afferma in *Chemarea* dal *Curierul românesc* del 25 marzo 1846, *dorința de luminare și mîntuire*, dichiarando con enfasi: *voi mendica luminarea și mîntuirea nației* (Diculescu, p. 243).

La rivoluzione di Tudor Vladimirescu non conosce problemi di «illuminazione». Perciò nei documenti del 1821 non appaiono termini di questa serie di concetti. In cambio, la rivoluzione del 1848 utilizza spesso simili termini. Il Governo «provvisorio» si rivolge agli insegnanti e ai professori per *a-i trimite în sate a lumina pe frații lor*. N. Bălcescu dichiara *să luminăm poporul dacă vrem să fim liberi*, parlando dei popoli dell'Europa illuminata (*Puterea armată și arta militară...*). *A lumina* ha anche il senso di *a explica revoluția: le vei face toate deslușirile și îi vei lumina pe săteni* si afferma in una circolare di I.H. Rădulescu, allora ministro della Pubblica Istruzione, ai professori. Anche A. C. Goleacu chiedeva *să luminați pe țărani*. Altri documenti della rivoluzione del 1848 mostrano come il governo considerasse *de neapărată trebuință să se lumineze țăranul, să i se deslușească bine toate foloasele ce-i dăruște noua Constituție* (1848, III, p. 353). L'illuminazione del popolo diventa un'azione di diffusione tra le masse dei principi e degli obiettivi, dei cambiamenti apportati della rivoluzione in nome della libertà, giustizia e fratellanza! Si parla di *nedomirirea* dei contadini che *nu s-au pătruns de firea revoluției ce s-a săvîrșit*, si chiede che *să se deslușească tuturor locuitorilor de prin sate constituția liberatoare*; Gh. Magheru, lottando per la *sacră cauză română*,

annuncia che è necessario *a se lămuri popoulul care... era aproape a se rătăci din nou de intrigile aristocratice*. L'illuminazione equivale alla delucidazione con chiarimento: l'azione di innalzamento culturale del popolo diventa un'azione politico-ideologica della rivoluzione. Appena in questo periodo rivoluzionario degli anni 1845—1850 possiamo dire che i termini della serie di concetti *lumină, a lumina, luminare* si generalizzano nella lingua romena.

Similari constatazioni si possono fare anche per i concetti *frăție, frate*. Anche questi hanno la loro origine nella Transilvania illuminista del sec. XVIII: molte lettere di P. Maior (per es. a Demetrio Caian-Junior, a I.B. Deleanu ecc.), quelle di I.B. Deleanu cominciano con l'appellativo *frate*: L'idea di *frăție* appare invece con vigore all'epoca della rivoluzione di Tudor Vladimirescu. B.P. Mumuleanu si rivolge *frații mei compatrioți*: e lo stesso Tudor nel proclama di Bucarest dichiara: *să ne unim dar cu toții, mici și mari, și, ca niște frați fii ai unia maici, să lucrăm cu toții împreună* (1821). Egli parla di *frații noștri pămînteni*, intendendo con ciò un'unione fraterna di tutti i contadini sfruttati.

Non sempre allo stesso modo appaiono i concetti *frăție, frate, frățietate* nella lotta rivoluzionaria del 1848. I rivoluzionari si chiamavano a vicenda *frate* «fratello» (*frate Bălcescule!*, *frate Golescule!*) ed avevano scritto sul drappello della rivoluzione *Dreptate și Frăție*. Si mirava alla fratellanza di tutti i Romeni, *înfrățirea, dreptatea și fericirea nației întregi. În toată țeară nu se află astăzi decît frați cu același nume de român*, si afferma nel proclama della *Locotenența Domnească* di Valacchia del 9 agosto 1848: *fiți dar ca frați, priviți un frate al nostru în orice român și în bogat și în sărac* (1848, III, 53), sottolineando, così, l'unione e la *frățietate* dell'intero popolo romeno. *O nație de frați, de cetățeni liberi*, chiedeva N. Bălcescu. Le idee di unità di stirpe, fratellanza nazionale, iniziata in Transilvania allo inizio del secolo, davano frutto solo adesso, in pieno secolo, nella Valacchia rivoluzionaria.

Questa fratellanza nazionale opposta alla dominazione e alle minacce straniere, è ciò che N. Bălcescu chiama *naționalitate: de la 1848 mai cu seamă cuvintele unitate și naționalitate sînt în toate gurile în Europa* (*Mers. rev.*) I.

Il termine *naționalitate* «nazione» (che sfortunatamente il dizionario dell'Accademia s.v. non attesta che in Bălcescu, A. Russo e I. Ghica) è di origine transilvana. Elena Toma l'ha registrato in «Gazeta de Transilvania» in G. Barițiu 1842: (limba este) *un puternic magnet, care românilor dincoace de munți... pe vremi înainte le cheazășuiește pentru naționalitate (Foaia pentru minte, inimă și literatură, V, 1842, 9, p. 69)* (cfr. anche l'articolo *Naționalitate* id., VII, 1842, 19, p. 149).

Da G. Barițiu da Bălcescu e dagli altri rivoluzionari del '48, *naționalitate* è stato introdotto nel linguaggio rivoluzionario. I documenti del 1848 attestano il termine in *Gazeta de Transilvania: zeci de mii de români stau gata a se arunca în cel mai mare pericol pentru o singură idee îmbrăcată în vorba naționalitate* (*Documente 1848, II, p. 473*); l'ingresso degli eserciti turchi viene annunciato al popolo romeno sotto l'accusa *vin să ne omoare naționalitatea. Naționalitate* si aggiunge, infatti, al termine *nație* attestato dapprima in Paul Iorgovici, nel 1799 e continuato ad essere utilizzato fino al 1848 ed oltre.

La serie di termini *drept*, *dreptate* ha ugualmente una storia rivoluzionaria più antica. Nel 1821, Tudor Vladimirescu parlava della possibilità di *a câștiga deopotrivă dreptățile acestor prințipaturi* (1821, II, p. 33). Nel 1831—1832 Il Regolamento Organico menzionava *drepturile politicești de pămîntean*. Appena nel 1848 nel proclama di Islaz appare il costrutto *dreptul suveran: popolul, avînd dreptul suveran, poate revești cu dînsul pe oricine*. D'altra parte il termine *dreptate* figura sul drappello della rivoluzione del 1848: *Dreptate, Frăție*. Diventa in queste condizioni, verso il 1850, un termine politico.

6. Le rivoluzioni romene del secolo XIX sorprendono la lingua della cultura romena in pieno processo di occidentalizzazione romanza (per il concetto di occidentalizzazione romanza v. Niculescu 1978, p. 55—58). Una serie di concetti è espressa da termini antichi, tradizionali, ma anche da neologismi latino-romanzi. E' il caso del concetto «popolo». Nei proclami di Tudor Vladimirescu appare di solito il termine *norod*: si parla di *norodul Țării Românești*, di *creștinescul norod*, si organizza *adunarea norodului* si compiange *norodul țării cel amărît și dosădit*. Anche i *caimacani* (reggenti) utilizzano lo stesso termine: scrivono al *Marele Vornic* del *norodul poliției Bucureștilor*. Il termine è quasi generale in quell'epoca: lo utilizza Dionisio l'Ecclesiarca (*nenumărat norod de oameni cu murit*) (cfr. Diculescu, p. 20), e nel 1824—1830, anche Ioan Tăutu (*voința opțișcă a norodului rădicată în reghîm democraticesc*, ed. Virtosu, p. 294—295).

E tuttavia, accanto a *norod* in quest'epoca appare *popor*! Nel 1825, B.P. Mumuleanu scrive: *caut interesul lor/nu le pasă de popor*. Accanto a *popor*, ecco anche *popol*: Tudor Vladimirescu nell'*arzmahzar* (petizione) alla Porta Ottomana, utilizza la forma *popol* riferendosi a *tot popolul Țării Românești* (Mihai Cioranu, *Revoluția lui Tudor Vladimirescu*, București 1854, p. 17); *popol* appare anche in una lettera di Tudor al boiario N. Văcărescu: *să-mi arăți d-ta ce împotrivire arăt eu împotriva popolului* (*Documente* 1821, I, p. 258). Che abbia conosciuto il rivoluzionario di Gorj questa forma italianizzata? Che sia appartenuta una simile forma agli uomini di cultura transilvani che si affiancarono a lui nella lotta? In ogni caso la forma era conosciuta all'epoca di Tudor.

Nel 1848, il termine *popol* (*popul*) aveva un marcato senso politico. La rivoluzione è *fapta popolului român*, che ha sollevato *popolul în picioare*: *popolul român avînd dreptul suveran, poate revești cu dînsul pe oricine*. Si parla di *popolul răsculat* (Gh. Magheru), della *furia popolului* e la *Protestația din cîmpul Libertății* appartiene *popolului român* (*Documente* 1848, II, p. 642). Il metropolita Neofit loda *junimea și popolul român* (*Documente* 1848, II, p. 248). Nella *Gazeta de Transilvania* appare spesso *popol* (*popolul desdemnat își cunoscu libertatea*) ma talvolta anche *popor* (*în popor cresce vîzînd cu ochii hotărîrea*, p. 353). Abbiamo tutti i motivi per credere che *popol* fosse, ai tempi dei moti del 1848, un termine politico, appartenente ai rivoluzionari, mentre *popor* il termine comune. Il significato politico appare quindi all'epoca della rivoluzione di Tudor, nel 1821, e si evolve, trasformando *popol* in termine politico propriamente detto, in epoca 1848.

Il Prof. Klaus Bochmann in un recente articolo pubblicato in *România Literară* (n° 33 (XII) du 16 août 1979), ritiene quasi che fosse indi-

viduabile lo uso dei termini *popor* e *norod* in funzione della fazione rivoluzionaria o reazionaria cui apparteneva chi li usasse: « esiste nel 1848 una differenza di natura ideologica tra coloro che utilizzano il termine *norod* e quelli che preferiscono il termine *popor*. Così ché, per esempio, il famoso colonnello Solomon, interrogato dopo il suo tentativo di sedare col sangue una manifestazione popolare nel giugno 1848: « ...*ați comandat foc asupra poporului suveran?* » risponde: *văzînd că norodul vine, am zis d-lui Golesecu să se ducă afară ca să zică să se întoarcă norodul*. Si può concludere che il rapporto tra i due sinonimi era, a quell'epoca, determinato da fattori sociali e ideologici: *popor* era il termine utilizzato di preferenza dai rivoluzionari, mentre *norod* era il termine reazionario. Rispetto a *popor* e *norod*, *popol* era un termine prettamente politico.

7. Un'evoluzione simile ha la serie dei termini *slobod*, *slobozenie*, *liber*, *libertate*. L'epoca 1821 conosce soltanto la serie *slobod*, *slobozenie*. Nel proclama di Bucarest di Tudor Vladimirescu si dice: *nimeni din noi nu va avea slobozenia fără de poruncă*. Più tardi nel 1829—1832, il Regolamento Organico utilizza allo stesso modo solo i termini *slobod*, *slobozenie*. Ecco degli esempi: *verice boier sau nequîtor român este slobod să călătorească în străinătate; Principatele se vor bucura de o slobodă lucrare a credinței lor și de o întreață slobozenie de comerț* (Trattato di Adrianopoli 1829). Sembra invece che soltanto nel 1849 *slobod*, *slobozenie* abbiano assunto significato nell'uso politico. La rivoluzione parlava all'inizio di *slobozenie*, *frăție*, *unire*. Il programma del Partito Nazionale di Moldavia specificava che: *norodul va avea slobode bisericile sale*. Ma i termini *liber*, *libertate* appaiono con particolare frequenza, nel linguaggio della rivoluzione del 1848. In proclami e decreti, gazzette e lettere private, il termine *libertate* è largamente usato: *un fișă de libertate scoase junimea; libertate, frățietate, dreptate; poporul desdemnat își conoșcu libertatea; libertatea fu izbăvită; arborul libertății; să nu sugrume libertatea română ecc.* — sono contesti in cui appare *libertate* come termine politico. Si parla di *Constituția liberatoare, proclamația liberatoare, adunări libere*. Bisogna provare invece che la serie di termini *liber*, *libertate* appare soprattutto in Valacchia; in Moldavia proprio nel 1848, predominano *slobod*, *slobozenie*. Riconosciamo così in Valacchia l'avanguardia romanza della terminologia rivoluzionaria. Alla base dei termini di Valacchia stanno fr. *liberté*, *libérer*, *libérateur*, it. *libertà* termini politici rivoluzionari nella rivoluzione francese (1789) e nelle rivoluzioni europee. Si dimostra così, ancora una volta, il carattere colto, della rivoluzione romena del 1848.

D'altra parte la terminologia riguardante l'azione dei rivoluzionari del '48 rivela preferenze per gli elementi di origine romanza. *Guberniul vremelnîc* diventa dopo poco tempo *guvernul provizoriu*; *gvardia națională* diventa *guardă* e poi *gardă*; *iarmă (armîile turcești trecură Dunărea)* diventa *armată*. Un problema particolare sollevarono i termini *adunare*, *adunanță*: mentre *adunare* diventa termine generale (*adunările populare*), *adunanță* (it.) è termine tecnico (*adunanță de boieri de săteni; adunanța popoului* (di Blaj) utilizzato nella *Gazeta de Transilvania, Doc. 1848, II, 310*). In Valacchia e in Transilvania, la rivoluzione del 1848 si afferma come un momento significativo nel processo di occidentalizzazione romanza della lingua rommena.

8. Il linguaggio della rivoluzione romena è caratterizzato anche dalla presenza di alcuni elementi di lingua popolare. Un lessico autoctono, scaturito dalla parlata quotidiana che, con la ripetizione, la diffusione tra il popolo, l'oratoria rivoluzionaria, diventa terminologia della rivoluzione. Soprattutto all'epoca di Tudor Vladimirescu in lettere, proclami, petizioni, appaiono questi termini rivoluzionari di origine popolare. Lo stesso Tudor Vladimirescu parla di *prăpădenia* e *despoerea* del Paese, di saccheggi, *kinurile despuierile și desăvîrșitele desmosteniri* dei contadini. Denuncia gli innumerevoli *patimi și chinuri, neputința și greutățile* che gettano i contadini in *desăvîrșită desnădăjduire*. *Ne prăpădirăm și ne stinsărăm de tot*, esclama Tudor Vladimirescu in un'arzmașzar (petizione). Le parole non sono a caso. Esse hanno un senso social-politico che osserviamo anche in altri scritti dell'epoca. Iordache Golescu, in *Barbul Văcărescu, vînzătorul țării*, una satira contro i proprietari terrieri, fa sì che i suoi personaggi popolari parlino nello stesso linguaggio: *să nu ne lăsăm lor, că ne stingem cu totul (Primii noștri dramaturgi*, ed. Niculescu, p. 63); *prăpădenia și dărăpănarea țării* (id. p. 62); *o să ne prăpădim cu totul* (id. p. 63). In *Chronograful* di Dionisio l'Ecclesiarca appare scritto: *Hoțomanii... au prăpădit lumea dupe la noi* (ap. Diculescu, p. 21). *A prăpădi, a stinge, a despuia, a desmosteni* e i sostantivi formati da questi verbi, costituivano una terminologia politica *sui generis*. Non dobbiamo così trascurare nel linguaggio politico, tali parole popolari, che assumono senso politico generale: *nechivernisirea stăpînitorilor țării* appare più volte nella critica di Tudor Vladimirescu ai grandi della sua epoca. Sempre così *ușurare* « esenzione da imposte, alleviamento dell'oppressione » è ugualmente un termine politico (*mila și ușurare: acele ușurări ce le dobîndeam ecc.*); *rane* (*să cerceteze și de jață să vază adîncile rane*), *neputință, greutate, năpăstuire* ecc. devono essere considerati termini popolari integrati nella lotta politica di Tudor. Ma se questi, scrivendo al *clucer* Ralet (addetto alle provvigioni), parla di *norodul cel ars și fript de Dvs.* o se dichiara *să ne putem izbăvi țara din mîinile celor ce au mîncat-o*, simili metafore (« *ars* », « *fript* », « *mîncat* ») dobbiamo considerarle facenti parte della retorica politica con cui Tudor Vladimirescu ha iniziato la lotta, sostenuto dai suoi uomini e dal resto della popolazione.

Non tanto popolare è il lessico della rivoluzione del 1848. I proclami rivoluzionari (per es. quello di Islaz) abbondano di neologismi: gli uomini di cultura si erano adoperati per la loro foggatura.

Gli elementi lessicali popolari del linguaggio della rivoluzione del '48 non hanno connotazioni altrettanto vigorose come quelle del linguaggio della rivoluzione di Tudor. Nel 1821, i termini popolari della rivoluzione venivano dal basso verso l'alto, caratterizzando espressivamente l'oppressione secolare dei contadini, mentre nel 1848 gli elementi popolari provenivano dall'alto, dalla classe colta che auspicava « l'illuminazione » del popolo.

9. Tra i termini popolari della rivoluzione devono essere presi in considerazione gli elementi provenienti dal linguaggio religioso. In particolare, questo linguaggio è quello della religione cristiano-ortodossa, soprattutto perchè in molti movimenti rivoluzionari, i preti ortodossi erano dalla parte del popolo in rivolta. Il verso di Tudor Arghezi *ajută*,

Doamne! Țara e în răscoală, che si riferisce, beninteso, alla rivolta contadina del 1907, è valido anche per le altre epoche della rivoluzione romena. Del resto, un tale stato di cose è caratteristico di tutta la penisola balcanica: l'ortodossia ha avuto un ruolo ben determinato nello sviluppo della coscienza nazionale dei popoli balcanici. Non invano nelle chiese ortodosse troviamo raffigurati santi militari (bulgari, serbi); non invano i martiri greci sono raffigurati in abiti contadini dai pittori di alcune chiese greche e non è neanche casuale il fatto che in alcune di esse del sec. XVI—XVII sia rappresentata la caduta di Constantinopoli per mano dei Turchi. La Chiesa ortodossa ha difeso la causa dei popoli del sud-est europeo.

Ecco perchè la rivoluzione utilizza una serie di concetti religiosi: *a izbăvi*, *a mîntui*, *mîntuitor*, *apostoli*, *martiri*, *apostat*, *mîlă*, *patimi*, *oblăduire*, *lege*, *credință* ecc.

Nell'utilizzazione di concetti religiosi si osservano le stesse differenze socio-culturali che abbiamo osservato anche in altre situazioni. I termini religiosi del linguaggio della rivoluzione di Tudor appartengono ad un vocabolario affettivo elementare: *mîlă*, *patimi*, *chinuri*, *mînia Domnului*, *netemători de Dumnezeu* (cfr. *ah*, *boierule*, *boierule ce netemere de Dumnezeu*, *Documente* 1821, I, p. 395). All'epoca della rivoluzione del 1848 il vocabolario religioso diventa enfatico: si parla di *apostați*, *apostazie*, *apostoli* e *martiri*. Era chiaro che l'uso del vocabolario religioso fosse determinato da uomini colti, che costruivano una retorica basata su conoscenze religiose ben radicate nella mente e nel cuore degli uomini. In ciò che riguarda i termini *oblăduire*, *pravilă*, *lege*, *credință* dobbiamo tener conto del vocabolario tradizionale della legislazione romena: religione e tradizione si uniscono nel mantenere alcuni termini familiari alle masse impegnate nella lotta rivoluzionaria.

10. L'esame intrapreso in ciò che segue, mostra che il linguaggio della rivoluzione romena ha una struttura etimologica ben marcata. Da una parte esso è costituito da una serie di elementi concettuali — lessicali che provengono dalla tradizione dei movimenti rivoluzionari romeni. I termini transilvani della Scuola Latinista appaiono, come abbiamo visto in Valacchia all'epoca della rivoluzione di Tudor Vladimirescu e talvolta proprio fino al 1848. Non fa meraviglia che alcuni di questi termini al di là dei Carpazi fossero stati usati all'epoca della rivolta di Horia, Cloșca e Crișan, se non anche prima. Sfortunatamente, di questi movimenti rivoluzionari ci mancano dati scritti. Nel lessico tradizionale della rivoluzione romena rientrano termini popolari (*patimi*, *chinuri*, *slobod*, *slobozenie*, *bine de obște*, *folos de obște* ecc.) ma soprattutto si include il vocabolario di origine religiosa (*mîntui(re)*, *izbăvi(re)*, *mîla* ecc.). Queste constatazioni ci permettono di scoprire, così, le parole — forza che animavano e incitavano all'azione le masse popolari. Senza dubbio esse designavano gli obiettivi delle rivolte e delle rivoluzioni romene per la garanzia dei loro diritti, per la conquista della libertà nazionale e sociale. Il lessico tradizionale della rivoluzione romena rappresenta un filone linguistico che esprime le secolari sofferenze del popolo romeno.

La seconda serie di concetti social-politici è di origine colta. Neologismi (prestiti e calchi), termini che transpongono in romeno, la terminologia delle rivoluzioni dell'occidente europeo (*frate*, *drept*, *nație*, *causă sacră*

ecc.), mostrano che, nell'ambito dei movimenti rivoluzionari romeni, esistevano uomini colti che conoscevano ciò che si verificava in Europa. Questa apertura all'Occidente è più pertinente nell'ambito dei movimenti rivoluzionari del 1848 che portano, nella lingua romena, non solo una serie di concetti rivoluzionari e termini corrispondenti (*libertate, frătie, neam* (germ. *Volk*), *protestație, rebel, drit/drept* (sovrano), *revoluție, contra-revoluțiune, nație, emancipație, naționalitate, sans-culotti, regim* ecc.), ma anche una connotazione stilistica enfatica di alcuni termini ed espressioni che caratterizzavano la propaganda politica di piazza, di tipo occidentale (*despotism, popul sovrano, tiranie, conspiratori, reacționari, inenimici libertății, focul sacru, corupție, a exalta* ecc.). Tali esempi provano che la rivoluzione romena, soprattutto quella del 1848, non mancava di legami con i movimenti rivoluzionari dell'Europa contemporanea. Esprimendo le realtà romene, lottando per migliorare la situazione interna, i rivoluzionari romeni hanno conosciuto i procedimenti, lo svolgimento e la terminologia degli altri movimenti rivoluzionari dell'Europa occidentale. Neanche Tudor Vladimirescu ha fatto eccezione: anche nel suo linguaggio appaiono concetti social-politici europei: *patrie* (cfr. *Fiu al patriei*), *patriot, dreptate, tiranii* (boiari) ecc.. D'altro canto, all'interno del linguaggio colto della rivoluzione romena deve essere fatta una distinzione netta: ci sono nel 1848 una serie di rivoluzionari di *élite*, come N. Bălcescu, ma anche come I.H. Rădulescu, A. Russo, I. Ghica ed altri che utilizzano una serie di alti concetti politici (alcuni di questi da essi stessi formulati foggiate: è il caso di N. Bălcescu che parla di *ciocoism, plebeianism, pan-romanism* ecc.), così come sono gli altri, tipo Gh. Lazăr, che hanno portato, nel linguaggio della rivoluzione di Tudor, concetti e termini di Transilvania (*popul* ecc.).

Abbiamo motivo quindi, di distinguere nel linguaggio della rivoluzione romena una serie di termini d'azione, di lotta e di organizzazione del movimento (v. ad es. le lettere di Tudor Vladimirescu o le ordinanze di A.C. Golescu, del Gen. Maghern o del Gen. Christian Tell, le disposizioni del governo per il buon funzionamento dell'amministrazione e delle scuole ecc.) accanto a una serie di termini ideologico-politici generali, utilizzati nei proclami, nelle proteste, nella stampa rivoluzionaria (*Românul, Gazeta de Transilvania* ecc.). Le connotazioni affettive s'incontrano soprattutto in quest'ultima serie di termini. E la rivoluzione ha, così, *clivages* socio-culturali specifici.

La rivoluzione romena in tutte le sue ipostasi conosciute è oggetto di ricerca, è un problema linguistico e socio-culturale che interessa la intera storia della lingua, del popolo e della nostra cultura. Essa è strettamente legata all'evoluzione della lingua letteraria, come anche alla parlata popolare, al linguaggio tradizionale e a quello colto, neologico. Lo studio del linguaggio rivoluzionario romeno, nella sua continuità e nel suo rinnovamento permanente, scopre una struttura specifica risultata dall'intreccio continuo della tradizione e del rinnovamento, della concentrazione sulle realtà sociali, culturali, religiose nazionali e di una prospettiva aperta ai movimenti rivoluzionari dell'Europa contemporanea, coi n-

volgendo sia l'élite della cultura nazionale che una gran massa di parlanti. Non si può conoscere a fondo l'evoluzione e la struttura della lingua romena, senza ricercare il linguaggio della rivoluzione romena.

Traduzione a cura della Dott. Maria Pia Russo Chişu

BIBLIOGRAFIA

- KLAUS BOCHMANN, *Die Herausbildung des modernen politisch-sozialen Wortschatzes im Rumänischen in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, (tesi inedita, Leipzig 1976)
- VL. DICULESCU, *Viaţa colidiană a Ţării Româneşti în documente (1800-1848)*, Cluj 1970.
- Scrisori inedite ale lui Tudor Vladimirescu din anii 1814-1815*, Ed. N. IORGA, *Analele Academiei Române*, Bucureşti 1914
- Anul 1848 în Principatele Române. Acte şi documente. Tom II-III*, Bucureşti, 1902-1904.
- ALEXANDRU NICULESCU, *Individualitatea limbii române între limbile române, 2*, Bucureşti 1978.
- N. BĂLCESCU, *Opere complete*, II, ed. Lucian PREDESCU, Bucureşti 1943.
- Răscoala din 1821. I. Documente interne*, red. A. OŢEŢEA e collab., Bucureşti 1959.
- B.P. MUMULEANU, *Scrieri*, ed. Rodica ROTARU, Bucureşti 1972.
- IONICĂ TĂUTU, *Scrieri social-politice*, Ed. EMIL VÎRTOSU, Bucureşti 1974.
- H. TIKTIN, *Rumänisch - Deutsches Wörterbuch*, Buc. 1895 sq.
- N.A. URŞU, *Formarea terminologiei ştiinţifice româneşti*, Bucureşti 1962.

MODERNISATION DE LA TERMINOLOGIE POLITIQUE TURQUE : «PATRIE», «NATION», «PEUPLE»

ION MATEI

La modernisation de l'Empire ottoman a atteint non seulement les structures économiques ou administratives, mais aussi les structures sociales et politiques. En plein siècle des nations, la langue turque, d'ailleurs assez riche, n'avait pas de termes qui correspondent aux concepts européens de *patrie*, *patriotisme*, *nation*¹. Même le mot *peuple* (*halk*) avait un sens quelque peu différent de celui d'aujourd'hui, puisqu'il désignait « ce qui est créé », « création », « genre humain »²; seulement par extension a-t-il acquis le sens actuel, en traversant une phase dans laquelle le mot avait une note péjorative — « la populace ». Pour désigner les autres nations, on a fait appel au terme de *millet* appliqué aux peuples ou communautés appartenant à une certaine religion. *Rum milleti* (le peuple grec) était un terme utilisé pour identifier tous les chrétiens orthodoxes de l'empire soumis à la juridiction du patriarche œcuménique; « *uc millet* »

¹ Sur le sens de ces termes chez 'Les jeunes Ottomans' v. Şerif Mardin, *The Genesis of Young Ottoman Thought*, Princeton, 1962.

² T.X. Bianchi et J.D. Kieffer, *Dictionnaire turc-français*, Paris, 1851, t. II, p. 777.

(les trois peuples) se référait à la principauté autonome de Transylvanie, « *millet-i mesihîye* » signifiait la religion chrétienne en général, etc.

Une tentative de donner un sens nouveau au mot « millet » apparaît peu avant la proclamation du Tanzimat, chez Sadik Rifat Pacha³, mais sans abandonner son sens consacré de « groupe religieux ou communauté religieuse ». Dans les publications des idéologues progressistes turcs s'est dessinée, peu à peu, une tentative d'adapter la terminologie sociale et politique à celle européenne. Ainsi, chez Sinasi, la notion de « peuple » a commencé à être impliquée dans celle « d'opinion publique ». Toujours grâce à l'impact de l'occident, la notion de « patrie », « *Vatan* » a commencé à se cristalliser. (*Vatan* est également le titre d'une pièce de théâtre célèbre de Namik Kemal). Issue du devoir de défendre « la patrie en danger », cette notion a été nourrie par la tradition chevaleresque, par les idéaux des « gazi », ou de « futuwwa », et en général par la glorification des traditions militaires du passé.

En ce qui concerne la notion de « millet », outre la tentative de découvrir une conscience nationale, chose beaucoup plus difficile, on a introduit le terme de « hem millet » (compatriote), mais dans le sens de ce qu'on appellerait aujourd'hui, « les nationalités cohabitantes ».

Les penseurs et les idéologues du mouvement « les jeunes ottomans » (mouvement progressiste et révolutionnaire turc, créé vers 1865) furent préoccupés à ce que les réformes ou la modernisation des structures sociales et politiques n'atteignent pas l'intégrité de l'empire. Même des idées républicaines qui furent exprimées ont été attribuées aux anciennes traditions islamiques.

On arrive au terme de « nation ottomane » qui avait outre l'avantage d'éviter le mot « turc », qui ne s'était pas encore établi comme terme désignant tous ceux qui avaient conscience d'appartenir à un peuple parlant une même langue, celui aussi de pouvoir comprendre toutes les nationalités de l'empire. On aurait assuré ainsi, par les réformes promulguées, le développement de celle-ci au sein d'un Etat dans lequel les diverses communautés soient « égales mais séparées ». Dans ce cas, le terme de « nation ottomane » se rapprocherait plutôt de celui de « citoyenneté », de « ressortissant » « *teb'a* », solution qui a existé jusqu'à la fin de l'empire, mais qui n'a pas résolu le problème : les nations ont continué de se développer séparément, mais d'une manière inégale, les peuples soumis arrivant plus vite à ce que nous nommons la conscience nationale, et d'ici à la nécessité de leur union dans des Etats nationaux.

L'idée de l'union de tous les peuples de l'empire a continué de préoccuper les idéologues du mouvement après la proclamation de la première constitution turque (1876) et même plus tard. Parties dans une direction, en général, européenne, les nationalités de l'empire ont choisi cependant la voie du développement séparé en ce qui concerne la conscience de leur appartenance.

Pour que se développe la conscience nationale chez les turcs, il fallait clarifier certaines choses fondamentales.

³ E.Z. Karal, *Tanzimattan önce garpılışma kharekeli* dans le vol. *Tanzimat*, Istanbul, 1940 ; idem, dans « Cahiers d'histoire mondiale », IV, 1958, 2, p. 426—445.

La glorification des temps héroïques n'était pas suffisante. Sous l'influence des penseurs européens, on commence à parler de spécifique national, « de coutumes », chez Namik Kemal de telles idées d'essence herderienne s'insinuent dans son « Histoire ottomane », attribuant à celle-ci un caractère de durabilité⁴. Chez les penseurs tels que Ali Suavi, on constate une synthèse de toutes les tendances, mais parallèlement des idées politiques nouvelles.

La notion de nation ne pouvait pas être, en essence, séparée des idées générales de démocratie, de représentation, de souveraineté du peuple. Le mot *turc* apparaît de plus en plus, en acquérant la signification de fierté nationale.

Mais pour atteindre ce but, il fallait faire des modifications essentielles, notamment en ce qui concerne la langue, et évidemment, la littérature.

La langue littéraire, la langue écrite s'était développée surtout à l'époque classique (XVI^e—XVIII^e siècles) par l'utilisation d'un grand nombre de mots d'origine arabe et persane, et avec eux de certaines catégories grammaticales qui coexistaient avec ceux d'origine turque.

Les constructions syntactiques et les règles de la formation des mots, transposées dans cette langue, l'avaient rendue incompréhensible pour le peuple, même pour ceux qui avaient une certaine instruction.

Dans l'Empire ottoman existaient des populations de religion chrétienne mais surtout de religion musulmane. Certains idéologues avaient préconisé l'union des peuples musulmans de l'empire (avec la tendance de dépasser même les frontières de ce dernier) en un panislamisme opposé au monde chrétien. Le panislamisme et le panottomanisme ont été les idées politiques dominantes de la deuxième moitié du XIX^e siècle, notamment pendant le règne de Abdulhamid II. L'idée panislamique a approfondi encore davantage la scission entre les musulmans et les peuples chrétiens, sans rendre aucun service à l'idée de l'union des peuples musulmans non turcs de l'empire autour de l'idée d'un panottomanisme. Les guerres balkaniques et surtout le refus des peuples arabes, pendant la Première Guerre mondiale, de soutenir sans conditions l'Empire ottoman, ont pratiquement signé l'acte de décès de l'idée.

Parallèlement à cette idéologie, s'est développée une autre tout à fait contraire ; celle du touranisme ou du turkisme, comprenant la communauté d'origine et de culture turques de l'Empire ottoman, avec celle des autres populations de langue turque des autres pays. Sur le plan historique, la traduction de *Secere-i Türki* (généalogie des peuples turcs) (1864), faite par Ahmed Vefik Pacha, qui a trouvé un écho dans beaucoup d'autres essais historiques, ainsi que d'autres travaux, ont cherché à propager une idée similaire sur le plan linguistique. Le même auteur a composé un dictionnaire de la langue turque (*Lehce-i'Osmani*) comprenant beaucoup de mots de la langue parlée.

⁴ Ş. Mardin, *op. cit.*, p. 335. Pour la fortune des idées de Herder dans l'Empire ottoman par l'intermédiaire du livre du publiciste roumain Gr. Gănescu, *Diplomatie et nationalité*, Paris, 1856, voir Ş. Mardin, *op. cit.*, 278-279 ; M. Kaya Bilgeçli, *Ziya Paşa Üzerinde bir Araştırma*, Erzurum, 1970.

De vifs débats, ont eu lieu entre les partisans de la langue turque et ceux de « l'osmanlı », débats ultérieurement interdits sur l'ordre du sultan Abdullamid.

Le mouvement nationaliste turc, connu sous le nom de « türkçülük », se développe légalement après 1908, c'est-à-dire, après la révolution des jeunes turcs. Des clubs « Türk Dernegi » « Türk Ocagi », des associations et des publications telles que Türk Yurdu ou Halka Dogru, se forment et sont actives pendant la décennie dans laquelle le pouvoir, dans l'Empire ottoman, a appartenu au parti de l'Union et du progrès. L'idéologue du mouvement a été le sociologue et homme politique Ziya Gökalp.

En posant les fondements des principes du « turkisme », il a cherché à concilier les diverses tendances souvent contradictoires, et qui trouvent leur idée même dans le titre d'un de ses livres : Türkleşmek, İslamlaşmak, Muasırlaşmak (turkisme, islamisme, modernisation) ⁵.

Les idées du courant littéraire des (Genç kalemler) « Jeunes plumes » apparu à Salonique vers 1911, ont eu d'amples conséquences sur le développement de la langue littéraire et de la littérature en général. Ce courant préconisait l'élimination des règles grammaticales arabes et persanes, ces éléments lexicaux devant se conformer aux règles de la grammaire turque en adoptant une orthographe unique. On ne demandait pas une épuration de la langue, ni un remplacement des éléments arabes et persans avec d'autres de la langue et des dialectes turcs, on recommandait seulement comme norme orthographique et orthoépique la langue parlée à Istanbul.

Les tendances de simplification et d'unification d'une langue littéraire pour le peuple tout entier ont été vraiment consolidées pendant l'époque kémaliste, notamment après 1932.

L'adoption de l'alphabet latin, quatre ans auparavant, a créé la base d'une orthographe unique; la langue devait être épurée des éléments arabo-persans, qui devaient être remplacés par des mots de la langue turque, attestés dans les anciens dictionnaires.

Même à l'heure actuelle, le processus n'est pas achevé, et il est comparable aux tendances similaires existant dans d'autres langues à l'époque moderne.

Le caractère de masse, se rattachant à une ample action de suppression de l'analphabetisme, confère au mouvement un caractère social, démocratique et progressiste.

La formation d'une conscience nationale turque a été un long processus qui a trouvé son achèvement dans le mouvement révolutionnaire et national initié par Kemal Atatürk, et qui se rattache aux changements structurels politiques et sociaux : la république, la séparation de la religion de l'Etat sur le plan institutionnel et juridique (la laïcisation), la modernisation, la création d'institutions représentatives, l'introduction d'idées d'essence démocratique, etc. Tout ceci constituant, sous une forme ou une autre, les revendications des idéologues progressistes de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

⁵ Pour la langue littéraire chez les écrivains représentant différents courants littéraires v. K. Akyüz, *La littérature moderne de Turquie*, dans : *Phil. Turcicae Fund*, II p. 513, 572 Pour les réformes linguistiques en Turquie : Ağâh Sirri Levend, *Türk dilinde gelişme ve sadeleşme evreleri*, 2 ed., Ankara, 1960 ; Uriel Heyd, *Language reform in modern Turkey* Jérusalem, 1954 ; J. Deny, *l'Osmanlı moderne et le Türk de Turquie*, dans *Phil. Turcicae Fund*. I, 1959 p. 218.

Créée en étroite connexion avec l'impact de l'Europe et avec les tendances de modernisation, la formation de la nation turque a eu lieu dans des conditions qui la rattachent typologiquement aux autres nations européennes.

On peut donc, outre ces caractères généraux, rappeler également les traits particuliers qui caractérisent chacune d'elles.

Par exemple, chez les peuples du sud-est de l'Europe, la lutte nationale est liée à la lutte d'émancipation et d'indépendance qui avaient la priorité.

Dans les pays roumains, qui n'avaient pas connu directement la domination ottomane, on peut parler d'un programme social et national avant même l'indépendance totale, chose qui est arrivée d'ailleurs : l'Union, les premières réformes sociales, la modernisation des institutions, etc. De cette manière, le mouvement national roumain n'a pas été, à cette époque, antiture ou tout d'abord antiture.

Ce sont des traits qui expliquent certains problèmes se rattachant à l'apparition des idées et de la conscience nationale.

THE INTELLECTUALS' TRAINING

MIRCEA ANGHELESCU

Of the many highly complex questions that the topic of our Colloquium may raise, there is one which I would like to elaborate on : the polarization of the Balkan peoples' intellectuals in the early 19th century into two fairly distinct groups, one with "traditional" training (largely including members of the lower classes of rural extraction) and another with "modern" training received in schools organized on the Western model or even in Western schools. If the dissemination of innovative ideas, especially those of the Enlightenment, among the students of these modern schools is as well known as the major role played by the professors of Transylvanian origin (Gh. Lazăr, Florian Aaron, L. Erdeli, Ioan Maiorescu, D. Bojinca a.o.) in resuscitating the national feeling by reminding the Roman origin of the Romanian people and language, the influence of these ideas on the far wider circle of intellectuals with "traditional" schooling, whose activity is a more direct reflexion of popular feeling, has been little studied so far.

Certainly, we know very well that the revolutionary generation reaching maturity around 1830—1840 graduated from the higher schools in Bucharest and Iasi (Alexandrescu, Heliade, Bălcescu, Kogălniceanu, etc.) and was brought up in an environment that acquainted them with the traditional cultural treasure — folklore, popular books, legends, etc. — which they praised and whose influence was perceivable in their literary work and even in their ideology. But we have to see also to what extent the ideas of the time are reflected in the consciousness and the work

of the intellectuals of humble birth who came in touch with these ideas outside school. It is our opinion that these contacts are broader and more significant than it has been believed.

So, for instance, little attention has been given to a passage in the novel *Ciocoi vechi și noi* (1862—1863) (Old and new upstarts) by N. Filimon, a writer whose wide-ranging and accurate historical information going as far as consultation of archival documents I tried to emphasize in the recent edition of his *Works*. In chapter XXVIII, Filimon quotes the opening lines of a song which Tudor Vladimirescu's soldiers of the 1821 revolution, "these humble people" "sing all day long". There is no fiction about it, as practically none of Filimon's reference to historical events is. The text of the song is to be found in two manuscripts at the Library of the Academy, in ms. 137, written in the first half of the 19th century (before 1848) and containing mostly poems by Costache Conachi, and in ms. 5939 alongside with other productions of folkloric pattern (manorial texts) and cultivated works (fables by Alexandru Donici). Here is the beginning of the song whose patriotic intention is unmistakable, and so is the reference to the glorious Roman tradition with emperor Trajan's figure acquiring the value of a symbol:

Ah, sabia lui Traian
Într-o mână de roman,
Mai învirte-te o dată
De cuprinde lumea toată,
Nu zăcea-n ticăloșie,
Ruginită și pustie.
Vezi, ai tăi fii și nepoți
Care sînt împinși de toți,
În ce hal de odihnesc
Și unde sălășluiesc,
În bordei-ntunecoasă,
Afumate și ploioasă!
Ah, de ș-ar veni în minte
Că tu le-ai fost lor părinte,
Cred c-ar alerga toți,
Fiii tăi și strănepoți,
Toți cu săbiile goale...¹

The text in the miscellanea was copied prior to the year 1838 when a marginal note of January 11 reports an earthquake; therefore it is highly probable that the song was actually written in 1821 and sang by Tudor's pandours, as Filimon may have heard it from an old man who had taken part in those events. Certainly written by someone with extensive historical knowledge, in folk verse, the song got into these manuscripts with prevaillingly "traditional" contents and was taken up by the respective media thereby circulating the idea (of romantic origin) of "ancient glory" urging the followers to continue the fight for independence.

¹ Oh, you Trajan's sword In a Roman hand Come on, make the world See how you are bold,/ Don't you lie in misery, Rusted all out, lonely. Look at your grandchildren: Everybody pushing them,/ Nowhere can they have/ A decent abode, Living in a hut, Smoky rainy, dark!/ If only they remembered/ That you were their parent, They all would run along Wielding sword... etc. (literal translation).

But this is not the only such example. In a manuscript dated to about 1800 containing the same traditional texts in similar collections (Alexander Romances, charms, the rhymed chronicle of boyars Cuza and Bogdan's murder, etc.) of Moldavian origin there is a *Cîntec al românilor viteji* (Song of the Brave Romanians) which, in a more concealed way, pursued the same aims with the same means :

La tabără vă adunați,
Români, la oaste Invățați,
Niam vestit de tot foarte.
Stînd la război pînă la moarte, etc. ²

Something similar can be found in the Greek literature where the patriotic verses of some known authors are adjusted by the revolutionaries and incorporated into some verse collections as "Δσματα και πονημάτα διαφόρων of Manuil Vernardos (1821); it is also the case with the famous *The Clarion* by Rhigas which N. Anghelidis publishes in his *Χρηστομάθεια έλληνική* (Athens, 1856) as a folk text.

² Romanians skilled in war,/ Gather up in camp/ For we are renowned/ Fighting to the bitter end...

ART STATUAIRE ET VISION DU PASSÉ SUR QUELQUES MONUMENTS ÉRIGÉS OU PROJETÉS EN ROUMANIE AU XIX^e SIÈCLE

REMUS NICULESCU

Vers la fin de la seconde partie de son *Histoire de la Principauté de Valachie* (1837), Florian Aaron, professeur au collège de Saint-Sabbas, parla du monument qu'on devait à Michel le Brave. Après lui avoir consacré la plus grande partie du volume, il terminait par quelques pages émues sur ce « génie », défenseur de la civilisation occidentale, héros providentiel de l'indépendance de son peuple, assassiné au moment où il était près de réaliser son grand projet, celui de « réunir tous les Roumains sous un seul sceptre ». Aaron exhortait ses compatriotes de se souvenir toujours de ce qu'avait pu faire « une nation unie, ayant eu la bonne fortune de donner naissance à un grand homme », de n'oublier pas la précieuse dépouille du prince, sa « mémoire illustre », ses « actions glorieuses ». En lisant ces pages « les larmes aux yeux », Simion Marcovici, professeur au même collège, soutint, dans un compte rendu, l'idée du monument. Selon lui, celui-ci devait revêtir aussi un caractère funéraire, en abritant la tête du héros, ensevelie alors « sous une petite dalle » au couvent de Dealu.

Ce qui mérite à être relevé surtout, dans l'initiative des deux professeurs, est leur choix, s'arrêtant à une figure qui exprimait les plus hautes aspirations du pays. Gheorghe Cantacuzino, jeune employé au département des Finances de la Valachie, écrivait en 1840, à un ami de Timișoara : « nous devons aussi immortaliser [par une statue] la mémoire de notre prince Michel le Brave ». Cantacuzino avait lu sans doute le livre de Florian Aaron, comme, d'ailleurs, de nombreux jeunes gens de sa génération. Christian Tell, Ion C. Brătianu, qui joueront un rôle de premier ordre pendant la révolution de 1848, figuraient parmi les abonnés de l'ouvrage. Michel le Brave était, pour les romantiques roumains, le symbole d'un idéal qui ne sera atteint qu'en 1918. En attendant, cette génération réalisera l'union de la Valachie et de la Moldavie et posera les fondements de l'Etat roumain moderne.

Un autre projet, qui eut un écho bien plus grand, fut celui de Petre Poenaru, le directeur du collège de Saint-Sabbas. En décembre 1845 il ouvrit une souscription pour la statue de Gheorghe Lazăr, l'érudit transylvain qui, pendant son séjour à Bucarest, de 1816 à 1822, avait si puissamment contribué aux progrès de l'enseignement roumain. Sa mémoire était pieusement entretenue par les professeurs et les élèves du collège. Le poète Ion Eliade Rădulescu, un de ses anciens disciples,

avait publié en 1839 sa biographie, esquissant la physionomie morale, de lutteur et de martyr, de cet homme « prédestiné », écrivait-il, à ouvrir une « voie de régénération », le « prophète » devenu bientôt l'une des personifications les plus caractéristiques du messianisme national. Malgré l'enthousiasme qui l'accueillit, non seulement en Valachie, mais aussi au-delà des monts, en Transylvanie, où il trouva l'appui de la presse roumaine, grâce à George Barițiu, le projet ne fut pas réalisé. Le prince George Bibescu s'y opposa.

Après la chute de Bibescu, à l'époque de la révolution de 1848, on reprit ce projet. Sur la plaine de Filaret, qu'on avait nommé le « Champ de la Liberté », Cezar Bolliac proposa, le 15 août, d'édifier trois statues. Ce programme embrassait les aspects dominants de la pensée politique du temps : unité et indépendance nationale (Michel le Brave), émancipation sociale (Tudor Vladimirescu, le chef du mouvement révolutionnaire de 1821), diffusion des lumières dans la langue du peuple, ayant pour but son affranchissement spirituel (Gheorghe Lazăr). Le gouvernement provisoire (Christian Tell, Nicolae Golescu, Eliade Rădulescu) publia un décret décidant une nouvelle souscription, à la tête de laquelle se mettait, cette fois, l'État lui-même. Des trois personnalités historiques proposées par Bolliac, on donna la priorité à Lazăr, professeur et érudit. On reconnaissait ainsi, implicitement, le pouvoir transformateur de l'Idée, son efficacité dans la lutte contre l'injustice et l'oppression. Si l'on peut affirmer que le décret avait été rédigé par Eliade (l'original est entièrement de sa main) il est difficile de dire quel était l'artiste qu'on envisageait pour l'érection de ce monument. Il s'agissait peut-être du peintre Constantin Daniel Rosenthal, qui avait élevé à Bucarest, au mois de juin, une statue de la Liberté.

Dans le même esprit on avait eu, en mai 1848, l'intention d'élever à Cluj un monument dédié aux trois représentants de la pensée et de l'historiographie roumaine en Transylvanie : Samuel Micu, Gheorghe Șincai, Petru Maior. Le moment était critique, car la Diète de Cluj se préparait à proclamer l'annexion de cette terre essentiellement roumaine à l'État hongrois. Les trois savants allaient être invoqués bientôt, en tant que défenseurs de leur nation, par Alexandru Papiu Ilarian, dans son remarquable livre sur les événements de 1848 en Transylvanie (*Histoire des Roumains de la Dacie Supérieure*, II, Vienne, 1852). L'auteur du monument aurait pu être Ion Costandea, ancien élève de l'Académie de Vienne, peintre et sculpteur, dont on conserve des portraits lithographiés d'Avram Iancu, héros du mouvement révolutionnaire roumain, ainsi que de ses précurseurs de 1784, Horia, Cloșca et Crișan.

Un second moment, essentiel pour le développement ultérieur de la sculpture en Roumanie, se place après l'union des Principautés. Ami et collaborateur d'Alexandru Odobescu, l'architecte Dimitrie Berindei, écrivait dans la *Revue roumaine* dirigée par celui-ci, que les beaux-arts offrent « l'expression fidèle du génie d'une nation » (1862). Il soutint la fondation d'écoles des Beaux-Arts et insista sur le rôle des hommes de lettres et des artistes dans la vie sociale. Berindei accordait à la sculpture une place privilégiée : « L'imagination ardente du peuple sera frappée par la statue d'un héros du pays mieux que par sa biographie ».

Le seul maître statuaire de quelque valeur, actif alors en Roumanie, était Karl Storck. On le nomma, en 1865, professeur de sculpture à l'École des Beaux-Arts de Bucarest. La principale conséquence de son enseignement sera la révélation du talent de Ion Georgescu, le premier sculpteur roumain important, qui suivra les cours de l'école de 1872 à 1877. En attendant on pensait, pour les projets de statues, devenus de plus en plus nombreux, à des artistes étrangers. En proposant, en 1863, la création d'un « panthéon » roumain, orné de bustes d'écrivains et de protecteurs des lettres, Eliade Rădulescu indiqua le français Jean-Joseph Coupon, qu'il avait rencontré probablement pendant ses années d'exil. L'idée d'une galerie inspirée du passé national revint en 1874 sous la plume d'Ulysse de Marsillac, rédacteur du *Journal de Bucarest*, persuadé « qu'il y aurait une utilité réelle à multiplier les images de ceux qui ont laissé dans l'histoire un reflet de leur génie ». Les « annales de la patrie », depuis les Daces (Marsillac citait leur « législateur » Zamolxis et le roi Diurpanée) jusqu'aux personnalités qui, « de nos jours, ont honoré le nom de Roumain », auraient pu être représentées soit en des tableaux, soit par des bustes en marbre ou en plâtre, dans les salles du palais de l'Université de Bucarest.

Ce fut, Odobescu, probablement, qui rédigea en 1873, au nom du comité de la Société des Amis des Beaux-Arts, un mémoire d'un très grand intérêt — mémoire oublié depuis et que nous discuterons en détail dans un article — sur le modèle en plâtre de la statue de Michel le Brave, communiqué au gouvernement roumain par le sculpteur Albert Carrier-Belleuse, sous la forme d'une photographie. Le comité trouva que la statue n'était pas assez expressive, ni par l'attitude du prince, ni quant à sa physionomie. L'artiste français ne connaissait pas assez « le caractère grave, réfléchi et d'une vaillance grandiose » de l'héros, son esprit « profond et résolu ». On lui avait recommandé le portrait dessiné d'après nature par Sadeler (1601), découvert par Nicolae Bălcescu en 1847. La conception exprimée dans ce mémoire sur le vainqueur de Călugăreni mettait au premier plan les qualités spirituelles, la force de la pensée poursuivant un grand idéal.

D'autres remarques du mémoire de 1873 ne sont pas moins dignes d'attention. Elles concernent la destination du monument, qu'on aurait voulu, ainsi que le proposait jadis Simion Marcovici, doublé d'une crypte, et surtout, son emplacement. On pensait que la statue équestre du prince aurait pu s'élever, sans doute en des dimensions beaucoup plus grandes que celles qu'on lui a données dans sa forme définitive, sur une esplanade au-dessus de la colline Mihai-Vodă, dominant une partie de Bucarest. Suivant cette hypothèse, qui ne manquait pas d'originalité ni de force, le monument aurait été donc conçu en fonction d'un vaste ensemble urbain.

La statue de Michel le Brave a été inaugurée en novembre 1874, au milieu d'un square, devant l'Université. Gheorghe Manu, maire de Bucarest qui, comme général, se fera remarquer pendant la guerre d'Indépendance, releva la signification moderne du monument. Le prince Charles I^{er} parla ensuite de l'époque évoquée par cette statue, « la plus mémorable de l'histoire nationale ». Le futur commandant en chef des armées devant Plevna exprima sa conviction qu'au moment du péril les Roumains feront leur devoir comme par le passé, « en gravant dans le cœur des générations à venir la reconnaissance envers les défenseurs de la

terre roumaine ». N. Iorga mettra d'ailleurs cette inauguration en rapport avec les manœuvres de la même année, quand, pour la première fois, un grand nombre de représentants militaires étrangers, ceux de la Turquie y compris, avaient été invités à assister aux exercices de l'armée roumaine réorganisée. Maintes fois les troupes défilèrent ensuite devant Charles I^{er} et ses officiers se tenant près du monument, tels qu'on les voit dans un dessin de Johann Schönberg, à la veille de la guerre d'Indépendance (1876). Après la prise de la redoute de Grivitzza, des canons turcs seront déposés aux pieds de la statue. Un autre dessin, dû à Frédéric Villiers, nous permet d'assister à la cérémonie.

Quoique demandant des efforts et des sacrifices, l'année 1877 marqua aussi quelques progrès dans le domaine de la sculpture. On se souvint des projets de 1848 et, après avoir réalisé la statue de Michel le Brave, on reprit la souscription pour celle de Gheorghe Lazăr. Le grand poète Mihai Eminescu signala ce moment dans un bref article du *Courrier de Jassy*. Vers la fin de l'année on décida d'envoyer Ion Georgescu pour compléter ses études à l'étranger. Pendant son séjour à Paris (1878—1882) celui-ci eut la chance de rencontrer non seulement d'excellents maîtres mais aussi Odobescu, s'y trouvant en qualité de secrétaire de légation. L'écrivain lui donna des conseils et lui proposa de modeler un relief, malheureusement disparu, appartenant par son sujet, *Ovide lisant ses poèmes au milieu des Gètes*, à l'orientation historique de la plupart des œuvres sculpturales importantes projetées ou réalisées en Roumanie dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Pour les costumes et l'aspect des Gètes, Georgescu s'inspira des célèbres épîtres du poète latin, ainsi que des métopes du monument d'Adam-Clissi, dont plusieurs venaient d'être publiées à Paris, par Mihail Sutz, dans la *Revue archéologique*. Un disciple d'Odobescu, G. Ionescu-Gion, écrivit, pour faciliter la tâche de l'artiste, une longue dissertation sur l'inconographie d'Ovide.

On avait inauguré entre temps la statue d'Eliade Rădulescu, par Ettore Ferrari (1881), dont le « programme », établi en 1872 par le même Odobescu, contenait aussi des reliefs symboliques retraçant la carrière littéraire et politique du personnage. Un de ces reliefs devait représenter « le Génie de la patrie roumaine, les emblèmes de l'esclavage brisés à côté », élevant une table avec l'inscription : « 1848. Proclamation des droits des Roumains ». Ce relief, dérivant de la statue de la Liberté de 1848, détruite depuis longtemps, mais dont on possédait encore une maquette, ne fut pas placé sur le socle du monument, ce qui éveilla des mécontentements.

La statue d'Étienne le Grand, par Emmanuel Frémiet, fut exposée au Salon de Paris en 1882, avant d'être inaugurée à Jassy l'année suivante. Cette fois encore, ainsi que témoigne sa correspondance inédite, Odobescu visita à plusieurs reprises l'atelier du sculpteur. On avait beaucoup discuté quel était le portrait du prince qu'on devait suivre dans cette occasion. Malgré la découverte d'un portrait contemporain, celui de l'Évangéliste de Humor (1473), dont l'authenticité avait été reconnue, après de vifs débats, par l'Académie roumaine, on finit par préférer l'image devenue traditionnelle, lithographiée par Gheorghe Asachi en 1823, d'après une toile apocryphe, peinte par un moine à la fin du XVIII^e siècle et conservée au couvent de Putna. Le prince y était représenté sous les traits du Christ, en tant que « rédempteur » de son peuple, ainsi qu'il demeurait

dans la conscience collective. La vitalité de ce mythe moderne eut raison du document.

L'œuvre qui imposa définitivement Ion Georgescu, après son retour à Bucarest, fut la statue de Gheorghe Lazăr, inaugurée en 1886. On avait décidé que la commande ne sera confiée qu'à un artiste roumain. D'anciens disciples de Lazăr vivaient encore et donnèrent des indications précieuses sur la physionomie et le costume du professeur, dont on ne conservait aucun portrait authentique. De tout autre importance furent cependant celles concernant l'aspect moral de Lazăr, qui avait rejoint, dans certains esprits, le souvenir des vieux princes, figures tutélaires du pays. Plus d'une fois (Gheorghe Sion, 1860 ; Gheorghe Missail, 1865), même dans un discours académique (Alexandru Papiu-Ilarian, 1869), on avait comparé Lazăr, le restaurateur de l'enseignement national, au fondateur légendaire de la Valachie, le Prince Noir, venu lui aussi d'au-delà des Carpates. Histoire et légende se mêlaient déjà, dans l'évocation d'un homme dont la voix résonnait encore, une soixantaine d'années auparavant, parmi les élèves de Saint-Sabbas. La biographie que lui avait consacré Eliade Rădulescu en 1839 resta déterminante pour la conception de son image monumentale. Il s'y présente non pas en tant que simple professeur, mais tel un prophète, méditatif et sévère.

XÉNOPHOBIE, FIDÉLITÉ AU PASSÉ, ÉTATS SANS NATION

ANDREI PIPPIDI

J'ai le regret de constater que ceux qui se sont déjà chargés de prendre la parole ont accordé presque toute leur attention au cas roumain, lequel est incontestablement exemplaire mais qu'il faudrait avant tout comparer à ceux des autres peuples du Sud-Est européen : je crois que nous sommes là pour le faire. Mais je ne sais pas si, après tant d'autres, je parviendrai moi-même à éviter certains écueils et je prétends uniquement placer dans leur contexte quelques documents qui fournissent des indications utiles pour notre débat ou peuvent l'aiguiller en d'autres directions que celle qu'il a prise.

Ceci dit, je me hâterai de reprendre, pour la souligner, la remarque de notre collègue D. Hurezeanu sur le sens actif de l'idée nationale. On doit en effet en admettre le caractère toujours dynamique, parfois offensif, agressif (ceci surtout après la restauration de l'Etat, dans une étape qui, généralement, correspond du point de vue chronologique à la fin du XIX^e siècle et au début du nôtre). Dès lors, il me semble qu'une étape précédente que, faute d'un autre nom, on peut appeler celle du « Volksgefühl », est caractérisée par un fort mouvement défensif. C'est l'individualité ethnique qu'il s'agit de défendre contre un ou plusieurs éléments allogènes. Ainsi, dès le XVI^e siècle, dans les pays roumains. La signification des violences dirigées en Moldavie (1551) contre les Arméniens — population établie d'ailleurs dans cette région dès l'époque de la fondation

de l'Etat — n'est pas assez bien démêlée : mettons qu'elle était peut-être religieuse. Cependant, en 1574, une nombreuse délégation de boyards valaques va à Constantinople pour se plaindre des étrangers, Grecs pour la plupart, dont s'entourait le prince. Au siècle suivant, cette doléance sera répétée incessamment et elle servira d'arme à une faction nobiliaire qui comptait elle-même dans ses rangs d'authentiques Grecs : les nouveaux venus, souvent des Valaques sud-danubiens bilingues, prompts à s'assimiler, inspirent un ressentiment ténace. On aurait de la peine à se l'expliquer s'il n'y avait eu, outre la concurrence qui donnait de l'humeur aux boyards roumains, un sentiment d'originalité ethnique assez prononcé. Ces « Grecs », comme les Gasmules de l'Orient latin, sont difficiles à classer. Il y a aussi les mouvements antisémites qu'on aurait tort de croire inséparables de la conscience nationale puisqu'ils se manifestent sensiblement plus tôt que celle-ci : en Valachie en 1715, en Moldavie en 1726. Pour superficiels qu'ils soient, ils n'en témoignent pas moins d'une attitude populaire qui, sous l'interdiction religieuse, n'est que méfiance paysanne de l'étranger.

Je passe rapidement sur quelques retouches à proposer à des assertions un peu précipitées. Par exemple, si l'influence du modèle polonais est certaine — due aux contacts des étudiants roumains de Paris, les mêmes qui feront notre révolution de 1848, avec l'émigration de l'Hôtel Lambert, mais aussi antérieurement, dans les dernières années du XVIII^e siècle, lorsque les partages de la Pologne avaient rejeté en Moldavie de nombreux réfugiés, dont certains survivants de l'armée de Kosciuszko — il m'est impossible de reconnaître la réalité d'un modèle belge. On a effectivement prêté à la Roumanie le nom de « Belgique de l'Orient », mais c'est là un mot de journaliste, inspiré par les analogies entre notre constitution de 1866 et celle d'esprit très libéral que s'était donnée le Congrès de 1831, le lendemain de l'indépendance belge. Ou alors, n'aurait-on pas imité la Révolution brabançonne de 1790 ? Par sa modération, son inspiration de la Déclaration américaine mêlée à des réminiscences locales médiévales, elle a pu séduire, très passagèrement, quelques boyards liseurs de gazettes.

Si étrange que cela puisse paraître, il faudrait plutôt se demander si la Suisse, où les Roumains sont allés faire leurs études plus souvent qu'en Belgique — je pense notamment aux élèves du Genevois Rodolphe Töpffer —, n'a pas eu une influence, peut-être moins saisissable mais plus considérable, sur la pensée politique roumaine. Bien entendu, ce n'est là qu'une hypothèse à vérifier. D'autre part, les tentatives d'adapter le parlementarisme occidental à la démocratie militaire serbe exprimée par la Grande Assemblée de Karageorges sont la suite des études faites par les Serbes de la génération de 1840 à Londres et à Paris. C'est ce qui faisait hausser les épaules Tommaseo, qui écrivait à son ami Popović : « troppo già tirano gli Slavi a infrancesarsi »¹.

Qu'on revienne en arrière pour examiner un moment la « conscience nationale » que pouvaient avoir les Serbes au XVI^e siècle. Contrairement aux doutes qu'on vient d'exprimer ici, je crois qu'un fort « Volksgefühl » s'était

¹ Mate Zorić, *Carteggio Tommaseo-Popović, I (1840-1841)*, « Studia Romanica et Anglica », 24, 1967, p. 180.

développé à l'intérieur de ce qui était avant la conquête ottomane une nation purement territoriale, la Serbie, comme à l'extérieur de ce pays, au Mont Athos et dans la *diaspora* serbe. Les témoignages peuvent en être recueillis même au nord du Danube où s'est établie une partie de la noblesse serbe émigrée. Remarquable à cet égard, un document de 1533 qui confirme une donation faite à Hilandar par le prince de Moldavie, Pierre Rareș, et sa femme, Hélène Branković, atteste l'espoir d'une libération des deux pays, dont l'un avait été conquis par les Turcs et l'autre devait payer le tribut annuel à la Porte : « que Notre Seigneur vénéré dans la Sainte Trinité et la très honorable Mère de Dieu veuille bien prendre pitié de nous et nous délivrer des mains de *ceux de race étrangère* » (иннопламенника) ². En 1550 l'higoumène du monastère serbe de Hilandar offre au tzar les icônes du roi Milutin et du knèze Lazar, comme le patriarche de Peć apportera à Moscou, cent ans plus tard, un manuscrit des « Vies des rois et des patriarches serbes » ³. Enfin, le geste de Sinan-pacha qui, en 1595, fait brûler à Belgrade les reliques de saint Sabbas, conservées pieusement jusqu'alors au couvent de Mileševo, implique clairement que, par la destruction de ce qui en était le symbole, on entendait porter un coup à l'idée nationale serbe, étroitement liée au respect populaire d'une haute tradition historique ⁴.

Ceci nous amène aux rôles de la tradition (elle en a deux, diamétralement opposés). Le premier regard jeté sur les faux généalogiques des XVI^e—XIX^e siècles, espèce de documents assez abondante dans le sud-est de l'Europe et dont je m'occupe depuis bientôt dix ans, montre que l'image du passé historique a longuement retardé le développement d'une conscience nationale. Tous les prétendants aux trônes roumains, comme à ceux de Macédoine ou d'autres Etats depuis longtemps effacés de la carte par les victoires ottomanes, se réclament descendants d'un ancêtre commun, au prestige impérial et sacré, Constantin le Grand, le fondateur même de Byzance. Des titulatures pompeuses de ces pauvres hères qui qu'étaient une pension à Prague, à Vienne, à Rome ou à Venise, je n'en citerai qu'une seule, parfaitement anachronique en 1820. Jovan Rašković prend encore les titres médiévaux : « par la grâce de Dieu grand knèze et comte de Slavo-Rascie, de l'Illyrie et de la Dardanie, despote des territoires et des pays de la Rascie et de l'Illyrie » mais il ajoute la qualité bien moderne de « consul à Belgrade » ⁵.

En même temps, on ne peut dénier que la tradition historique n'ait été une force motrice qui a contribué aux progrès de la conscience nationale. Mais, là, il convient de nous rappeler les observations de C. Th. Dimaras sur le rayonnement des souvenirs homériques ou d'Alexandre le Grand dans la culture néohellénique qui aboutissent à fixer les trois

² P.P. Panaitescu, *Petre Rareș și Moscova, În memoria lui Văstle Pârvan*, Bucarest 1934, p. 267.

³ S. Dmitrijević, *Dokumenti koji se tiču odnosa između srpske crkve i Rusije u XVI veku*, « Spomenik », XXXIX, 1903, pp. 16—22 ; idem, *Odnosaji pečkih patrijarha s Rusijom u XVII veku*, « Glas », LVIII (drugi razred), 1900, 37.

⁴ A. Ivić, *Wann wurden die Reliquien des serbischen hl. Sava verbrannt?*, « Archiv für slavische Philologie », 27, 1905, pp. 90—93.

⁵ S. Iancovici, *Complotul împotriva lui Alexandru Suțu voevod (februare 1820)*, « Revista arhivelor », XLVII, 1970, 1, p. 83.

voies par lesquelles s'est propagée l'idée de continuité ethnique entre les Grecs anciens et modernes⁶. Ce sont : « 1) Un courant profond, latent, dont nous perdons parfois les traces... 2) la tradition savante » et 3) les récits des voyageurs occidentaux qui sont une source de renseignements pour l'opinion savante européenne. Ce schéma est également applicable aux conditions roumaines. On voudrait attirer l'attention sur l'ambiguïté des rapports entre 2) et 3), les deux s'entrepénétrant et s'influençant réciproquement, tandis que 1) peut, à l'occasion, présenter un intérêt pour 3). Dans ce dernier cas, de telles références sont, plus sûrement que le folklore, un témoignage précieux de l'existence d'une tradition populaire il y a deux siècles, car, depuis, l'instruction scolaire a égalisé ces niveaux.

La tradition savante, chez les Roumains, ne s'identifie pas aussi nettement qu'on l'a dit à l'idée romaine. Certes, l'École latinisante des Transylvains a éveillé aux cœurs des combattants pour l'indépendance roumaine, de 1821 à 1877, un légitime orgueil et, davantage encore, a fourni aux Roumains de Transylvanie l'énergie nécessaire pour défendre leurs droits. Le « sanguinis affectuumque nexus » qui reliait la majorité des habitants de cette province aux Valaques et aux Moldaves avait beau être connu de longue date à l'étranger (ainsi, l'auteur de cette saisissante formule, le patriarche œcuménique Cyrille Lukaris, en 1629), mais il fallait pour mener le combat une bourgeoisie roumaine qu'il serait inutile de chercher avant le XIX^e siècle.

Voyons brièvement ce que sont devenus les Daces dans l'historiographie roumaine de cette même période. Tandis que Cantemir et Maior, qui représentent la position extrême, ont démenti énergiquement toute survivance des anciens habitants de la Dacie après la conquête de Trajan, Naum Rîmniceanu (1764—1839) concède que les Daces ont continué à peupler leur patrie, en estimant que des mariages mixtes les ont, peu à peu, rapprochés des colons et ont déterminé leur romanisation⁷. Le même chroniqueur essaie de démontrer que la retraite d'Aurélien n'a pas empêché « nos parents » de cultiver paisiblement leur lopin de terre héréditaire. Tel document daté de 1452, mais en réalité un faux fabriqué probablement par Naum Rîmniceanu, fait mention de « la Dacie transylvaine »⁸. Un contemporain qui signe du pseudonyme « le Zélote roumain » aborde son sujet dans des vers de mirliton qui, interprétant le thème de la « fortuna labilis », célèbrent l'essor moderne des « Daco-Roumains, y compris les Transylvains, de Valachie et de Moldavie »⁹. Une note isolée est marquée par les paroles de bon sens du jeune prêtre valaque Euphrosyn Poteca¹⁰ qui remarque à propos de la polémique de Damaschin Bojîncă avec Sava Tekelija : « Ce Bojîncă anéantit les arguments du Serbe et prouve avec force témoignages des auteurs historiques que nous,

⁶ C. Th. Dîmaras, *La Grèce au temps des Lumières*, Genève, 1969, pp. 57—58, 113—120.

⁷ Şt. Bezdechi, *Cronica inedită de la Blaj a protosinghelului Naum Rîmniceanu*, I, Cluj-Sîbiu, 1944, pp. 86—87.

⁸ DRH, B, I, éd. P.P. Panaitescu et D. Mioc, Bucarest, 1966, pp. 512—514.

⁹ Le texte a été publié par B.P. Hasdeu dans sa revue « Columna lui Traian », 1883, pp. 349—350.

¹⁰ C. Rădulescu-Motru, *Din autobiografia lui Eufrosin Poteca*, Analele Academiei Române memorille secţiunii istorice, III^e série, XII, 1943, p. 37.

les Roumains, sommes les descendants des Romains, comme si notre langue ne suffisait pas pour attester que nous sommes issus des colonies romaines établies en Dacie. Cependant, tout sang vient de Dieu, et le peuple romain n'a été, lui aussi, qu'un phénomène naturel et passager sur la terre ». Il pense même, sous la pénible impression des événements politiques contemporains du moment où il écrivait (1829), qu'« il est indécent de nous vanter de ce nom de Roumains tant que nos actions et notre conduite sont d'esclaves ». Cependant, A.T. Laurian (T. pour Trébonius, sonore nom latin de ce fils de paysan de Transylvanie) publie en 1846 à « Hilaropolis in Dacia Inferiore » (à Bucarest donc) son *Brevis Conspectus Historiae Romanorum in utraque Dacia degentium*¹¹, en prenant pour *motto* les mots de Gibbon : «The Walachians are surrounded by, but not mixed with the Barbarians», ce qui ne manque pas d'une certaine présomption. Et, peu après, en 1857, surgit un fameux faux, la chronique du « campodux » Arbore, soi-disant transcrite en latin par le grand chancelier du prince Dragoș et traduite en « vieux roumain » par un boyard d'Etienne le Grand. Cette extraordinaire mystification, dont la critique historique a fait bonne et prompte justice, prétendait tout simplement combler l'immense lacune qui, dans les sources, sépare la retraite des légions romaines de la fondation des principautés de Moldavie et de Valachie, un millénaire où les ancêtres des Roumains auraient vécu organisés en république, avec des villes fortifiées et une aristocratie puissante.

Cet engouement romantique pour les origines de la race, bien antérieures à la création de l'Etat, fait que ce que le professeur Valentin Al. Georgescu, dans ses intéressantes considérations sur notre sujet, a appelé « modernisation » était défini à l'époque comme une « renaissance » (l'un des nombreux malentendus auxquels ce terme a donné naissance). C'est ainsi qu'un texte très significatif, un discours de distribution des prix au Collège de Bucarest en 1834, proclame « la restauration des institutions ancestrales » et signale à la reconnaissance publique les efforts du nouveau gouvernement de « rendre à la vie le nom Roumain »¹². En fait, de quoi s'agit-il ? De l'édition de cinq manuels scolaires (Catéchisme, Géographie, Arithmétique, Calligraphie et Rhétorique) car, jusqu'à cette époque, l'enseignement n'avait eu à sa disposition que des copies manuscrites des cours professés. La référence obligatoire au passé glorieux et surtout aux « grands princes », dont les portraits barbus et couronnés forment une véritable imagerie d'Epinal (en Serbie dès le XVIII^e siècle, les estampes de Jefarović, ensuite celles des peintres romantiques qui ressemblent aux illustrations de la traduction Defauconpret des romans de Walter Scott) pèsera lourd sur le discours d'Etat de la période suivante.

Cette mythologie était encore jeune à l'époque de la révolution de 1848 qu'elle légitimait ainsi, en déguisant mais, de bonne foi, l'innovation sous l'apparence du retour à la tradition nationale la plus antique. Pourtant, avec le temps, cette idéologie, devenue réactionnaire, servira de

¹¹ Il en existe trois éditions : « Calendarul istoric pentru români », Jassy, 1856 ; G. Asaki, *Nouvelles historiques de la Moldo-Roumanie*, Jassy, 1859. Campoducele Arbore, *Fragment istoric al Moldo-Românilor*, Focșani, 1879. La bibliographie critique est citée par D. Russo, *Studii istorice greco-române*, II, Bucarest, 1939, p. 574.

¹² « Buletin, gazetă oficială », 11 octobre 1834, allocution de B. Știrbei.

contrepoids et de frein aux nouvelles révolutions. Une fois, deux fois, la tradition intouchable demeure en place, tandis que les régimes changent. Toute la différence est entre la réhabilitation nostalgique d'un passé révolu et la représentation de ce passé à l'image du présent.

Deux derniers mots sur les rapports entre Etat et nation. Il n'y a pas de nation dans le Sud-Est qui ait gagné son Etat du premier coup, sans tâtonnements, ni difficultés. Le principal embarras c'était de détacher la forme actuelle de ces Etats, plus ou moins adaptée à l'espace habité par les nations modernes, de l'image historique des Etats anciens à laquelle ont vouait, à l'époque des guerres balkaniques, un culte meurtrier. A notre connaissance, le seul Etat médiéval dont l'existence ait duré plus de sept siècles, car des créations éphémères telles que le despotat d'Epire, le royaume de Thessalonique ou la République Septinsulaire ne comptent pas, sans créer pour autant une nation, c'est Raguse. La véritable raison de cette anomalie n'est pas l'exiguïté de son territoire, car sur la carte de l'Europe actuelle on découvre encore les Républiques de San Marino et d'Andorre. Dès le Moyen Age, la conscience de l'originalité de cette cité-Etat était exprimée par ce dicton de ses habitants : « Noi non siamo Christiani, non siamo Ebrei, ma poveri Ragusei ». Pas plus que sa rivale, Venise, Raguse n'a pu, malgré la vitalité de ses institutions, survivre à la pression du *hinterland*. Elle a été victime, comme d'autres Etats européens, des guerres napoléoniennes mais elle ne s'en est jamais relevée, à cause de l'extinction de son ancienne classe politique et des nécessités économiques qui l'ont soudée au pays environnant.

D'autre part, on a oublié de dire que les mêmes libéraux du XIX^e siècle, si soucieux de l'indépendance des nations, ont fréquemment imaginé comme moyen de résoudre la Question d'Orient une confédération balkanique, seule capable d'offrir un contrepoids aux trois grands Empires ayant des intérêts dans la zone. L'un des plus ardents à la prêcher fut sans doute Marco-Antonio Canini, étudié par N. Iorga et A. Tamborra. Un autre exemple de la difficulté de concilier cette idée avec les droits nationaux nous sera fourni par le journal de Crispi, le futur premier ministre d'Italie qui visitait la Grèce en 1859, publié naguère par M. Bruno Lavagnini. Dans une conversation avec le mazzinien A. Rigopoulos, l'homme politique italien s'élevait contre la Grande Idée hellénique : « Voglio credere che tu e i tuoi concittadini non vorrete ricostituire di tutte le popolazioni balcaniche un solo Stato ». Et, son interlocuteur lui ayant répliqué : « — Perché no ? » voici sa réponse : « Sarebbe un assurdo, e sarebbe anche un' ingiustizia per le altre nazionalità. Voi non potete pretendere che di portare le vostre frontiere ai confini della Macedonia e di avere le isole greche. Dei Rumeni e degli Slavi bisognerebbe fare tanti Stati quante sono le lingue, conformemente alle loro tradizioni. Tutti uniti poi, Greci, Serbi, Rumeni, Bulgari, Macedoni, dovrebbero costituire una confederazione con Costantinopoli capitale »¹³. Conclusion curieusement appliquée à un raisonnement juste.

¹³ Bruno Lavagnini, *Grecia 1859 nel diario di Francesco Crispi*, Palermo, 1967, pp. 46-47.

RELATIONS CULTURELLES ET DÉVELOPPEMENT DE LA CONSCIENCE NATIONALE

ANCA IRINA IONESCU

La prise de conscience d'un peuple est, sans doute, son bien le plus précieux, la garantie la plus sûre de sa permanence dans l'histoire, affirmation illustrée parfaitement — au long de l'histoire si agitée des peuples balkaniques — par le sort de la nation bulgare. Des siècles durant, les nombreuses institutions culturelles, politiques, sociales et religieuses — en partie seulement, car le haut clergé était d'origine grecque — qui assurent la perpétuation d'une nation lui ont manqué. Si elle n'a pas péri, c'est justement parce qu'elle a su conserver la conscience de son rôle dans l'histoire. Selon l'époque, cette conscience s'est manifestée par des moyens divers et à une intensité variable qui s'est accentuée vers la fin du XVIII^e siècle. A partir de Paisij Hilendarski, considéré comme le fondateur de l'historiographie bulgare, on peut parler de la formation et de l'activité d'une *intelligentzia* nationale bulgare, ce qui a eu des conséquences particulièrement importantes pour la consolidation de sa conscience comme nation, et, par là même, pour la formation de la nation.

A la veille de la guerre de 1877, les représentants de l'*intelligentzia* bulgare avaient très bien compris qu'en fait, le plein du développement d'une nation n'est possible que dans le cadre d'un Etat libre, ce qui amènerait en première ligne de compte la nécessité de la libération nationale, tel que l'affirmait Christo Botev dans un éditorial publié dans son journal « *Nezavisimost* » (L'indépendance, n^o 25, 6 avril 1874) : « Le peuple bulgare est obligé, en premier lieu, d'obtenir son indépendance politique ; mais pour atteindre plus facilement ses visées il est tenu (sans faire attention aux journalistes corrompus, aux mauvaises consciences ou à ces propres à rien qu'étaient les employés turcs) de tendre la main à ses frères serbes, monténégrins, roumains, grecs et autres, et de se sauver ainsi »¹. A son tour, l'indépendance politique et nationale ne peut s'obtenir qu'en alliance avec les autres peuples balkaniques dont le but était commun — tel que le montrait vers la même période un éminent publiciste bulgare ayant longtemps déployé son activité en Roumanie, Liuben Karavelov : « Dans la Péninsule Balkanique coexistent cinq nationalités prédestinées par leur nature même à renverser l'Empire turque pourri et, sur ses ruines, de jeter les bases de quelques jeunes Etats. Ces nations sont : les Bulgares, les Serbes, les Roumains, les Grecs, et les Albanais, nations qui jusqu'à nos jours plient encore les genoux devant la nation turque. Certaines parmi ces nations sont entièrement subordonnées au Croissant, d'autres ont leurs Etats à part, mais elles reconnaissent le sultan comme leur suzerain et lui paient un tribut. Toutes ces nations désirent vivre indépendamment, veulent travailler pour leur propre profit et pour le développement de leur nation, désirent jouir de leur liberté personnelle et nationale, en un mot, désirent être reconnues comme des

¹ Chr. Botev, *Acela nu moare. Versuri și proză*, traduction par Laura Baz-Fotiade, Bucarest, 1976, p. 160.

peuples et avoir une vie nationale historique propre (...). Le but vers lequel aspirent Bulgares, Serbes, Roumains est le même, à savoir : ils désirent, pensent, veulent et œuvrent en vue de secouer le joug turque et vivre indépendamment : le Bulgare — à la manière bulgare, le Serbe — à la manière serbe, le Roumain — à la manière roumaine — afin que chacune de ces nations ait son histoire propre, sa liberté nationale ou sa vie nationale — but qui apparaît de toute évidence »².

Mais bien avant que ces idées soient formulées clairement, et exprimées en public, les représentants de l'intelligentzia des deux peuples asservis par les Ottomans ont compris qu'ils doivent s'entraider. Ainsi, la Roumanie, où la domination turque était moins dure, s'est toujours montrée un pays où les érudits bulgares persécutés trouvèrent la compréhension, la protection et l'appui nécessaire.

L'un des représentants les plus distingués de la vie culturelle bulgare de la fin du XVIII^e siècle — début du XIX^e, ayant des mérites incontestables dans la formation de la conscience chez les Bulgares, de leur rôle comme peuple, Sofronie Vračanski, le premier Bulgare qui a réussi à occuper un siège épiscopal dans son pays³, auteur du premier livre imprimé en bulgare moderne⁴, du premier ouvrage original dans la littérature bulgare (*La vie et les souffrances du pêcheur Sofronie*) rédigea la plupart de ses travaux à Bucarest, où, d'après son propre témoignage, il fut reçu avec cordialité par le métropolite du pays, Dosithée, et par C. Ypsilanti : « Il m'accueillit affectueusement et me présenta au bey qui était le voïévode Constantin Ypsilanti et à quelques boïards. Il leur raconta comme j'avais séjourné à Vidin pendant trois ans et tout ce que j'avais supporté de misères et d'angoisses. Il m'appela à la métropole, m'y donna une cellule afin que je residasse auprès de lui et m'invita chaque jour à sa table »⁵.

Le contact avec la culture roumaine avait déjà été établi par Vračanski durant son bref séjour d'Arbanasi (mars — décembre 1794)⁶ lorsqu'il eut l'occasion de connaître plusieurs représentants de l'intelligentzia roumaine ; plus tard, Vračanski envoya ses enfants faire des études à la renommée Académie de Bucarest, dirigée alors par Lampros Fotiadis.

En Roumanie paraissait en 1806, par les soins de Sofronie, aux imprimeries de Rimnic le *premier livre bulgare imprimé en bulgare moderne*, portant le titre Nedelnik. Il contenait divers écrits religieux traduits par Vračanski en bulgare moderne pour les rendre accessibles au peuple, tel que lui-même l'a précisé au début de l'ouvrage : « J'ai traduit ceci du slovène et du grec ample et profond dans la langue bulgare simple et brève, pour la compréhension et l'instruction du peuple bulgare simple et ignorant »⁷. La préoccupation de former et cultiver la langue nationale, en tant que l'une des éléments fondamentaux de la prise de conscience chez un peuple, constitue un trait caractéristique permanent de l'activité de

² L. Karavelov, *Izbrani proizvedeni ja*, III, Sofia 1956, p. 432 (fragment de l'éditorial du journal « Svoboda », n° IV, 26 novembre 1869).

³ L. Boeva, *Na kanune osvoboždenija. Tvorčeskij put' i obščestvennaja dejatel'nost Sofronija Vračanskogo*, dans le vol. *Osvoboždenieto na Bălgaria i literatura*, Sofia 1978, p. 319.

⁴ *Nedelnik*, Rimnic, 1806 (cf. *Istori ja na bălgarskata literatura*, 2, Sofia 1960, p. 69).

⁵ *Žiti je i stradani ja grešnogo Sofronija* (traduction française par L. Léger, dans *Mémoires de Sofronie de Vratsa*, p. 423).

⁶ L. Boeva, *op. cit.*, p. 319.

⁷ *Žiti je i stradani ja*, *op. cit.*, p. 424.

l'érudit bulgare concrétisé par la traduction du slavon de l'*Histoire slavo-bulgare* de Paisie Hilendarski, l'élaboration du *Traité des trois croyances* et avoué avec sincérité à la fin de son autobiographie : « Maintenant je travaille nuit et jour à écrire quelques livres dans notre langue bulgare. Si les Bulgares ne peuvent rien entendre de ma bouche, qu'ils reçoivent du moins de moi pécheur quelques enseignements utiles, qu'ils lisent mes écrits »⁸.

C'est toujours à Bucarest que Sofronie rédigea sa célèbre autobiographie, la première œuvre originale de la littérature bulgare, et, en même temps, l'un des premiers ouvrages de mémorialiste de la littérature des peuples slaves du Sud, en général⁹. Selon certaines opinions, l'idée de composer une autobiographie aurait été suggérée à l'auteur par l'ouvrage de Cantemir *Kniga sistima*, lui aussi riche en éléments autobiographiques¹⁰. Mais si la question de l'ouvrage qui aurait poussé Sofronie à raconter par écrit sa vie est discutable, il est, en échange, hors de doute le fait que cette œuvre de Cantemir lui était très bien connue, car il l'avait traduite presque intégralement pour la troisième partie de son traité des religions¹¹. La traduction de cet écrit de Cantemir eut une importance particulière pour l'évolution du bulgare moderne et demanda, en même temps, un effort considérable de la part du traducteur pour le rendre accessible à ses lecteurs supposés. Le texte savant de Cantemir imposa l'élaboration de tout un appareil critique — dirions-nous en termes modernes — où sont expliqués marginalement par des synonymes d'origine grecque ou turque — les termes savants du langage de l'érudit roumain¹².

★

Peu après la mort de ce remarquable pionnier de la culture nationale bulgare (probablement en 1812), la Roumanie offrit la même hospitalité chaleureuse à un autre grand érudit du peuple voisin, à savoir Petăr Beron, qui fit ses études à Bucarest, au début de la 3^e décennie du siècle dernier, à l'Académie dirigée par le renommé lettré du siècle des lumières, K. Vardalahos. En 1824, Petăr Beron fit imprimer son *premier ABC bulgare*, en devenant ainsi le fondateur de l'enseignement laïque en langue maternelle. La langue de son ABC est fondée sur le dialecte ouest-bulgare, lequel est devenu ensuite le bulgare littéraire. L'ABC de Petăr Beron est d'une grande importance pour l'époque où il fut rédigé, car il attirait l'attention sur la nécessité d'élaborer et de cultiver la langue nationale, élément essentiel de la prise de conscience. Dans la préface de cet ABC l'auteur

⁸ *Ibidem*.

⁹ Le premier auteur de mémoires dans les littératures slaves du Sud est l'écrivain serbe Partenij Pavlović (1757), puis Dositej Obradović (*Život i priključenija Dimitrija Obradovića*, 1783) ensuite S. Vračanski (*Život i stradanija*). Cf. A.N. Robinson, N.M. Dilevski, *Sofronij Vračanski i ego žizneopisanie*, Leningrad, 1976, p. 96.

¹⁰ Voir, par exemple, T.N. Kopreeva, *Neizvestnyj literaturnyj istočnik Žitija Sofronija Vračanskogo*, dans « Trudy otdelenija drevnerusskoj literatury », XXIII, 1968, p. 275.

¹¹ Cf. Anca Irina Ionescu, *Considérations sur la traduction du « Livre sur le système de la religion des musulmans » de Cantemir par Sofronie Vračanski*, dans « Revue des études sud-est européennes », XVII, 1977, 1, p. 101—112.

¹² Voir, par exemple, V.N. Oreškov, *Avtobiografijata na Sofroni Vračanski*, Sofia 1914, p. 36 et suiv. ; B. St. Angelov, *Sofronij Vračanski. Materiali za života i tvorčestvoto mu*, dans « Izvestija na Instituta pe bălgarska literatura », VII, 1958, p. 309 et suiv., P.P. Panaitescu, *Dimitrie Cantemir. Viața și opera*, Bucarest, 1958, p. 219 ; L. Boeva, *op. cit.*, p. 332.

affirme : « J'espère que ce livre va réjouir celui qui le trouvera et surtout les enseignants, car il me semble que ceux-ci vont renoncer aux psautiers auxquels les enfants n'entendent rien, maintenant qu'ils ont un livre imprimé pour eux dans notre langue »¹³.

On pourra se rendre compte, en reflétant à ce qui vient d'être exposé, à quel point le publiciste bulgare Ljuben Karavelov avait raison d'affirmer dans un éditorial de son journal intitulé symboliquement « Svoboda » (La liberté) : « Nous, les Bulgares vivants dans la Roumanie libre, non seulement nous pouvons, mais il est de notre devoir d'utiliser toutes nos forces pour le bien-être de nos frères vivant dans notre patrie asservie. Notre aide doit être, pour le moment, moral, et notre voix — que nous élevons à leur défense — sincère, sans passion et honnête car ici, en Roumanie, il n'y a personne à nous interdire d'exprimer ce que nous avons dans le cœur (...). Si nous avions vécu dans un autre monde qui n'aurait pas permis à l'homme d'agir, de penser et de parler comme il l'entend, il en serait autrement, mais nous vivons dans un Etat qui pourrait s'appeler la seconde Suisse. La Roumanie, en conformité avec sa constitution libérale, permet à tous les peuples, sans distinction, d'évoluer librement, de s'instruire et de progresser, de faire du commerce et de travailler sans entraves. En un mot, la Roumanie est un pays qui a comme mot d'ordre : Liberté et Instruction. Ainsi nous, les Bulgares, nous avons toute la liberté d'aider notre peuple dans son évolution, de nous inspirer de sa littérature, de défendre notre nationalité, d'exprimer notre opinion en tout ce qui concerne les Bulgares. Nous voyons que le gouvernement roumain non seulement nous donne la pleine liberté pour l'enseignement des Bulgares dans leur propre langue, mais, de plus, il nous aide, dans la mesure du possible, dans nos entreprises »¹⁴.

★

Ainsi donc, nous pouvons affirmer que la Roumanie offre un terrain propice au développement de la culture du peuple bulgare, à la consolidation de sa conscience comme peuple, dans ses manifestations concrètes, telle la parution du *premier livre imprimé en langue bulgare moderne* (*Nedelnik*, Rimnic, 1806), telle encore l'élaboration du *premier ouvrage d'un mémorialiste en bulgare moderne* (Sofronie Vračanski, 1804), ou celle du *premier ABC en bulgare moderne* (P. Beron, Braşov, 1824).

¹³ *Antologija na bălgarskata filosofska misăl*, 1, p. 187 Sofia, 1973, cf. également *Rečnik na bălgarskata literatura*, 1 (A—D), Sofia, 1976, p. 88.

¹⁴ « Svoboda », n° III, 19 novembre 1869.

THE FORMATION OF THE ROMANIAN NATIONAL CONSCIOUSNESS

EUGEN STĂNESCU

A general characteristic of the development of the national consciousness is the dialectical interaction between existence and conscience. As the objective process of the making of a nation progresses the social community becomes gradually aware of the qualitative transformation of its condition. The dialectical-materialist theory of the role played by progressive ideas as driving forces of history is confirmed by the connection which is step by step established between the formation of a nation and the moulding of national consciousness. The development of economic, political and cultural relations has led to the approach and knowledge of people who were of the same stock, who spoke the same language, who had of old meditated on their place in the world. Geography, history and the common language put their imprint on peoples' minds. Admittedly the historical category of the nation and national consciousness belongs to modern history, but their formation is traceable over a good part of the Middle Ages.

In the process of transition from the consciousness of a common origin (ethnic) to national consciousness one may distinguish in the case of the Romanians several specific forms of a stage that preceded the formation of the nation: the ethnical consciousness of continuity in the same territory and the consciousness of a common origin. Such problems were widely studied and debated in the Romanian historiography.

The consciousness of the ethnical unity is pregnantly expressed in the name the inhabitants of this area have always called themselves by: "Romanians" — and never otherways (the term "valah" (Wallachian) was given by foreigners; therefore making a distinction between "Romanians" and "Wallachians" is a regrettable error or, even worse, a distortion of the historical truth; as "Wallachians" appears only with foreign writers). It is significant that the first text in which the term "Romanian" is used — November 14, 1489 — had been issued by the Chancellery of Stephen the Great of Moldavia and refers to a demarcation of estates between Bodea the Serbian and Bodea the Romanian. The administration of Moldavian towns addressed some towns in Transylvania — for instance, in 1593—1597, the Suceava authorities to the Bistrița counterpart — in the following terms; "We, the Romanian and the Armenian Chief officers with the 22 city counsellors of the Suciava borough...".

Later on the Botoșani townsfolk stated the following about themselves : “That is to say, we the Rumanian and Armenian townsmen of the Botoșani borough confess by this letter of ours”.

The first printed text in Moldavia is entitled : *Carte românească de învățătură . . . de în limba slovenească pre limba rumenească* (Romanian teaching book . . . from the Slovenian into the Romanian) by Metropolitan Varlaam. In its preface it stands written : “Foreword to the whole Romanian people . . . , grace, peace and salvation for the whole Romanian people as we have, we here make this gift to the Romanian language, a book in Romanian”. On the same line, the Corpus of laws called *Pravila împărătească*, compiled under the rule of Prince Vasile Lupu of Moldavia, is not called “Moldavian” but “Romanian”.

The same form of expressing the consciousness of ethnical unity is found also in Transylvania, where Coresi, prefacing a first Romanian print stated in 1570 : “. . . I, Deacon Coresi, seeing that most languages have God’s teachings in their own tongue, and that we Romanians have them not”, thus he avoids purposely the regional, particular denominations in favour of the unitary one, i.e. “Romanians”. The Moldavians emphasized this unity of kin when referring to the people of Transylvania and Wallachia. Thus, Metropolitan Varlaam wrote in 1645 : “To the Christians of Transylvania, Orthodox believers and true sons of our Holy Apostolic Church, beloved Christians and Romanians of the same kin with us”. To the same effect, the apodeictic conclusions of Chronicler Miron Costin are full of historical substance: “The truest and most authentic name, originating from Trajan’s time, is Romanian or Romanus, which name this people has always preserved among themselves to this day ; this same name is given, as a rule, also to Wallachians, to Moldavians and to those who live in Transylvania. Romanian is a name that changed in the course of time from that of Roman ; even today, when asking one whether he speaks Moldavian, you say : “ști rumânește” ! (can you speak Romanian ?), almost like *scis romanice*. They never called themselves otherwise”. An example of a popular tradition being taken over by a scholar, this methodological proof spotlights the unity of kinship and of language and, at the same time, the consciousness of that unity.

In Wallachia too, the scholars’ writings prove that by “Romanians” they meant not only the inhabitants of the area between the Carpathians and the Danube, but also those from Moldavia and Transylvania, separately or taken together. A printed work of 1680 mentions : “. . . “Among Romanians we include also the Moldavians, as they flow from the same spring”. The fact that in this country, the term “român” (Romanian) has also a political and social implication, emphasizes still more the above assertion. The inhabitants of a state called “Țara Românească” (The Romanian Country) could be called only Romanians and no otherwise. This case points to a political nuance given to the fundamental ethnical meaning. Similarly, the social aspect of that fundamental meaning is given by the name of “rumân” which during the 16th and 17th centuries was given to the peasantry attached to the soil in this country. It was but natural that the mass of direct producers considered themselves

justified in actually representing the “country”, when the ruling class was cooperating with the dominating power.

The same appellation used for the inhabitants of each Romanian country taken separately and for all of them together bears testimony to the consciousness of the unity of kin ever more pregnantly observed with the development of a literature in Romanian.

The consciousness of continuity on the same territory is reflected in the name given by the Romanian people to the area he lived in. The present term of “România” continues that of “Romania” from the early Middle Ages. During the first centuries of our era, “imperium romanum” was frequently called “Romania”. Later on, during the 4th—5th centuries, when the imperial unity was disintegrating, the denomination given previously to the whole started being given to its distinct parts as well. As a consequence, both in the western and the eastern parts of the former Roman Empire, there appeared a number of “Romanias” which were nothing else but islands of Romanic communities surviving in spite of the uninterrupted waves of Germanic, Turranean and Slavic peoples during the great migrations. Such a “Romania” was undoubtedly also Dacia. It was quite natural for the inhabitants of such a “Romania”, the Romanian people, to call it in their own tongue “Țara Românilor” (The Country (Land) of the Romanians) or simply “Țara Românească” (The Romanian Land). For that reason, at the beginning of our millenium, the sources speak about the “Lands of the Romanians” (Terra Vlahorum, or “Vlahia”, “Vlașko Zemli” or “Vlaška” etc.); and hence at the end of the 13th and the beginning of the 14th centuries, when the Romanian state formation emerged between the Carpathians and the Danube, it was called “Țara Românească”. Had Moldavia been the first state to appear, that name would surely have been given to it.

The idea that “Țara Românească” could be the name of the whole, not only of some parts which the former Dacian “Romania” had been divided into, was mentioned in a text by Dimitrie Cantemir — possibly attesting to an old popular tradition. The Prince of Moldavia introduces his work *Hronicul vechimei a Romano-Moldo-Vlahilor* (The Chronicle of the origin of the Romano-Moldo-Vlahians) as follows» “Chronicle. Of the whole Romanian Land (which was later divided into Moldavia, Muntenia and Transylvania) from its foundation by Trajan, the Emperor of Rome. Also of its name, born in the past and at present, and of the Romanians who settled in it, having lived in it to this day”. In order to avoid any confusion, he preferred to call the state between the Carpathians and the Danube by its geographical denomination of “Muntenia Land”, instead of the official name).

Foreign authors, too (travellers, humanists, diplomats) understand the historical situation in the same way when using the name of “Wallachia” for the Romanian territory as a whole and for its parts. No distinction is made between Moldavia and “Țara Românească”, each of them being a “Wallachia”: “the two Wallachias”, “Big Wallachia”, and “Small Wallachia”, “Black Wallachia” and “White Wallachia”, “Upper Wallachia” and “Lower Wallachia”, “Ieremia’s (Movilă) Wallachia” and “Michael’s (the Brave) Wallachia”, etc. Sometime the term “Wallachia”

is used for the two countries as an entity. There are also instances when the three Romanian Lands are mentioned together by this name.

As a literature in Romanian (especially historico-political) developed this consciousness of territorial continuity enabled scholars to outline a conception of the people's continuity in space and time whereby the Romanians have had always been together in the same territory. At some later time, Dimitrie Cantemir, resorting to richer historical and philological sources, could state: "Coming to the end of this Chronicle, in which . . . we showed chronologically, that is, by the succession of the years, that these Romanians settled in Dacia by Ulpus Trajanus are the same Romanians who have continued to live in it to this very day". The diffuse forms of territorial consciousness which existed from ancient times have evolved acquiring greater depth and breadth with the development of new historical conditions.

The consciousness of the common origin of the whole people inhabiting the Carpathian-Danubian space marks a new stage — that of crystallization and clarification — in the process of the progressive transformation of the consciousness of kin into national consciousness, a necessary stage in the assertion of the people's own identity. From the very moment the problem of finding out its ancestors was raised the Romanian society established a direct relation between its own ethnogenesis and the history of ancient Rome. Some diffuse elements are present in historical ballads (subsequent investigations proving them to date from the remotest times), which tell about a hero called "Românul" or "Romanul". We are in the presence of an eponymous myth, explaining both the internal and the external name given to this people — a myth recorded by various literary masterpieces (e.g. "Roman and Vlahata" of the Moldo-Russian Chronicle, "Ramung, Duke of the Wallachians" from the Niebelungenlied, "Roman and Olaha", in a medieval legend), which might have drawn inspiration from the Romanian realities. It is possible that some knowledge concerning the origin of this people were disseminated by the Romanian intellectuals when historical circumstances became more favourable, as illustrated by the discussion between an Italian traveller in mid-16th century with the clergy of Dealu Monastery. The former recorded: "Their language is little different from the Italian; they name themselves Romans and say that they had come in ancient times from Rome to settle in this land; when somebody asks whether there be any who can speak in their Wallachian language, he should put it this way: can you speak Romanian? that is can you speak the Roman language? . . ." It is not surprising that starting from the second half of the 16th century, in various Romanian literary texts, especially translations, the term "Roman" is replaced — we think intentionally — by that of "Rumanian" (e.g. in his *Apostle* of 1563, Coresi replaces the original "we, that are Romans" by "we, that are Rumanians"). Chronicler Moxa in his world history of 1620 also translated "the Romans' domination" by "the power of the Rumanians", while the *Bible* of 1688, when referring to geographer Strabo from the Antiquity, reads: "Strabo, in describing the valour and greatness of the Rumanians" (instead of the Romans). . .

The progressive evolution of the consciousness of the common origin, as exemplified above by lay or religious texts, bears testimony to the fact that in the period between mid-16th century and the beginning of the 18th, when a mature historical-political literature evolved, what had previously been but a feeling turned into a powerful idea which was to play a decisive role in changing the consciousness of common descent into national consciousness.

Constantin Cantacuzino expresses this as follows : "We are convinced, as attested also by the outstanding and trustworthy historians of the past and of more recent date, that the Wallachians as they call them or, Rumanians, as we do, are true Romans, and distinguished Romans in faith and valour, whom Ulpius Trajanus settled here after Decebalus had been vanquished ; and all the emperors who succeeded kept them and left them here, and it is from them that the Rumanians have originated to this day".

These texts show the general approach of the scholars who, pondering on the origin of this people, emphasized in an explicit way that the common name of "Romanians" which Moldavians, Wallachians and Transylvanians bear, designated the same people, and, at the same time, the continuity of their settlement on this territory. The three main forms of ethnical consciousness from a unity highlighted in principle, by the common origin.

The bearer of this several century-old process of transformation of self-consciousness into national consciousness was the people, who created and spread an oral tradition tractable as early as the beginnings of the Romanian Middle Ages. The oral tradition was appropriated by the great voievods of the 14th—16th centuries who, during the great battles for safeguarding national freedom, enjoyed the support of the broad masses of the people, interested in the creation of a strong, free and unitary state. Gradually a political tradition emerged often manifest during the 15th—17th centuries and especially during the Unification of 1599—1600 under the sceptre of Michael the Brave. It is obvious that the popular (oral) tradition and the princely (political) one stamped the quality of the humanistic literature of the 17th—18th centuries which mirrors the maturing of ethnical consciousness and its evolving into national consciousness. This process can therefore be delineated as follows : up to the year 1400, the prevailing aspect is the popular tradition and the consciousness of kin already conspicuous but still in diffuse forms ; during 1400—1600 there predominates the political consciousness. Many of the events of the time, both internal and external, could not be explained if we ignored the three essential forms of the Romanians' ethnical consciousness in full progress. From 1600 to 1750 the driving force was the intellectual tradition, expressed in a series of writings, which imparts a special width and breadth to this consciousness.

We think we are justified in considering that, from the second quarter of the 18th century on, after Dimitrie Cantemir's activity had been concluded, we can no longer speak about a medieval-type consciousness of kin with the Romanians ; the germs of a national consciousness are already detectable, although in forms not crystallized as yet.

A similar process is common with all European peoples. The dramatic period of the 14th—15th centuries, when many European peoples were confronted with great dangers threatening their very existence, played a decisive part in maturing the self-consciousness — a prerequisite for the national consciousness.

With the Greeks, for instance there were the decades before and after the fall of Constantinople, when they were confronted with the problem of surviving as a people with his specific culture ; with the French people, that was the period of the 100-year war, when the independence of the state the best framework for national development was at stake. With the Russians it was the time of the struggle for liberation from under the Tatar domination which endangered its entire life — political, ethnical and religious. The Czeck people struggled during the Hussite wars against the German oppression to savegarde his existence and individuality.

These dramatic periods hardened the peoples of Europe and developed their ethnical consciousness, which paved the way for its transformation into national consciousness. In similar historical conditions, the Romanian people had to wage a protracted struggle against the Ottoman expansion, his military victories allowing him to preserve a broad political autonomy and those state structures which could potentiate further development. The critical periods in the history of the European peoples — in relatively similar periods—matured them and pushed their history onto the road that eventually led to the formation of nations and of national consciousness.

A first particularity of this process is the historical condition of a people obliged by foreign domination to live for a long time divided and oppressed. An exemple from the remote past is that of the Spanish people, a more recent one are the German and Italian countries, which, much alike the Romanian countries, constituted for centuries a divided political framework adverse to the formation of the modern nation in spite of a strong manifestation of the national consciousness on the spiritual, cultural, and intellectual planes. The impossibility for these peoples to form unitary states ensued from the international conjuncture dominated by the interests of the big powers, which succeeded in preventing peoples from attaining that goal. The Peace of Westfalia in 1648, which sanctioned the division of Germany, the Rastatt Treaty of 1714 establishing the division of Italy, are only a few examples of a “legal” international framework which blocked the way of peoples to unification.

The historical experience of the Romanian people is rich in this respect. From the very foundation of the Romanian feudal states, there were continuous attempts by the Hungarian and Polish feudal states, to submit them. Later, as already mentioned, the Romanians had to fight permanently, and for the most time alone against the Ottoman expansion. In consequence, despite their numerous military victories, they were finally obliged to accept a limited Ottoman domination. During the 16th—17th centuries, the big powers, the Habsburg Court, Poland, the Ottoman Empire took persistently actions against the natural interests of the Romanian people, preventing its liberation and unification. In this way, national consciousness with Romanians, like with other divided peo-

ples, matured under adverse international conditions, hence the militant character of its forms and actions.

A *second particularity* is the marked political character of the historical literature of the period 1650—1725. The struggle for asserting national unity, territorial continuity and the common origin of the Romanian people — closely related to the solutions advanced by the great writers of the epoch, who were concurrently important political leaders — made the whole historiographical production to reflect and act as a motive power in the transformation of the self-consciousness into national consciousness through three main routes : nostalgia for the past, criticism of the present, hope for the future.

Indeed, the growing ethnical consciousness in the period 1550—1750 became unflinching, because this subjective (psycho-mental) history was not an autonomous phenomenon, but an organic link in the objective history proper which, during the 15th —18th centuries, was characterized by the steady development of the economic, political and cultural relations between the three Romanian countries.

The Romanian people, whose many century-old state and cultural history was blended with the great events of world history had shown of old an authentic self-consciousness which experienced the natural transition from medieval to the prenational and national conscience proper. And all along, it was the mass of Romanian people, producer of material and spiritual assets, that was the repository of the consciousness of the ethnical and linguistic unity. The spontaneous and natural embodiment of this consciousness in the everyday language and in the very name of this people and country, stands proof to the fact that the Romanians from Maramureş in the north to the Danube in the south, have shown a perfect identity between their frame of mind and their actions. And this identity has never been seriously questioned.

The progressive ideas permeating the works of the great Romanian scholars of the 17th—18th centuries can be explained by the close connections between the intellectuals and the people, the former assimilating the ideas and feelings of the Romanian society. Substantiating historically and linguistically the self-consciousness of the Romanian people all over the ancestral land, they initiated a process of ideological and political clarification speeding up the final crystallization of the national consciousness. Thus, the process which came to maturity in the second half of the 18th century had been preceded by a long train of accumulations — the result of the continuous “work” of previous centuries.



In view of all that has been said so far, the Middle-Ages play a special part in the formation of the national consciousness with the Romanians. The great moments of their history, e.g. the creation in 1859 of the Romanian national state and of the completion in 1918 of its unity are not the result of some fortuitous external factors, or of some favourable international conjuncture, but the materialization of the national consciousness of the Romanians into political acts, the result of their centennial struggle for the assertion and defence of national freedom.

SOLIDARITÉ DE GROUPE ET CONSCIENCE NATIONALE : LE CAS DES COMPAGNIES DE COMMERCE

OLGA CIGANCI

Nous rapportant à la question des étapes du développement de la conscience nationale chez les peuples du Sud-Est européen, premier problème proposé aux débats, nous estimons devoir mentionner quelques conclusions en ce sens qui se dégagent de l'étude du matériel documentaire offert par les archives des Compagnies grecques de commerce actives en Transylvanie. L'étude des compagnies grecques de Sibiu et de Braşov, sous tous leurs aspects, dans l'intervalle des années 1636—1746¹, permet de saisir le processus de l'éveil de la conscience de l'origine ethnique, processus que nous considérons comme une étape du développement de la conscience nationale chez la bourgeoisie balkanique.

La majeure partie des membres composant ces deux compagnies étaient grecs, originaires dans la plupart des cas de l'Épire et de la Macédoine — sans exclusion pour autant comme lieux de leur origine toute une série de centres grecs du sud-est de l'Europe ou d'Asie Mineure. Mais, aux côtés des Grecs, quantité d'Aroumains développaient eux aussi leur activité (originaires de Grèce, d'Albanie et de Bulgarie), de même que des Roumains, des Serbes, des Bulgares, des Albanais et des juifs. Pour ce qui est des Serbes, leur nombre dans les Compagnies de Sibiu et de Braşov devait diminuer au XVIII^e siècle, lors de la fondation de quelques compagnies commerciales serbes ou gréco-serbes. De même, la fondation de la Compagnie des marchands arméniens de Gherla et certains privilèges concédés aux marchands juifs feront diminuer progressivement leur nombre dans les deux compagnies de Sibiu et de Braşov.

Jusque vers la quatrième décennie du XVIII^e siècle, l'accès de l'une ou l'autre de ces deux compagnies n'était guère conditionné par l'origine ethnique des solliciteurs. À cette époque, la grande majorité des membres étaient des « ressortissants ottomans » et l'unique condition à remplir pour en devenir membre était représenté par la taxe préétablie. Une conséquence de cette situation se manifeste dans le fait que les membres d'origine grecque se rangeaient dans deux catégories : « compagnons » et « étrangers » (ξενoi); en effet, dès le privilège accordé par Georges Rakotzy en 1636 lors de la fondation de la Compagnie de Sibiu, on constate la distinction entre les « Grecs compagnons » et les « Grecs étrangers ». Plus tard, la rivalité des Compagnies grecques de Sibiu et de Braşov avec la Compagnie arménienne de Gherla visait les privilèges octroyés à celle-ci et non l'origine ethnique des personnes qui la composaient, c'est-à-dire les Arméniens en tant que « nation ». Pour les membres de nos deux compagnies transylvaines les indigènes eux-mêmes (Roumains, Saxons, Hongrois) se divisaient en « compagnons » payant les taxes et « étrangers », étrangers par rapport à la compagnie respective. Ce ne sera que le règlement de 1746, assurant le fonctionnement

¹ Cf. l'ouvrage intitulé *Companiile greceşti din Transilvania şi comerţul european între anii 1636—1746*, sous presse.

de la Compagnie de Sibiu, qui conditionnera l'accès de celle-ci par l'appartenance à « la même nation »², en interdisant l'association avec les Arméniens, les Valaques et les Bulgares³. Ce fut alors que la solidarité de groupe, d'association privilégiée, se vit remplacée par la solidarité ethnique. Cette modification d'optique devait intervenir, à notre avis, au moment où les compagnies grecques de Transylvanie commencent à avoir, en plus de leur rôle économique, un caractère de communauté. Car, au commencement du XVIII^e siècle, bon nombre des compagnons grecs font venir leurs familles pour se fixer à demeure en Transylvanie, en fondant des écoles et en faisant bâtir leurs propres églises, trouvant dans ce pays « une nouvelle patrie », comme l'écrit Ioannes Adamis, le secrétaire, à l'époque, de la Compagnie de Sibiu, auteur et traducteur d'une importante œuvre scientifique. Auparavant, le retour au pays d'un compagnon grec (εἰς τὴν πατρίδα) ne signifiait pas nécessairement sa rentrée en Grèce, mais le retour à l'endroit où se trouvaient sa maison et sa famille, et qui pouvait être situé — comme c'était du reste souvent le cas — en Bulgarie, en Albanie et même ailleurs.

Sans doute, les exceptions ne font pas défaut. Par exemple, Panos Ioannou, le secrétaire de la Compagnie de Sibiu, écrivait en 1655 : « vu que notre Nation celle des Grecs et des Romées était par le passé enclin aux sciences, écritures et autres pratiques nobles... n'imitons pas à présent en tout point l'ordre des autres nations »⁴; l'appel au passé historique des Grecs est évident.

Nous estimons que pour l'histoire du néohellénisme, les Compagnies de Sibiu et de Braşov représentent vraiment des étapes de l'organisation économique et sociale des communautés grecques de la diaspora, comme elles ont représenté une étape du développement de la bourgeoisie nationale. À « Byzance après Byzance », nous voyons succéder l'éclosion d'un nouvel ordre. Il serait intéressant d'étudier sous ce rapport l'évolution au XVII^e siècle de la terminologie utilisée par les compagnons, dont les documents font un usage fréquent du mot « nation » (γένος)⁵, dans le sens légué par les Byzantins, qui ne disposait pas d'un contenu ethnique mais religieux, cristallisant l'idée de « conscience commune »⁶. Au XVIII^e siècle, à part « les Romées purs et universels »⁷, la titulature de la Compagnie comporte également le terme de « Grecs » (« la nation des Romées et des Grecs »). Aussi, estimons-nous que l'usage du mot « Grec » (de même que des termes de Bulgare, Serbe, Roumain) traduit un processus de formation d'une conscience ethnique. Ce processus correspondrait aux progrès économiques et culturels enregistrés par les marchands balkaniques au XVIII^e siècle. Le développement d'un tel processus nous semble d'autant plus évident que le Règlement de la Compagnie de Sibiu de 1746 mentionne même les « coutumes nationales »⁸.

² B.A.R., ms.gr. 976, ff. 119 119^v.

³ *Ibidem*, f. 122^v.

⁴ *Ibidem*, f. 58.

⁵ *Ibidem*, passim; Archives de l'Eglise de la Trinité de Braşov, Codex A.

⁶ Cf. D. Zakythinis, *Ἡ πολιτικὴ ἱστορία τῆς νεωτέρας Ἑλλάδος*, Athènes, 1965, p. 38 et suiv.

⁷ Archives d'Etat de Sibiu, *Fonds grec*, doc. 27.

⁸ B.A.R., ms.gr. 976, f. 123^v.

LES ÉMIGRÉS ET LA FORMATION DES ÉTATS NATIONAUX

CONSTANTIN VELICHI

En parlant conscience nationale, libération, formation des nations et des États nationaux dans le sud-est de l'Europe, il convient de prendre en considération certaines prémisses.

Tout d'abord, il faut compter avec la domination ottomane. Celle-ci a beaucoup entravé le développement des peuples balkaniques. D'autre part, il importe de noter qu'elle n'a point pesé du même poids sur tous.

Il faut ensuite tenir compte de la position géographique des peuples respectifs, ainsi que du degré d'épanouissement qu'ils avaient atteint vers le milieu du XIV^e siècle. En effet, la conquête ottomane ne trouva guère les Balkans à un stade unitaire de développement et ce manque d'uniformité se prolongera des siècles durant.

Comme les appréciations que je me propose de formuler ci-après ne regardent que le peuple bulgare, presque exclusivement, il me faut souligner d'emblée que ce fut justement sur les territoires bulgares que la domination ottomane s'est exercée avec plus de force, parce que les plus proches de la capitale impériale et sillonnés par les routes de l'Europe centrale. Aussi ces territoires ont-ils subi une massive colonisation ottomane. Or, ceci explique le fait que durant quatre grands siècles (XV^e — XVIII^e) le peuple bulgare s'est vu presque entièrement coupé du reste de l'Europe et tombé dans l'oubli. N'oublions pas que même des personnes instruites pensaient au début du XIX^e siècle que les Bulgares représentaient une quelconque tribu tatare.

Fait encore plus grave pour le peuple bulgare : l'existence de sa langue et de sa culture se trouva mise en péril par les menées du haut clergé phanariote, qui s'était emparé non seulement de l'église bulgare, mais aussi de l'école, si étroitement liée à la première. L'antique culture slave ne s'est donc conservée que dans les monastères bulgares — peu nombreux — qui ont pu survivre à la conquête ottomane ou dans la retraite athonite, d'où allait du reste venir le premier signal du renouveau, celui lancé par Paisij Hilendaski avec son ouvrage d'histoire slavo-bulgare, achevé en 1762 et constituant le premier pas vers l'éveil de la conscience nationale et vers une culture nationale active.

Une conséquence de cet état des choses fut que la bourgeoisie bulgare se développa un peu plus tard que dans les autres pays de la zone — grec, roumains, serbe. En traitant de ce processus dans l'une de ses œuvres fondamentales, intitulée « Leçons d'histoire moderne de la Bulgarie », D. Kosev écrit : « Jusque vers la fin du premier quart du XIX^e siècle, la bourgeoisie bulgare n'était pas encore assez nombreuse et ne possédait ni la force économique nécessaire pour conduire la lutte de libération

ou pour tenir un rôle politique indépendant. C'est pourquoi durant cette période la renaissance de la culture nationale du peuple bulgare s'est déroulée selon un rythme ralenti, alors que sa lutte de libération politique dépendait tantôt des guerres russo-turques, tantôt des luttes de libération nationale des Serbes et des Grecs ».

Ajoutons enfin une dernière précision d'ordre général. La domination ottomane de caractère féodal, ainsi que la situation difficile des peuples balkaniques et quelques autres raisons qu'il n'y a pas lieu de mentionner ici, ont entraîné un mouvement important d'émigration. Ce fut un processus général et continu, embrassant de larges masses de population, notamment à la fin du XVII^e siècle, au siècle suivant et au début du XIX^e. Sans entrer dans des exemples détaillés, notons néanmoins quelques points culminants : environ trente mille familles serbes quittèrent leur pays pour passer en Autriche, avec le patriarche Arsène à leur tête, juste quelques années avant la paix de Carlowitz (1699) ; quelques dizaines de mille de Bulgares, ainsi qu'un nombre un peu moins important de Grecs, cherchèrent refuge dans les pays roumains et dans le sud de la Russie pendant et après la guerre russo-turque de la fin du XVIII^e siècle. Au cours de la guerre des années 1806—1812, à peu près vingt mille Bulgares se sont réfugiés dans les pays roumains et dans le sud de la Russie, alors que durant le conflit de 1828—1829 six à sept mille familles bulgares et roumaines du sud du Danube s'en allèrent demander asile dans les mêmes pays. Est-il encore besoin d'évoquer la diaspora grecque ou albanaise ?

Tous ces émigrants abandonnaient les régions de la féodalité ottomane pour s'établir dans des conditions infiniment plus favorables en Autriche, dans les Principautés Roumaines ou le sud de la Russie, où ils obtinrent des privilèges économiques et politiques qui, au moins pour commencer, leur assuraient une situation meilleure par rapport aux autochtones de ces pays.

Notons qu'il ne s'agit pas d'une émigration purement paysanne. À part les paysans, nombreux étaient les artisans et les marchands qui s'engageaient dans cette voie, aboutissant à une certaine prospérité économique. C'est ainsi que devait se former au nord du Danube une bourgeoisie balkanique — serbe, bulgare, grecque. Le contact avec les milieux économiques et socio-politiques plus avancés allait inciter cette bourgeoisie à agir dans le domaine de la politique, prenant souvent le pas sur celle demeurée au pays. N'oublions pas que l'Hétérie n'est pas née en Grèce, mais à Odessa, que le premier *programme concret* de la bourgeoisie bulgare — si l'on ne compte pas celui, moins ancré dans l'actuel, de Paisij Hilen-darski — a été formulé à Bucarest, par les émigrés bulgares, en 1811 ; que le premier manifeste de la renaissance albanaise a été celui de Brăila, etc. Si l'on passe maintenant aux domaines économique et culturel, les choses prennent encore plus de relief. Bref, le rôle des émigrés pour ce qui est de l'éveil de la conscience nationale et de la fondation des Etats nationaux est particulièrement important et, pour ma part, il me semble que les historiens des pays balkaniques, suivis en ceci par bon nombre de leurs confrères de l'étranger, ne lui accordent pas la place qu'il mérite dans leurs grands ouvrages de synthèse. Cette situation se dessine nettement dans les divers traités de nos collègues bulgares. Il est vrai que toute une série d'études plus ou moins étendues ont mis en valeur la contri-

bution des Bulgares émigrés en Roumanie à l'épanouissement de la renaissance culturelle et politique de leur pays — malheureusement, ces études n'ont pas trouvé le reflet qu'elles méritaient dans les grandes synthèses.

Souvent on ignore la complexité, et surtout *on ne compare pas* la situation économique, socio-politique et culturelle des pays roumains avec celle des territoires bulgares. J'ajouterais que, dans la plupart des cas, le manque d'information et l'ignorance du roumain sont à l'origine de cette lacune. Sans vouloir multiplier les exemples, il convient pourtant de remarquer que certains ouvrages bulgares plus importants qui citent le *Traité d'Histoire de Roumanie* comportent des affirmations erronées — précisons qu'il s'agit notamment de faits et non d'appréciations politiques. Or, cette sorte d'erreurs n'auraient pu s'y glisser si l'on avait lu correctement ledit traité.

La parfaite connaissance de la conjoncture socio-politique, économique et culturelle des pays roumains au XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle montrerait, par rapport à celle de Bulgarie, toute une série de différences. Il est absolument évident d'autre part que les émigrés bulgares de Roumanie, notamment la bourgeoisie, sont entrés en contact avec ces réalités avec lesquelles il leur fallait bien compter. Les Académies princières d'abord, les autres écoles roumaines ensuite ont été fréquentées nécessairement par les fils des émigrés de la couche bourgeoise et les intellectuels bulgares quelqu'en fût leur nombre à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du siècle suivant prirent connaissance, y puisant maints enseignements, de l'expérience roumaine — mouvement national, culture, politique.

C'est ainsi que dans le plan politique on constate l'influence des modèles roumains, influence illustrée par la création des détachements bulgares de Valachie lors des guerres russo-turques (détachements d'ailleurs presque toujours hétérogènes), ainsi que par la participation des émigrés à la révolution de 1848. Au point de vue culturel, il suffit de rappeler que le premier livre imprimé en bulgare moderne, le premier abécédaire bulgare, l'école moderne (depuis les méthodes d'enseignement jusqu'à la formation des cadres d'enseignants et à la rédaction des manuels) sont tous étroitement liés aux réalisations roumaines dans ce domaine, sans oublier en outre la première version bulgare du Nouveau Testament, les débuts de la poésie bulgare et l'impression des premiers livres destinés à être diffusés en Bulgarie.

Les émigrés bulgares ont eu, certes, d'autres foyers aussi — Odessa et Constantinople, entre autres. Mais, comme de juste, dans la capitale de l'Empire ottoman leur activité devait se maintenir dans les limites du domaine culturel. Quelques chiffres s'avèrent éloquentes. Sur les 200 livres bulgares parus dans l'intervalle 1800—1850, à l'exception de deux exemplaires (de contenu religieux), tous les autres ont été imprimés hors du pays : 45 à Bucarest, 40 à Constantinople, 32 à Belgrade, 26 à Buda, 8 à Odessa, etc. Bucarest se trouve donc être tête de liste au point de vue numérique, mais ce n'est encore le seul aspect à retenir. Caractéristique en tout premier lieu est le fait que c'est à Bucarest justement que furent imprimés les livres bulgares les plus importants quant à leur contenu. Ajoutons aussi que les volumes parus à Buda ou à Belgrade étaient rédigés toujours à Bucarest : c'est seulement parce que les typographies de l'endroit étaient surchargées

de travail qu'il a fallu s'adresser ailleurs pour leur impression. Par exemple, presque aucun des vingt-six livres imprimés à Buda n'a été écrit sur place et certains de ces livres avaient été élaborés, comme nous l'avons déjà vu, à Bucarest.

Tout aussi éloquent est en outre l'aide matérielle fournie à l'impression de ces livres. En voici un seul exemple : dans l'intervalle des années 1806—1842 ce sont les émigrés bulgares qui couvrirent les frais d'impression d'environ 3 090 volumes par rapport aux 4 500 exemplaires payés par les Bulgares du pays. Or, sur ce total de 3 090 volumes, les émigrés de Valachie ont payé pour 2 416 exemplaires, alors que ceux de Russie ont couvert les frais de 443 exemplaires et ceux de Constantinople pour 64 exemplaires.

Abordant maintenant la seconde moitié du XIX^e siècle, la situation devient plus complexe, tant sur le plan culturel que sur le plan politique. C'est que le milieu du XIX^e siècle marque un tournant du mouvement bulgare de libération, qui aborde une nouvelle phase : celle de la révolution, fondée sur l'idéologie qui avait pour porte-parole G.S. Rakovski. Après un bref séjour en Serbie, Rakovski se fixa en 1863 à Bucarest, faisant de la Roumanie le centre du mouvement bulgare de libération nationale. Déjà auparavant Rakovski avait fait quelques brefs séjours à Bucarest, où il s'établit maintenant à demeure ; c'est ainsi qu'il avait noué des liens d'amitié et reçu l'appui direct du prince Couza, ainsi que de plusieurs éminentes personnalités de la vie culturelle et politique roumaine, dont il convient de citer en premier lieu Mihail Kogălniceanu, C.A. Rosetti et B.P. Hasdeu. Ayant confié ses desseins au prince Couza et à Rosetti, Rakovski gagna leur concours. Une fois définitivement installée à Bucarest, Rakovski fonda une organisation révolutionnaire en 1867. Toutefois, celle-ci n'était pas l'unique organisation bulgare fonctionnant à Bucarest : depuis 1862 il y avait la Société de bienfaisance, organisation politique (sic !) de la grande bourgeoisie conservatrice, dirigée par les banquiers Christo et Euloge Georgiev, ainsi qu'un Comité Central secret, représentant les intérêts de la bourgeoisie bulgare libérale. Cette dernière fondée sur l'initiative de C.A. Rosetti devait mener une activité révolutionnaire entachée d'inconséquence. Plus tard, ses membres formèrent la Communauté bulgare et la Jeune Bulgarie. Ces trois factions portaient la marque idéologique des libéraux roumains ou, pour être plus exact, des anciens révolutionnaires de 1848. J'ai déjà consacré une étude à part à l'examen de l'influence roumaine sur le mouvement bulgare de libération, c'est pourquoi il me semble inutile d'y revenir ici.

À la fin de 1869 fut fondé à Bucarest le Comité Central bulgare révolutionnaire, mis d'abord sous la direction de Ljuben Karavelov et ensuite sous celle de Christo Botev. Et c'est toujours de Bucarest que partit Levski pour jeter les fondements de l'organisation révolutionnaire intérieure de son pays. Ce fut le Comité Central révolutionnaire qui prépara le soulèvement de Stara Zagora, en 1875, alors que le Comité révolutionnaire bulgare de Giurgiu dressa les plans de la rébellion antiottomane du mois d'avril 1876.

Disons, pour résumer, que malgré le ferme engagement vis-à-vis de la Porte pris en 1866 de ne favoriser d'aucune manière les révolutionnaires bulgares, la Roumanie a permis aux nombreuses organisations des émi-

grés bulgares de mener une activité sans entraves. Elle a permis également la parution des gazettes révolutionnaires bulgares. Elle a refusé de livrer à la Porte Rakovski et Karavelov. Elle a facilité la mise sur un pied de guerre et la traversée du Danube des détachements de volontaires bulgares sous les armes, dont le plus connu fut celui commandé par Christo Botev. Il convient de ne point oublier que la Roumanie ne menait pas sans risque cette politique généreuse, comme le prouve la présence des forces militaires concentrées par la Turquie sur le Danube à l'époque. Souvent aussi le cabinet roumain devait faire face aux notes de protestation des grandes puissances, notes suscitées justement par cette politique. Dans certains cas, la situation devenait même très grave, par exemple parmi les raisons conduisant à la crise de gouvernement du mois de novembre 1868 il faut compter aussi le concours prêté aux révolutionnaires bulgares.

Par ailleurs, il est vrai qu'il y a eu un Comité bulgare à Belgrade, tout à fait éphémère du reste, comme il y a eu une Communauté bulgare à Odessa. Mais on ne saurait comparer en rien leurs activités avec celle des organisations politiques des Bulgares émigrés à Bucarest. C'est donc en bonne connaissance des choses que le révolutionnaire bulgare généralement connu Zacharie Stoïanov affirmait que « la Roumanie a été le berceau de la renaissance politique bulgare ». Et les autres grands révolutionnaires bulgares, Rakovski, Karavelov, Botev ont eu, de leur côté, plus d'une fois les mêmes mots d'éloge et de gratitude.

Dans le domaine culturel, rappelons le nombre important des intellectuels bulgares qui ont vécu et travaillé en Roumanie, où ils ont fondé des sociétés culturelles et des troupes théâtrales, en y faisant imprimer aussi des gazettes et de livres dont un certain nombre était diffusé en Bulgarie. C'est en Roumanie que le plus grand des poètes bulgares écrivit toute son œuvre poétique ; il s'agit de Christo Botev, dont l'œuvre de publiciste devait paraître au complet toujours en Roumanie. L'écrivain et poète national de la Bulgarie, Ivan Vazov débuta avec ses premiers recueils de poésies à Bucarest. Pour ce qui est des sociétés culturelles, ne mentionnons que la plus importante, à savoir la Société littéraire de Braïla, fondée en automne 1869, embryon de l'actuelle Académie Bulgare des Sciences. Naturellement, il convient de ne point perdre de vue même un instant un fait essentiel : l'éveil de la conscience nationale, la formation de la nation bulgare, la lutte de libération du peuple bulgare sont autant de processus déroulés *en tout premier lieu* dans les terres bulgares, c'est-à-dire au sud du Danube. Les émigrés ont fourni leur apport, très riche sans doute, au développement de ces processus, en les facilitant et en les stimulant. Il est évident donc que la contribution des émigrés bulgares de Roumanie, leur lutte politique et culturelle avait un but précis, parfaitement dessiné, à savoir : *l'éveil de la conscience nationale des Bulgares de Bulgarie, le développement du mouvement révolutionnaire de libération nationale en vue de restaurer l'Etat national bulgare*. C'est pourquoi j'ai pensé devoir retracer ses grandes lignes en y mentionnant ses traits essentiels.

La Roumanie a prêté du reste son concours aux divers mouvements de libération des peuples balkaniques, mais il n'en reste pas moins vrai que ce fut le peuple bulgare qui en a le plus bénéficié. Comme les Grecs et les Serbes disposaient dès la première moitié du XIX^e siècle de leurs

propres Etats nationaux, les mouvements de libération respectifs pouvaient s'organiser en ces territoires. Or, les Bulgares ne jouissant pas d'une situation aussi privilégiée avaient impérieusement besoin d'une aide du dehors.

Ainsi que je le constatait au début du présent exposé, la contribution des émigrés bulgares de Roumanie n'a pas été valorisée comme elle le méritait. Les traités d'histoire et les manuels scolaires n'accordent guère de place aux efforts fournis par eux en vue d'éveiller la conscience nationale chez le peuple subjugué, leur apport à l'essor du mouvement de libération et de formation de l'Etat national bulgare. Ils n'accordent guère de place non plus au fait que ces efforts avaient pour point de départ la Roumanie, qu'ils ont pu être fournis grâce au concours roumain. Cette remarque est justement à l'origine d'un ouvrage que je viens d'achever : *La Roumanie et le mouvement révolutionnaire bulgare de libération nationale (1850—1878)*, București, Ed. Academiei, 1979, ouvrage conçu pour donner les détails requis et compléter les lacunes de cet exposé très sommaire.

Il me faut ajouter encore un mot, pour compléter une thèse avancée par le collègue Damian Hurezeanu, qui affirme à juste titre que les peuples balkaniques, en forgeant leurs Etats nationaux et leurs propres systèmes institutionnels, se sont inspirés du modèle français. Dans le cas des Bulgares, je pense devoir préciser qu'ils se sont inspirés aussi des modèles roumains et qu'une partie des modèles français, ils les ont adoptés par la filière roumaine.

LA CONSCIENCE NATIONALE DES PEUPLES BALKANIQUES ET LES CHANTS RÉVOLUTIONNAIRES DE RIGAS

CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU

C'est aux chants révolutionnaires de Rigas Veletinlis que revient un rôle important, en tant qu'instrument destiné à mobiliser les forces populaires pour la lutte de libération des peuples du Sud-Est européen¹. Ces trois dernières décennies, la circulation des hymnes de Rigas et de ses imitateurs a été étudiée par le prof. Alexandru Elian² et Nestor Cama-

¹ Constantin Th. Dimaras, *Histoire de la littérature néo-hellénique*, Athènes, 1965, p. 196. En parlant du «Thourios», l'auteur affirme qu'il «secoua l'hellénisme et les aspirations nationales des Grecs s'en nourrirent durant les années qui séparent l'effort de Rigas des luttes pour l'Indépendance».

² Alexandru Elian, *Sur la circulation manuscrite des écrits politiques de Rhigas en Moldavie*, dans «Revue roum. d'hist.», I, 1962, 2, p. 495 et 497. C'est au prof. Elian qu'on doit la découverte du précieux manuscrit du Thourios à Bucarest.

riano³ en Roumanie, par le prof. Apostolos Dascalakis⁴ et Leandros Vranoussis⁵ en Grèce, par Nicolas Traïkoff⁶ en Bulgarie. C'est ainsi que nous avons appris — entre autres — la présence du « Thourios » parmi les manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine⁷, ainsi que la parution, en 1821, dans l'imprimerie d'Emmanuel Vernardos de Jassy du volume de chants et poèmes révolutionnaires⁸ parmi lesquels on compte les bien connus vers de Rigas (ayant indiqué pour lieu de parution l'imaginaire Cosmopolis).

Les chants de Rigas et de ses imitateurs grecs forment un véritable cycle de la littérature en langue grecque circulant, au début du XIX^e siècle, dans les Principautés Roumaines. A leur tour, ils furent imités par des anonymes balkaniques — roumains aussi, peut-être — qui nous ont laissé sous forme manuscrite des vers semblables comme forme, mais très différents quant au fond, dans les miscellanés de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine.

Les aspects qui nous intéressent aujourd'hui se réduisent à deux, mais leur étude approfondie mènera peut-être à une « typologie » de la littérature subversive post-hétairiste.

1) La thématique et le vocabulaire des poèmes du *cycle Rigas*, pour tâcher de surprendre l'empreinte qu'y a laissée l'évolution sociale-politique des peuples du sud-est de l'Europe au début du « siècle des nationalités ».

2) *Les formules nouvelles*, « balkaniques » ou roumaines, qui font leur apparition, au fur et à mesure que le texte — adressé au début aux Grecs et à l'alliance avec les peuples balkaniques — a en vue, maintenant, le destin particulier de chacun de ces peuples.

Le « schéma » du chant révolutionnaire du cycle Rigas est simple, comme toujours lorsqu'il faut qu'un texte ait un effet mobilisateur :

A. Les premiers vers lancent l'appel au combat dans des termes d'indescriptible exaspération :

• Jusqu'à quand, jeunes hommes, garder notre cachette
Seuls comme des lapins, sur les rochers des montagnes
Habiter des grottes, regarder les branches,
Fuir le monde pour un amer esclavage?
Quitter la Patrie, les frères et les parents... ? •

B. Invariablement, c'est l'exaltation du passé glorieux qui suit, tant dans une formule générale (« Jusqu'à quand, frères, serons-nous sans hon-

³ Nestor Camariano, Μιά άγνωστη προκήρυξη των Φιλικών προς τους εαλκανικούς Λαούς, dans « Επιθεώρηση τέχνης », XX, 1964, fasc. 118, p. 260-273.

Idem, 'Η συλλογή πατριωτικών τραγουδιών « Ασματα και πονημάτια διαφόρων, dans Δελτίον τής Ιστορ. και 'Εθνολογ. 'Εταιρείας τής 'Ελλάδος », XIV, 1960, p. 342-370.

⁴ Apostolos Dascalakis, Τά επαναστατικά έργα του Ρήγα, dans 'Επιστημονική 'Επετηρίς τής Φιλολογ. Σχολής του Πανεπιστημίου 'Αθηνών », II^e série, t. XIV (1963-1964), p. 127-146.

⁵ Leandros Vranoussis, Συμβολή στην έρευνα για τα τραγούδια του Ρήγα και των μιμητών του) dans « Νέα 'Εστία », 44, 1948, p. 1-17.

Idem, 'Ο πατριωτικός Ύμνος του Ρήγα και η έλληνική « Καρμανιόλα », Athènes, 1960.

⁶ N. Traïkoff, *Rigas Velestinlis en Russie. Traductions russes de la « Marseillaise grecque » et du « Thourios »*, Athènes, 1939.

⁷ Al. Elian, *op. cit.*

⁸ N. Camariano, « Ασματα και πονημάτια διαφόρων », Bucarest, 1966, 88 p. (A.I.E.S.E.E. Etudes et documents concernant le Sud-Est européen 1.).

neur, nous les sages de l'antiquité ? »), soit par des références aux noms des grands héros hellènes, des batailles célèbres, des philosophes grecs.

L'allusion aux autres peuples balkaniques est assez rare dans les chants révolutionnaires ; elle paraît surtout dans les proclamations hétéaristes, comme celles de Vernardos et de Penedeca, analysées par Nestor Camariano, où nous trouvons l'appel fait « aux courageux Vlachobogdans », « aux braves et fidèles Bulgares », « aux renommés Albanais »⁹.

C'est ainsi que dans le « Thourios », Rigas les appelle tous au combat :

• Bulgares et Arvanites, Arméniens et Grecs,
Noirs et blancs, dans un écho commun,
Pour la Liberté ceignons le sabre ! •

N. Camariano a fait une remarque intéressante sur l'« Hymne patriotique » de Rigas, qui, dans l'édition de 1789, disait :

• Voyez l'Italie, comme elle a gagné sa liberté
Et court vers la gloire, au feu, avec joie ! •

alors que, après la révolution serbe, ce vers fut changé par un poète anonyme dans :

• Voyez la Serbie comme elle a gagné la Liberté,
Elle a ouvertement rejeté le joug, hé enfants ! •

Dans le mss. gr. 198 de la Bibl. de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, un anonyme, en écrivant probablement de mémoire un fragment du « Thourios », modifie un peu un vers concernant également les Serbes. Au lieu de « Voilà les Serbes, un peuple jamais petit », il écrivit : « Voilà les Serbes, un peuple très petit. »¹⁰

En passant maintenant du cycle de Rigas aux poèmes anonymes — qui lui sont dans un certain sens apparentés — dus à des auteurs balkaniques, nous nous arrêterons à celui intitulé « Poème d'un descendant slave de Bulgarie, dans la cinquième année de la révolution du peuple grec », formé de 163 strophes (mss. gr. 730). Le manuscrit, auquel je faisais allusion au Symposium roumano-bulgare de dec. 1976, a été étudié en Bulgarie, en 1971, par Afrodita Alexeeva¹¹ et mentionné, en Grèce, en 1973 par Glycheria Protopapa-Bouboulidou¹². La première arrive à la conclusion que l'auteur est l'un des premiers poètes bulgares, précédant Dimitrie Popski.

Ce qui nous intéresse, par rapport à notre thème, c'est l'inspiration évidente du cycle Rigas, dans l'appel au combat :

• Jusqu'à quand la tyrannie, jusqu'à quand le joug pesant ? »¹³.

⁹ N. Camariano, *Μιά χρωσστη προκήρυξη . . .*, p. 270.

¹⁰ B.A.R., mss. gr. 198.

¹¹ A. Alexeeva, *Стихове на българин на гръцки език от първата четвърт на XIX в* (Vers des Bulgares, en langue grecque, dans le premier quart du XIX^e siècle), dans « Литературна мнсьл » 3, 1971, p. 114—117. V. aussi notre notice bibliographique, dans « Rev. études sud-est europ. », XVI, 1978, 1, p. 185.

¹² G.I. Protopapa-Bouboulidou, *Χειρόγραφοι σύλλογαι ποιητικῶν κειμένων ΙΗ' και ΙΘ' αιώνας*, dans « Δωδώνη », Iannina, 1973, p. 374.

¹³ B.A.R., mss. gr. 730 : « Έως πότε τυραννία, ως πότε βαρὺς ζυγός ;

Après 30 strophes qui déplorent les injustices dont souffrent les sujets ottomans, le poète s'exclame :

• La Grèce, la Bulgarie vivent sous le joug tyrannique,
La Serbie et la Valachie
sont dirigées sans justice, elles ont Ares pour commandant ¹⁴ •

Sans entrer dans les détails, nous mentionnons que les exemples donnés par l'auteur sont, en général, inspirés par les réalités vécues en Valachie et que sa révolte se dirige surtout contre le système judiciaire de l'époque du prince Caragea, dont on dit : « Caragea promulgue des lois. . . S'il voulait vraiment améliorer la situation du peuple, il devrait tâcher tout d'abord de rendre meilleurs les juges ! »

Enfin, un autre poème manuscrit anonyme du mss. gr. 198 — miscellané dans lequel les fragments des hymnes et des nouvelles de Rigas sont prédominants — dénonce les abus de la classe dominante de la Valachie comme étant les plus insupportables du monde entier :

• Dans toutes les provinces, de l'Europe et de l'Asie,
ainsi que d'ailleurs,
On respecte encore, parmi les peuples, les lois et les
coutumes
Mais en Valachie, ni la coutume, ni la loi, ni la honte
presque,
Tous sont plongés dans une immense vanité. •

Par la suite, une longue tirade attaque les parvenus (« ciocoi »), les oppresseurs et la tyrannie, en général. Le poème s'achève par deux strophes prises aux hymnes de Rigas. Elles semblent avoir été apprises par cœur par l'auteur — ainsi que nous le disions plus haut — à en juger d'après les petites modifications introduites.

Voilà donc le modèle révolutionnaire changé du tout au tout. Dans les vers anonymes balkaniques, malgré l'intention visible d'imitation et le caractère anti-ottoman du contenu, les auteurs sont surtout préoccupés par les questions sociales, impatients de voir l'ordre rétabli, les droits civiques respectés. On reconnaît dans ces vers l'image d'une société, très semblable à celle que nous laisse voir Alexandru Călugăru dans son bien connu « Poème moral ». Le portrait du parvenu, le tableau des mœurs relâchées, la critique de l'εὐγενισμός, sont des thèmes fréquents de la littérature roumaine de l'époque (C. Conachi, B.P. Mumuleanu, Iordache Golescu, etc.). L'invasion de l'esprit critique en matière sociale nous montre qu'on employait n'importe quel prétexte littéraire afin de démasquer les tares du régime. Ces textes constituent une preuve de plus pour la circulation des chants de Rigas dans le monde des intellectuels balkaniques, leurs refrains sont adoptés et adaptés par les patriotes roumains et bulgares. Leur mérite c'est d'avoir su synthétiser dans des formules dynamiques, avec un irrésistible écho dans les masses, les principales revendications des peuples asservis.

¹⁴ Ἡ Γραικία, Βουλγαρία ζοῦν τυράννου τὸν ζυγόν,
Ἡ Σερβία κ' ἡ Βλαχία
διοικοῦν τ' ἐν ἀδικίᾳ, ἔχουν Ἄρην ἀρχηγόν.

LE COURANT INTELLECTUEL ALBANAIS AU XIX^e SIÈCLE ET LA FORMATION DE NOUVELLES SOLIDARITÉS

CĂTĂLINA VĂTĂȘESCU

Envisageant le rôle de l'intellectuel dans la résurrection de la conscience nationale chez les Albanais, nous nous proposons de mentionner brièvement quelques aspects intéressants qui soulèvent parfois encore des questions.

Au XIX^e siècle, surtout dans sa deuxième moitié, le programme suivi par les hommes de lettres albanais inclus, comme point important, la réalisation de l'unité de tous les Albanais. Dans ce cadre il ne faut pas laisser de côté les éléments hérités des siècles antérieurs : il s'agit de la situation que les intellectuels albanais pouvaient exploiter pour leurs fins. Les ancêtres avaient réussi de garder l'ethnie albanaise dans des conditions — pourtant — d'une dispersion poussée, mais qui était loin de correspondre à la réalité du XIX^e siècle. Il a fallu une nouvelle unité, englobant tous les Albanais et se basant sur la solidarité territoriale et de langue, par-dessus les différences de religion.

En ce qui concerne la solidarité territoriale, c'est la Ligue de Prizren qui a dépassé pour la première fois, d'une manière explicite le stade des autonomies locales (comme celles, par exemple, de Boushatlis ou d'Ali Pasha), autonomies qui, à leur tour, avaient dépassé la lutte de résistance caractéristique pour les tribus. Il paraît qu'il faut considérer les autonomies du Nord et du Sud de l'Albanie, créées au XIX^e siècle par les pachas albanais, comme des manifestations de la conscience nationale.

Pour ce qui est de la langue nationale, elle est fondée sur les trois *koïnés* (deux au nord et une au sud). Il s'agit (tenant compte de l'analyse faite par A. Desnitzkaja, *Akten des albanologischen Kolloquiums*, Innsbruck, 1977, p. 572 et suiv.) par exemple de la *koïné* de la poésie orale formée dans les régions centrales de l'Albanie de Nord. Il faut donc souligner le rôle spécifique de la culture orale dans le maintien chez les Albanais de la conscience de leur propre identité. Le manque d'instruction dans leur langue est devenu un vrai péril seulement au XIX^e siècle, péril compris par les intellectuels albanais ; S. Frashëri écrivait, dans la préface de son abécédaire, qu'une nation sans langue écrite est une nation perdue (v. Sh. Demiraj, *Histoire de la langue albanaise écrite*, Prishtina, 1970, p. 50). La langue écrite en train d'unification et l'instruction en langue maternelle devait réaliser une unité qui dépasse les différences régionales créées par les trois *koïnés* orales antérieures.

Depuis le XVI^e siècle il y a eu aussi une culture écrite, en majorité des traductions religieuses, peu nombreuses, de circulation plutôt restreinte, fait qui prouve une fois de plus le rôle significatif joué dans les milieux albanais par la culture orale.

Au XIX^e siècle on se proposa de réaliser l'unification de la norme littéraire et l'enrichissement de la langue conformément aux nouvelles et multiples fonctions qu'elle devait accomplir. Ainsi on élaborait des gram-

maires, des dictionnaires, des terminologies, des alphabets (afin d'établir, au XX^e siècle, un alphabet unique).

Il nous semble intéressant de mentionner aussi dans ce cadre un autre problème : celui du nom national d'Albanais, *shqiptar* et non plus *arbër*. Il fait encore défaut une étude linguistique (de contextes) et historique à la fois, regardant d'une part le remplacement de l'ancien nom national *arbër* par *shqiptar*, d'une autre part la généralisation de ce deuxième nom. Chez Buzuku apparaît pour la première fois (nous ne pouvons pas savoir la situation antérieure, par manque de textes) le nom de la langue : *shqip* (v. p. ex. Çabej, « *Studia Albanica* », 1972, 1, p. 31 et suiv.); les autres mots, *shqiptar*, *shqiptaria* (nom collectif), *Shqipnia*, *Shqipëria*, etc. sont des dérivés qui apparaissent plus tard. Ça veut dire — peut-être — qu'il s'agissait en premier lieu de forger la solidarité par la langue et la conscience de cette solidarité.

Les intellectuels, renforçant dans les masses la conscience de la solidarité au nom de l'*albanisme*, ont adopté la famille du nouvel créé (par les siècles antérieurs) *shqip* et y ajoutèrent des noms des type *shqiptarizëm*, *shqiptari*.

Au nom de l'*albanisme* il fallait renoncer aussi aux différences de religion qui, au lieu de sauver l'être ethnique ou national, le menaçaient, au contraire, de le désunir. (Ce fait est spécifique à l'espace albanais, par rapport aux autres nations balkaniques).

Les intellectuels albanais ont eu au XIX^e siècle des problèmes pratiques à résoudre. Il était absolument nécessaire de sauver toute une nation, de tirer le profit des moyens de résistance utilisés jusqu'alors et de les moderniser rapidement, de former une nation moderne. En même temps, il fallait dépasser les autonomies locales et la résistance passive aux noms des nouvelles solidarités fondées sur la langue et le territoire. Une analyse sémantique trouverait un riche champ de travail dans le lexique des hommes de lettres albanais, surtout autour des notions comme : albanisme, civilisation, ancienneté, tradition et progrès, patrie, liberté, autonomie et indépendance, nation.

LA NATION ET L'ÉTAT MODERNE DANS LA CONCEPTION KÉMALISTE

ANCA GHIAȚĂ

L'effort de saisir la manière dont s'est fondée la nation turque impose au chercheur de fixer son attention sur les changements d'ordre économique et les modifications intervenues dans la mentalité de la société turque — éléments dynamisants qui mettent en lumière un caractère de qualité inédite, marquée par l'affirmation de la nation turque en tant que telle. A ce propos, l'historiographie turque contemporaine, elle-même expression de la nouvelle mentalité, se révèle éloquente. Partant

des éditions multipliées des œuvres de Mustapha Kemal Atatürk, elle offre un large éventail d'ouvrages concernant l'époque de la formation de la nation turque. On constatera que cette historiographie turque, notamment au cours des dernières décennies¹, s'est attachée non seulement à restituer la chronologie des événements liés à la révolution et à l'œuvre réformatrice d'Atatürk (dont les données sont du reste généralement connues), mais surtout de procéder à leur interprétation scientifique et comparatiste, interdisciplinaire, compte tenu aussi bien des circonstances objectives que des conditions subjectives qui devaient conduire à la victoire de l'idéologie kémaliste. Qui plus est, on constatera aussi que dans la majeure partie des ouvrages turcs d'historiographie, ce qui domine à l'heure actuelle c'est l'idée de la comparaison entre le présent et le passé, ce passé qui coïncide avec la période de formation de la nation turque. De là, le rôle militant des œuvres d'histoire dans la Turquie contemporaine.

Prenant pour point de départ la conception économique, socio-politique et culturelle d'Atatürk, formulée dans ses nombreux discours et incarnée dans ses réformes, ces ouvrages expliquent sa signification profonde et soulignent les perspectives de développement qu'elle a ouvertes à la Turquie. Ils traitent du fait historique et de son contenu idéologique pour aboutir à la contemporanéité, en quête du sens que peut présenter le présent et le futur. Par la même occasion, ils ont bien mis en lumière l'universalité, ainsi que la viabilité de la conception novatrice d'Atatürk.

Si l'on veut saisir le changement des mentalités qui accompagna la naissance de la nation turque, il convient d'étudier l'interprétation donnée par les milieux culturels à l'histoire de l'Empire ottoman, à l'époque où se dessinait un nouveau courant culturel. Durant la période ottomane, la vision et l'interprétation historique ont traversé trois étapes². La première étape englobe l'intervalle compris entre la fondation de l'Etat ottoman et le tanzimat — les historiens avaient accepté l'histoire de l'Islam en tant qu'instrument culturel commun, car l'Empire se fondait sur cette doctrine. Par ailleurs, l'histoire n'avait pas à s'occuper de ce qui était advenu des Turcs avant l'Islam, ni à manifester un quelconque

¹ *Atatürk*, Commission nationale turque pour l'UNESCO, 1963 (Le texte avait été préparé par U. İğdemir, E.Z. Karal, S. Omurtak, E. Sökmen, I. Sungu, F.R. Unat et H.A. Yucel. Toutes les citations d'Atatürk de notre étude ont été puisées dans cet ouvrage); F. Belen, *Tarih ışığında devrimlerimiz*, Istanbul, 1970; D. Avcıoğlu, *Devrim üzerine*, Ankara, 1971; T. Timur, *Türk devrimi ve sonrası (1919-1946)*, Ankara, 1971; M. Goloğlu, *Türkiye Cumhuriyeti tarihi. 1 - Kitap: Devrimler ve tepkileri (1924-1930)*, Ankara, 1972; M. Baydar, *Atatürk ve devrimlerimiz*, Istanbul, 1973; S. Irmak, *Atatürk devrimleri tarihi*, Istanbul, 1973; E. Kartekin, *Devrim tarihi ve Türkiye Cumhuriyeti rejimi*, Istanbul, 1973; T. Olcaytu, *Dinimiz neyi emrediyor Atatürk ne yaptı inkilâbımız ilkelerimiz*, Istanbul, 1973; *Cumhuriyetin 50. yılına armağan*, Ankara, 1973 et Istanbul, 1973 (les deux volumes hommagiaux sont des recueils d'études); dans l'édition de Türk Tarih Kurumu vient de paraître: *Atatürk ve devrim. Atatürkçü düşünce üzerine denemeler*, Ankara, 1973 et *Atatürk ve cumhuriyet. Atatürkçü düşünce üzerine denemeler*, Ankara, 1973; *ECEVİT diyor kt. . . et Başbakan ECEVİT'le sohbet*, Ankara, 1974; C. Erıkan, *Atatürkçülük*, Ankara, 1974; S. Irmak, *Atatürk devrimlerinin karakteri*, Istanbul, 1974; E. Onulduran, *Political development and political parties in Turkey*, Ankara, 1974; E.Z. Karal, *Türkiye Cumhuriyeti tarihi (1918-1965)*, Istanbul, 1975; A.Afet Inan, *Türkiye Cumhuriyeti ve türk devrimi*, Ankara, 1977; etc. Pour ne mentionner que les quelques ouvrages qui nous ont été accessibles.

² E.Z. Karal, *Türkiye Cumhuriyeti. . .*, p. 173-182.

intérêt pour l'histoire universelle. La deuxième étape va du tanzimat jusqu'en 1908, au moment de la *meşrutiyet* (période des premières constitutions). Au cours de cette deuxième étape, les écoles fondées par l'Etat indépendamment des *médrésés* enseignaient, en même temps que l'histoire de l'Islam, l'histoire ottomane, tout en négligeant encore l'histoire du peuple turc antérieure à la fondation de l'Etat ottoman et sans s'occuper de l'explication scientifique du processus qui avait donné lieu à l'éclosion et au développement de cet Etat. La troisième étape, enfin s'étend depuis la *meşrutiyet* jusqu'à la proclamation de la République (1923). A ce moment les spécialistes qui avaient poursuivi leurs études en Occident et, du fait de la connaissance des diverses langues étrangères, avaient eu accès à la bibliographie de ressort, possèdent une notion exacte du sens qu'il convient de donner au mot nation et apportent une nouvelle vision de l'histoire générale des Turcs. C'est le moment où commencent à paraître des ouvrages sur l'histoire turque fondés notamment sur les sources occidentales parues à l'étranger. Des clubs s'organisent, des revues et des journaux sont publiés — activités utiles, sans doute, mais qui, n'étant pas sous l'égide de l'Etat, ne purent se généraliser et servir à l'enseignement dans la mesure souhaitée. Ces trois visions historiques devaient coexister, tout en se contestant l'une l'autre, jusqu'au seuil de la République. Leurs tendances novatrices coïncidaient avec les courants politiques : le tanzimat, les Jeunes Turcs ; elles venaient à l'appui de la lutte pour l'indépendance et l'unité nationale ; elles convenaient à la lutte révolutionnaire pour l'avènement de la République.

C'est peu à peu que devait se préciser le véritable sens de « nation turque » ; il fallait, pour ce faire, que se précisent théoriquement les contradictions économiques, politiques et idéologiques entre la classe féodale, sur le déclin, et la bourgeoisie en plein essor. Aussi, est-ce au fur et à mesure que se dissipaient les confusions politiques et idéologiques, que se dessine le sentiment de la différence essentielle entre l'idée de communauté religieuse, islamique, et la conscience d'appartenir à une nation unique, distincte, la nation turque. Il va sans dire que ce processus de clarification a été grandement favorisé par les événements traversés par l'Empire ottoman dont le démembrement politique sera attesté par le traité de Berlin (1878) et mis en lumière par la fin de la crise balkanique (1912—1913), avant d'être sanctionné par l'armistice de Mondros (1918) et le traité de Sèvres (1920). Atatürk lui-même avait fait parti du mouvement des Jeunes Turcs, avant de participer aux opérations de la Première Guerre mondiale et de diriger la lutte pour l'indépendance et l'unité nationale.

Pour ce changement de mentalité intervenu dans la société turque, la conception kémaliste a été décisive. Elle fut profondément marquée en effet, par la personnalité d'Atatürk, par ses actes révolutionnaires autant que par ses réformes, personnalité représentative entre toutes pour l'époque de formation de la nation turque. Aussi peut-on ajouter à tant de mérites d'Atatürk celui d'avoir révolutionné la vision historique de ses compatriotes en la liant au concept de nation. Certes, ce concept était déjà ventilé à l'époque des Jeunes Turcs ; le courant pro-ottoman lui-même été arrivé à préconiser la préséance de l'élément turc dans l'appareil administratif de l'Etat — mais l'idéologie ottomane demeurait encore

alors le facteur essentiel de l'unité d'un Etat amalgame de plusieurs nations. Cependant, l'évolution des faits fera gagner de plus en plus de terrain au nationalisme turc, qui à cette étape se trouvait aiguillé dans la voie du panturanisme — autrement dit, de l'union des Turcs de tous les points de la terre. Parallèlement, persistait le courant panislamique, support de l'Empire islamique, où la personne du sultan ottoman représente l'ensemble du monde musulman. Si tous ces courants se déclaraient adeptes de l'« occidentalisation », chacun entendait autrement ce terme, sans vouloir renoncer aux principes religieux de l'Islam.

Par opposition à ces courants se dessinait le courant national reposant sur le kémalisme qui a constitué l'idéologie de la révolution turque et conduit à la création de l'Etat national turc. Le parachèvement de son processus de fondation devait s'effectuer pendant la lutte de libération nationale couronnée par la proclamation de la République de Turquie.

La conception kémaliste elle-même devait s'annoncer avant la proclamation de la République (grâce aux congrès d'Erzerum et de Sivas, aux séances de la Grande Assemblée Nationale, à travers les circulaires et les ordres de caractère militaire ou politique) imposant à la société turque l'idée de nation, de liberté, d'indépendance, de souveraineté. À la confluence de deux mentalités, de deux conceptions, voire de deux mondes — le monde féodal et le monde bourgeois —, dans une conjoncture économique qui voit le changement des rapports féodaux en rapports capitalistes, délivrant de la sorte les forces de production, dans un climat dominé par l'idéologie bourgeoise, c'est là que se place la nouvelle conception de l'histoire.

Le fait historique du démembrement de l'Empire ottoman et de la proclamation du nouvel Etat turc entraîne le renoncement à l'idéologie d'une société (*ümmet*) fondée sur la foi, à l'interprétation religieuse du phénomène historique. On constate la rupture avec la vision féodale d'une histoire impériale, le nouvel Etat, fondé sur l'idée de nation exigeant une histoire nationale. Et cette histoire nationale devient l'objet d'étude obligatoire des institutions d'enseignement laïcisées en même temps que la séparation du pouvoir exécutif et législatif de l'Eglise.

Ce que Atatürk entend par le terme de « nation » c'est une collectivité (*ümmet*), vivant dans les limites d'une même frontière et reposant sur l'unité de langue, de culture et d'aspirations, qui manifeste une volonté unanime de conserver son patrimoine traditionnel et s'applique en même temps à lui assurer son développement incessant³. Or c'est en rapport avec cette notion qu'il convient de chercher le sens de ses actes révolutionnaires, ainsi que la signification de ses réformes sur tous les plans (économique, social, politique et moral).

L'un des grands mérites d'Atatürk fut d'avoir abordé dans une succession déterminée les problèmes posés par le processus historique dans son développement naturel. La première chose dont Atatürk se préoccupait « c'était de créer un nouvel Etat turc s'appuyant sur la souveraineté nationale et indépendant sans aucune réserve », car « si riche et si prospère que soit une nation, si elle est privée de son indépendance, elle ne peut prétendre qu'à être traitée comme un serviteur à la face de l'humanité civilisée. Accepter la protection et le soutien d'un pays ou d'un Etat

³ C. Erikan, *op. cit.*, p. 213—216 d'après les manuscrits d'Atatürk.

étranger, c'est reconnaître qu'on est privé de la qualité d'homme, qu'on est faible et impuissant... Par conséquent, l'indépendance ou la mort », « l'indépendance absolue de l'Etat et de la nation », « l'intégrité de la patrie... »⁴.

Atatürk accordait une importance particulière à la préparation psychologique et à la polarisation de l'opinion publique en faveur de l'idée nationale. En effet, il proclamait : « Les forces nationales sont le moteur et la volonté nationale, le souverain »⁵. Aussi, un rôle actif était-il dévolu à la presse, représentée par les gazettes « La Volonté Nationale » et « La Souveraineté Nationale » paraissant, comme de juste, en turc pendant la guerre d'indépendance et qui avaient pour mission de mobiliser l'opinion publique (notamment dans l'armée et les milieux intellectuels). C'est au nom de la nation et avec le concours des organisations de masses, par le truchement de la Société pour la Défense des Droits d'Anatolie et de Roumélie (ainsi que de la Société pour la Défense du Droit et le Refus de l'Annexion), qu'Atatürk est parvenu à réaliser, en organisant des réunions et autres manifestations à l'échelle nationale, cette unité de toutes les forces de la nation, si nécessaire pour mener la guerre de libération et à organiser la résistance. Grâce à elle, une armée nationale a pu être mise sur pied « pour sauver l'intégrité et l'indépendance de la patrie ». D'autre part, les deux congrès à l'échelle nationale, d'Erzerum et de Sivas, ont rendu possible la création d'une Grande Assemblée Nationale, en tant qu'organe exécutif permanent, dont la Commission représentative était présidée par Atatürk. Arrivé à ce tournant, Atatürk annonça un programme reposant sur des principes, dont il ne se sépara jamais, jusqu'à la fin de sa vie : « Pour que notre nation vive solide, heureuse et indépendante, il faut que l'Etat suive une politique entièrement nationale et que cette politique s'appuie sur un consentement mutuel. Quand je dis politique nationale, voici le sens que j'attribue à ce mot : travailler au bonheur et à la prospérité véritables du pays en s'appuyant à l'intérieur de nos frontières nationales sur nos propres forces ; ne pas occuper le peuple et ne pas lui nuire en l'engageant dans la poursuite d'ambitions démesurées. Attendre du monde civilisé un traitement civilisé et humain, et une amitié réciproque »⁶.

En accomplissant les premiers pas vers la République, Atatürk fut celui qui légiféra l'idée de nation (*millet*). Tout d'abord, en créant la Grande Assemblée Nationale (le 23 avril 1920) comme organe de la volonté nationale. Cette Assemblée devait accepter le 20 janvier 1921 la Constitution proposée par lui, avec ses trois articles essentiels formulés comme suit :

1) La souveraineté appartient à la nation sans condition ni restriction ; le système d'administration repose sur le principe que le peuple administre lui-même et effectivement son destin.

2) Le pouvoir exécutif et la compétence législative se manifestent et sont concentrés dans la Grande Assemblée Nationale qui est l'unique et le véritable représentant de la nation.

⁴ Atatürk, p. 52—53, 56—57.

⁵ *Ibidem*, p. 72.

⁶ *Ibidem*, p. 83.

3) L'Etat turc est administré par la Grande Assemblée et son gouvernement porte le titre de « Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale »⁷.

Avec quelques modifications, ce texte a été maintenu dans la Constitution de 1923, consacrant l'avènement de la nouvelle forme de gouvernement, la République.

En payant le prix du sang, le peuple turc devait mener à bonne fin sa guerre de libération et faire triompher la révolution, allait faire reconnaître la République sous la forme d'un Etat national moderne, indépendant et souverain. Et la conception kémaliste a eu un rôle dominant aussi bien dans l'éclosion d'une nouvelle mentalité, que dans le déroulement des événements. Atatürk a donné un contenu précis au nationalisme turc, en le liant à l'espace géographique de l'Anatolie et d'une part de la région thrace de la presqu'île des Balkans dans le voisinage d'Istanbul, régions passant pour avoir un massif peuplement turc⁸. Cette profession de foi s'est concrétisée sur le plan politique et militaire par l'ordre donné aux troupes de se replier de toutes les anciennes provinces de l'Empire ottoman, afin d'organiser la résistance contre l'invasion ennemie dans une aire ethno-géographique dominée par les Turcs. « Détachant comme esprit et aspiration sa nation du reste du monde islamique, il a renoncé aux tendances de l'expansion impérialiste, traditionnelle et multiséculaire de la conception d'Etat du sultanat et du califat d'autrefois. À part la limite ethnique du peuple turc, rien ne l'a intéressé de tout ce qui se passe dans les masses mahométanes — arabes, indiennes, persanes, indonésiennes et autres »⁹. De cette manière, Atatürk a pu réaliser un Etat homogène au point de vue ethnique, en excluant tout à fait de son gouvernement la conception théocratique, conservant à la religion sa fonction morale dans la vie du peuple.

Les victoires militaires obtenues sur tous les fronts du pays ont déterminé la victoire politique, représentée par l'armistice de Mudanya (le 11 octobre 1922), définitivement consacrée par le traité de Lausanne (le 24 juillet 1923) et qui reconnaissait l'indépendance et la souveraineté de la Turquie.

Au fur et à mesure des victoires militaires on passe à la traduction en faits des réformes révolutionnaires : abolissement du sultanat (1^{er} novembre 1922), fondation du Parti du Peuple (9 août 1923), proclamation de la République (29 octobre 1923) et la formation du premier cabinet de la République, abolissement du califat (1^{er} mars 1924).

Le processus révolutionnaire intervenu en Turquie s'inscrit dans la série des révolutions sociales qui marquèrent la transition de la féodalité au capitalisme. C'est pourquoi Atatürk a pris pour modèle la Révolution française (1789), tout en tenant compte dans l'élaboration du programme, ainsi que de la tactique et de la stratégie révolutionnaire, des réalités spécifiques de son pays dans l'ordre économique, social, politique et culturel — ce qui explique les particularités de la révolution turque. Le triomphe du capi talisme coïncide en Turquie avec l'introduction et l'application

⁷ *Ibi dem.*, p. 98.

⁸ A. Ghiață, *La personnalité de Kemal Atatürk et son œuvre politique dans la littérature roumaine* dans « Le Journal d'Orient », 10 Février 1970.

⁹ P. Ghiață, *Lupul cenușiu*, București, 1928, 1939, p. 202.

des réformes républicaines, entreprises au nom de la nation, réformes destinées à liquider les restes de féodalité de l'économie et notamment de la mentalité. Ce processus se déroulera progressivement dans le climat du développement de la démocratie bourgeoise qui donna cours aux progrès de l'économie et de la culture nationales. Et c'est en ce sens qu'Atatürk déclarait : « Après ce combat qui a duré trois ans et demi (mai 1919 — octobre 1922), nous continuerons notre lutte dans le domaine scientifique, dans le domaine de l'instruction et dans le domaine économique, et je suis sûr que là encore nous réussirons, nous serons des industriels, nous serons des artisans... »¹⁰.

Chez Atatürk la conception et l'acte se combinent pour constituer les repères du mûrissement de la conscience nationale du peuple turc. Le facteur économique tient le rôle principal dans la succession langue, nation, Etat national turc — fait saisi par le kémalisme. De là l'attention que son créateur accordait aux questions économiques déjà à l'époque de la guerre de libération, quand se posaient les problèmes de la reconstruction et de la protection économique¹¹. Par exemple, le programme économique de l'année 1922 tient compte de ce que les produits agricoles sont à la base de l'économie du pays et souligne la valorisation rationnelle des richesses du sol (avec un regard spécial pour les forêts) et du sous-sol ; il met l'accent sur le développement, grâce au capital interne, de l'industrie agraire et de l'industrie en général. Celle-ci avait grandement besoin d'un sang nouveau, étant de beaucoup dépassée par la concurrence européenne. Ce que Atatürk préconisait en fin de compte, c'était la totale indépendance financière de son pays. Dès ce moment-là se posait le problème d'une étatisation, dans la mesure du possible, des propriétés appartenant aux établissements religieux, de l'abolissement des capitulations. Atatürk proclamait que « la révolution populaire s'exprime par la notion de révolution économique »¹² ; les réussites économiques, il les considérait tout aussi importantes que les victoires militaires, car l'Etat national devait se fonder sur une forte économie en développant les forces productives du pays, afin de constituer un capital interne. Pour lui, l'économie nationale était un élément essentiel de la civilisation. Sa réforme agraire abolissait l'ancien système d'impôts, dotant de terres les paysans, mais prévoyant aussi leur instruction afin de les rendre à même de se servir des méthodes modernes de travail et d'un outillage spécialisé. L'étatisation de l'économie signifiait pour lui la création d'unités économiques gérées par l'Etat (dans les diverses branches de l'industrie, l'agriculture, les activités bancaires) et la mise en œuvre d'une suite de programmes de développement économique. Toutefois, il ne s'agissait pas d'une frontière rigide tracée entre l'activité économique de l'Etat et celle de caractère privée : c'était plutôt une coordination de ces deux genres d'activité ; la production et le commerce dans leur ensemble étaient contrôlés et normés par l'Etat dans l'intérêt du progrès économique de la nation. En même temps, il s'agissait aussi d'assurer des conditions d'égalité en ce qui concernait l'appréciation du travail accompli, de manière à favoriser un standard de civilisation plus élevé. Cette politique explique

¹⁰ Atatürk, p. 142.

¹¹ A. Afet Inan, *op. cit.*, p. 161—164.

¹² Atatürk, p. 210.

la prospérité économique des premières quinze années de l'histoire de la République.

Une attention toute particulière a été accordée par Atatürk au développement de la langue turque — élément sine qua non du développement de la nation. Il commence par réformer l'écriture, remplaçant l'alphabet arabe par l'alphabet latin (1928), encourageant ensuite la purification graduelle de la langue des arabismes et des persianismes. En 1932, il fonde la Société pour l'étude de la langue turque (Türk Dili Tetkik Cemiyetini) et organise un débat sur les sources de cette langue, ses rapports avec les autres langues, les modifications subies par elle depuis le tanzimat et les assises de son futur développement.

Selon une remarque d'Atatürk, la grande nation turque aura accompli « une juste révolution non seulement dans ses institutions, mais aussi dans ses conceptions »¹³, et cela dès le moment de sa rupture avec les anciennes institutions médiévales et les superstitions primitives. En effet, par « la conservation du patrimoine traditionnel », ce n'est pas l'idée de garder ce qui est périmé qu'il préconise, mais de préserver les véritables valeurs, les facteurs de civilisation et de progrès. Partant du fait que les ancêtres de cette nation ont fondé des civilisations avancées, situées dans différentes régions de la terre et épanouies à différentes époques, Atatürk fait confiance au dons civilisateurs de la nation turque et prétend que chaque génération a le devoir de continuer à son tour cette œuvre civilisatrice. Pour ce qui est de sa propre époque, Atatürk pensait que la nation turque se devait de lier ses destinées à la civilisation occidentale, dont elle s'était tenue éloignée au cours des derniers siècles, préconisant qu'il fallait « entrer dans la civilisation occidentale »¹⁴. Car, à son avis, devenir un peuple occidental ce n'était pas renoncer à sa propre identité nationale, mais tourner justement cette identité nationale turque dans le sens de la marche suivie par la civilisation contemporaine. Or, pour suivre ce courant, il était nécessaire — et c'est en ce sens qu'Atatürk s'est prononcé fermement — de séparer les affaires religieuses des affaires publiques, d'où la laïcisation de l'appareil administratif et de la justice, ce qui assurait la liberté de pensée dans la vie civile de la société turque moderne. En procédant de la sorte, il annonçait également que la République formera les nouvelles générations en cultivant l'idée nationale, autrement dit, que l'éducation renoncera aux anciennes voies de la tradition religieuse, afin d'ouvrir d'autres horizons au peuple.

Dans le sens de cette laïcisation, d'autres réformes ont été entreprises, qui entraînent à leur suite toute une série de transformations sociales et économiques. Toutes les sectes sont abolies, de même les rangs nobiliaires ; le costume même se modifie (1925), ainsi que le nom, le calendrier et le jour du repos hebdomadaire (1926) ; la femme reçoit des droits ; etc. Il est évident donc que lorsque Atatürk parlait de la civilisation vers laquelle son peuple devait se tourner, il avait en vue aussi bien les progrès technico-matériels, que ceux d'ordre moral et de la pensée, de la conception de la vie et de la société. Embrassant de son coup d'œil perçant le passé et le futur, il modifia aussi la conception de l'his-

¹³ *Ibidem*, p. 166.

¹⁴ *Ibidem*, p. 167.

toire et l'esprit même dans lequel il fallait concevoir le patrimoine historique du peuple turc¹⁵. Sa conviction, fondée sur la recherche historique et archéologique, était que le turcisme descend de cette civilisation et climat culturel propre aux Soumériens et aux Hittites, incitait Atatürk à tabler sur une telle ascendance pour conclure au bon accord entre la spiritualité turque et le monde occidental, dans tous ses domaines. Reconnaisant le rôle civilisateur des Seldjucides et des Ottomans, Atatürk souligne la nécessité d'enseigner dans les écoles l'histoire nationale des Turcs et de s'appliquer à préciser la place et le rôle des Turcs dans le contexte de l'histoire universelle. A cette fin, il a soutenu la fondation en 1931 de la Société Turque d'Histoire (Türk Tarih Kurumu) — c'est du reste à cette société qu'il a légué par testament tous ses biens. Toujours dans cet ordre d'idées, il a pris l'initiative d'organiser le premier Congrès d'histoire turque à Ankara, en 1932, car il affirmait que « écrire l'histoire c'est tout aussi important que de la forger »¹⁶, et comme condition essentielle de tout ouvrage scientifique, il mettait le document.

Le nationalisme kémaliste n'a rien à voir avec l'intolérance et l'agressivité ; il est toujours ouvert à la coopération compétente, admettant l'aide des moyens matériels étrangers, en préconisant, naturellement, la primauté des intérêts turcs dans toute entreprise de ce genre. Grâce à des réformes économiques graduellement sériees et intégrées à la mécanique républicaine dans un esprit fonctionnel, il est parvenu à introduire le nouvel Etat national turc dans le circuit bourgeois du monde capitaliste — une fois liquidée la féodalité économique, socio-politique et culturelle. Sur le plan de la politique étrangère¹⁷, Atatürk s'est efforcé et il a bien réussi à imposer le respect aux vainqueurs de la Première Guerre mondiale, et aussi à réaliser des ententes avec les pays du sud-est de l'Europe, l'Union Soviétique, l'Afghanistan, l'Iran. Comme pour ce qui est de la politique étrangère d'Atatürk les faits sont généralement connus et éloquents, il suffit de mentionner quelques moments essentiels de ses rapports avec les pays sud-est européens¹⁸.

Dès la conférence de Lausanne on a noté un rapprochement entre la Turquie et les nouveaux Etats nationaux des Balkans, ainsi que et surtout avec la Roumanie¹⁹, mouvement de rapprochement né de ce que la Turquie reconnaissait à ces Etats les frontières de 1918 et les traités sanctionnant ces frontières.

L'intérêt avec lequel l'opinion publique roumaine suivait la révolution turque se dégage notamment des articles périodiques du savant Nicolas Iorga dans sa gazette « Neamul Românesc », informant les lecteurs

¹⁵ E.Z. Karal, *op. cit.*, p. 174—177 ; P. Ghiață, *Atatürk*, București, 1975, p. 150—156 ; A. Afet Inan, *op. cit.*, p. 190—193.

¹⁶ E.Z. Karal, *op. cit.*, p. 176.

¹⁷ Y.H. Bayur, *Türkiye devletinin dış siyasası*, Ankara, 1973 ; S.R. Sonyel, *Türk kuruluş savaşı ve dış politika*, t. I, Ankara, 1973.

¹⁸ I. Oprea, *Nicolae Titulescu*, București, 1967 ; I. Popișteanu, *România și Antanta Balcanică*, București, 1968 ; V. Moisuc, *Diplomația României și problema apărării suveranității și independenței naționale a României*, București, 1971 ; E. Campus, *Înțelegerea balcanică*, București, 1972 ; Idem, *The Little Entente and the Balkan Alliance*, București, 1978 ; *Probleme de politică externă ale României*, t. I—II, București, 1975, 1977 ; etc.

¹⁹ M. N. Popa, *Poziția României față de Turcia în perioada conferinței de la Lausanne și în anii imediat următori*, dans « Analele Universității București », série de sciences sociales, histoire, XVII, 1968, p. 141—154.

sur la marche des événements et les commentant dans une perspective historique ; mais les autres gazettes roumaines s'en occupaient également (« Viitorul », « Dreptatea », etc.)

Lors du Premier Congrès international des étudiants européens tenu à Varsovie en 1921, Take Ionescu, à l'époque ministre des Affaires étrangères de Roumanie, inspirateur et fondateur de la Petite-Entente²⁰, sollicité par l'Union des étudiants roumains de leur donner quelques conseils concernant les rapports avec la jeunesse des autres pays, faisait la déclaration suivante à propos de la Turquie : « Mon attention est concentrée spécialement sur les événements se déroulant dans ce pays, qui, pendant cinq siècles, a exercé une grande influence dans le sud-est et le centre de l'Europe. Il se trouve maintenant en pleine révolution, cherchant — dirigée par le général-héros de la guerre Mustapha Kemal — son propre chemin pour se sauver du désastre où il s'était abîmé par la gaucherie politique du mouvement des Jeunes Turcs et la décadence du Sultanat dépassé par l'évolution des événements sur le plan national et international. Je dois vous avouer que j'ai entière confiance dans le génie militaire et politique de cette personnalité extraordinaire, qui s'appelle Mustapha Kemal. Pour le bonheur de cet admirable peuple turc, je suis convaincu que la révolution kémaliste va se finaliser par la complète victoire ; et nous devons — nous, les vieux dirigeants politiques, et vous, les jeunes — penser sérieusement à établir des liens d'amitié avec la nouvelle Turquie et tous les autres peuples balkaniques »²¹.

L'idée de consolider la sécurité balkanique prend de plus en plus corps vers la fin de l'an 1923, et dans l'intervalle 1925—1927, la Turquie ayant renoué les liens diplomatiques avec la Roumanie. Les ministres des affaires étrangères roumains — I.G. Duca d'abord, Ion Mitilineu ensuite — se sont montrés ouverts au projet d'un pacte balkanique proposé par la Turquie (qui avait lancé les idées d'un Locarno balkanique) et des « Balkans aux Balkaniques ». Lors de la crise déclenchée par le programme allemand d'hégémonie (« Mitteleuropa »), les jeunes pays sud-est européens se sont rapprochés encore plus : cinq conférences balkaniques ont été convoquées entre les mois d'octobre 1930 et mars 1934, durant lesquelles la Roumanie et la Turquie se sont trouvées sur les mêmes positions, tâchant de trouver les modalités et les intérêts communs susceptibles de rapprocher les six pays concernés. D'autre part, la Turquie poursuit son dessein de nouer des liens amicaux avec tous les pays voisins et dans ce contexte se place aussi la visite du roi Alexandre de Yougoslavie à Istanbul, en octobre 1933, de même, les entrevues du ministre des Affaires étrangères turc Tevfik Rüstü Aras avec I.P. Carp, ministre roumain accrédité à Ankara et avec Nicolas Titulesco, son homologue roumain, à Genève, au moment où se posait la question de la souveraineté turque sur les Détroits. Sur l'initiative de N. Titulesco, au mois de février 1934, était conclu le pacte de l'Entente balkanique, entre la Roumanie, la Turquie, la Yougoslavie et la Grèce. Ensuite, en 1935, la Roumanie et les autres pays balkaniques reconnais-

²⁰ C. Iordan-Sima, *La création de la Petite Entente dans la conception de la Roumanie : projet et réalisation*, dans « Revue des études sud-est européennes », 4, 1976, p. 665—679.

²¹ *Souvenirs* de Petre Ghiață (ms).

saient à la Turquie le droit de fortifier les Détroits²² ; une convention militaire a été signée entre la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie. C'est que, ainsi que l'affirmait N. Titulesco, la mer Noire et les Détroits importent tout particulièrement la Roumanie, ce qui faisait déclarer le ministre roumain que « tout ce qui touche à la sécurité de la Turquie touche également à la sécurité de la Roumanie ». Le peril nazi devenu plus pressant, des conventions militaires entre les pays balkaniques sont parachevées en 1936 et l'année suivante leurs chefs d'état-major se réunissent à Ankara. Ce climat de tension croissant détermine la rencontre en juin 1938 entre Atatürk et le roi Charles II de Roumanie, qui s'était rendu à Istanbul dans le but de trouver de concert avec le premier turc un moyen d'accord avec la Bulgarie. Suite à ces démarches, en juillet 1938, se conclut à Salonique l'accord entre la Bulgarie et l'Entente balkanique. Les pays concernés, appuyés sur les deux systèmes d'alliance représentés par la Petite-Entente (Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) et par l'Entente balkanique, ont tâché d'assurer la paix et la sécurité dans les Balkans ainsi qu'en Europe centrale, ce climat si nécessaire à leur développement normal, conformément à la sentence chère à Atatürk, grand politique et grand chef militaire, « paix dans le pays, paix dans le monde »²³. Réaliser un tel climat constituait une véritable réussite de la confiance mutuelle et de l'esprit de collaboration entre des pays de structures socio-économiques différentes.

La conception nationaliste du kéalisme s'est trouvée synthétisée dans les six principes figurant dans le programme du Parti Républicain Populaire (daté du 10—18 mai 1931) ; ils devaient être inclus dans la Constitution de 1937 et maintenus par celle de 1961. Voici les principes en question : républicanisme (*cumhuriyetçilik*), nationalisme (*milliyetçilik*), étatismisme (*devletçilik*), laïcisme (*laikçilik*) populisme (*halkçılık*) réformisme révolutionnaire (*ihtilâlçilik*). A part son caractère révolutionnaire et nationaliste, ce programme du kéalisme offre aussi un caractère républicain bourgeois, car il protège la propriété privée. Enfin, il prévoit que quels qu'en soient l'appartenance sociale et le statut économique de chaque citoyen, absolument tous ont le droit de voter (et c'est là le sens conféré au populisme).

La réussite du processus révolutionnaire et réformateur qui visait à transformer la Turquie féodale, impériale, en un Etat bourgeois, sous le signe d'un incessant progrès réclamait le support des masses populaires et c'est ce que le kéalisme a tâché de créer, en éveillant la conscience de ce peuple et la foi dans un idéal. Pour ce faire, une doctrine bien articulée était nécessaire ; elle devait y combiner l'idée nationale avec des solutions pratiques pour tous les domaines de l'activité sociale. Or, Atatürk a su donner un contenu précis au nationalisme turc et, en démarquant son aire géographique, il a donné à son peuple un Etat homogène.

Atatürk a actionné toujours au nom de la nation turque, ayant comme but la formation d'une république nationale, laïque, unitaire ; la guerre de libération qu'il a conduit a été, au fond, une lutte nationale.

²² I. Seftiuc, I. Cârțână, *România și problema strimtorilor*, București, 1974, p. 249, passim ; R. Deutsch, *Conferința de la Montreux*, București, 1975, passim.

²³ *Atatürk*, p. 222.

Le sultanat et le califat ont été abolis parce qu'ils freinaient le développement social et politique, pendant que la laïcisation a impulsé l'éclosion d'une nouvelle culture ; les nombreuses réformes ont offert un support solide à une économie qui s'est fondée sur la structure de l'activité économique bourgeoise ; la création d'un système d'éducation unitaire a favorisé la formation d'une mentalité nationale, ouverte aux acquis de la science de la nature et de la politique. Atatürk a accordé une attention accrue à la langue, en tenant compte du rôle qu'une langue riche et nuancée pouvait jouer dans l'évolution du sentiment national, et aux recherches historiques. C'est à l'historiographie qu'il convient d'éclairer, en partant des objectifs choisis par l'homme d'Etat et des buts qu'il a atteints, la conception kémaliste de la nation et de l'Etat national. C'est à elle de saisir les résultats d'ordre pratique de l'affirmation de la nation turque, à la lumière de la politique intérieure et étrangère d'Atatürk. Ce qu'on constate immédiatement, c'est le grand mérite de l'éminent homme d'Etat Atatürk qui a su découvrir les traits essentiels du caractère de ses compatriotes, sur lesquels on pouvait compter pour déclencher le processus révolutionnaire des réformes destinées à inclure la Turquie dans la civilisation mondiale contemporaine. Fondés sur le grand potentiel de travail de ce peuple, sur son esprit constructif, ses possibilités de renouveau et d'adaptation au progrès, sur le développement rapide de sa conscience nationale, les résultats des réformes radicales dont Atatürk a pris l'initiative ne pouvaient être que positifs, ouvrants de larges perspectives d'avenir. Les succès enregistrés à l'intérieur du pays, de même qu'à l'étranger ont validé les paroles d'Atatürk : « La République de Turquie connaîtra le bonheur, le succès et la victoire »²⁴.

²⁴ *Ibidem*, p. 161.

THE SOCIALIST MOVEMENT IN A DEVELOPING COUNTRY.
FROM THE HISTORY OF SOCIALIST IDEAS IN ROMANIA
(1905—1916)

A collection of Cristian Racovski's works has been recently published in Romania¹. He was born in 1873 at Cotel, today in Bulgaria², but his family lived at that time in the Gherengic village of Dobrudja and opted for the Romanian citizenship.

Racovski's contribution to the Romanian socialist journals can be traced as far back as 1897. Between 1897—1899, when in active service — as a physician in the Romanian army, he continued to militate in the socialist movement of Romania. Previously, as a student in Geneva, Berlin and Montpellier (1890—1897), he had carried out activity alongside other Romanian students in the socialist international movement of students. During his stay in the West, he maintained close ties with the socialist movement in Bulgaria whose representative at socialist international congresses he was. In the period 1901—1902 he settled in Russia, the native country of his first wife; after her death in 1902, he left for France. In the summer of 1904, he returned to Romania with the intention of staying for good. All over those years he carried on an activity in the socialist international movement; at the Amsterdam Congress of the Second International (1904) he was the representative of both the Bulgarian Social-Democratic Party (Tsjaks') and of the Serbian Social-Democratic Party.

On his return to Romania in 1904, he took part alongside the pleiad of militants such as Constantin Dobrogeanu-Gherea, Ion C. Frimu, Ștefan Gheorghiu, Alexandru Constantinescu, Mihail Gh. Bujor, Dimitrie Marinescu, Ecaterina Arbore and others, in the leadership of the socialist and trade-union movement in this country (1905—1916). During that period, he took part as a representative of the socialist movement of Romania, in various important international congresses, meetings and actions, published books and articles in several countries and became a well-known figure of the socialist international movement of the time. As early as 1907, he was a member of the Bureau of the Socialist International. He suffered arrest and expulsion for several times, and in May 1917, he was obliged under pressure of the authorities, to take refuge in Russia. There, after the socialist revolution he was entrusted high responsibilities in party and state organs. Later on, he belonged to the Trotskyist's fraction.

The collecting in one volume of the most representative writings from the period 1900—1916 of this well-known fighter of the Romanian and international labour movement, whose life prematurely and tragically ended in 1941 — following an unjust conviction and deportation — is worthy of the reader's attention. The selection of writings, the introductory study and notes, as well as the bibliography, bring into the attention of the contemporary reader, important aspects of the ideological, theoretical and political activity of "Doctor Rakovski" (as he was usually called); moreover, the researcher has the opportunity of investigating a

¹ The Institute for Historical and Socio-Political Studies under the Central Committee of the Romanian Communist Party. The Historical Library. Cristian Racovski, *Scrisori social-politice (1900—1916). Studii introductive, antologie, bibliografie și note de Ion Iacoș* (Socio-political writings (1900—1906). Introductory study, anthology, bibliography and notes by Ion Iacoș). Edit. politică, București, 1977. Further down we shall refer to this work in brackets.

² The biographic data are selected from the introductory study of the above-mentioned work, from the doctoral thesis of Francis Conte, *Cristian Racovski (1873—1941). Essai de biographie politique*, vol. I, Lille, Paris, 1975; from the annexed documents to C. Racovski's work *Din regimul arbitrarului și lașității (Contribuțiune la istoria oligarhiei române* (From the regime of arbitrary and cowardice. (Contribution to the history of Romanian oligarchy). București, 1909.

work which otherwise could only be found spread in journals and books nowadays rarely at one's hand.

The value of a book can be appreciated by the research it can release or support. The present article does not intend to be a book-review of the mentioned anthology; my intention is to approach with its help as well as with that of some Racovski's other works, not included in it because of the unavoidable lack of space, some aspects of the history of socialist thinking in Romania over the 1905—1916 period. I am starting from the idea that the activity of the militants of the working movement "should be estimated in keeping with the contribution and role they played in each period of their life, in each stage of the labour movement"³. The period of 1905—1916 is of outstanding importance both for the history of the Romanian labour movement and for Racovski's activity, and a special study of this period seems justified.

Of course, the conclusions to be drawn from Racovski's activity over the years 1905—1916 cannot be mechanically applied to his activity in a previous stage or in a later one. His theoretical and practical ideas should be judged in connection with the period in which they were formed.

In the ranks of the socialist circles, of the Socialist Union of Romania (founded in 1907) and of the Social-Democratic Party of Romania (refounded in 1910) Racovski played a significant role in the diffusion of Marxist ideas in Romania. In an époque in which the political life of this country could be branded by a superficial observer as unavoidably destined to the domination by the liberal and conservatory parties of the bourgeoisie and landlords, Racovski and his comrades were fighting for the development of a new party, a revolutionary party by its goal. We, the social-democrats — Racovski used to say "are a revolutionary party, still more... *we are the only revolutionary party*"... "the social-democrats, are revolutionists because we consider that setting free the working class from under the yoke of capitalist exploitation could be done only through nationalization of the productive means" (p. 209). The working class whose representative was the Social-Democratic Party has a national calling, because "while fighting for his class interests, it fights for the interests of the nation as a whole" (p. 183). Dwelling on the role of the social-democratic party, the author wrote: "The history knows but one means for the victory of a class over another class: *the political power*... He who cannot understand that the proletariat can win victory over bourgeoisie only when it succeeds in putting at the service of the social revolution the whole state machinery with its administration, parliament, justice, school and army, cannot understand the role of the social-democratic party"⁴.

The 1910 Program of the Social-Democratic Party of Romania — similarly to the 1893 Program — did not formulate the specific traits of the political power which was to ensure the passing to socialism. The works of C. Dobrogeanu-Gherea and Ion Nădejde, in the last two decades of the 19th century, had mentioned that that power should be the proletarian dictatorship.

In his works of the period 1910—1916, C. Racovski also speaks of the proletarian dictatorship (p. 17, 55). Outlining the contents of this notion, he wrote in 1907 that the socialism will bring eventually the cessation of the necessity of the state, preceded however by the building of the socialist society with the help of the state. "That period of organizing the socialist society represents what is called *the political dictatorship of the proletariat* at which should tend all its struggles" (p. 135). Racovski, without specifying the form the state should take over that period, considered — following Engels' ideas in his final years of life — that it should be a parliamentary democratic republic.

It is broadly known the way this question was dwelt upon in the theoretical works of Lenin and of other Marxists, in the documents of the communist parties of today. In this respect C. Racovski expresses the ideas spread in the labour movement of his time.

C. Racovski focussed his activity, not only on the dissemination of the general ideas of scientific socialism, but also on the research of the way and means for applying those ideas to the concrete conditions of Romania. One of the first questions facing the socialist movement in Romania at its beginnings, was the very reason of being of this movement, the prospects of the struggle for socialism in this country. Because, according to Marx and Engels' ideas, the possibility of transforming the society on socialist lines derived from the *objective*, material living conditions of men, from the evolution of capitalism contradictions which generate its

³ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste* (Romania on the road of completing socialist construction), vol. I, Edit. Politică, 1968, p. 337.

⁴ C. Racovski, *Pe două fronturi* (On two battle fronts), in "Viitorul Social", an III, no. 1, May 1916.

own "grave-digger" — the proletariat. In the period we talk about, Romania was an industrially underdeveloped country, its agriculture was characterized by strong feudal remnants.

The opponents of the labour movement upheld that in Romania, socialism was nothing but an "exotic" plant which could not strike roots in its soil. This stand was adopted in 1899 by the so-called "generous" from the leadership of the Social-Democratic Party, men who in their youth had contributed to the dissemination of scientific socialism in Romania. Overwhelmed by the difficulties of the struggle for socialism, they renegated their ideals and adhered to the Liberal Party and by that they disorganized for a period the Socialist Party.

In 1906, C. Stere published the journal "Viața Românească" ("Romanian Life"), thus asserting on the public arena the populist current. This was a left current which, emphasizing the agrarian character of Romania at that time, denied the development possibilities of a strong industry and proletariat as well as the necessity and justification of the socialist movement in this country. Racovski's analysis of the prospects of socialism in Romania should be understood in the framework of the prevailing ideas of that time in the socialist thinking, both Romanian and international.

As it is well known, analyzing the capitalist relations of the past century, Marx and Engels drew the conclusion that the socialism can be victorious only concomitantly in the most developed capitalist countries; they thought that the proletarian revolution would be victorious first in the Western countries. In 1893, Engels expressed the opinion that only France, Germany and Great Britain together could ensure the victory of the socialist revolution. "The exclusive French direction of the bourgeois revolution although unavoidable" . . . Engels wrote "has brought, as well known, Napoleon, conquests, the Holy Alliance invasion"⁵ (which restored the Bourbon monarchy in France). It is also true that in certain writings, some of which well-known to the Romanian socialists (to mention only Engels' 1888 letter addressed to them, published by "Contemporanul" and the Engels' introduction to the Russian edition of the Communist Manifesto, published by C. Racovski himself in the 1910 Romanian version of the *Manifesto*), F. Engels expressed the opinion that the signal for revolution in Europe could be given by a Russian revolution. Of course, Engels thought of a bourgeois-democratic revolution in Russia which was to overthrow Tsarism, this stronghold of the international reaction and such to facilitate the proletarian revolution in the western countries first.

Actually, the project of a revolution elaborated by Lenin and tabled by the Bolshevik delegation at the International Socialist Women Conference of March 1915 in Berne (published also in the journal "Viitorul Social" under C. Racovski's editorship) estimated that the world war opened a new era of the proletarian struggle "during which the proletariat will conquer socialism in the advanced countries and the democratic republic in the less developed states"⁶. As can be observed, that document published by the Romanian socialists shows that Lenin pointed then to the prospective victory of socialism in the advanced countries only.

Only in June 1915, Lenin formulated, for the first time in the history of Marxism, the thesis of the possibility of the socialist revolution victory in a single country. That thesis opened the way for elaborating the ideas concerning the victory of the socialism in a country or in a group of countries less developed from the capitalistic point of view.

The unanimously accepted thesis in the international socialist movement before 1915 relative to the victory of the socialist revolution first in the developed western capitalist countries could not but influence the estimation of the prospects of socialism in Romania. C. Dobrogeanu-Gherea considered that given the "intimate links" between the developed capitalist societies and the backward ones "when the capitalist advanced countries . . . would be transformed into socialist societies, then the semicapitalist, backward societies, which would have not developed as yet all necessary conditions for a socialist society as the first ones, would adopt, and be carried off too, the socialist way of organizing society"⁷.

The influence of the victorious socialism in the developed countries over the backward countries, was conceived by Dobrogeanu-Gherea not as violent interferences, but as a result of the economic-social, cultural and other relations generated by the living conditions of each society. The most part of Romania's inhabitants, Gherea considered, were interested in a socialist way of development⁸.

⁵ Friedrich Engels, Paul et Laura Lafarque *Correspondence*, tome III, 1891-1895, Paris, 1958, p. 293.

⁶ Lenin, *Opere complete* (Complete works), vol. 26, București, 1964, p. 307.

⁷ C. Dobrogeanu-Gherea, *Scrisori social-politice* (Socio-political writings), București, 1968, p. 258-259.

⁸ *Ibidem*, p. 268.

Cristian Racovski shared the idea of the simultaneous victory of socialism in several countries "not only because, given the expansion of the international trade relations, the building of socialism in a country alone would be impossible isolatedly from other countries, but also because not even the every-day struggle of the proletariat in a country for higher wages would be successful without the support of other countries' workers" (p. 123). He thought that because of the conditions of world economy, the effects of the victory of socialism and of "Western transformations", would influence the evolution of Romania in the same direction (p. 144), that "on the socialism success in the West depends the progress of socialism in Romania" (p. 272). C. Racovski's opinion concerning the international conditions of the fight for socialism specific of the stage of socialist thinking of the period was combined with the pointing of the fact that the single force able to bring about socialism victory in Romania was the revolutionary struggle of the Romanian people itself. "Even in the very day he wrote when in all countries the governments will be in socialists' hands, I believe you'll not find a single Romanian socialist who will wait the triumph of socialist ideas in Romania from foreign intervention. That would signify the introduction in Romania of a regime of military tyranny — what is absolutely contrary to the socialist spirit and program. *We are waiting for the victory of our ideas only through the struggles of the Romanian people itself*"⁹.

It is evident that C. Racovski's ideas were concordant with the opinion of Marxism founders. Thus, in 1882, Engels considered: "From the moment when Europe and North America will be reorganized (on socialist lines V.L.), they will be a powerful force and a convincing example to such an extent that the semicivilized countries will follow by themselves the road we have opened; the very economic necessities will push them along that road ... A thing is self-evident: the victorious proletariat might never make another foreign people happy by force without undermining in that way its own victory"¹⁰. Quoting these ideas Lenin wrote: "Engels formulates a single principle as undoubtedly unquestionable internationalist, which he applies to all 'foreign peoples'... to make them happy by force would mean undermining the very victory of the proletariat"¹¹.

Having in view to evince the factors which stimulated the socialist movement in Romania dr. Racovski showed that in this country the capitalism and its social antagonisms were in full forces of development. In order to estimate nowadays the contribution of Racovski to the elucidation of this process, it is necessary to compare it with Gherea's conception on the development of underdeveloped countries, a conception which strongly influenced the Romanian socialist movement.

Gherea upheld the idea that there is a law of the development of societies lagging behind from the capitalist point-of-view. According to it, their social life and evolution are necessarily determined by the developed countries' evolution, by the capitalist social system of those countries. Under the influence of capitalist countries, the backward countries would take over from developed countries firstly "the forms", the superstructure and only secondly "the content", the economic basis¹².

Without referring specifically to this point of view and without criticizing Gherea's conception, Racovski essentially moved off it, and expressed points of view outstripping it. Racovski, too, naturally, recorded the multilateral, specific development of the relations between the developed capitalist countries and the underdeveloped countries, but he emphasized the role of the internal forces in the evolution of modern Romania, and attributed to the inner social-economic basis the essential role in the development of the state and juridical superstructure. He was aware of course, of the possibility, for the backward countries, of using for their development the conquests of the industrially developed countries in the field of technology, sciences, social forms. However, he never missed to state: "No doubt, all those knowledge, inventions, forms of economic organizations, cannot be transposed and introduced like flower or corn seeds" (p. 150).

Referring specifically to the forms of the Romanian modern state, to the bourgeois-liberal institutions (considered by the Conservatives and Junimists as mere imitations of the Western forms, and by Gherea as resulting necessarily from the economic relations with the western capitalist countries *before* the emergence of an internal force serving as support to

⁹ C. Racovski, *Din regimul arbitrarului și lașității (Contribuțiune la istoria oligarhiei române)*, București, 1909, p. 111.

¹⁰ K. Marx, F. Engels, *Despre sistemul colonial al imperialismului* (On the colonial system of Imperialism), București, 1962, p. 316—317.

¹¹ V.I. Lenin, *Opere complete*, vol. 30, București, 1964, p. 51.

¹² C. Dobroeanu-Gherea, *Op. cit.*, p. 209, 257—258.

them) Racovski wrote in 1908; "With us, like in the West, the *bourgeoisie* has asked and the necessities have demanded both the Constitution and the Civil Code" (p. 151). His opinions in this respect have evolved at a certain extent, because he observed that the market production brought about conflicts in the ranks of the boyards (nobles), between the great boyards and the petty ones (p. 253). He reached the conclusion that in the building of the Romanian modern state, the leading role was played by the small boyards (gentry) rising from the ranks of tradesmen and leaseholders who allied themselves with the bourgeoisie¹³.

He rejected the idea of the absence of an internal basis for the modern institutions in Romania. He wrote: "The ruling classes of Romania have copied only those liberal institutions of Europe which could be of direct profit to them"¹⁴, and avoided to adopt those which were of no use for them. Recent Romanian historiography has confirmed the leading part the autochthonous bourgeoisie and small boyards played in the building of Modern Romania.

From the fact that the Romanian bourgeoisie was weaker than the western one during the bourgeois revolutions Racovski rightly concluded that the building of a new political regime would depend on the power balance between the classes engaged into the struggle, on the *ensemble* of political-economic conditions.

Racovski utilized that conclusion derived from Modern Romania's history, for outlining the strategy of the socialist movement of his time.

He was also well-aware of the influence exerted in the 19th century, by the industry of the developed capitalist countries in directing towards the market the production of the Eastern-European countries, in connecting the Romanian economy to the capitalist market. The development of the market production in Romania — according to Racovski — was however the result of the internal factors (of the expansion of the tilled area and intensification of peasants' labour in the case of agriculture). The development of market production brought about naturally the development of the capitalist relationships in the national economy and of the contradictions and inner forces which generate the labour movement and its struggle for socialism.

The development of capitalism in this country — dr. Racovski repeatedly emphasized — goes hand in hand with the development of the proletariat. His studies and articles quoted time and again the industrial statistics of the years 1902 and 1906 showing that Romania possessed already big industry and industrial proletariat (p. 156). According to Racovski's data, the industrial proletariat constituted in 1902—1906 approx. 3 per cent of the total number of the population (p. 145). To this 3 per cent one need not add the wage-earners in trade union and in agriculture (p. 167—168). They all represented the basis class of the socialist party.

In 1913, in the article bearing the significant headline *Mersul triumfal al capitalismului român* (The victorious march of the Romanian capitalism), Racovski, after citing the data on the 1910 investments published by the financial journals of the time, drew the conclusions: "the banking, industrial, trade, agricultural, transport and communication capitals — in one word, the capital under all its forms, — is growing and consolidating itself, penetrating all the fields of Romanian economic activity and bringing about the change of the life conditions of the whole people". (p. 200). The Romanian industrial proletariat in 1902 — Racovski stressed — related to the total number of the population, was in no way weaker or less concentrated than the proletariat in Prussia at the time when Marx and Engels wrote the Communist Manifesto (p. 145—146).

Against those opposing Romania's industrialization Racovski demonstrated the necessity and possibility of the industrial development. To the populists which stated that because of the absence of foreign markets a strong autochthonous industry can't develop, Racovski retorted; "the industry, by its very development, makes itself an ever larger room in the country's life, because it creates continuously new demands, and as such new outlets for its products" (p. 171). In this connection, Racovski envisaged the development of the machine-building industry (for industrial and agricultural needs) and generally of the industry producing means of production and of communication (p. 160, 171). He drew the conclusion that the socio-political requirements for Romania's industrialization "are not belonging to some wishful thinking, but to real possibilities which, earlier or later, will turn into facts . . . Under the aspect of its natural and climatic conditions, Romania is a most favourite state" (p. 176—177).

Racovski's stand for industrialization and for measures to be taken to this aim, differed from that of the partisans of industrialization from the ranks of bourgeoisie. For the

¹³ C. Racovski, *Sistemul electoral în România. Originea și istoricul* (The electoral system in Romania. Origin and history), București, 1914, p. 5 and sq.

¹⁴ *Ibidem*, p. 3.

bourgeoisie, industrialization meant the increase of the capital and profits. For socialists, industrialization meant the foundations of the premises for passing to socialism. Racovski suggested a combination of industrial development with the rising of working masses standard life and the enlargement of their political rights through the activity of labour organizations, the conquest of universal suffrage and a progressive labour, economic and financial legislation. Racovski continuously emphasized the importance of solving the agrarian question in Romania for improving the peasantry situation and for enlarging the home market of the industry.

In a period when the developing Romanian proletariat was small in number as compared with the peasantry, a reason for which various progressive movements (and before 1900 some socialists) could not understand the importance of this new rising class, Racovski enthusiastically demonstrated the role to be played by the proletariat in history. "I am sure that the proletariat is able both morally and theoretically to be the spokesman of the whole people, a historical and national mission he should be proud of, because it will make of him the main factor of the progress and civilization in this country" (p. 501). Racovski was one of the first researchers of the Romanian society who estimated that the proletariat became an independent social force, able of action.

Some of Racovski's opinions related to the circumstances favouring the struggle for socialism in the industrially underdeveloped countries are nowadays of great topical interest for the contemporary "third world".

Following the development of market production and the inclusion of Romania into the world capitalist market "we are involved into the tornado of world competition — noted Racovski — and compelled to bear all the consequences, it brings in all countries, inclusive those without an industry of their own proletarianization of the masses" (p. 143), the ruin and pauperization of small producers. Hence for the countries drawn into the capitalist world market, the only theoretical and practical solution against pauperization and proletarianization is socialism (p. 54). Referring to Romania which possessed already an industry, he considered that this solutions was made easier by a number of conditions.

To the populist leader Constantin Stere, the partisan of the idea that only the big industry could create the conditions for socialism, Racovski replied: "The socialism is the outcome of the capitalist evolution generally, not only of the big industry" (p. 142); socialism corresponds not only to the interests of the industrial proletariat, but also to the interests of the proletariat in the other branches of the economic activity, as well as of the small owners in the villages and towns in as much as their interests "are similar and go parallelly with the interests of the proletariat" (Ibidem). The capitalist development and especially the industrial one he continued is a requirement of the struggle for socialism. However, the degree of development necessary for the victory of this struggle is not automatically preestablished; it depends on numerous historical conditions. The instauration of the political power of the working class, like any political struggle, is a problem of power balance: "Doubtlessly, the starting point is the organized force of the proletariat, conscious of its aims", however, in a social war the success of that who attacks depends both on its own forces and also on the forces and positions of the opponents" (p. 155). According to Racovski, in Romania the bourgeoisie was much weaker than in the West and that could accelerate its overthrow. Racovski was the first to state that the fight of the proletariat in Romania was favoured by the territorial repartition of the national industry.

He drew the attention to the fact that territorially, the proletariat was strongly concentrated in some counties and towns more developed industrially (like Ilfov, Prahova, Neamț, Iași, Covurlui and Bacău counties) (p. 168—169).

In the revolutionary struggle — he observed — one has to take into account also "the historical conjuncture" by which "are to be understood all the conditions of political, economic and social order, favouring certain actions". (p. 155). The proletariat had such favourable historical circumstances in 1871 in France, in 1905 in Russia and in 1907 in Romania. In the same way as in France in 1789, the bourgeoisie did not wait to reach full economic power (acquired actually only a century later) and utilized the historical conjuncture for overthrowing the feudal order, the proletariat should not wait a long capitalist evolution which would industrialize and proletarianize everything before conquering the political power. "For their activity, the socialist parties should not consult statistics showing the number of enterprises with over 100 workers, but will consult their own boldness and ability and the historical circumstances" (p. 156).

The above ideas are remarkable for several merits. On the one hand, they stimulated the socialist movement in Romania and in other countries lagging behind industrially, freeing it from the passivist expectation of the outcome of the struggle in the advanced capitalist countries. These ideas included actually in embryo elements of the conclusions drawn by Lenin later on, on the ground of his analysis of the imperialist stage of capitalism, concerning

the possibility of socialist victory in countries less developed industrially but in which the link of the capitalist chain was weaker.

Conclusions in many respects similar to Racovski's ones, relative to the concentration of the Romanian proletariat in industrial centres and areas and to the weakness of the Romanian bourgeoisie as circumstances favouring the struggle for socialism in this country, are to be found later on in the documents of the Romanian Communist Party.

However, certain estimations made by Racovski or at least their wording, create the impression of facilitating the tendencies to subjective, voluntaristic estimations about the possibility of unleashing the socialist revolution (tendencies which became stronger in a later stage of his activity). On the other hand, Racovski could not, before 1917, pass beyond the idea that the socialist revolution could take place *first* only in the Western, developed from the capitalistic point-of-view countries. And this in spite of his emphasis on the possibility and the necessity of performing the socialist revolution in Romania and other underdeveloped countries, through the action of their inner forces.

In this latter question, his stand was connected with his opinion on the bourgeois-democratic revolution. Racovski observed the penetration of capitalism in agriculture. As early as August 1907, he noticed the penetration of the capitalist relations in agriculture only in the sphere of the agricultural products trade, and of the estate leasing¹⁵. In December 1907, he spoke of the introduction of agricultural machines as a feature of the Romanian large-scale agriculture (p. 137). In July 1908, he recorded the growth in the number of wage-earners in agriculture (p. 152), while in 1913, he was near the understanding of the concept of "the Prussian way" of the capitalist development of agriculture. "There are such countries like Romania and Prussia he remarked where the big rural landlord, still imbued with feudal ideas, is powerful; however, he is obliged to yield to the capitalist landowner who comes and introduces capitalism in agriculture"¹⁶. In the ranks of the peasantry there occurred a class differentiation, though incipient in his opinion¹⁷.

According to Racovski, the agrarian reforms envisaged by the Liberal Party were intended to support the penetration of capitalism on the big estates, somehow reduced, and the development of the peasant bourgeoisie (p. 152-153).

Being one of the first analysts of the Romanian social conditions who drew the attention to the capitalist relations in agriculture he also pointed out the persistence of the semifeudal estates and the peasantry's want of land, the semifeudal character of the system of Romanian sharecropping.

He was right in his estimation of the essential task facing Romania at the time — namely the completion of the bourgeois-democratic revolution. He stood for the support by the proletariat of the peasants' struggle against landlords and leaseholders. In Romania ... "the struggle of peasants is still in the historical stage which France knew in 1789 and Transylvania in 1848. The capitalist development in villages will display its force only after the full transformation of the de facto corvée system — that is of the mediaeval system which is still existing in our villages — into a bourgeois regime. The Romanian peasantry is carrying on a revolutionary struggle, and not only because of the means it used the previous spring-time (Racovski hinted to the 1907 peasants' revolt — author's note) but because of the goal it has in view: the overthrow of a worn out class which should not find a place in the bourgeois society. Hence, the economic and political interest of the socialist proletariat of offering its total support to the peasantry" (p. 138).

Along this line of thought, Racovski's solution for the agrarian question became more radical. In 1906, in the unsigned booklet manifest entitled "Forty years of poverty, slavery and disgrace" he limited himself to requesting the regulation and limitation of the agrarian rent, paid by the peasant to the landlord. In 1914 he demanded the expropriation of the estates, supported the inclusion of this provision into the program of the Social Democratic Party, and would have accepted even the total confiscation of estates (p. 224). Over the years 1913-1914, he stood for the extending of the Social Democratic Party's activity in the countryside. (In the previous years he had considered it as being beyond the possibilities of that party).

¹⁵ C. Racovski, *Chestia agrară. Probleme și soluții* (The agrarian question. Problems and solutions), in "Viitorul Social", an I, no. 1, August 1907, p. 32.

¹⁶ Introduction by C. Racovski to the Romanian 1913 version of the *Communist Manifesto* by K. Marx and F. Engels.

¹⁷ C. Racovski, *Reformele* (The reforms) in "Viitorul Social", an I, no. 4, November 1907, p. 347.

In the framework of the bourgeois-democratic transformations, he requested the abolishment of the old electoral system (which reserved the great majority of parliamentary seats for the landlords and wealthy townsmen), the banishing of the police and administration arbitrary, the general suffrage and the proclamation of the republic, the strict observance of democratic freedoms. He supported consistently the legislation and observance of the perfect equality in rights of the national minorities co-inhabiting in Romania at that time—Jews, Bulgarians and others (p. 225).

The parties of the ruling classes (the Liberal, Conservative, Conservative-Democratic parties) were not interested, Racovski estimated, in the implementation of radical bourgeois-democratic reforms. The only really interested party in carrying out such transformations was the Social-Democratic Party. The way was the obtaining of the general suffrage. The Socialist Party should in Racovski's opinion rise to struggle the workers, peasants and all the democratic strata of the people and organize various mass-actions inclusive general strikes with the aim of imposing the general suffrage. The general suffrage would make possible the enacting of the laws for the complete expropriation of the big estates, for the improvement of the labour conditions and wages and democratic transformations.

In our author's view, however, the struggle of the Socialist Party on the line of making bourgeois-democratic changes could not lead to the instauration of a government to which the Socialist Party would take place.

Referring to the possibility of the emergence of a bourgeois or peasant democratic party, which would carry out the overthrow of landlords, would introduce general suffrage and the other democratic transformations required by the country's progress, he wrote: "A really democratic party — I do not refer to the Socialist Party which can only support such a reformist action but cannot be its author — would nowhere meet obstacles more easily to vanquish than in Romania whose ruling classes have no roots in the people"¹⁸. In other words, the socialist party's role was only of raising the masses for the struggle and of backing the other democratic parties in carrying out the bourgeois-democratic transformations; in keeping with its socialist goals, the Socialist Party could not be the author of such transformations, i.e. he could not take part in the government which would carry them through. As a matter of fact, Racovski's opinion, on the inevitability, even in the 20th century, of the bourgeoisie's hegemony in the bourgeois-democratic revolution, was reflected in his view that in Russia the taking over of the power by the Cadet bourgeois party was unavoidable (p. 82). His writings suggest the conclusion that in Romania, after the abolition of the feudal remnants, it was to follow a historical period in which the capitalist development in agriculture will fully manifest itself, the great capitalist farms employing hundreds of wage-earners will predominate and thus only then the socialist transformations will become possible¹⁹.

As well known, the strategy of the completion of the bourgeois-democratic revolution in Romania under the hegemony of the proletariat and the instauration of the proletariat and peasantry power as a prerequisite for the uninterrupted passing to the socialist revolution, has been elaborated in a later historical stage by the Romanian Communist Party.

For Romania, like for other small developing countries, the national unification was a vital question. The safeguarding of the Romanian state in its frontiers from the first decade of the 20th century, meant the very premise for the completion of the national unification. Racovski was a firm partisan of the defence of the then existing Romanian frontiers. "In keeping with my whole activity as a socialist and a Dobruđa inhabitant he emphasized in 1909

¹⁸ Idem, p. 348 (underlined by V.I.).

¹⁹ In "România Muncitoare" of December 31, 1910, in the article "Bilanțul reformelor agrare" (A balance-sheet of the agrarian reforms), C. Racovski wrote that as much as the remnants of the corvée in agriculture will be lasting, masking for the peasants their dependence upon the laws of capitalist production, a broad and lasting collaboration between workers and peasants would not exist. If "all big estates had passed into the peasant hands, this would have not only destroyed the political power of the old and new boyard-class thus opening a broad road for the political democracy, but it would have opened, too, in the villages the road for capitalist evolution and of modernizing of agriculture. The unavoidable reconcentration of the land which will follow in the country, will have also another significance and fruitful consequences". In the election manifesto of the Social-Democratic Party, published by "România Muncitoare" in May 18, 1914, most probably the work of C. Racovski who candidate for that party, it was stated the idea that when the agricultural machines will be generalized, and the big estates will turn into plants with hundreds of workers, "in that moment the agrarian question will be fully similar with the industrial question, and they both will be ready to be solved for ever by the socialist society".

I have declared that those who would tend of detaching Dobrudja from Romania and attaching it to Bulgaria, would perpetrate a crime against both the Romanian and the Bulgarian peoples' interests. In its majority the population of the Dobrudja is Romanian; the historical right set forth by the Bulgarian nationalists is hardly convincing"²⁰.

As the nephew of Sava Racovski, the great democratic fighter for Bulgaria's renaissance, he took care to emphasize in 1909, that the actual conditions "make the Bulgarians in Dobrudja take the stand for the preservation of the present state of things"²¹, i.e. to belong to Romania.

Racovski expressed in warm words the socialist movement attachment for the cause of Romania's national unification. "No one could be more against oppression of any kind, the foreign oppression included, than the socialists. We fully recognize that the unification of all the people speaking the same mother tongue is a right and a historical requirement" (p. 245). "The national unification is a socialist ideal as well"²². The national feelings will persist a whole historical period (p. 30). The small national states of the South-East Europe were formed during the struggle of the bourgeoisie against feudalism (p. 253), in other words in the process of the bourgeois revolution. However, the nationalism justified in a given historical period, could not save the peoples and it will undergo a period of decay"²³.

He considered that the cause of the Romanians from the Romanian provinces under foreign yoke should be taken away from the hands of Romanian oligarchy, stained with blood.²⁴ For this, underestimation of the national wars in capitalism which Racovski, alongside other socialists in Romania and abroad, theorized, could not but be harmful. Instead, it should be necessary a multilateral strategy of the completion of the bourgeois-democratic revolution, including the completion of the national unification under the proletariat leadership. Such a strategy was actually elaborated by the workers' movement in Romania only later on.

It is not less true that as early as the period we are discussing, the socialist movement in Romania oriented oneself on a new way of fighting for the national ideal, by connecting the cause of the national unification with the cause of the solidarity of international working masses, the cause of democracy and socialist revolution. "For us, the effective means for realizing the national ideal is the democratic and simultaneous development of all European states... The guaranty of peoples' freedom is the political and social programme. The full success of democracy and of the proletariat in neighbouring countries will bring about the political and cultural unification of the Romanian nation, too"²⁵. In order to defend the independence of the small south-eastern European nations, lagging behind from the capitalist development point-of-view, against the expansive tendencies of the big imperialist powers, "the proletariat in the Balkan countries should impose upon the bourgeoisie — in Racovski's opinion — the organization of the Balkan Federation" (p. 257). Of course, the slogan of a Federative Republic in the Balkans was unrealistic, and as such rejected by the history. However, the idea of the alliance and friendship of the Balkan states in their common struggle for safeguarding national independence, and peace, against imperialist intrigues and against chauvinism, was quite justified.

The question of the course to be taken for completing the process of national unification became especially acute after the breaking of the first World War. As it is well-known, in the years 1914-1916 the working movement unfolded a large struggle for the neutrality of Romania. In the framework of this policy, C. Racovski disclosed the annexistic goals of the imperialist powers of both belligerent sides; he brought in support of Romania's neutrality strong arguments he drew from the attitude of the great powers toward small nations. He wrote: "What we are asserting now and we have always asserted, is that the small nations who entrust their fate in the hands of the great powers are doomed. Their success of today is the price they will pay for their defeating and partition of tomorrow". (p. 264). Racovski revealed the peril of an understanding between the Tzarist Russia, Germany and Austria-Hungary for the partition of the Balkans and of Romania (it is known that after Romania's entering into the war, the Entente powers have carried such secret negotiations with the Central powers); he warned against the possibility for Romania, even victorious, to lose territories, as this had happened in the past, too. He demonstrated the ill-fated consequences, for the small

²⁰ C. Racovski, *Din regimul arbitrarului și lașitățit...*, p. 190, 192.

²¹ *Ibidem*, p. 192.

²² C. Racovski, *Social-democrația și politica noastră externă* (Social-democracy and our foreign policy), București, 1913, p. 8.

²³ *Ibidem*, p. 12.

²⁴ *Jos războiului* (Down with the war), București, 1915, p. 25.

²⁵ C. Racovski, *Social-democrația și politica noastră externă...* p. 8.

countries of the Balkans, of the imperialist policy of Tzarist Russia, Germany, Austria-Hungary of expansion to the Bosphorus and the Aegean Sea. Racovski was against any alliance with the great powers' coalitions groupings. He wrote: "The national unification which, we, the socialists wish to get is different from the one the bourgeoisie is wishing, both in its form and means of acquiring it" . . . "The means of the oppressed classes is the fight organized by the Social-Democratic Party, the struggle which uses meetings and parliamentary elections, strikes and, when circumstances are demanding, the violent revolution" (p. 246 247).

The first World War constituted a cross-road in the development of the world working movement. In the first weeks of the conflagration, still undecided to recognize the failure of the Second Internationale, Racovski had a contradictory position. He agreed with the stand of both the social-democratic parties and groups which rose against the war, and those which had chosen to collaborate openly with their governments in the imperialist war.

However, he came back to the line he had opened as far back as 1904, of criticism of the rightists trends, openly revisionist and opportunistic, from the working movement.

During 1914-1916²⁶, he criticized the social-democratic leaders of the belligerent countries who had proclaimed the policy of the "class collaboration" ("civil peace", "sacred union") and who tried to justify the imperialist war waged by their "own government". He advocated a stand against the annexionistic policy, for abolishment of the war through revolution, the idea of utilizing the crisis generated by the war for the struggle against capitalism.

During the debates in the period August 1914 - August 1916 over the tasks of the socialist parties of the belligerent countries, C. Racovski recommended actions for the immediate conclusion of a peace without annexions, without, however, raising the question of organizing the revolution *during the war*. Starting from that stand, he was one of the organizers of the Zimmerwald Conference, which was considered by Lenin as "a step forward" in the fight against social-chauvinism, in spite of the fact that most of the participants were centrists. In the 1915-1916 period, dr. Racovski was not a partisan of the "Zimmerwald left" either, a current asking openly (like some Romanian socialist militants, too) the preparation of the unleashing of the revolution during the war. He tried to find a compromise between the Zimmerwald left and the centrists through concessions in favour of the latter. By the end of 1917, he adhered to the Zimmerwald left and later on, to the October Revolution, and as such to the stand for transforming the imperialist war into civil war.

He signed, on behalf of the "Balkan Revolutionary Federation", the call for convening the Congress for the founding of the 3rd Internationale²⁷ in whose proceedings he participated²⁸.

Over the whole period under study - 1905-1916 - C. Racovski was active in establishing the objectives of the working movement in Romania and also of the means of reaching those objectives. In the Romanian working movement, in his writings and speeches, he recognized, in principle, the justification of all means which could speed up the revolutionary aims of the Social-Democrats. The concrete tactics, however, stated Racovski, could be chosen depending on the given circumstances in continuous change. Any means which in a given revolutionary condition could draw nearer the social revolution, are revolutionary means, be them peaceful or violent (p. 194). As concern the revolutionary means, he considered that "no norm is fixed for ever. Where the working class has enough rights, it is legalistic, where it lacks rights, it is fatally extralegalistic. . . . It is impossible to foresee which means the proletariat will resort to in the day of the revolution" (p. 195).

During the activity as a journalist and socialist militant, Racovski recommended, according to the circumstances, such methods of the mass struggle as: meetings, strikes (including general strikes), press campaigns, election campaigns.

²⁶ C. Racovski's stand in that period is reflected by the materials he published in foreign languages, such as: Ch. Dumas, C. Racovski, *Les socialistes et la guerre. Discussion entre socialistes français et socialistes roumains* București, 1915, and C. Racovski, *Das Wiedererwachen der Internationale. Rede gehalten am Internationalen Massenmeeting vom 8 Februar 1916 in Volkshaus in Bern*, Bern, 1916. In letters to his friends Lenin criticized the stand taken by C. Racovski in the first booklet (V.I. Lenin, *Opere complete*, vol. 49, București, Editura Politică, p. 28). In April 11, 1917, however, the bolshevik, "Pravda" published a letter by I. Dicescu-Dic, former editor of "Lupta", the central organ of the S.D. Party, which stated that "in the day of the outbreak of the war, (of the Romania's entry in the war V.I.), Racovski was arrested while leaving the anti-militarist meeting". The article characterized Racovski as "the most prominent personality of the Romanian proletariat".

²⁷ "Pravda", January 24, 1919.

²⁸ "Die Kommunistische Internationale", 1919, no. 1, p. 7.

He admitted in principle the necessity under certain circumstances, of the insurrection, of the violent revolution (p. 247). He thought that the proletariat is entitled to resort to violent means whether, in the moment the Socialist Party conquered the parliamentary majority, the bourgeoisie resorts to coup d'état and dissolves the Parliament in order to stop the social transformations by legal means. "It is today a common sense conclusion recognized by any professor of constitutional law that, when a government infringes the constitutional pact with the people, the insurrection becomes for the latter a sacred duty"²⁹.

In the resolution on tactics proposed by C. Racovski at the 1912 Congress of the Social-Democratic Party (and endorsed by the Congress), in which various means of struggle were indicated, from strike to general suffrage, it was stated: "Whether one day the violent revolution could appear as a means of struggle, it cannot be but the spontaneous revolution not of a handful of persons but of a whole people prevented from defending its interests by legal means".

He conceived the insurrection as a *mass action*, resorted to only under the condition of a people being deprived of legal means. A remark is nevertheless, necessary. As Racovski himself shows in an article published in 1924, he admitted only a *spontaneous* insurrection of masses, the socialist party not assuming under any condition the *previous preparation* for the insurrection³⁰.

He considered the great peasant revolt of 1907 in Romania as inopportune while considering the general suffrage as the best way in conquering the peasants' goals³¹. He opposed the manifesto published in 1907 by M. Gh. Bujor in the paper "România Muncitoare"³² asking the soldiers to unite when possible and necessary — with the revolted peasants against the ruling classes. In 1914, he considered that a new peasant revolt will not be defeated and will impose the liquidation of the big estates³³. Accepting theoretically that the choice of peaceful or violent means, legal or extra legal ways depended on circumstances, dr. Racovski as stated by one of his fellows belonged to the ranks of those socialist militants who in their practical activity, while granting the general suffrage a great importance, were actually inclined to overestimate it. He considered the general suffrage a kind of general remedy for all the evils of the Romanian society. This opinion "could be overcome only in the later stages of its evolution"³⁴.

As a matter of fact, in 1917, C. Racovski reached different conclusions concerning the working movement tactics. He agreed with the extra-legal activity carried on by social-democratic activists who were prevented by the government from legal activity. He also declared himself in favour of the necessity for the proletariat party to prepare the insurrection under certain historical circumstances.

It is well known that in different socialist countries the peaceful and violent forms of the revolutionary struggle have variously combined, in keeping with the concrete conditions in each separate country. It is also known, that the communist parties in the advanced capitalist countries estimate today, that in our époque the transition to socialism can be realized there through peaceful means. As Racovski understood, it is not possible to absolutize the concrete forms of the revolution for all periods and countries.

C. Racovski's intense theoretical and practical activity over the period 1905–1916, could not avoid mistakes and inconsistencies, some of them recognized later by himself. He cannot be deprived, however, of the great merit of being one of the most important spokesmen of the Romanian working movement of the period, a movement which without being depressed by the economic-social backwardness of this country, dared to draw up the perspective of the building of a new social order in Romania.

Vasile Liveanu

²⁹ C. Racovski, *Ce stntem și ce nu stntem* (What we are and what we are not) in "Viitorul Social", an I, no. 3, October 3, 1907, p. 247.

³⁰ Quoted by J. Comte, *op. cit.*, p.

³¹ C. Racovski, *Ce stntem și ce nu stntem*, in "Viitorul Social", an I, no. 3, October 1907, p. 237–238; *idem*, *Votul obșteșc* (General suffrage) in *Calendarul muncii*, 1909, p. 27–28; *idem*, *Cui au folosit răscoalele* (For whom the revolts were of use) in *Calendarul muncii*, 1910, p. 60.

³² C. Racovski, *Ce stntem și ce nu stntem* . . . , p. 248–249.

³³ C. Racovski, *Pentru Republica Federativă Balcanică. Pentru votul universal, exproprierea totală, republică democratică*, (For the Federative Balkanic Republic. For the universal suffrage, total expropriation, democratic republic), București, 1914, p. 14–15.

³⁴ Gh. Cristescu, *Amintiri despre dr. C. Racovski* (Recollections on dr. C. Racovski) in "Anale de istorie", 1972, no. 1, p. 102.

THE FIRST ROMANIAN ENCYCLOPAEDIA AND ITS SOURCES

Alexandru Gavra, a personality considered until recently contradictorily, contested and appreciated with equal fervour, is one of the most prominent figures of Romanian culture in Transylvania in the second quarter of the 19th century. It is, however, not our purpose to re open the dispute which was perpetuated for over a century — concerning the way he had started the publication of Şincai's Chronicle, in order to come, together with professor I. Pervain to the conclusion, that "In Gavra's edition the qualities definitely surpass the shortcomings, disputable being only the conditions imposed on the subscribers (anticipatory subscribers)¹. Mention must be made of the fact that the publication of this "masterpiece of historical condition" had a capital importance in that time and Mihail Kogălniceanu wrote: "There are thousands of more unknown documents; and I don't hesitate to affirm that as long as this Chronicle remains unpublished, the Romanians won't have a history"². Neither shall we dwell on Gavra's contribution to play-writing although his five-act drama "The Şincai-Klein Monument", published in 1845 in Budapest, though clumsy and not spectacular, marks the beginning of the theatre as a political and national manifesto in this country. It was again Gavra who made efforts to set up a "Bibliographical Society" (1833), with a vast publishing programme of works of national importance, preserved now as manuscripts, and the "Romanian Athenaeum" (1835), a review open to the contribution of Romanians from everywhere³.

The facts which have been briefly mentioned so far offer, however, an image of the multiple levels along which his activity unfolds itself, aimed at the emancipation by means of culture, of his conationals, the defence of the specific, and the consolidation of the sentiment of national unity of all Romanians in a climate of continuous worsening of their political and social situation under the Habsburg empire around the year 1848. In the perspective of a new estimation demanded by the passage of time, the most important and until recently the most neglected side of Gavra's activity is, as it seems, the printing of the first Encyclopedic Lexicon in Romanian.

It is in fact a lexicon of the history of mythologies and religions, destined "to bring about an understanding of the histories and wordly old and new books", the full title of it being: "Historical and religious conversation lexicon, dealing with the religious teachings of the pagans, the Jews, the worship of God, ceremonies, customs, places, persons, letters as well as their fortunes from the beginning of the world to our days. Collected from Broughton, Samuel Mindszenti, but also from other momentous authors, to the good of the Church of the East by Alexandru Gavra, professor at the Royal Pedagogical Institute in Arad and assessor to several enlightened Hungarian counties and destined for Romanians with a few statistic-historical additions in conformity with the nature of the Romanian language so as to make them understand the histories and wordly books, old and new, drawn up and written in Arad, volume 1, A B, printed in Buda in the Royal Printing House of the Hungarian University, 1947 *.

¹ *Odyssey of Professor Alexandru Gavra's edition from "The Chronicle"*, in vol. "Studii de literatură română", Cluj, Edit. Dacia, 1971, pp. 237—272.

² Gheorghe Şincai, in "Arhiva românească", t. I, ed. II, p. 4.

³ See I. Pervain, mentioned work, pp. 237—272, the chapter: *Alexandru Gavra, Intemeietor al "Societății Bibliograficești" (1833) și al revistei "Ateneul românesc" (1835)*, resuming data published in "Studia Universitatis Babeş-Bolyai", Series Philologia, 1968, fasc. 1, pp. 3—30, as well as Carl Gölner, *Alexandru Gavras Versuch im Jahr 1833 eine "Rumänischen Bibliothek" zu gründen*, in "Revue Roumaine d'Histoire", 1971, no. 1, pp. 141—145.

Published in Cyrillic characters and unequivocally mentioning on the title page "Drawn from Broughton and Samuel Mindszenti, but also from other momentous writers...". The *Lexicon* was invariably considered a simple compilation of translations and treated as such. It was only in 1967 that two researchers from Cluj, Mircea Borecilă and Virgil Bulat⁴ undertook a careful examination of the contents of the *Lexicon*, comparing it at the same time with the principal source used by Gavra—Mindszenti's Hungarian translation of the Englishman Broughton's book⁵.

The results are significant. Of the 456 articles (515 altogether of which 59 are references to articles in the previous volumes), 411 are taken from Mindszenti's translation, 1 from the Hungarian lexicon *Esmeretek: Tára* (published in 1831 in Budapest), 11 articles being the original contribution of Alexandru Gavra. These 11 very extensive articles cover a quarter of the total volume of information displaying in 101 pages of the 431, the *Lexicon* data referring to the history of the Romanians, to the principal moments in the evolution of the Romanian religious and cultural life, to the socio-political and economic situation of the Romanians of Transylvania, occupied by the Austrian Empire, etc. To elaborate these articles Gavra had used historical and philosophical texts of reference (Samuil Micu, Gheorghe Șineai, Supplex Libellus Valachorum, etc.), Hungarian official statistics, data collected by himself or the narration of events he had participated in. "Mainly by using a lexicon which enjoyed worldwide fame for the material referring to the universal history of religions, the valuable contribution of the Transylvanian scholar consists in his inserting extensively in this context elements of Romanian socio-political and spiritual life (101 of the 431 pages of the *Lexicon*, representing more than one quarter of the total volume of information"⁶.

But why does not Gavra, in his attempt to introduce in a universal context of values data regarding the Romanians, take as model other lexicons of the time, Austrian or German ones? His preference goes to Mindszenti's translation from Broughton, because, first of all, he is impressed by the high level of the standards which underlay its elaboration (he adopts wholly the complex references found in the footnotes of every article, bringing in occasionally his personal supplementation).

We consider, however, that the intrinsic objectivity of the context, the non-Catholic vision of the text chosen as model had played an important role in Gavra's choice. Gavra himself being an orthodox, it was only natural for him to be attracted by Mindszenti's book. We think it is time to introduce a short bio-bibliographical account of the latter which explains Gavra's preference for Broughton's lexicon.

Samuel Mindszenti (1751–1806) descended from a protestant family and studied theology first at Debrecen, then in Switzerland. On his return to Hungary he became a protestant clergyman carrying on a rich activity within "the Scientific Society of Komárom" (Komáromi Tudós Társaság), together with his close friend Péczely József, who had studied in Germany, Holland and Switzerland and who had a good command of the English language (he had translated Young's *Nights*, 1787, Hervey's *Elegies and Meditations* and a *Theology of the Holy Scripture* (A szentírás teológiája, 1792–1793 in 2 volumes). As to Mindszenti, he translated and published between 1792 and 1793 *Broughton's Lexicon* in 3 volumes, followed by the *Historical Dictionary of Abbot Iadvocat* (*Iadvocat apátumak históriai dictionaryja*) in 8 volumes published at Komárom between 1795 and 1809⁷.

His first closer contact with English culture and English writings took most likely place during his stay in Switzerland. It is here that he must have got acquainted with the *Lexicon* that we are particularly interested in, the *Historical and Sacred Library or Dictionary of All Religions* published at Cambridge in 1756 in two volumes in folio. Its author, the anglican clergyman Thomas Broughton (1701–1774), historian, man of letters and philosopher, was a man of vast culture. He moreover had a solid lexicographical experience, being the author

⁴ *Prima lexicon enciclopedic românesc*, in "Tribuna", 1967, no. 16, p. 6.

⁵ The full title of the Hungarian version which, *mutatis mutandis*, was adopted by Gavra's *Lexicon* is: *Broughtonnak a religiőről való historiai lexiconja, a melyen a világ kezdetétől fogva a mai időkig a pagányoknak, zsidóknak keresztyéneknek, mahammedatudományok, istentiszteletek, ceremóniáik, szokásai, helyeik, személyeik, írásaik, azoknak történeteikkel együttl. a legjobb.*

⁶ Mircea Borecilă, Virgil Bulat, *Alexandru Gavra lexicograf*, "Limba română", XX, 1971, no. 5, pp. 503–513.

⁷ Data referring to the lexicographical activity of Samuel Mindszenti and József Péczely and to their activity as teachers, apud *Magyar Eletrajzlexicon*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1969, tome II, pp. 219–220 and *Magyar Irodalmi Lexicon*, Budapest, Akadémiai Kiadó, tome II, pp. 251 and 459–460.

of numerous articles in those two English works of capital importance and encyclopaedic character *Historical dictionary* and *Bibliographia Britannica*. The fact that besides other works with theological profile (*Christianity distinct from the religion of nature*, for instance), or works of erudition (the editing of Demosthenes), Thomas Broughton wrote librettos for Haendel's oratorios and even composed a musical drama, *Hercules*, shows him a man of taste and of a specific sensibility, qualities which are reflected in the syntax of the *Lexicon* translated by Mindszenti.

The specifications contained on page 15 of the preface to the Hungarian version attest its exactness to the English text. Mindszenti feels compelled to give detailed explanations for all the (insignificant) deviations from the original in the order of the entries, where there is no identity of names, in the omission of a problem noteworthy for the English only, or of some short fragments translated by Milton, Pope, Dryden, from Greek or Latin poets (Mindszenti would rather turn to the originals, and that is what Gavra did in his turn, too) translating, however, into Hungarian the exemplifications from the works of English poets for instance, Milton; finally he introduced only a few new articles or additional data to some he uses. All these details denote not only the effort to convince the reader of the exactitude of the Hungarian version, but first of all, the scientific integrity which prevails all through his work.

As far as Alexandru Gavra is concerned, he translated word by word the Hungarian text, or, more precisely, he improved, as it results from his preface, the translations made by Antonie Muntian and Vasile Olar (p. XI.V and XI.VI) adding to Broughton's text his own articles. In rendering these articles his concern for exactitude goes so far that the periphrastic explanation of some terms of the text is placed with asterisk at the bottom of the page, not forgetting to point out any other personal contribution.

The role Alexandru Gavra played during the Revolution of 1848 (he was commissar for culture of the revolutionary government) is probably the reason why his editorial activity ends so abruptly. That is why only the first volume of his *Lexicon of Conversation* comprising the letters A B up to the *Benedictines Monks* appeared. However, a copybook manuscript has been preserved containing the integral *Index* of the *Lexicon* and which attests, by its precise indication of the source of each of the 2876 new articles that the total model was Broughton's *Bibliotheca Historico-Sacred Library*, adding in a similar proportion to the first volume data concerning the Romanians.

In spite of its being published in one volume only, the historical religious *Lexicon* marks by its scientific character the beginning of modern Romanian lexicography and, at the same time, the first concrete manifestation of the Anglo-Romanian contact in this field.

Iliana Dragoș

EXPOSITION DE LIVRES DE LA R.S.F. DE YOUGOSLAVIE ET L'EXPOSITION
« TRÉSORS DU MONASTÈRE DE PIVA »

24 mai — 2 juin 1979, Bucarest, Salle Dalles

L'exposition récemment organisée à la Salle Dalles lors des journées consacrées en Roumanie aux peuples et nationalités yougoslaves réunissait fort heureusement — pour la joie et le profit spirituel de ses visiteurs — le livre et l'image. Aussi, les spécialistes des divers domaines de la science ont pu y trouver les toutes dernières parutions des maisons d'éditions yougoslaves dans les langues de toutes les nationalités, constituant une riche documentation culturelle que le lecteur roumain se félicite de pouvoir étudier. Quant aux fresques, aux icônes, aux livres et objets d'art féodal appartenant au monastère monténégrin de Piva, ils ont fait les délices non seulement du chercheur désireux de compléter son information, mais du simple visiteur en quête de beauté.

Richement illustré, le catalogue de l'exposition des Trésors du monastère de Piva avec l'intéressante étude signée par Anika Skovran introduit le lecteur dans l'histoire si variée et peu connue du Monténégro, pays des sommets orgueilleux, de la résistance acharnée face à l'envahisseur, d'une vie culturelle développée, dont témoignent entre autres les livres imprimés par Macairc, ce même moine Macaire qui se retira après 1499 en Valachie, pour y faire paraître dans sa nouvelle « imprimerie » les premiers livres roumains en vieux-slave. D'autre part, l'exposition présentait aussi quelques-unes des fresques du monastère édifié plusieurs dizaines d'années avant la période de fièvre politique de la fin du XVI^e siècle (1573) et peint au courant du premier quart (1604-1605; 1626) du siècle suivant. Ce remarquable ensemble iconographique d'art post-byzantin dont le programme pictural combine les traditions locales et les influences étrangères (surtout crétoises) est dû en tout premier lieu à deux peintres passés maîtres dans leur art. Il s'agit tout d'abord de Popa Strahinja — qui peigna au début du XVII^e siècle quantité des scènes du pronaos du monastère (ainsi qu'une rangée de médaillons surmontant les piliers) et ensuite de Kozma, peintre en renom qui allait travailler aussi la Morača.

L'image des fresques exposées s'est vue complétée par les icônes dues au même peintre Kozma, ainsi que par des pièces de mobilier, des objets cultuels en argent, des reliures et des livres anciens (par exemple, le Rituel de Božidar Vuković [Venise 1536] ou le Psautier imprimé chez Crnojević (1493)). Il y avait là tout autant de témoignages d'une riche histoire culturelle.

Aussi — pourquoi ne point le répéter — cette exposition est parvenue à réaliser, pour le grand plaisir de ses visiteurs, cet accord entre le contenu et l'image auquel nous aspirons sans cesse. C'est une réalisation particulièrement utile pour la meilleure connaissance du passé historique d'un pays voisin auquel nous rattachent maints échanges amicaux. Elle est du reste tout aussi révélatrice pour le présent esthétique, idéologique et spirituel de ce pays, présent illustré par le fruit typique de l'acte culturel : le livre.

Anca Iancu

AGOSTINO PERTUSI

Emporté par une maladie cruelle au début de cette année, le 25 janvier 1979, le professeur Agostino Pertusi a laissé dans la mémoire de tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître personnellement l'image d'un humaniste authentique, d'un érudit qui reconstitue le passé afin d'éclairer le chemin de ses contemporains et d'un homme de cœur, toujours prêt à offrir son concours à la réalisation d'une belle action. « J'ai confiance, disait-il dans l'allocution d'ouverture de l'inoubliable colloque de Venise, de mai 1971, dans l'attitude de l'homme de science en tant que chercheur de la vérité ».

Né à Piacenza, le 19 avril 1918, Agostino Pertusi a terminé ses études à l'Università Cattolica del Sacro Cuore en 1941 et a commencé à enseigner à Milan la philologie byzantine, la langue grecque et, à partir de 1973, toutes les deux matières. Il a été président de la Faculté de Lettres de l'Université de cette ville, dans les années 1968—1971. L'autre moitié de son activité s'est déployée à Venise où il a dirigé la savante revue « Studi veneziani », l'Institut « Venezia e l'Oriente », et à partir de 1974, en qualité de directeur, l'Istituto di storia della società e dello stato veneziano della Fondazione « Giorgio Cini ». Membre de plusieurs instituts italiens, il a été vice-président de l'Association Internationale des Etudes Sud-Est Européennes et secrétaire général de l'Association Internationale des Etudes Byzantines. A cette présence dynamique, il a associé une riche activité de recherches dont les résultats sont autant variés qu'importants, soit qu'il s'agit de l'histoire administrative de l'Empire byzantin ou des poèmes épiques, soit qu'il s'agit de l'historiographie humaniste ou de l'histoire de Venise. *La caduta di Costantinopoli* restera une œuvre de référence et tout historien du Sud-Est européen la prendra pour guide, à l'instar des autres nombreuses contributions qu'on devra rassembler dans un recueil. Ses études perpétueront la présence du savant qui a vécu dans la compagnie de Leonzio Pilato, Petrarca, Boccaccio, Lorenzo de' Medici et tant d'autres, et qui rappelait à tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître les grands humanistes italiens et l'exemple d'une culture dans laquelle les érudits ont su allier à la rigueur la plus intransigeante le charme et la sérénité qui confèrent aux livres et aux contacts humains les permanences de la vérité, de la beauté et de la confiance dans la nature humaine.

Alexandru Dufu

ÉCHOS DE L'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES DE BUCAREST, juillet 1978 — juin 1979

I. ÉTUDES ET RECHERCHES ACHEVÉES EN 1978

Eugen Stănescu et collab. (Tudor Teoteoi, Anca Ghiță, Ion Matei, Mustafa Mehmet, Anca Iancu, C. Iordan Sima, Șt. Vilcu, Dan Ionescu, Zamfira Mihail, L.P. Marcu), *Istoria Bulgariei* (Histoire de la Bulgarie); L.P. Marcu, quelques chapitres d'une Histoire du Droit roumain (*Istoria dreptului românesc*); Andrei Pippidi, Elena Siuplur, Vlad Georgescu, *Viața intelectuală la români și legăturile cu sud-estul european, sec. XVII—XIX (pe baza unor cercetări de cliometrie)* (La vie intellectuelle chez les Roumains et les relations avec le Sud-Est européen, aux XVII^e—XIX^e siècle, partant de certaines recherches de cliométrie); Elena Scărlătoiu, Zamfira Mihail, Cătălina Vătășescu, I. Matei, A. Papapanu, *Influențe lexicale românești în limbile balcanice* (Influences lexicales roumaines dans les langues balkaniques) — Recueil; H. Mihăescu, *Literatura bizantină ca sursă pentru studiul limbii latine vorbite în sud-estul Europei* (La littérature byzantine en tant que source pour l'étude de la langue latine parlée dans le sud-est de l'Europe); Ion Radu Mircea, *Literatura slavă în sud-estul Europei* (La littérature slave dans le sud-est de l'Europe), *Trăsături comune în secolele X—XVII* (Traits, communs aux X^e—XVII^e siècles); Tudor Teoteoi, *Relații culturale româno-bizantino-bulgare (sec. XIV)* (Relations culturelles roumano-byzantino-bulgares — XIV^e siècle); L.P. Marcu, *Reformele agrare din Dobrogea de la sfârșitul sec. XIX — începutul sec. XX în contextul sud-est european* (Les réformes agraires en Dobroudja à la fin du XIX^e début du XX^e siècles dans le contexte sud-est européen); Olga Cicanci, *Bibliografia analitică a relațiilor româno-grecești* (La bibliographie analytique des relations roumano-grecques); Aurelian Petre, *Așezările militare și civile reflectând continuitatea populației autohtone din Dobrogea în sec. II—XIII* (Les agglomérations militaires et civiles reflétant la continuité de la population autochtone en Dobroudja aux II^e—XIII^e siècles), répertoire; Maria Alexandrescu, *Plastica reliefulor votive din Moesia Inferior. Reliefulle mithriace* (La plastique des reliefs votifs de Mésie Inférieure. Les reliefs mithriaques); Dan Ionescu, *Artă sud-est europeană și curente occidentale în secolele XVII—XVIII* (L'art sud-est européen et les courants occidentaux aux XVII^e—XVIII^e siècles); Vasile Hurmuz, *Relațiile româno-iugoslave între anii 1918 și 1922* (Les relations roumano-yougoslaves pendant les années 1918—1922).

II. SÉANCES DE COMMUNICATIONS

A. DÉBATS THÉMATIQUES

1) *Organizarea statală în Țările române în sec. XVI-XVII în context sud-est european. Probleme controversate privind regimurile politice ale societății românești feudale.* Ce très intéressant débat interdisciplinaire sur « L'organisation étatique des pays roumains aux XVI^e-XVII^e siècles dans le contexte sud-est européen », abordant les « Problèmes controversés relatifs aux régimes politiques de la société féodale roumaine » constitua une confrontation d'opinions diverses en marge des rapports présentés par Val. Al. Georgescu, Ion Matei, L.P. Marcu, N. Stoicescu et Florin Constantiniu. Le débat a précisé des aspects méthodologiques d'un intérêt essentiel pour l'étude de la société roumaine médiévale à une époque caractérisée tant par de magnifiques réussites culturelles que par des phénomènes de crise politique.

2) *Conștiința națională și luptele de eliberare națională în sud-estul Europei.* Les débats sur « La conscience nationale et les luttes de libération nationale dans le sud-est de l'Europe » ont été ouverts par Alexandru Dușu, leur organisateur et celui qui en a proposé les thèmes, ont porté sur une suite de problèmes que l'on peut résumer ainsi ; les étapes du développement de la conscience nationale chez les peuples du Sud-Est ; le courant intellectuel et le mouvement politique ; le processus intérieur et son modèle étranger ; la typologie de la genèse des nations. Quelques-uns des points de vue exposés à cette occasion ont été réunis pour paraître dans le présent numéro de notre revue. Nous aurons de la sorte un aperçu de certaines facettes d'un phénomène complexe, constituant l'un des principaux intérêts de l'historiographie sud-est européenne.

B. SÉANCES ORDINAIRES DE COMMUNICATIONS

Celles-ci ont fourni une série d'études remarquables sur des thèmes divers, ainsi que quelques renseignements sur des sources inédites, comme leurs titres l'indiquent : Tudor Teoteoi, *La « préemption » dans la Byzance des Paléologues* ; Carmen Laura Dumitrescu, *Le fondateur de la peinture de « Nicolae Domnesc » d'Argeș et la domination valaque à Vidin* ; Cristina Feneșan, *L'installation de la domination ottomane dans la région de Lipova à la lumière du Code de lots (Kanunname) de 1554* ; Nicolae Șerban Tanașoca, *Akropolitès et les Assenides* ; Ion Radu Mircea, *Le journal registre de 1709-1714. Un inédit brancovan* ; A. Pippidi, *La mort à Constantinople. Les sources historiques et la chanson folklorique sur la fin de Constantin Brancovan.*

III. PARTICIPATIONS À DES RÉUNIONS SCIENTIFIQUES ORGANISÉES À BUCAREST ET AILLEURS EN ROUMANIE

Il est difficile de dresser le bilan des contributions apportées par les membres de notre Institut dans l'intervalle concerné aux différentes réunions nationales et internationales qui ont eu lieu à Bucarest. Aussi, nous bornerons-nous à noter quelques unes de ces réunions, notables par la thématique abordée :

a. Le colloque sur *Littérature et histoire dans le Sud-Est européen au XIX^e siècle* (21-23 septembre 1979). Alexandru Dușu, qui a fait partie du comité d'organisation de cette réunion tenue par l'AIÉSEE en collaboration avec l'Académie des Sciences Sociales et Politiques (cf. RESEE, 2, 1979) y donna une contribution intitulée *Littérature, histoire et modernisation culturelle.*

b. Le *Colloque roumano-allemand* (novembre 1978), organisé par la Faculté de langue et littérature roumaine de Bucarest en collaboration avec l'Université Karl Marx de Leipzig sur le thème : *Le lexique socio-politique de la révolution de 1848 dans les Pays Roumains.* Entre les communications à ce colloque, notons celles de Zamfira Mihail, *La terminologie socio-politique roumaine adoptée par la langue bulgare* ; Anca Ghiață, *La terminologie historique des révolutionnaires roumains de 1848* ; Cătălina Vătășescu, *Influences lexicales roumaines dans la langue des publications albanaises de Roumanie au XIX^e siècle.*

c. Le *Colloque d'histoire roumano-polonaise* (28-30 mai 1979), organisé par l'Université Al. I. Cuza de Iași, auquel Alexandru Dușu a pris part avec une contribution sur *Le développement de la culture roumaine à l'époque des Lumières.*

d. Le *Colloque roumano allemand* (est allemand) (juin 1979), tenu à Constanta ; le prof. E. Stănescu y a traité de : *Les liens des socialistes roumains et allemands à la fin du XIX^e siècle et au commencement du siècle suivant.*

e. La session nationale consacrée à l'anniversaire de 120 ans depuis l'Union des Principautés Roumaines, Focșani (janvier 1979), où le prof. E. Stănescu a fourni une contribution sur *L'idée de l'unité chez les grands capitaines et les hommes politiques du moyen âge.*

IV. ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER

a) Le prof. E. Stănescu a participé les 9-11 février 1979, en tant que co-rapporteur, à la session convoquée à Bad-Hainbourg (République fédérale d'Allemagne) par le prof. K.G. Faber de l'Université de Munster pour le débat des différents aspects que présentera le rapport au XVI^e Congrès international des sciences historiques, prévu pour avoir lieu à Bucarest en 1980, sur le thème *Le langage de l'histoire.*

b) Un mois plus tard (mars 1979), prof. E. Stănescu a pris part aux travaux de Sofia de la Commission mixte d'historiens roumano-bulgares, ou a présenté la communication *L'idée d'indépendance dans la société roumaine aux XIV^e-XVII^e siècles.*

c) De même, le prof. E. Stănescu a participé à un Colloque international organisé à Tbilisi (mai 1979) par le Comité des historiens de l'URSS sous les auspices de l'Association internationale des sciences byzantines qui en a pour thème l'humanisme byzantin. L'exposé de prof. E. Stănescu s'intitulait : *Laonte Chalcocondil et les Roumains.*

d) Au IV^e Colloque international des Lumières tenu à Mátrafüred (Hongrie), les 20-24 octobre 1978, Alexandru Dușu a participé aux débats sur le thème de *L'absolutisme éclairé en Europe.*

e) À la Conférence des études classiques Eirene organisée en septembre 1978 à Nessebar (Bulgarie), notre Institut a été représenté par Maria Alexandrescu Viann, qui a traité du *Programme iconographique du monument d'Adamclisi.*

Encore plus nombreux dans l'intervalle qui nous importe ici ont été les voyages d'études à l'étranger, voyages d'une certaine durée. C'est le cas de celui entrepris par Andrei Pippidi en mai-août 1978 en France, sur l'invitation du CNRS, ce qui lui a permis de fréquenter les bibliothèques et les archives françaises, ainsi que de participer aux séminaires tenus sous la direction des professeurs Jacques le Goff, Alphonse Dupront, Pierre Chamu, C. Th. Dimaras. Il y a présenté des exposés sur : *Les matériels préliminaires en vue d'une enquête ethno-historique du Sud-Est européen au XVIII^e siècle* et *Les bibliothèques du sud-est de l'Europe aux XVI^e-XVII^e siècles : quelques documents inédits sur la bibliothèque des Maurocordato.* Enfin, il a pris la parole pour une intervention dans un débat sur « le rôle de l'orthodoxisme dans les Balkans » organisé par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et de l'est fonctionnant dans le cadre du CNRS.

De même, Cornelia Papacostea Danielopolou, bénéficiant d'une invitation de l'Université de Nanterre, a pu travailler dans les bibliothèques françaises pendant six semaines. Elle a suivi, elle aussi, les cours du prof. C. Th. Dimaras, présentant de son côté des exposés à l'Institut néo-hellénique de Sorbonne et à l'Université de Nanterre. Cornelia Papacostea Danielopolou a été cooptée comme membre du Centre de balkanologie près de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) de Paris.

Olga Cicanci et Tudor Teoteoi ont entrepris chacun un voyage en Grèce, grâce à des bourses accordées par l'AIESFE, fréquentant les bibliothèques et les archives de Salonique et d'Athènes. A cette occasion, Olga Cicanci a présenté une communication au Centre d'études néo-helléniques de la Fondation Nationale de la Recherche d'Athènes, sur le développement des recherches balkaniques et néo-helléniques de Roumanie. Une autre communication a été présentée par Olga Cicanci à la Société d'études néo-helléniques d'Athènes, sur *Les compagnies grecques de Transylvanie dans le commerce européen dans l'intervalle des années 1630-1741.* Au mois de décembre 1978, Olga Cicanci a entrepris un autre voyage d'études, celui-ci en Yougoslavie, où elle a travaillé sur les archives de Sremski Karlovci et de Dubrovnik (fonds grecs).

Pendant deux semaines (janvier 1979), le collègue Mustafa Mehmet a voyagé en Hongrie, tâchant de dépister dans les bibliothèques et les archives de Budapest des documents turcs inédits concernant les relations roumano-ottomanes et pour y consulter les collections de manuscrits orientaux.

Pour achever cette revue, il convient de mentionner aussi les fructueux voyages d'études d'Elena Simpir, Șt. Vilcu, N. Șerban Tanașoca, Anca Iancu en Bulgarie, à Sofia. Tous ont bénéficié du concours des collègues bulgares dans leur investigation des archives et bibliothèques du pays. Enfin, enregistrons également la participation avec succès (comme le prouve la connaissance de la langue acquise à cette occasion) du collègue C. Jordan-Sima aux cours d'été de langue et civilisation grecques de Salonique, en tant que bénéficiaire d'une bourse offerte par l'Institut d'études balkaniques de cette ville.

Nous arrivons ainsi au bout de ce bilan qui, pour la première fois depuis une dizaine d'années, ne devait plus enregistrer la présence active dans la vie scientifique nationale et internationale de celui qui a veillé pendant plus d'une quinzaine d'années sur les destinées de l'Institut d'études sud est européennes de Bucarest. Et ces quelques mots nous entendent tout ce que le regretté prof. Mihai Berza signifiait pour l'Institut, de même que pour la vie scientifique roumaine.

Anca Iancu

PETRE DIACONU, *Les Coumans au Bas-Danube aux XI^e et XII^e siècles*, Bucarest, Ed. Academiei, 1978, 158 p.

Les peuples turcs — Petchénègues, Ouzes et Coumans — ont vécu des siècles durant dans les limites du territoire roumain et leur présence devait engendrer des conséquences importantes. Pourtant, les historiens roumains ne leur ont accordés jusqu'à présent qu'une attention relative. Aussi, est-ce d'autant plus remarquable de constater l'intérêt avec lequel Petre Diaconu s'est appliqué à l'étude de leur histoire : les Petchénègues d'abord¹, les Coumans à présent.

À l'exception de quelques ouvrages de profil linguistique², l'unique contribution roumaine imprimée du reste il y a presque un demi-siècle³ consacrée à ces Touraniens traite de la période de leur adaptation à une vie sédentaire, au XIII^e siècle. Donc, ce fut à Petre Diaconu d'étudier les sources pour en tirer l'image des Coumans dans leur mouvement vers l'ouest et le sud, aux XI^e XII^e siècles, comme le titre de son livre l'annonce. Ceci n'empêche que l'auteur procède également ainsi qu'il nous l'apprend dès la première page à la revue de certaines questions de la problématique coumane au commencement du XII^e siècle.

L'ouvrage s'organise en plusieurs chapitres, 16 en tout, d'ampleur inégale, permettant de pousser jusqu'au détail le développement de tel ou tel titre. C'est ainsi qu'un premier groupe de chapitres tâchent de saisir l'appartenance ethnique des Coumans. Si les sources byzantines les mentionnent sous le nom de *κομάνοι*, ils figurent encore sous d'autres noms, à savoir : Walwen, Falen, Falawa dans celles allemandes ; Polovitz chez les Russes ; Kiptchaks ou Kaptchaks en Orient. Tous ces noms ont la même signification de : gens ou habitants de la steppe. Sans cesse en mouvement, ils n'ont pas des agglomérations fixes. Sur le plan social, la famille en est la cellule fondamentale, les membres marquants de celle-ci étant les chefs des bandes guerrières. Leur tactique de guerre se caractérise par les attaques foudroyantes en champ ouvert, évitant les sièges des forteresses. Selon l'auteur, qui prend à l'appui une source dont il ne précise pas l'origine (p. 13), les Coumans ne pratiquaient guère la culture de la terre, s'adonnant par excellence à l'élevage. En ce qui concerne le travail de l'os et de la corne ainsi que la connaissance de la métallurgie, Petre Diaconu parle de certains témoignages archéologiques en ce sens, sans exposer pourtant les documents respectifs — ce qu'il aurait dû faire, à notre avis. Quant à leur activité commerciale, l'auteur estime pouvoir interpréter de cette manière l'information d'Anne Comnène liée à la libération du « faux Diogène » par des marchands coumans.

Une monographie dédiée à un peuple antique, de nos jours disparu, se doit, certes, d'accorder une place importante à la culture matérielle développée par ce peuple. Mais des raisons objectives rendent un tel chapitre difficile à rédiger. Les peuples turcs, vivant sous la tente et toujours en mouvement, n'ont laissé que de rares vestiges matériels derrière eux. Généralement, ces témoignages sont représentés par le mobilier funéraire des sépultures. Or, dans le territoire roumain, en Valachie, Moldavie et Dobroudja, on n'a mis au jour jusqu'à l'heure actuelle que

¹ Petre Diaconu, *Les Petchénègues au Bas-Danube*, Bucarest, 1970.

² Ion Conea et Ion Donat, *Contribution à l'étude de la toponymie petchénègue-coumane de la Plaine roumaine du Bas-Danube*, in « Contributions onomastiques publiées à l'occasion du VI^e Congrès international des Sciences onomastiques à Munich, 24—28 août 1958 », Bucarest, 1958 ; Vladimir Drimba, *Syntaxe comane*, București-Leiden, 1973.

³ I. Ferentz, *Cumanii și episcopia lor*, Blaj, 1931. Autres données chez N. Iorga, *Imperiul Cumanilor și domnia lui Basarabă. Un capitol din colaborația română-barbară în Evul Mediu*, in *Scripte istorice*, I, București, 1971, p. 139—146 ; C.C. Giurăscu, *Împrumuturi cumane în limba română*, SCL, XII, 1961, p. 205—214.

27 tombes⁴ susceptibles d'être attribuées aux populations qui troublèrent la tranquillité des autochtones aux I^{er}–XII^{es} siècles. La plupart de ces tombes ont été trouvées de manière fortuite, sans bénéficier d'une exploration méthodique. Plus de leur moitié ont été détruites en partie dès le premier moment de leur découverte. D'autre part, dans bon nombre de cas on n'a pu retirer que de maigres renseignements quant au rituel funéraire.

Elles étant les choses, il est facile de se rendre compte que la recherche stratigraphique est pratiquement inutilisable, cependant que la méthode par association ou celle typologique ne peuvent conduire qu'à des résultats seulement en partie concluants. Il s'ensuit que l'attribution ethnique reposant seulement sur les documents trouvés en Roumanie est très difficile.

Dans le troisième chapitre de ce livre, traitant des antiquités coumanes, Petre Diaconu présente les données de 12 sépultures qu'il attribue aux Coumans et ce faisant il contredit des ouvrages antérieurs qui les considéraient petchénegues⁵. L'argumentation de l'auteur pour soutenir sa thèse, sur laquelle s'achève ce chapitre, nous semble quelque peu insuffisante, d'autant plus que la nécropole tumulaire de Sarkel — par exemple — avec des matériaux analogues et datée des X^e–XI^e siècles est attribuée par S.A. Pletneva aux Petchénegues⁶.

Les rapports des nouveaux venus avec les indigènes constituent l'objet du quatrième chapitre. Ces rapports ne se confinent pas dans les seules limites du tribut payé en nature, labour ou argent. En effet, entre les Roumains et les nomades des liens se nouent avec le temps, des intérêts communs, qui auront des conséquences variées. La présence des Coumans a eu pour résultat, entre autres, d'enrichir et de rendre plus diverse la toponymie du Bas Danube : le territoire roumain, de même que celui sud-danubien, comporte des toponymes-reproductions directes du nom de ce peuple nomade : Comanca, Comăneasa, Kumanicevo ainsi que maints noms de villages, collines ou cours d'eau d'origine coumane (Carainan, Mirza Talabă, Galați, Covurlui, Bahlui, etc.). « L'héritage couman dans la toponymie » est l'une des parties les plus intéressantes de l'ouvrage rédigé par Petre Diaconu, même si quelques-unes de ses thèses n'ont pas obtenu l'accord des spécialistes.

Avec le chapitre 6 débute, pourrait-on dire, la seconde partie du volume. Elle se compose d'un groupe plus nombreux de chapitres qui se rapportent en tout premier lieu à l'histoire des Coumans au Bas Danube — histoire circonscrite dans la sphère de leurs conflits avec les Byzantins (chap. 6–9, 11, 14, 16). D'une plume alerte et dans le style rendu familier par ses « Petchénegues au Bas Danube », l'auteur nous introduit dans le détail des événements intervenus à la fin du XI^e siècle, au courant du XII^e et dans la première partie du siècle suivant.

Chaque moment important des conflits coumano-byzantins bénéficie, dans un chapitre à part, de l'attention de l'écrivain, qui étudie les divers problèmes en disséquant les sources écrites, archéologiques, numismatiques et sigillographiques. Exploitant au maximum ces sources, auxquelles il donne de nouvelles interprétations, Petre Diaconu arrive à apporter des corrections importantes aux questions qu'il aborde. Au sujet de la campagne de 1087, il nous semble intéressant de retenir sa conclusion quant aux territoires habités par les Coumans à l'époque. Selon lui, ces derniers habitaient l'espace nord-pontique, dans le voisinage immédiat de la Moldavie, qu'ils tenaient sous leur contrôle. Ainsi qu'il résulte du contenu du chapitre suivant (7), qui traite avec minutie des causes de l'invasion des années 1094, ainsi que de ses étapes, les Coumans ne s'étaient pas déplacés sensiblement vers l'ouest en ces temps là.

De toute façon, la question essentielle liée à cette invasion reste celle de l'année où elle a eu lieu. La majeure partie des spécialistes ont fourni des dates situées entre 1091 et 1096. Pour sa part, Petre Diaconu rallie ceux ayant fixé pour date l'automne de 1094, étayant sa position avec des arguments inédits, d'ordre archéologique.

⁴ À la date de la rédaction de l'ouvrage on connaissait 24 tombes, v. M. Simpetru et D. Șerbănescu, *Mormintul de călăreț nomad descoperit la Curcanti (jud. Ilfov)*, SCIV, 22, 1971, 3, p. 443–455 ; M. Simpetru, *Înmormintări pecenege din Cmpia Dunării*, SCIV, 24, 1973, 3, p. 443–468 ; A. Suceveanu, *Un mormint din secolul XI e.n. de la Histria*, SCIV, 24, 1973, 3, p. 495–502 ; V. Spinei, *Antichități nomazilor turanici din Moldova în primul sfert al mileniului al II-lea*, SCIVA, 25, 1975, 3, p. 389–415. Ultimeurement, deux autres tombes ont été mises au jour à Vițânești (v. Valeriu Leahu et George Trohani, *Două morminte de călăreți nomazi din cmpia Teleormanului*, SCIVA, 29, 1978, 4, p. 529–539) et un cénotaphe avec un cheval mais sans mobilier funéraire à Canlia (inédit).

⁵ M. Simpetru et D. Șerbănescu, *op. cit.*, p. 453 ; M. Simpetru, *op. cit.* ; A. Suceveanu, *op. cit.*

⁶ S.A. Pletneva, *Кочевнический могильник Близ Саркела Белой Вежи*, MIA, 109, 1963, p. 216–259 ; M. Simpetru, *op. cit.*, p. 448–449.

En parlant de la campagne de 1111, quand les Cumans traversèrent le Danube à Vidin l'auteur est tout à fait sûr de leur expansion vers l'ouest. L'auteur entame aussi une discussion sur le paragraphe généralement connu de la chronique du monastère d'Ipatievskaja, relatif à l'expédition russe contre Byzance en 1116. Selon Petre Diaconu, il s'agirait d'une confusion avec l'invasion de 1091.

Les protagonistes de l'attaque suivante contre Byzance (1122) seraient les Petchénègues, s'il faut faire confiance à une certaine formulation de Kinnamos, les Cumans, aux dires de Michel, le patriarche monophysite. Quant à Petre Diaconu, ses propres observations le font accorder crédit au renseignement du patriarche. Il met sur le compte de cet événement l'interruption temporaire de l'habitat à Dinogetia, où certaines lacunes numismatiques s'avèrent particulièrement éloquentes. Comme de juste, pareille datation devait conduire le spécialiste à reconsidérer d'autres réalités archéologiques, qu'il expose du reste d'une manière claire et concise — bien qu'en leur donnant parfois, à notre avis, un ampleur par trop grande. C'est le cas de l'horizon des « luttes incendiées » de Dinogetia, horizon auquel il attribue une nouvelle datation, fin du XII^e commencement du XIII^e siècle (chap. 15). Vu la similitude de certains documents archéologiques du dit horizon avec certains autres trouvés à Păcniul lui Soare, vu d'autre part l'analogie qu'il suggère avec ce qui se trouve à Stărnina (Bulgarie), nous ne pouvons que souscrire à cette nouvelle chronologie. Pour ce qui est de l'abandon définitif au commencement du XIII^e siècle de l'agglomération de Dinogetia-Garvăn, Petre Diaconu estime qu'il doit représenter une conséquence de la présence des Cumans, amis et alliés fidèles des Vlachos Bulgares, dans l'espace nord-danubien. Lors de leurs nombreuses razzias dans l'Empire à la charnière des deux siècles (1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1206), les Cumans ont eu maintes occasions d'américaniser cette agglomération.

Une place importante dans cette contribution à l'histoire des Cumans est réservée à la conjoncture politique de la région bas danubienne au XII^e siècle. Comme le remarque l'auteur, les sources narratives n'offrent guère de précisions quant à l'organisation administrative et politique de cette zone durant la première moitié du siècle respectif. Mais, il reste hors de doute que basés en Valachie et Olténie, les Cumans contribuent par leurs incursions à l'affaiblissement de l'autorité byzantine aux abords du Danube. Après 1159 les Cumans déplacent leur centre de gravité vers le Dniepr, ce qui permettra — selon Petre Diaconu — l'entrée de quelques portions de la zone nord danubienne sous le contrôle byzantin, et non sous celui de la principauté d'Halicz.

Nous avons laissé en dernier lieu le chapitre 13, dédié à la ville de Chilia. Passionné de géographie historique, Petre Diaconu tâche d'identifier cette ville avec celle de Chele, mentionnée par trois sources byzantines. Pour notre part, nous considérons avec quelques réserves les conclusions de l'auteur, qui ralle la thèse de N. Iorga, du reste combattue par N. Bănescu. Par ailleurs, en ce qui nous concerne nous ne voyons pas très bien la raison de ce débat dans l'économie d'un livre sur les Cumans.

Au sommaire de l'ouvrage qui nous occupe figure aussi deux annexes concernant la diffusion des dépôts monétaires et des pièces isolées faisant partie des émissions byzantines du XII^e siècle dans la région du Bas Danube. L'auteur a surtout en vue la situation de la Valachie et de la Dobroudja : la carte des 45 endroits avec des découvertes numismatiques montre que la plupart d'entre elles se placent à proximité du fleuve. Les pièces isolées couvrent une aire plus vaste, alors que les dépôts sont surtout concentrés dans l'est de la Valachie et en Dobroudja. Leur présence a été rattachée au soulèvement des Asen et à la chute de Constantinople.

Sur les 14 illustrations de l'ouvrage, seulement trois se rapportent strictement aux Cumans (1-3). Peut être qu'un effort visant à présenter un nombre plus important de documents relatifs aux peuples touranens aurait été non seulement le bien venu, mais aussi très utile pour le spécialiste roumain et étranger.

Le livre contient en outre une liste des abréviations pour les titres des périodiques et une autre des principales sources littéraires mises à profit, ainsi qu'une bibliographie sélective. Cette dernière fournit plus de 200 titres d'ouvrages divers — histoire, archéologie, géographie, toponymie, numismatique, sigillographie. Citons enfin le dernier élément important de ce livre : l'index alphabétique général.

Les Cumans au Bas-Danube est un livre qui offre au lecteur en plus de maintes données nouvelles, une série d'interprétations originales, personnelles et audacieuses, argumentées avec éloquence. La quantité des renvois et la richesse des notes forment un appareil critique suggérant l'idée d'un ouvrage second. Pour l'historiographie roumaine, le livre comble en tout premier lieu une lacune vivement ressentie. C'est justement la raison qui nous incite de formuler un léger reproche à l'adresse de l'auteur, à savoir qu'il a achevé son ouvrage trop tôt, nous laissant dans l'attente d'une autre étude, consacrée au phénomène cuman au XIII^e siècle.

Silvia Baraschi

ALICE-MARY MAFFRY TALBOT, *The Correspondence of Athanasius I Patriarch of Constantinople. Letters to the Emperor Andronicus II, Members of the Imperial Family, and Officials*, an edition, translation and commentary by Alice Mary Maffry Talbot : Dumbarton Oaks, Center for Byzantine Studies, 1975. Printed in Germany at J.J. Augustin Glückstadt : Dumbarton Oaks Texts III (Corpus Fontium Historiae Byzantinae VII, Series Washingtonensis). LII + 167 p.

On a depuis longtemps souligné l'importance de la correspondance du Patriarche Athanase I^{er} (1289-1293 et 1303-1309) pour une meilleure approche de l'univers byzantin au seuil du XIV^e siècle. C'est bien dans les cadres de la Centre Réforme que le jésuite espagnol Francisco Torres (ou Turrianus, 1509-1581) a traduit en latin huit lettres où Athanase avait souligné l'obligation qui revenait aux évêques de résider dans leurs diocèses. Ces lettres traduites en latin ont été ensuite englobées par Turrianus dans son livre *De Summi Pontificis supra Concilia auctoritate*... paru à Florence en 1551 et qui traitait aussi de *residentia pastorum*.

Après avoir mentionné d'autres érudits qui se sont penchés sur cette correspondance il s'agit de Jean Boivin de Villeneuve (1663-1726), du bénédictin de Raguse Anselmo Bandini (+ 1713), ainsi que de La Porte du Theil (1712-1815) la partie introductive du livre arrive aux études récentes consacrées au même sujet, dont la série a été commencée par R. Guillaud et N. Bănescu.

Le livre comporte une introduction générale sur la vie et l'instruction d'Athanase d'après les sources hagiographiques, historiques (Pachymères et Gregoras), ainsi qu'à partir de cette correspondance (p. XV-XXXI). Suit une introduction critique (p. XXXIII-MLVI) où l'éditeur procède à la description des quatre manuscrits utilisés : parmi eux le *Vaticanus Graecus 2219* (= V), dont la rédaction remonte à la première moitié du XIV^e siècle, est de loin le plus important. Il contient deux cents lettres, nouvelles (c'est à celles-ci que se réfère probablement le terme « encyclicals » (p. VI), puisé à la diplomatique pontificale) et discours d'Athanase, mais A.-M. Maffry Talbot a choisi 115 lettres adressées à l'empereur ou aux personnes de son entourage. Ayant une destination bien différente : clergé, évêques, moines de la Sainte Montagne les autres lettres peuvent former l'objet d'une édition future.

Accompagné de sa traduction parallèle en anglais, le texte des 115 lettres (p. 2-303) est précédé d'une liste d'abréviations, puis de signes conventionnels, et suivi d'un riche commentaire (p. 307-442). L'index de la fin du livre concerne des noms propres (p. 113-416), des termes communs (p. 416-156) et des termes de vocabulaire (p. 456-161) : la liste alphabétique des *initia* des 115 lettres (p. 465-467) achève le livre.

Avant de nous nous arrêter sur le texte des 115 lettres publiques ici, il faut remarquer les explications riches et érudites (par ex. celle qu'on trouve aux pages 383-387 pour « Iconiades » et les pratiques magiques à Byzance), le fait que les notes contiennent aussi des renvois aux citations ou références puisées par Athanase au texte de la Bible ou des Pères de l'Église. Nous partageons l'opinion de l'éditeur (p. 359) que la critique voilée d'Athanase à l'adresse de certains membres de la famille impériale qui préféraient leurs « propres goûts » (*orexeis oikeiai*, lettre n° 49, p. 106) au bien de l'État byzantin visait avant tout l'impératrice Irène de Montferrat. À la page 332, l'étude citée de G. Brătianu sur Vicina et paru en 1921 (dans *Bulletin de la Section historique de l'Académie Roumaine*, X) pourrait être complétée par la mention du livre consacré par Brătianu au même sujet : *Recherches sur Vicina et Calatea Albă*, Bucarest, 1935. À la même page, l'opinion selon laquelle le prélat qui avait affirmé les revenus de sa diocèse de Vicina pour 800 hyperpères chaque année peut être identifié avec Loukas concorde avec celle de P.S. Năsturel (dans « *Byzantinisch Neugriechische Jahrbücher* », XXI, 1971, Athènes, 1972, p. 36). Pour le *μεσάζων* (p. 347), on pourrait ajouter les études de Beek et Verpeaux.

A.-M. Maffry Talbot fait état (aux pages 351 et 378) des riches mentions qu'on trouve dans les sources pour le terme *κατ'ἑχομενεῖα*. Les deux volumes d'actes patriarcaux du XIV^e siècle, publiés par Miklosich et Müller en 1860 et 1862, apportent de nouveaux renseignements à ce sujet. L'édition Miklosich Müller (II, p. 37, 110, 117, 118 et 512) enrichit aussi l'excellente explication donnée par A.-M. Maffry Talbot aux monastères de Kosmidion et de la Sainte Enphémie, possessions de la métropole de Chalkedon à l'intérieur des murs de la capitale byzantine. La famille Oinaïotes (p. 374, note pour la lettre n° 63) fait aussi son apparition plus tard au XIV^e siècle, dans la correspondance de D. Kydonos.

Pour l'index des noms communs (p. 416-164), nous considérons bien importante la notion *autonomia* qu'on rencontre dans le texte de la lettre n° 62, l. 18 (p. 116).

Le texte de cette correspondance justifie pleinement l'effort dépensé pour son édition. Il nous renseigne sur l'existence du système de fermage pratiqué par certaines monastères pour leurs terres (lettre n° 27, p. 58). Athanase dépeint avec force le tableau de la capitale qui

présente un grand nombre de réfugiés provenant surtout des contrées de l'Asie Mineure envahie par les Turcs, ainsi que la situation précaire des pauvres et des gens qui se trouvaient dans l'indigence. Le patriarche demandait l'intervention énergique du basileus pour mettre fin aux abus de toute sorte, en se montrant donc un promoteur de la tradition centraliste de l'Etat byzantin (n° 72, 73 et 74). Il sollicitait aussi un prostagma impérial qui ordonne que les ateliers, les bains publics et les *καπηλεία* soient fermés pendant les fêtes religieuses les plus importantes (lettre n° 44, p. 92). À son avis, l'empereur devait visiter personnellement les fortifications et les portes de la capitale et interdire l'accès des étrangers armés à l'intérieur des murs (lettre n° 17, p. 42), surtout s'il s'agissait des Latins. Liée à la motivation religieuse de la conquête ottomane, la référence puisée au Psaume 78, 1, qu'on trouve dans la lettre n° 1, p. 2, est à rencontrer aussi dans la littérature slavo-roumaine du moyen-âge.

La correspondance nous apporte des nouvelles concernant l'existence des minorités arménienne et juive, ainsi que d'une mosquée dans la capitale byzantine (lettre n° 41, p. 82 et 84). Sous rapport chronologique, la même lettre représente un des premiers témoignages sur le système pratiqué par les Ottomans envers la population chrétienne soumise : l'interdiction de faire sonner les clochers des Églises.

On y trouve aussi des détails précieux pour la situation religieuse après le schisme arsénite : la conspiration de Drimys (p. 26—27 et 202—210), ainsi que la lutte menée par Athanase contre les prélats séditeux qui au lieu de regagner leurs sièges provinciaux préféraient le charme de la capitale et les intrigues dont l'objet était le patriarche (lettres n° 3, 14, 25, 28, 30—32, 48, etc.).

L'épisode raconté par la lettre n° 20 nous semble digne d'un intérêt tout à fait particulier : un personnage, dont le nom n'est pas dévoilé, avait envoyé un livre à Athanase ; à son tour, celui-ci restituait maintenant le livre, qui, en jugeant d'après le contexte, était d'inspiration laïque. Le motif invoqué par Athanase pour restituer le livre au premier possesseur était que ce livre ne l'intéressait pas et ne présentait aucune utilité pour lui. Qui plus est, le patriarche n'avait pas réussi à trouver des amateurs pour le livre même parmi les personnes de son entourage, quoi qu'il se soit donné de la peine en ce sens (p. 48—50, ce texte étant commenté par l'éditeur dans l'introduction, p. XXIX). La même tendance qui devait s'opposer à l'Humanisme et à la Renaissance occidentale explique le grand nombre de références bibliques ou patristiques dans cette correspondance, ainsi que le manque presque complet de références à l'antiquité (les quelques exceptions signalées par A.-M. Maffry Talbot sont dues à un intermédiaire patristique, à Grégoire de Nazianze surtout).

En ce qui concerne la traduction, le lecteur de langue anglaise trouvera quelquefois des adjonctions (mises entre parenthèses) ayant comme but de faire mieux comprendre le sens donné par Athanase. Ces adjonctions sont donc bienvenues et correctes (par ex. à la page 143, où la notion d'« epistemonarch » est complétée par celle d'« empereur »). Il faut d'ailleurs ajouter que toute la traduction de A.-M. Maffry Talbot est exacte. Même si — très rarement — la traduction est légèrement libre, elle ne modifie point le sens de la phrase d'Athanase, qui n'est pas toujours facile (en ce sens, *μάχαιρα* a été traduit par « sword » à la page 2). Le rapprochement avec *ζευγάριον* a fort probablement séduit l'éditeur dans la lettre n° 25, 15, en traduisant *ζευγλατεῖον* par « yoke of oxen ». Il aurait fallu plutôt un terme qui signifie « domaine, métairie » (cf. Germaine Rouillard dans « Studi bizantini e neoellenici » V, 1936, p. 306 ; D. Zakythinos, *Crise monétaire et crise économique à Byzance*, Paris, 1953, p. 53, avec ré-édition anastatique, Londres, 1975 ; G. Ostrogorski dans « Recueils de la Société J. Bodin » IV, 1949, p. 35—50, etc.).

Οικονομία a été bien traduit par « accomodation » (p. 57), mais les notes de la p. 333—334 ne peuvent pas faire abstraction de la synonymie *οικονομία-pronoia* et du sens social de la notion, qui nous semble plus proche du contexte que le sens moral, préféré par l'éditeur (c'est à dire celui qui s'oppose à *akribeia*).

Βασιλικός Ἀνδρίας de la p. 374 doit être corrigé par *Βασιλικός Ἀνδριάς*. C'est d'ailleurs la seule faute d'impression que nous avons trouvée dans le texte grec de ce livre.

Si nous nous sommes arrêtés plus longuement sur ces petites coquilles, c'est pour mieux souligner l'excellente qualité du travail que A.-M. Maffry Talbot a mené à bonne fin et de façon irréprochable. Et si nous ajoutons le grand profit que les spécialistes tireront de l'*akribeia* de ce travail, il faut remercier tout d'abord l'éditeur, en n'oubliant pas en même temps les promoteurs du « Corpus Fontium Historiae Byzantinae ».

Tudor Teoteoi

JOHANN FILSTICH: *Tentamen Historiae Vallachicae. (Un essai d'histoire roumaine)*. Etude introductive, texte édité et annoté par Adolf Armbruster. Texte traduit par Radu Constantinescu, Ed. științifică și enciclopedică, Bucarest, 1979

Si les premières chroniques moldaves (datant de la fin du 15^e siècle et du commencement du siècle suivant) ont été conservées sous la forme de manuscrits copiés peu de temps après leur rédaction, nous ne connaissons les chroniques de Valachie, rédigées seulement quelques dizaines d'années plus tard, que par des traductions et des copies exécutées le plus souvent après la fin du 17^e siècle (colligées sous le nom de *Letopiseful Cantacuzinesc* — *Les Annales Cantacuzène*).

Ces premières «histoires» (rédigées en slavon) ont circulé dans une aire culturelle où le slavon a prédominé pendant un certain temps. On sait qu'un fragment des *Annales* de Moldavie, transposé en slavon russe, est arrivé à la cour des tzars; d'autres fragments ont été utilisés par des historiographes serbes ou polonais. *La Chronique d'Etienne le Grand*, qui était appelé par ses contemporains «héros de la chrétienté», fut traduite en latin (yraisemblablement par un polonais) et plus tard en allemand à Nüremberg.

Nous devons mentionner que, quelques siècles plus tard, une compilation de chroniques moldaves (due à Nicolae Costin), traduite au début du 18^e siècle en grec (exactement quand Johann Filstich rédigeait son ouvrage à Brașov) arrivait à Constantinople, puis à Paris où elle fut traduite en français.

On a longtemps cru que les chroniques valaques n'avaient présenté qu'un intérêt local, ayant circulé dans une aire circonscrite. Mais les *Récits sur Vlad Ţepeș* — dont le fonds autochtone est fréquemment discuté — ainsi que les *Mémoires* de Michel le Brave — qui résument une chronique de cour — ont circulé, comme il a été constaté de Moscou jusqu'en Toscane.

Mais ce ne sont que des fragments. Au milieu du 17^e siècle le patriarche Macaire Zaïm d'Antiochie utilise une version grecque des chroniques valaques (qui ne comprenaient pas encore la *Vie de Nifon*) traduites par lui-même en arabe. Le manuscrit découvert prouve que les livres que Brâncoveanu avait fait imprimer s'adressaient à des lecteurs qui s'intéressaient au sort des princes régnants de Valachie.

En 1716, quand Dimitrié Cantemir rédigeait en Russie l'*Histoire de l'Empire Ottoman*, il utilisa une traduction grecque d'une autre version des *Annales Cantacuzène* (caractérisée par un grand nombre d'additions sur les peuples du sud du Danube). Ce qui prouve qu'en moins d'un siècle l'*Histoire de Valachie* avait été traduite deux fois en une langue de grande circulation.

Et ce sont exactement les mêmes *Annales Cantacuzène*, la version utilisée par Macarie Zaïm mais mise à jour, qui se trouvaient, en version roumaine, dans la bibliothèque du gymnase saxon de Brașov. En 1727, Johann Filstich, le recteur de ce gymnase, traduit les *Annales* en allemand et les introduit quelques années plus tard — avec additions et rectifications — dans son *Tentamen Historiae Vallachicae*.

Johann Filstich est un digne continuateur — l'étude introductive souligne le fait — d'une illustre lignée d'érudits et de savants saxons de Transylvanie: Johann Honterus, Georg Reichersdorffer, Lorenz Toppeltin; etc. Il est l'auteur non seulement de cet essai d'une histoire de Valachie, édité maintenant, mais aussi de nombreuses notes sur l'histoire et la géographie des trois provinces roumaines — Transylvanie, Valachie, Moldavie — notes qu'il allait utiliser pour les leçons données au gymnase de Brașov et aussi pour répondre à de nombreuses questions que se posait la communauté saxonne de Transylvanie en quête d'arguments pour la défense de ses propres droits.

Comme certains prédécesseurs, Johann Filstich manifeste un intérêt soutenu et même de la bienveillance pour l'histoire ancienne des Roumains. En suivant une tradition du moyen âge, il est convaincu que les Saxons sont les descendants de ces Goths, contemporains des Daces, avec lesquels ils auraient partagé la souveraineté du territoire de la Roumanie. Les Goths ont été longtemps confondus avec les Gètes par l'historiographie de ceux qui croyaient être les descendants des Goths — depuis l'Espagne jusqu'en Transylvanie. (Pour les conséquences heureuses de cette confusion qui a conduit à la découverte et la conservation des témoignages antiques regardant la mythologie des Daco-Gètes, voir Mircea Eliade, *De Zamolxis à Gengischan, Etudes comparatives sur les religions et le folklore de la Dacie et de l'Europe Orientale*, Paris, 1970). Filstich, parmi d'autres, s'est rendu compte de cette confusion (voir la présente édition p. 32-33) mais il ne peut pas se dégager des conséquences de cette erreur longuement réitérée (ce qui est explicable en tenant compte du stage des sciences historiques au commencement du 18^e siècle). Certaines notes qui accompagnent la présente édition (p. 259, note 27; p. 266, note 60) font allusion à la «théorie saxonne du moyen âge», d'ailleurs fermement combattue dès la première phrase de l'*Etude introductive*. Mais aux commentaires sérieux et érudits, il aurait fallu ajouter quelques mots sur certaines affirmations erronées de Filstich.

de ce genre : « Les descendants des Goths et des Romains qui sont restés ici du temps de Trajan » (p. 34–35); « cette nouvelle nation, constituée de Goths, Romains, Bulgares et Serbes, a été appelée Valaque » (p. 36–37); « Radu Negru accompagné non seulement par les siens mais aussi par des Saxons, des Hongrois et des Valaques pénètre en Valachie et s'établit sur les rives de la Dimbovița » (p. 98–99); « ces hommes (les Roumains note C. V.) ont emprunté les caractères roumains d'aujourd'hui et la langue du service divin aux Moscovites dont ils partagent la foi »; « leurs livres liturgiques sont imprimés en cette langue » (p. 52–53); etc. Il est probable que l'auteur des notes considère que la vérité est trop bien connue et qu'il serait oiseux d'insister là-dessus. Pourtant le texte latin du *Tentamen* de cette rigoureuse édition scientifique, accompagné par sa traduction en roumain, présente ces assertions à certains historiens et lecteurs qui ne sont pas censés avoir lu d'autres ouvrages, par exemple *Istoria Românilor* par C.C. Giurescu et Dinu C. Giurescu (Bucarest, vol. 1, 1975; vol. 2, 1976) pour y chercher d'autres opinions sur ces sujets. Une simple référence à un ouvrage scientifique moderne — parmi les nombreux livres cités dans la très riche bibliographie — renseignerait le lecteur sur les assertions de Filstich.

L'opinion exprimée dans l'étude introductive sur « le rôle civilisateur » des Saxons qui étaient devenus « un facteur et agent de culture, d'éducation et de civilisation au moyen âge, leur présence dans la culture roumaine féodale et moderne étant bien marquée » devrait être précisée et expliquée. Le modèle de civilisation occidentale que les Saxons essayaient d'imposer n'est qu'un cas particulier parmi de nombreux modèles proposés au moyen âge dans différentes aires géographiques. Ces modèles se sont heurtés au modèle culturel de la population autochtone roumaine qui l'a défendu avec vigueur. Cette défense énergique a soulevé parfois l'indignation, les Roumains ayant été accusés « d'obstination à conserver leurs coutumes ancestrales » et de « barbarie » (des propos très durs furent prononcés). Il faut encore ajouter que dans les relations avec l'Europe occidentale les Saxons n'ont pas été les uniques agents de liaison. Des relations directes, sans intermédiaires, s'établissaient aussi (mentionnées partiellement même par Filstich).

Johann Filstich écrit au début du 18^e siècle, c'est-à-dire après que Miron Costin ait rédigé *De Neamul Moldovenilor* (*L'origine de la nation moldave*) et les deux ouvrages en langue polonaise : la *Chronique de Moldavie et de Valachie* et *l'Histoire des Pays Moldave et Valaque* et après que Constantin Cantacuzène ait écrit son *Istoria Țării Românești intru carea să cuprindă numele cele dintâi și cine au fost tăcuiitorii ei atunci...* (*Histoire de Valachie, son premier nom et les plus anciens habitants...*). Il semble que Filstich n'ait pas connu ces ouvrages, ni ceux de Nicolae Olahus.

Bien informé sur l'historiographie saxonne il avait lu même les ouvrages en manuscrit Filstich possède de vastes connaissances d'historiographie roumaine : en dehors des *Annales Cantacuzène* il traduit aussi l'histoire du règne de Constantin Brâncoveanu rédigée par Radu Greceanu et *Istoriile Domniilor Țării Românești* (les récits sur les princes régnants de Valachie) attribués à Radu Popescu. Il avait aussi l'intention de développer les brèves notes sur l'histoire de Moldavie, ce qui prouve qu'il était bien renseigné sur ce sujet. Mais Johann Filstich se rend compte qu'il ne connaît que des fragments et il peint un intéressant tableau de l'état de l'historiographie roumaine : « J'aimerais raconter combien de choses gisent encore ensevelies sous la poussière des monastères valaques... dont les auteurs n'ont pas voulu révéler leurs noms parce qu'ils ont décrit franchement et sans détours les mauvaises actions des voïvodes, la tyrannie de l'Empire turc et la voracité des serviteurs de la Porte Ottomane. En outre, à cause des conditions actuelles, personne n'ose véhiculer ce genre d'écrits à l'étranger, de crainte de passer pour un Catilina, traître à son pays » (p. 54–55).

Johann Filstich appartient à un mouvement qui se dessinait déjà au 17^e siècle dans l'histoire des Roumains : pour l'étude de certaines réalités depuis longtemps reconnues (origine romaine, continuité, unité) un schéma d'argumentation scientifique — bien entendu selon les possibilités du temps — prenait forme. En même temps, dans l'œuvre de l'historien transylvain apparaît clairement le but politique de ses recherches dans le passé éloigné.

La partie du *Tentamen* qui regarde l'histoire de Valachie au moyen âge est fondée sur la traduction allemande — faite par Filstich lui-même — d'une variante des *Annales Cantacuzène*, pourvue d'additions et corrections empruntées aux auteurs saxons ou hongrois. L'inclusion de la variante allemande au sous-sol de cette édition (variante éditée seulement partiellement par F. Chr. Engel en 1804) aurait facilité la détermination des contributions de Filstich, en mettant en même temps à la disposition des lecteurs une des anciennes versions de *l'Histoire de Valachie*. Il s'agit d'un manuscrit appartenant — selon la classification de l'édition Grecescu-Simonescu — au groupe G, c'est-à-dire à celui qui continue la tradition des compilations qui ne comprennent ni la *Vie de Nifon* ni la *Lettre du Patriarche Théophanos*. C'est dommage que le manuscrit roumain transmis à Brașov (peut-être par l'entremise de Radu Tempea, selon les *Notes*) n'ait pas été conservé à côté de la traduction allemande, due à Filstich. L'omission »

de la *Vie de Nifon*, une riche source d'informations historiques, n'est pas une omission et elle n'est pas due à l'auteur du *Tentamen*; ni l'erreur commise en appelant Bayazid, bey ou pacha de Nicopolis — erreur qui apparaît aussi dans d'autres copies des *Annales Cantacuzène* et qui a été expliquée diversement — ne lui est pas imputable.

La traduction allemande due à Filstich et la version latine incluse dans son *Tentamen* devraient être étudiées et comparées avec l'unique manuscrit roumain de type G, intégralement conservé, et avec la partie incluse dans le *Sbornic* arabe de Macaire Zaïm. On doit se rappeler que Johann Filstich connaissait aussi les *Istorille... (les Histoires...)* attribuées à Radu Popescu, et dont le point de départ est constitué par les mêmes *Annales Cantacuzène*, mais par l'intermédiaire d'un autre groupe de manuscrits. Dans le *Tentamen*, les chroniques valaques apparaissent dans leurs variantes initiales, et non dans la version pourvue de notes et grandement amplifiée par Radu Popescu qui fournit des informations surtout sur l'histoire du sud-est de l'Europe et de l'Empire ottoman.

En saluant la traduction et la publication de l'ouvrage de Filstich, nous sommes en droit d'espérer avec un intérêt accru l'apparition — annoncée — d'autres ouvrages de l'érudit saxon et particulièrement ces « quelques centaines de pages... consacrées à l'Empire ottoman qui constituent une réplique surprenante et entièrement inconnue à l'ouvrage que Dimitrie Cantemir consacra au même empire ».

Nous devons cette édition du *Tentamen* aux efforts conjugués de deux spécialistes : Adolf Armbruster (dont le livre : *La romanité des Roumains. Histoire d'une idée*, Bucarest, 1972, traduction française 1977, ainsi que de nombreuses études ont consacré sa réputation de profond connaisseur du problème) et Radu Constantinescu (éditeur des commentaires de Nekitas de Héraclée sur Grégoire de Nazianz — éditeur avec Klaus-Henning Schroeder de la variante roumaine de *l'Histoire de la Chute de Troie* par Guido delle Colonne). Malheureusement en rendant compte de ce livre j'ai assez peu parlé du minutieux et assidu travail accompli par les deux éditeurs.

Cătălina Velculescu

VICTOR ȚÎRCOVNICU, *Istoria învățământului în Banat până la 1800*, București, Ed. didactică și pedagogică, 1978, 245 p. + 1 h.

Pour mieux comprendre les traits spécifiques de l'enseignement au Banat jusqu'en 1800, V. Țircovnicu présente, en tête de chaque chapitre de son ouvrage, une succincte vue d'ensemble sur la situation économique, sociale et politique de cette province durant la période qu'il s'est proposé d'étudier.

De même, il attire l'attention sur la spécificité du développement historique du territoire en cause : la domination turque (1552—1716), domaine appartenant à la cour de Vienne (1718—1779), administration hongroise sur une partie du territoire (1779—1918), l'existence de la frontière militaire sous la juridiction du Conseil aulique autrichien de guerre (1718—1872) l'application des privilèges illyriens, les tendances d'assimiler la population par la généralisation de la langue serbe.

Le premier chapitre, intitulé *La culture matérielle et spirituelle sur le territoire de Banat jusqu'au X^e siècle* (p. 7—16) passe en revue les principales formes de culture matérielle et spirituelle de Banat jusqu'au X^e siècle. Non dépourvues d'intérêt pour cette époque s'avèrent être aussi les informations concernant l'enseignement oral, ainsi que la participation de la jeunesse au travail et aux différentes manifestations de la vie sociale. En même temps, l'auteur présente une longue suite d'arguments en faveur de l'existence d'un enseignement par écrit en Dacie romaine et met en évidence le rôle de l'église qui, durant la période de passage à la féodalité, a accompli aussi des tâches à caractère instructif-éducatif.

Après l'exposé des conditions économiques, socio-politiques et culturelles du développement de la province de Banat aux X^e—XVI^e siècles, V. Țircovnicu présente ses opinions sur « la famille » de Banat, en tant que milieu d'éducation et de culture. Il s'engage en même temps à trouver là les éléments constitutifs spécifiques de leur spiritualité. Fort significatives, à cet égard, sont des remarques de V.Ț. concernant le centre culturel de Cenad où, au XI^e siècle, d'après les dires d'une ancienne légende de saint Gérard — *Legenda Sancti Gerhardt*, existait une école ecclésiastique. C'est la première école de Banat, dont les documents attestent l'existence. Aux XIII^e—XVI^e siècles, l'école sera transformée en une institution de degré moyen.

De même, l'auteur fait mention d'un autre groupement culturel autour du monastère d'Igriș. Il y avait ici une bibliothèque, dont le grand nombre de livres était apporté par des

moins de France (Pontigny). Ce sont là seulement quelques-uns des problèmes débattus avec passion par l'auteur dans le 11^e chapitre, intitulé *L'enseignement de Banat aux X^e — XVI^e siècles*.

Le thème du 11^e chapitre (p. 31—54), une vue d'ensemble sur la situation de l'enseignement au Banat aux XVI^e—XVII^e siècles, suggère les conditions qui ont favorisé les débuts de l'enseignement roumain : la situation florissante des villes et des villages, l'existence d'une couche de négociants et d'artisans roumains, l'influence de l'humanisme et de la réforme, etc.

En présentant les mutations culturelles de l'époque et leur influence sur l'enseignement de Banat — notamment l'humanisme et la Réforme — V.Ț. relève les profondes conséquences spirituelles de la propagation du luthéranisme et du calvinisme dans le sens de l'apparition et de la propagation d'imprimés roumains anciens (une bonne partie utilisés aussi dans les écoles de Banat), ce qui prouve les aspirations culturelles des nouvelles couches sociales.

L'activité déployée par la famille de lettrés Halici constitue un exemple suggestif dans cette direction et les membres de cette famille sont de dignes représentants de l'humanisme roumain.

A cette époque, les écoles avaient, comme de juste, un caractère confessionnel marqué. Il faut remarquer l'activité de certaines écoles catholiques, où étudièrent des jeunes Roumains convertis au catholicisme comme Georges Buitul et Gabriel Ivul.

Dans ce même chapitre, l'auteur fait connaître l'activité didactique-instructive des monastères roumains, dont l'évolution fut entravée par des troubles causés par la Réforme et la domination turque.

La situation de l'enseignement de Banat entre les années 1716 et 1774 (pp. 55—117) fait l'objet du 11^e chapitre du même ouvrage. Comme prévu, après un compte rendu révélant les conditions économiques, sociales et politiques de l'époque, V.Ț. présente brièvement certains aspects de la politique menée par la cour de Vienne face à l'enseignement de Banat. Il relève le caractère nouveau qu'acquiert l'activité scolaire. L'école devient officiellement un instrument propagateur de culture dans les masses, idée qu'on avait longuement débattue, jusqu'alors. Cette réalité historique est reprise par l'auteur dans une ample analyse de l'enseignement, embrassant la période 1716—1774. Faisant appel aux documents authentiques préservés dans les archives de l'époque, V.Ț. présente différents aspects de la situation « de facto » des écoles et des enseignements. C'est le cas du document intitulé *Listes des écoles non unies triviales ou élémentaires existantes en 1772*, source historique très importante concernant la situation des écoles élémentaires non unies de Banat.

Les conclusions auxquelles aboutissent les recherches de l'auteur se réfèrent au fait que, dans l'univers culturel du village de Banat, paraît et se développe une nouvelle institution sociale : l'école. Dans le milieu villageois, auprès du ministre du culte, émerge un autre représentant de la culture, muni d'une personnalité juridique distincte : l'enseignant. Dans ce contexte de renouvellement spirituel, le problème de la création d'écoles triviales était confronté avec deux réalités : trouver les enseignants dignes d'une telle tâche et assurer les forces nécessaires à la construction des écoles et à la paie des enseignants.

Pour illustrer la pensée pédagogique de l'époque, V.Ț. fait appel aussi aux préfaces de quelques manuels scolaires, sans oublier une série de dispositions et ordres, élaborés par la cour de Vienne. Dans ce même sens, sont analysés deux ouvrages à large respiration pédagogique : *Întîia învâțătură pentru tineri* (Premier cours pour les jeunes), Rimnic, 1726 et *Bucvariu* (Abécédaire), Vienne, 1771. A la fin de ce 11^e chapitre, l'auteur évoque la contribution de Daniel Lazarini, auteur d'un abécédaire en langues roumaine et serbe, au développement de la pensée pédagogique roumaine.

La dernière partie de l'ouvrage est concentrée dans le chapitre *L'enseignement de Banat dans la période 1774—1800* (p. 118—235). Après quelques considérations préliminaires sur la situation économique, sociale et politique de Banat des années 1774—1800 et après une profonde analyse de la législation de l'enseignement de cette même province roumaine, V.Ț. poursuit, avec application et d'une manière systématique, la problématique scolaire, telle qu'elle ressort de *Regulile directive pentru îmbunătățirea învățămîntului din școlile elementare sau triviale strbești și românești neunite* (Réglementations directrices pour l'amélioration de l'enseignement dans les écoles élémentaires ou triviales serbes et roumaines, non unies) (loi sanctionnée par l'impératrice Marie Thérèse le 24 mai 1774) et de Schul-Patent (novembre 1776).

De l'étude de ces règlements se dégage une multitude de problèmes comme : le réseau scolaire (les écoles élémentaires et de degré moyen du Banat provincial et de la zone de la frontière militaire), les édifices scolaires, la fréquentation scolaire, les moyens financiers, l'enseignant (embauchage, préparation et paie des enseignants), le contenu de l'instruction (disciplines et manuels scolaires), l'inspection des écoles, les principes didactiques, les méthodes et le mode d'organisation du processus d'enseignement.

Par les méritoires recherches sur l'enseignement de Banat jusqu'en 1800, V.Ț. réussit à élaborer un ouvrage de grand intérêt scientifique non seulement pour les spécialistes roumains, mais aussi pour les spécialistes allemands, autrichiens et serbes, compte tenu des particularités de l'évolution historique de cette province roumaine. Considéré dans son ensemble, l'ouvrage atteste une valeur documentaire accrue aussi par le fait qu'il met en circuit toute une série de pièces d'archives extrêmement importantes, trouvées par l'auteur tant dans les fonds de documents du pays que de l'étranger (il s'agit de *Arhivele provinciale* [Les Archives provinciales] et de *Arhiva Academiei Sârbe de științe și arte* [Les Archives de l'Académie serbe de science et d'art, Sremski Carlovič, Yougoslavie]). C'est pourquoi l'ouvrage de V. Țircovnicu occupe une place à part dans les recherches actuelles sur l'histoire de l'enseignement de Banat.

Iacob Mârza

GEORG HAZAI, *Kurze Einführung in das Studium der türkischen Sprache*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1978, 190 S.

Der Forschungsstand der türkischen Sprache hat sich in den letzten zwei Jahrzehnten ziemlich geändert, seitdem die letzte Rekapitulation der Problematik und Literatur der türkischen Sprachwissenschaft im Rahmen des turkologischen Grundrisses *Philologiae Turcicae Fundamenta* (Fundamenta 1959) erschienen ist. Unter diesen Umständen füllt das vorliegende Buch, das praktisch einen kritischen Überblick des aktuellen Forschungsstandes bis 1974 bietet, eine fühlbare Lücke aus. Die von Georg Hazai gebotene Einführung in sämtliche Forschungsbereiche der Linguistik innerhalb der Turkologie nimmt auf dem Gebiet der Dokumentierung und Information einen besonderen Platz ein. Das ist aber in Anbetracht der internationalen turkologischen Forschung nicht verwunderlich. In seinem Vorwort hat Georg Hazai eigentlich Recht zu betonen, daß „die wissenschaftliche Kooperation — insbesondere auf dem Gebiet der Dokumentation und Information — leider noch in den Kinderschuhen steckt“.

In diesem Rahmen betrachten wir es als unsere Pflicht, Georg Hazais Initiative und Beitrag zur Förderung der internationalen Zusammenarbeit hervorzuheben. Das vorliegende Buch ist eben keine Ausnahme. Man muß diesbezüglich die von Georg Hazai und Andreas Tietze 1975 ergriffene Initiative in den Vordergrund stellen, die bemüht war, eine Übersicht über die Veröffentlichungen ab 1971 auf dem Gebiet der osmanisch-türkischen Sprache, Literaturgeschichte und Geschichte in der „Wiener Zeitschrift für die Kunde des Morgenlandes“ zu bieten. So kam eine neue Bibliographie — „Turkologischer Anzeiger“ — zu Stande. Sie setzt die osmanische Bibliographie, die 1974 in Leyden von Hans-Jürgen und Jutta Kornumpf herausgegeben wurde, fort. Wenn auch die vier bisher erschienenen Folgen sich auf einen Überblick über die Gesamtproduktion auf dem Gebiet der Osmanistik beschränken, so haben die Verfasser doch ihren ursprünglichen Plan nicht aufgegeben, die Turkologie in ihrer Gesamtheit zu erfassen.

Die Erforschung der türkischen Sprache, die zur oghusischen Gruppe der Turksprachen gehört und heute in der Türkei und zum Teil in manchen Nachbarstaaten gesprochen wird, bildet den Gegenstand des vorliegenden Buches. Die türkische Sprache wird nicht nur als eine Folge von Äußerungsformen und Entwicklungsstufen, sondern auch als Kommunikationssystem einer Sprachgemeinschaft mit den heute bekannten Forschungsdimensionen angesehen. Im Rahmen dieses kritischen Überblickes wird der Beziehung der türkischen Sprachwissenschaft zur allgemeinen Sprachwissenschaft — d.h. die Erweiterung ihres Forschungsvorhabens und methodischen Repertoires — eine besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Im allgemeinen hat der Verfasser lediglich auf die ständigen methodischen Neuerungen hingewiesen. Mit gutem Recht hebt Hazai hervor, daß in der turkologischen Literatur den vorwiegend unlösbaren Fragen der Terminologie eine übertriebene Bedeutung zugesprochen wurde. Seines Erachtens nach sollte eine größere Bedeutung nicht den verschiedenen Termini, sondern ihrem Inhalt geschenkt werden. Solche Termini können sonst nur einen Teilaspekt der vielseitigen Realität der Sprache ausdrücken. Deshalb wurden in der Einleitung die meistgebrauchten Termini und die üblichen Alternativvorschläge zusammengefaßt. Der häufigste unter den in der wissenschaftlichen Literatur außerhalb der Türkei begegneten Termini ist der Ausdruck *Türkeitürkisch*. Obwohl er zu jenen Termini, die von vielen Fachleuten abgelehnt werden, gehört, hat erwähnter Ausdruck doch seine Berechtigung. Er steht, abgesehen von den historischen und aktuellen Grenzen des Sprachgebietes, in Zusammenhang mit der neuentstandenen Literatursprache. So wie es schon im Vorwort betont wurde, hat sich der Verfasser im Titel seines Buches für den Terminus Türkisch entschieden. Das heißt aber nicht, daß an anderen Stellen — in Abhängigkeit vom behandelten Stoff — manchmal auch andere Termini verwendet wurden.

Die Forschungen sowohl die Vergangenheit als auch die Gegenwart der türkischen Sprache betreffend, stellen das Objekt vorliegenden Überblickes dar. So werden im I. Kapitel die wesentlichen Fragen der türkischen Sprachgeschichte behandelt, u.zw. die Quellen, die Entstehung und Entwicklung der Literatursprache, die Geschichte der Sprachstruktur und des Wortschatzes, der Einfluß auf fremde Sprachen. In den letzten Jahrzehnten haben die Studien über die türkischen und europäischen Handschriftensammlungen, die sogenannten Denkmäler in arabischer Schrift, die einen wichtigen Teil der schriftlichen Quellen darstellen, stark zugenommen. Es handelt sich dabei um die mit dem vielversprechenden Namen „Sprachdenkmale“ bezeichneten Texteditionen, Übersetzungen oder Bearbeitungen. Georg Hazai teilt die erwähnten Publikationen in zwei Gruppen ein, u.zw. Texteditionen (manchmal mit Faksimile-Tafeln und Übersetzung) und Bearbeitungen, die meistens von philologischen Kommentaren begleitet sind. Den Texteditionen hat man bisher eine größere Aufmerksamkeit als den Bearbeitungen geschenkt. Dadurch wurden zwar viele wichtige Quellen bekannt gemacht, obwohl Hazai diese Zunahme nicht als befriedigend betrachtet. Geht man von den Bedürfnissen der sprachhistorischen Forschung aus, so besteht kein Zweifel, daß die ersten sieben Jahrzehnte dieses Jahrhunderts auf dem Gebiet der Quellenforschung und-Bearbeitung keinen Durchbruch gebracht haben. Unter diesen Umständen betont Hazai mit gutem Recht, daß eine grundlegende Quellenbasis für die historische Grammatik des Türkischen erst im 21. Jahrhundert geschaffen sein wird. Trotzdem gibt der Verfasser nicht die Hoffnung auf eine Inanspruchnahme der noch nicht ausgenützten Mittel der modernen Forschungstätigkeit (d.h. der internationalen Zusammenarbeit und Maschinenverarbeitung linguistischer Daten) auf, die das Forschungstempo wesentlich beschleunigen könnten. Die Kritiker erwähnter Textausgaben und philologischer Arbeiten haben auf manche typische Quellenfehler hingewiesen. Hazais Meinung nach könnten doch für viele Lesungs- und Deutungsprobleme treffende Lösungen gefunden werden. Zur Richtigstellung der phonetischen Form würden in gleiche Maße sowohl die Auskünfte der sogenannten Transkriptionsdenkmäler (die Quellen in nicht arabischer Schrift) als auch jene der komparativen Forschungen — aufgrund derjenigen Denkmäler, die zu den älteren literarischen Idioms des Türkentums gehören — beitragen. Obwohl es hinreichende Quellen für eine richtige phonetische und inhaltliche Interpretation der einzelnen fraglichen Stellen der Texte gibt, lassen die lexikographischen Quellen den Forscher oft im Stich. Man muß Hazai Recht geben, wenn er den Forschern die Vervollständigung des lexikographischen Apparates durch neue Fakten und Erkenntnisse zur Aufgabe stellt.

Die Transkriptionsdenkmäler, d.h. das türkische Sprachmaterial, welches mit fremden Alphabeten geschrieben wurde, bilden einen anderen Teil der schriftlichen Quellen. In Vergleich zu den Denkmälern in arabischer Schrift ist aber diese Quellengattung (in den früheren Jahrhunderten kleinere Aufzeichnungen und Wörterlisten, später aber auch umfangreiche Sprachführer, Grammatiken und Wörterbücher) nur am Anfang unseres Jahrhunderts bekannt geworden. Seit dem Ende der 30er Jahre nahm das Interesse der europäischen Turkologen an diesen Texten beständig zu, besonders da sich die systematische Erforschung dieses Stoffes zur Erweiterung und wesentlichen Ergänzung unserer sprachhistorischen Kenntnisse als fruchtbar erwiesen hat. Auf diese Weise wird die Rolle der Transkriptionsdenkmäler durch die offensichtlichen Lücken der Quellen in arabischer Schrift bestimmt. Da sie eine spezielle ethnische oder territoriale Abart des Türkischen in sich verkörpern, sind auch von ihnen wichtige Hinweise für die lautgeschichtlichen Forschungen zu erwarten. Durch die in den letzten Jahrzehnten unternommenen Forschungen ist das Material der europäischen Transkriptionsdenkmäler im Grunde genommen schon ausgewertet. Hazai ist der Meinung, daß mit Ausnahme des in griechischer, armenischer und georgischer Schrift geschriebenen Sprachmaterials, neuere Entdeckungen kaum das Gewicht des schon bekannten Stoffes wesentlich verändern könnten. Der Fortschritt im Bereich erwähnter Quellengattung ist ebenfalls mit einer vernünftigen Selektion zu verbinden, die aber einen ganz anderen Charakter als im Falle der Texte in arabischer Schrift hat. Vom idealen Standpunkt ausgehend, umreißt Hazai sowohl die Aufgaben als auch die Schwierigkeiten, die den Forschern der türkischen Sprachgeschichte bevorstehen. Es besteht trotzdem kein Zweifel, daß die Anwendung der neuen Forschungsmethoden zu einem Wendepunkt in der Lösung der aktuellen Aufgaben führen wird. Hazais Meinung nach beziehen sich die hauptsächlichsten Fragen der Sprachgeschichte auf die Herausbildung der Literaturgeschichte, die Veränderungen in der Sprachstruktur, auf die Periodisierung der Sprachgeschichte, auf den Wortschatz (etymologische Forschung und historische Lexikographie) und auf den Einfluß des Türkischen auf andere Sprachen. Die Lösung einzelner Fragen der Sprachstruktur ist eigentlich von einer systematischen Durchsicht der Struktur und des Wortschatzes zu erwarten, um die Unterschiede der alten türkischen literarischen Sprache hervorheben zu können. Der Verfasser ist im Recht, die Fragen der Periodisierung in den Mittelpunkt seiner Erörterung zu stellen, weil die bisherige Forschung sie eigentlich nur nebenbei behandelt hat. Es ist nicht zu verwundern, wenn der Periodisierung eine besondere Bedeutung beizumessen

ist. Dies ist eine vielseitige Frage, um die sich alle relevanten Zusammenhänge der Sprachgeschichte gruppieren. Die Beantwortung der bisher offenen Fragen erfordert theoretische Klarheit und methodische Konsequenz. Damit wird die Einzelforschung zur Erhellung weitreichender Fragen der Sprachgeschichte wesentlich beitragen.

Die Sprachreform ist heute noch eine brennende Frage der Gegenwart für die türkische Sprache. Diese komplizierte Aufgabe der Spracherneuerung, die kurz nach der erfolgreichen Schriftreform (1929) in Angriff genommen wurde, — steht sogar heute noch auf der Tagesordnung. Der bewußte Eingriff von außen in die Entwicklung der Literatursprache wurde natürlich nicht frei von Zusammenstößen zwischen Konservativen und Puristen durchgeführt; manchmal wurde er auch von Mißerfolg begleitet. Die Sprachreform hat sowohl in der Türkei als auch im Ausland viele Publizisten und Turkologen beschäftigt. Der Ausgang der Zusammenstöße und Kämpfe der Intellektuellen in einer solchen brennenden Frage kann nicht vorhergesagt werden. Georg Hazals Meinung nach, der wir uns anschließen, ist die Sprache selbst der wichtigste Zeuge, der eine tatsächliche Erneuerung aufweist. Erst nach dem Vergleich zwischen der zeitgenössischen und der um die Jahrhundertwende gesprochenen Sprache kann verstanden werden, warum man die Sprachreform noch als „Sprachrevolution“ bezeichnet.

Zum Abschluß sei uns noch eine Feststellung gestattet. Hazals Buch, das einen ausführlichen Überblick über die bis 1974 unternommenen Forschungen bietet, trägt wesentlich zur vielseitigen Entwicklung der türkischen Sprachwissenschaft bei. Es handelt sich nämlich um eine Zusammenfassung der bisher ungelösten Fragen und Aufgaben auf dem Gebiet der türkischen Sprachforschung.

Cristina Feneşan

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par : ZAMFIRA MIHAIL (Z.M.); EMANUELA POPESCU-MIHUȚ (E.P.-M.); TUDOR TEOTEOI (T.T.); ANCA IANCU (A.I.); LIVIU P. MARCU (L.P.M.); CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU (C. P.-D.); MIRCEA ANGHELESCU (M.A.); J. IRMSCHER — Berlin DDR (Irm.); ANDREI PIPPIDI (A.P.); CĂTĂLINA VĂTĂȘESCU (C.V.); EUGENIA IOAN (E.I.); ELENA SCĂRLĂTOIU (E.S.)
Publiées par les soins de ELENA SCĂRLĂTOIU

FLORA ȘUTEU, *Influența ortografiei asupra pronunțării literare românești* (L'influence de l'orthographe sur la prononciation littéraire roumaine), Ed. Academiei, București, 1976, 244 p.

Qu'un ouvrage de stricte spécialisation linguistique — graphonomie — attire l'attention d'un large public d'intellectuels est une performance témoignant de l'ouverture de cette discipline sur les problèmes culturels d'ordre général. Elle témoigne aussi de la validité des solutions proposées.

Si, malgré son caractère conventionnel, l'écriture passe pour l'un des compartiments étudiés par la linguistique, c'est parce qu'elle offre l'unique modalité de connaître les stades anciens de la langue. A ceci s'ajoute encore le fait qu'au point de vue aperceptif l'image graphique équivaut pour les locuteurs à l'image acoustique de leur propre parler. Aussi, l'étude de l'écriture s'est-elle constituée comme un domaine autonome, s'épanouissant à la limite entre la linguistique et l'histoire, dans le vaste cadre des sciences sémiologiques. L'histoire de l'écriture s'est cristallisée en tant qu'objet d'étude parallèle à l'histoire de la langue et à l'histoire de la culture. Mais ce parallélisme fit qu'on ait pris en considération l'écriture d'une manière unilatérale par rapport à l'étude linguistique.

Partant de l'hypothèse que la substitution de la physionomie graphique à la physionomie sonore et que la modification de cette dernière selon certaines règles imposées par la première doivent être considérées comme des processus linguistiques objectifs, l'auteur procède à la première synthèse traitant l'évolution de la langue littéraire roumaine à la lumière du rapport entre la norme orthographique avec la norme orthoépique démontré par l'analyse graphonomique (p. 17). C'est pour la première fois que la linguistique roumaine tient compte de ce que certaines dissociations soient nécessaires entre l'histoire de la langue et l'histoire de la langue littéraire, dissociations jouant dans le processus de recherche et portant sur le principe de l'investigation. L'histoire de la langue littéraire s'occupe des aspects phonétiques d'un type particulier, à savoir, les principes phonétiques normatifs, c'est pourquoi les unités opérationnelles d'un historien de la langue littéraire sont ce qu'on appelle les sons-type, autrement dit des modèles de prononciation créés par un système normatif (p. 28).

L'auteur commence par étudier en premier lieu l'évolution des systèmes orthographiques par rapport à leurs structures intérieures, et ensuite à partir des cas les plus caractérisés d'oscillation de la prononciation, enregistrés par les ouvrages normatifs et descriptifs du XIX^e siècle, elle établit les dimensions et la nature du rapport de détermination qui existe entre les deux systèmes — orthographique et orthoépique.

De cette manière, l'ouvrage offre au lecteur la possibilité d'une évaluation plus exacte du rôle tenu par le courant latinisant au XIX^e siècle dans la genèse de la langue littéraire à l'époque moderne. On affirmait auparavant que le processus d'unification (et implicitement de modernisation) de la langue roumaine littéraire a subi une forte « menace » de la part du latinisme, en raison de la conception puriste et étymologique de celui-ci. Il semblait que ce ne fut qu'avec le triomphe du courant « junimiste » dans les cercles académiques que le roumain littéraire ait retrouvé son cours normal vers l'unification et la modernisation. Cette

conception des chercheurs du XX^e siècle reposait surtout sur les polémiques entre les protagonistes des différents courants du XIX^e siècle.

Or, il convient de proclamer en toute impartialité que, afin d'imposer la latinité de la langue roumaine en général, les philologues roumains de cette période ont dû surenchériser sur tous les moyens de la démonstration et, dans le domaine particulier de la théorie de l'écriture, leurs efforts se sont axés surtout sur l'alphabet et sur le système de l'écriture. Au XIX^e siècle, le système de l'écriture en usage constituait un objet d'intérêt culturel, débattu par tous les intellectuels. Pendant une centaine d'années, depuis 1780 quand la grammaire de Samuil Micu et Gh. Șincai affirme l'impératif de l'introduction de l'alphabet latin et jusqu'en 1880, quand l'Académie Roumaine vote le premier orthographe *officiel* en caractères latins, les disputes concernant les normes orthographiques ont reflété aussi les divergences de conception philologique. Alors que T. Malorescu soulignait en 1866 que « pour presque aucun mot il n'y a guère d'usage général du langage en tant que normatif de l'écriture de tous les sons », T. Cipariu et ses partisans estimaient à juste titre qu'à la base d'une prononciation régulière on devrait asseoir un orthographe régulière. La première thèse préconisait que l'écriture, suivant la prononciation, s'unifie au fur et à mesure que celle-ci deviendra plus unitaire — solution qui s'est avérée insatisfaisante même pour les adeptes du courant « phonétique ». La volonté de régulariser la système phonétique (et morphologique) de la variante littéraire du roumain demeure un acquis du courant latinisant.

La conclusion de l'auteur est que « les effets du système graphique normatif se sont greffés, au sein de l'histoire de la langue littéraire roumaine, sur certaines particularités de prononciation, notamment 'valaque'. Les formes 'valaques' de la norme orthoépique actuelle se sont imposées et généralisées par la voie de l'écriture mais non seulement parce que adoptées par les textes imprimés, mais encore parce que le système graphématique de l'orthographe roumano-latin était constitué de manière à créer un modèle euphonique de type valaque. Quelques-uns de ses traits caractéristiques coïncidèrent avec le modèle graphique de l'écriture étymologique. Cependant ce processus tendant à imposer les formes « valaques », a été moins de nature socio-politique, comme on le croit généralement, que de nature plutôt culturelle (p. 222).

Dans la perspective de l'analyse graphonomique, l'auteur apporte des précisions importantes relatives à la réalité linguistique du XIX^e siècle. On est amené à constater de la sorte que les intellectuels *prononçaient* des mots tels « rls » (rire), « zimbet » (sourire), « zină » (fée) avec un /l/ parce qu'ils l'estimaient *plus littéraire*, de même qu'ils avaient la conviction qu'un /a/ est plus littéraire qu'un /ə/, son dérivé, et on retrouve la même pendulation entre le e et le ə. D'une exactité quasi mathématique, les investigations sur lesquelles repose cette synthèse prennent une valeur toute particulière pour la philologie (en tant que « science de l'édition des textes ») au XIX^e siècle. À juste titre, Flora Șuteu affirme « la nécessité de réexaminer en entier le système graphique normatif en usage au XIX^e siècle ». Pour compléter les principes établis jusqu'à présent, l'ouvrage souligne l'utilité pratique qu'on pourrait tirer d'une procédure tendant à typiser le système graphématique de différents textes pour délimiter l'interprétation du système orthoépique reflété par ces textes. On arriverait à dresser de cette manière un modèle structural d'interprétation de la graphie propre à ces textes et implicitement à leur édition scientifique » (p. 223).

On ne saurait assez applaudir pareille initiative scientifique d'intérêt national, intéressant la valorisation des œuvres roumaines du XIX^e siècle. L'auteur fait là œuvre de pionnier, destinée à conduire à de grands aboutissements.

Z.M.

G. RÖSCH, ONOMA ΒΑΣΙΛΕΙΑΣ. *Studien zum offiziellen Gebrauch der Kaisertitel in spätantiker und frühbyzantinischer Zeit*, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, Wien, 1978, 179 p. [Byzantina Vindobonensia, Band X]

La monographie de G. Rösch sur la titulature impériale au Bas-Empire romain et à la première époque byzantine est en même temps une œuvre d'analyse et de synthèse. D'analyse parce que, sur la base de diverses catégories de textes, l'auteur discute en détail chaque élément composant les titres impériaux à l'époque mentionnée ; de synthèse, parce qu'il met à contribution la riche bibliographie sur le sujet. Les limites chronologiques choisies par Rösch pour son enquête (IV^e—VIII^e s.) sont motivées par le fait que c'est dans cette période que la

titulature impériale s'est cristallisée, l'histoire byzantine ultérieure n'apportant rien de nouveau en ce sens. Mais ces limites chronologiques sont assez labiles parce que, pour expliquer l'origine d'un titre impérial ou d'un autre, l'auteur est plus d'une fois obligé de faire appel à l'époque d'Auguste et de son Principat.

Rösch a divisé la matière de son livre en trois parties :

I. *Die Titelwörter, ihr Vorkommen und ihre Bedeutung* (p. 27—67)

C'est un répertoire commenté des éléments de la titulature impériale avec des données sur le moment de leur apparition et disparition, leur portée politique, de propagande ou religieuse, etc.

II. *Die Intitulationen kaiserlicher Schreiben* (p. 71—124)

L'auteur analyse dans ce chapitre, d'ailleurs le plus substantiel de l'ouvrage, la titulature impériale proprement dite, c'est-à-dire les diverses formules de combinaison des éléments passés en revue dans le premier chapitre. Il distingue plusieurs étapes dans la cristallisation de la titulature impériale, à savoir : la période qui s'étend entre le règne d'Auguste et ce de Constantin le Grand ; le règne de Constantin le Grand ; la période comprise entre le règne de Valentinien I^{er} et Justinien I^{er} ; le règne de Justinien I^{er} — Heraclius I^{er} ; le titre impérial aux VII^e—VIII^e siècles. Notons au cadre de ce chapitre la typologie du titre impérial proposée aux pages 88—94, la discussion autour de la formule βασιλεὺς τῶν Ῥωμαίων (p. 111—116) et les considérations de l'auteur sur le *Constitutum Constantini* (p. 117—122).

La III^e partie du livre intitulée *Offizielle Bezeichnungen des Herrschers ausserhalb der Kaiserurkunden* (p. 127—158) est, d'après l'expression de l'auteur même, un tour d'horizon sur les données offertes par les monnaies, les sigilles, la modalité de datation des actes et documents et les écrits adressés aux empereurs (lettres, discours, etc.)

Le livre s'achève par une liste des titres impériaux dans les documents, les lois et les lettres de la période étudiée (p. 159—171), deux listes des éléments de la titulature impériale, une liste des empereurs (p. 173—174) et deux index des termes latins et grecs (p. 175—179).

Très systématique, avec un érudit appareil critique qui prouve une bonne connaissance de la littérature spécialisée sur le sujet, le livre de Rösch donne pourtant au lecteur un sentiment d'inachevé. La complexité des problèmes à étudier réclamait de la part de l'auteur un plus d'expérience. Le jeune chercheur allemand passe trop vite sur le contexte politique religieux ou culturel qui a imposé un changement ou un autre. Son méritoire effort de documentation et d'analyse perd de la sorte beaucoup dans la rédaction trop sèche et trop serrée du texte. Les modestes conclusions qui closent le livre sont un argument en ce sens. L'ouvrage reste pourtant un très utile instrument de travail pour les chercheurs.

E. P.-M.

MICHELE PSELLO, *Nozioni paradossali*, testo critico, introduzione, traduzione e commento a cura di Olimpio Musso. Università di Napoli, Cattedra di Filologia Bizantina, 1977, 60 p. (Byzantina et Neo-Hellenica Neapolitana, Collana di studi e testi, VI)

Notre but est de présenter la sixième publication de la série « Byzantina et Neo-Hellenica Neapolitana », dirigée par le Prof. Antonio Garzya. Il s'agit d'un petit ouvrage de Psellos, publié pour la première fois par P. Lambeck dans *Commentariorum de Augustissima Bibliotheca Caesarea Vindobonensi, liber septimius*, Vienne, 1675, col. 223 et suiv., d'après le ms. Vindobonensis philologicus graecus 14 (ff. 9—11) du XVI^e siècle et qui a appartenu à Johannes Sambucus. L'ouvrage a été reproduit ensuite par D. Thévenot, *Veterum Mathematicorum ... et aliorum opera Graece et latine nunc primum edita. Ex manuscriptis codicibus Bibliothecae Regiae*, Paris, 1693, p. XIV, ainsi que par Adam Francisc Kollar dans la deuxième édition de Lambeck, Vienne, 1781, col. 476—478. Une édition plus complète a été donnée par A. Westermann, *Scriptores rerum mirabilium Graeci*, Braunschweig, 1839, p. 143—148, en se basant aussi sur le ms. Monacensis Graecus 105. Mais Westermann a connu en même temps deux mss. plus anciens qui se trouvaient à Florence, dans la Bibliotheca Medica Laurentiana.

À la base de l'édition de M. Musso se trouve le ms. Vaticanus Graecus 672 du XIII^e siècle, assez récemment mis en valeur par R. Devreesse, *Codices Vaticani Graeci*, III, Città del Vaticano, 1950, p. 123. Dans ce ms., le plus ancien qui l'a conservé, l'opuscule de Psellos porte le titre *Peri paradoxon akousmatōn* (c'est-à-dire *De mirabilibus auscultationibus*), au lieu de *Peri paradoxon anagnosmatōn* (= *De mirabilibus lectionibus*), comme il a été publié par Petrus Lambeckius d'après d'autres mss.

À la différence de Lambeck, qui considérait que ce petit ouvrage a été adressé au patriarche M. Keroullarios, M. Musso est d'avis qu'il a été rédigé pour l'empereur Michail VII Doukas ; la date de son élaboration pourrait donc se situer dans la période 1071—1078.

La valeur de l'ouvrage est remarquable pour le développement de l'esprit scientifique à Byzance, basé plutôt sur les autorités antiques que sur l'observation directe de la nature. L'histoire de la médecine et de la pharmacie peut en tirer profit.

Assez difficile et plein d'atticismes, le texte est précédé par une introduction concernant son titre, le destinataire, la chronologie et ses sources, quelques considérations sur la langue et son style, ainsi que sur les auteurs dits *paradoxographoi* (notion attestée chez Tzetzes), puis les fondements et la tradition manuscrite de cette édition critique. Une traduction italienne, un riche commentaire et trois index (verborum notabilium, nominum et locum) parachèvent ce travail.

T. T.

Vizantijsktje očerki. Trudy sovetskikh učenyh k XV Meždunarodnomu Kongressu Vizantinistov (Akademija Nauk SSSR, Institut Vseobščej istorii), Moscou, les Éditions « Nauka », 1977, 248 p.

La byzantinologie soviétique a fait paraître, par les soins de Z. V. Udalcova, un nouveau volume d'« Études byzantines » ; cette fois il a été préparé pour le XV^e Congrès International d'Études byzantines qui a eu lieu à Athènes au mois de septembre 1976. Compte tenu du fait que presque chaque rencontre internationale des byzantinistes a été marquée de cette façon par la science soviétique et qu'il y a maintenant plusieurs volumes de « Vizantijskie očerki » — constituant une sorte de périodique — nous sommes d'avis que la numération de chaque volume serait d'une indiscutable utilité.

La grande majorité des études qu'on trouve dans ce livre portent sur des questions d'histoire sociale byzantine. Pour mieux saisir l'évolution sociale de Byzance nous croyons qu'il faut toujours marquer la première apparition de tel ou tel phénomène (ou, ce qui est plus facile, de tel ou tel terme). Parmi les pages du livre, il y a aussi des cas où une plus large utilisation des citations puisées aux sources byzantines serait souhaitable. Grâce à ce procédé, le lecteur serait mieux à même de comprendre l'argumentation de l'auteur.

Le volume commence par l'étude de Z. V. Udalcova, *Byzance et l'Europe occidentale* (p. 3—65), où l'auteur aborde de nouveau la question — vivement débattue — du féodalisme byzantin. Se fondant sur les travaux les plus récents en la matière, Z. V. Udalcova enrichit ses observations antérieures sur la typologie et la structure du féodalisme en tant que phénomène général, tout en soulignant ses traits spécifiques à Byzance : l'existence d'une propriété d'État sur les terres (p. 21), l'absence de la vassalité (on est toutefois tenté d'admettre une certaine forme très faible de vassalité, p. 17), le rôle exagéré de la capitale par rapport à la province (p. 40—41), la décadence des villes et l'absence, à l'intérieur de ces dernières, d'une classe sociale plus forte que l'aristocratie féodale (p. 42 et suiv.). Des chapitres à part sont consacrés à l'organisation du pouvoir de l'État (p. 46—52), à l'Église byzantine (p. 53—56), avec les éléments qui ont augmenté la séparation de l'Occident, ainsi qu'aux mouvements hérétiques (p. 56 et suiv.), considérés comme une forme de manifestation de la lutte de classe.

K. A. Osipova se penche *Sur le problème des paysans établis à Byzance aux X^e—XII^e siècles*, sujet dont la difficulté est accrue par l'abondance de la terminologie, liée à l'imprécision de presque chaque notion sociale rencontrée dans les sources byzantines. Les notions de « paroikoi » et « proskathēmenoi » sont largement répandues jusqu'à la fin de Byzance. L'étude met en évidence le rôle contradictoire joué par l'État byzantin par rapport au processus de féodalisation, c'est-à-dire celui de le favoriser d'une part, de l'empêcher de l'autre.

Les particularités du développement de la grande ville-emporion durant la dernière période de Byzance (XIII^e—XV^e siècles) sont mises en lumière par S. P. Karpov avec des références spéciales au cas de la ville de Trébisonde, analysées de façon minutieuse (p. 79—106). L'auteur s'adonne surtout à de nombreuses comparaisons avec la ville de Byzance.

En marge du livre de P. A. Yannopoulos, *La société profane dans l'Empire byzantin des VII^e, VIII^e et IX^e siècles*, paru à Louvain en 1975, A. P. Každan et I. S. Čičurov reviennent à une question plus générale, qui porte *Sur la structure de la société byzantine aux VII^e—IX^e siècles* (p. 107—137). La conception de Yannopoulos y est soumise à un aperçu critique, surtout en ce qui concerne l'absence des classes sociales à Byzance dans la période traitée (p. 118), ainsi que le caractère hétérogène de la société byzantine (p. 124).

Des questions de terminologie et d'interprétation sont traitées par I.P. Medvedev (*Sur le problème de la terminologie sociales de la Chronique de Morée*, p. 138—148), dont l'étude constitue aussi une mise au point sur les plus récentes discussions concernant cette chronique ; le rapport entre ses quatre versions (française, grecque, aragonaise et italienne) y est également abordé.

Il convient puis de mentionner les trois études consacrées aux IV^e—VII^e siècles : celle de G.E. Lebedeva s'arrête sur *La législation proto-byzantine des vétérans* (en marge des données du «Codex Theodosianus» et du «Codex Justinianus», p. 149—157), celle de A. A. Čekalova sur *La révolte «Nika» et la lutte socio-politique à Constantinople à la fin du V^e siècle et dans la première moitié du VI^e siècle* (p. 158—181), tandis que A.A. Kučma essaye de déchiffrer *L'essence sociale de la «révolution» de Phokas, 602—610* (p. 182—194).

B.L. Fonkič signe entre les pages 210—216 une étude (*Sur la datation des mss. Codex Marcianus Graecus VII, 26 et Codex Parisinus Graecus 1771, qui contiennent des coptes de la version grecque du roman «Barlaam et Ioasaph»*) dont la portée dépasse le côté paléographique de la question traitée. Quant à l'hypothèse euthymienne — c'est-à-dire celle qui admet le moine Euthyme l'Athonite (+ le 13 mai 1028) comme premier auteur de la version grecque de «Barlaam et Ioasaph» — celle-ci ne se trouve pas renforcée, mais ni carrément écartée. Fonkič partage l'opinion de Dölger et de Beck selon laquelle l'écriture du manuscrit de Venise date de la fin du XI^e ou même du XII^e siècle.

P.I. Žavoronkov s'occupe des *Relations entre l'empire de Nicée et le tsarat bulgare au temps de Jean II Asen (1218—1241)* (p. 195—209), avec une excellente bibliographie.

Deux études sont puisées au très vaste domaine des relations byzantino-russes : il s'agit de E. K. Piotrovskaja, «*Le Chronographe abrégé du patriarche de CP Nicéphore et l'étude des dates*» du moine Kirik de Novgorod (p. 216—224), et de O.A. Belobrova, *Sur le livre de pèlerin «Antoine de Novgorod*» (p. 225—235, avec une nouvelle édition du texte entre les pages 228—235).

Le volume est achevé par V.D. Lihačeva, *Tradition de l'art antique dans la peinture proto-byzantine* (p. 236—244), étude basée sur deux icônes conservées dans les collections du Musée de Kiev et dont la reproduction aurait été très utile.

T. T.

LEONIDAS MAVROMATIS, *La fondation de l'Empire serbe. Le Kralj Milutin*, série «Byzantine texts and studies», (16), Thessaloniki, 1978, 176 p., 3 pl. + 1 carte.

Aujourd'hui encore, la fondation de l'Empire serbe réclame certaines précisions théoriques, de même que des investigations monographiques. Sans le bilan des réalités spécifiques de la période qui a précédé sa fondation, bilan dressé grâce à l'étude méthodique du matériel documentaire même en renonçant à l'inédit ; sans la révalorisation des sources connues par la voie des monographies, le débat sur cette période de transition couvrant un peu plus d'un demi-siècle, entre 1282 et 1331, risque de rester méconnue pour une bonne part. Aussi est-ce le grand mérite de Leonidas Mavromatis de l'avoir abordée dans une recherche méthodique, érudite, fondée sur la description systématique des sources, ainsi que sur l'étude des événements intervenus sous le règne du roi Milutin, compte tenu de la nature et de l'évolution des rapports serbo-byzantins considérés comme l'expression de l'option politique opérée dans ses Affaires étrangères par l'Etat féodal serbe.

Cette nouvelle interprétation du règne du roi Milutin en ce qui concerne ses relations avec l'Empire byzantin permet à l'auteur de démontrer que la politique étrangère de ce roi, bien qu'à première vue elle apparaisse pleine de contradictions, visait au fond un but très net. Et ce but était d'assurer la pérennité de sa dynastie et de consolider le trône némanide pour ses descendants, en renforçant le pouvoir central qui reposait sur les éléments dont la prospérité et l'existence même dépendaient de lui. Il s'agit en fait de la petite noblesse — *mala vlastela* — et de l'Eglise orthodoxe serbe, à la différence de la grande aristocratie dont les aspirations à l'autonomie se manifestent par l'appui donné à une autre direction politique, tournée vers l'Occident. C'est pourquoi, nous retiendrons la conclusion de l'auteur qui écrit « Il me paraît que Byzance fut avant tout à ce moment de l'histoire serbe une façon d'exprimer et de faire prévaloir la politique royale contre les ambitions de certains puissants ».

Aux acquis théoriques de cet ouvrage, il convient d'ajouter aussi la base informationnelle que Léonidas Mavromatis met à la disposition des futurs recherches, à savoir la réédition des textes de *Théodore Métochite* et du *Traité entre Charles de Valois « empereur » de Constantinople et le roi de Serbie Ștefan Uroš II Milutin*.

A. I.

VALENTIN AL. GEORGESCU, PETRE STRIHAN, *Judecata domnească în Țara Românească și Moldova — 1611—1831* (La justice princière en Valachie et en Moldavie — 1611—1831); Partea I — *Organizarea judecătorească*, vol. 1 1611—1710 (Première partie — L'Organisation judiciaire, tome premier, Première période — 1611—1740), București, Ed. Academiei, 1979, 218 p.

Le livre contient une ample et documentée analyse des attributions judiciaires du prince régnant dans les pays roumains du commencement du XVII^e siècle jusqu'aux réformes de Constantin Mavrocordate au XVIII^e siècle : la première partie, formée par deux volumes jusqu'au commencement du XIX^e siècle (Règlements Organiques de Valachie en 1831 et en Moldavie en 1832) sera continuée par une deuxième, consacrée à la procédure judiciaire, en deux volumes, par Val. Al. Georgescu et O. Sachelarie.

La matière est disposée en sept chapitres, divisés en paragraphes, avec de notes bibliographiques et une riche bibliographie. Le premier chapitre est consacré au *Prince régnant* (p. 15—68). Les auteurs mettent en lumière le fait qu'en ce qui concerne la justice, la politique du régime nobiliaire instaurée dans les pays roumains vers la fin du XVI^e siècle s'affirmait par d'énergiques revendications en faveur de la légalité féodale et du respect des garanties procédurales dans les affaires de félonie — trahison. En matière civile, le droit de justice suprême du prince ne donne pas lieu à des conflits semblables. Les jugements ont lieu devant le conseil du divan princier, les boyards sont co-intéressés à l'administration de la justice, soit à titre de dignitaires (ès qualités), soit à titre de juges délégués, de même qu'ils continuent à avoir le quasi-monopole, conquis précédemment de l'importante charge traditionnelle de conjureurs, dont l'origine se trouve dans la vie juridique des communautés agraires libres.

En ce qui concerne le pouvoir princier, selon l'opinion des auteurs les voïvodes n'étaient pas des tyrans, ils ne-faisaient pas figure de despotes asiatiques. La justice princière a été distribuée non pas par un servile imitateur de Byzance ou par un perpétuel candidat malchanceux au trône impérial, mais par des princes régnants roumains constamment confrontés avec les réalités du pays et soigneux à garder leur indépendance, même dans les conditions défavorables de la domination ottomane.

Dans les pays roumains, il n'existait pas de manifestations directes d'une croyance bien cristallisée aux aptitudes thaumaturgiques du prince régnant. Mais l'incapacité de certains princes régnants à faire éviter à leur peuple les sultes des fléaux naturels a été sanctionnée par la défaveur et par des sobriquets pejoratifs. La doctrine de l'origine théocratique de la justice veut que le prince soit considéré comme étant élu et l'oint du Seigneur et le vicaire de Dieu sur la terre. Toute la supériorité féodale se voit assigner une origine divine (*omnis auctoritas a deo*) et la justice princière, en tant que reflet de celle de Dieu, entraînait pour ses détenteurs terrestres une responsabilité mystique, vis-à-vis de la divinité, dans la vie d'outre tombe, ce qui rendait pour le moment possible toutes sortes d'abus et de manipulations idéologiques.

Les attributions juridiques du *Conseil du Prince* forment l'objet du second chapitre (p. 69—93). On remarque le rôle dominant réservé, dès les premiers siècles, aux boyards maîtres de domaines, ainsi que les vestiges de *curia regis* identifiés plus nettement en Moldavie. Selon l'opinion des auteurs, le conseil princier a été organisé sans tenir compte (exclusive ou dominante) d'un modèle byzantin dans le genre du sénat constantinopolitain. Mais, par la suite, la position autocratique du prince, la centralisation de son pouvoir et le rôle attribué aux hauts dignitaires, dont plusieurs portant des titres qui constituaient sous une forme ou autre, le plus souvent indirecte, une référence byzantine, ont eu pour résultat aux XVI^e et XVII^e siècles, dans un contexte roumain, l'évolution du conseil princier plus proche des modèles byzantins.

L'Assemblée d'états (p. 94—103) n'a pas connu dans les Principautés Roumaines un développement institutionnel semblable à celui de l'Occident, de la Pologne ou de la Hongrie. L'autocratie princière et la domination ottomane sont pour beaucoup dans cette évolution. Les états représentés féodalement étaient les grands boyards, le clergé et les états moyens privilégiés désignés très souvent comme formant « l'autre pays ». Ces débats constituaient une ma-

nifestation du devoir *d'auxilium* et de *consilium* dont le vassal était tenu envers son seigneur particulièrement lorsqu'il s'agissait de l'établissement d'impôts ; après C. Mavrocordate, une ou deux grandes assemblées se réunissent encore sans éclat, avant de passer au régime d'une autre forme d'assemblée d'états oligarchiques, le conseil général ou *Sfatul de obște* phanariote qui durera jusqu'aux Règlements Organiques.

La Banla d'Olténie (Crdiova), traitée dans le quatrième chapitre (p. 104—113), n'était pas un organe exclusivement judiciaire, mais une dignité complexe, à l'instar du pouvoir princier. Cependant, les attributions judiciaires avalent à Craiova, dans le cadre de la *banla* un poids qui dépassait celui des mêmes attributions dans l'activité du divan de Bucarest.

Les *Hauts dignitaires aux attributions judiciaires propres*, présentés dans le chapitre suivant (p. 114—151) sont ceux qui exercent des attributions judiciaires en vertu de leur charge (ès qualités) et non en vertu d'une délégation princière. Mais y sont compris aussi les dignitaires qui, quoiqu'ils dépouvent d'attributions juridictionnelles, n'en exercent pas moins des attributions judiciaires propres (enquête, exécution, etc.). Le prince emploie le procédé de la délégation à fin d'utiliser les connaissances précises d'un certain dignitaire, d'apaiser les mécontentements des anciens dignitaires, de rapprocher des litigants à la distribution de la justice, etc. Les dignitaires à compétence propre étaient : les chefs de l'Eglise (le métropolitain, les évêques), le grand vornic, le grand logothète, le grand échanson, le grand « armăș », le grand « aga », le « portar », le « serdar », le grand « camerarius », les « pârcălabi », les « vornici » de la porte princière.

Les *Lieutenants princiers* en cas d'interrègne, de vacance du trône ou de minorité du prince ont aussi des attributions générales et surtout des attributions judiciaires présentées dans le sixième chapitre (p. 152—172). Le chapitre suivant (p. 173—181) s'occupe des conditions extérieures du jugement : la localité, le local et la salle de séance, les jours d'audience, la solennité des séances, la langue et la publicité des débats.

Le dernier chapitre est consacré à l'exercice des attributions judiciaires du prince pendant les occupations militaires étrangères au caractère temporaire, à l'exclusion de courtes incursions des groupes armés et de l'occupation de la Petite Valachie par les Autrichiens en 1718—1739.

L'ouvrage, remarquable par l'érudition et par l'analyse approfondie de la matière, s'impose par l'originalité des points de vue et par la manière de présenter l'organisation judiciaire féodale dans les pays roumains.

Il constitue un utile instrument d'information et de travail pour l'historien en général et pour le spécialiste de l'histoire du droit et des institutions, en particulier.

L.P.M.

K. Th. DIMARAS, *Φευγαλέα ποίηση*, dans « *Ο έραμιστής* », XIV, 1976, 18, fasc. 74—75, p. 49—60

L'occasion de préciser les rapports de la culture néohellénique avec la poésie fugitive française de la fin du XVIII^e siècle, autrement que par des rapprochements intuitifs (forme, thèmes, noms, atmosphère), est saisie par le Pr. Constantin Th. Dimaras avec une satisfaction compréhensible. Se mélangant de l'« intuition » en tant que méthode de travail, l'auteur de cette fine analyse n'en méprise toutefois pas les vertus. Surtout si on est à même de la vérifier.

Ce sont les vers d'un poète mineur (le vicomte Joseph-Alexandre de Ségur, 1752—1805), traduits en grec, qui fournissent au Pr. Dimaras les preuves de la présence dans le climat spirituel néogrec de la poésie fugitive et la pénétration de ce genre dans le lyrisme hellénique. Pareil témoignage ne se dégageait jusqu'ici — remarque-t-on — ni de l'*Ecole des amants délicats* ni des *Conséquences de l'amour*.

Le voyage, tel qu'il l'a trouvé dans le registre manuscrit grec 688 de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine (dont les textes français et grec paraissent en regard), reprend un bien connu jeu de mots : « Le temps fait passer l'amour, l'amour fait passer le temps ». L'écriture en est soignée, cultivée, phanariote. Destinés à être chantés, les vers ont été visiblement écrits de mémoire. La traduction témoigne d'une bonne connaissance du français.

Une autre version néogrecque de cette poésie provient des papiers de Fauriel et se trouve à Paris. Les quelques fautes qu'on y trouve font penser à l'existence d'une troisième copie de ces vers qui aurait été employée par le copiste du manuscrit Fauriel.

La présence de deux ou trois manuscrits et la tradition orale florissante à cette époque pourraient déjà prouver que le petit poème avait fait son chemin dans la culture grecque.

Mais l'auteur n'arrête pas là son enquête. Il retrouve dans les éditions successives de Hristopoulos un autre poème du même genre (tantôt anonyme, tantôt intitulé *Les Compagnons*). La comparaison de l'édition de 1811 à celle de 1841, laisse voir tous les traits d'une falsification (changement de décor, gaucheries propres à l'imitation, difficultés du double jeu de mots). « Faible souvenir d'un original charmant », le poème de Hristopoulos est — pour l'auteur — un exemple éloquent des problèmes que posait l'effort des lettrés grecs d'assimiler une culture nouvelle, avant de posséder les éléments fondamentaux de la nouvelle civilisation européenne. En comparant Hristopoulos à Catardgi ou à Coray, l'auteur signale « la différence qui sépare les intuitions ou influences de ce qui était conscience et sens des nécessités préexistant à toute présence civilisatrice étrangère, quelque puissante qu'elle fût ».

Nous tenons à souligner l'importance de cette conclusion — en tant que prémisse de travail pour l'histoire de la culture — à laquelle aboutit ce précieux texte. Quant à l'histoire littéraire proprement dite, il nous suffit de souligner que le Pr. Dimaras y a retracé la fortune d'un thème littéraire dont le premier chaînon est pris au milieu phanariote de Valachie, alors que le dernier nous est offert par Kavafis, en passant par Hristopoulos. Cette leçon de méthode sera sûrement mise à profit par les néohellénistes roumains, qui ne manqueront pas de tirer ainsi un meilleur parti des registres manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine réservant sans doute bien des surprises.

C. P.-D.

W.F. BAKKER, *The Sacrifice of Abraham*, Center for Byzantine Studies, University of Birmingham, 1978, 124 p.

Le modèle du drame crétois anonyme du Sacrifice d'Abraham (Ἡ Θυσία τοῦ Ἀβραάμ, 1635) étant depuis longtemps reconnu dans le drame de Luigi Grotto, *Lo Isach* (1586), l'auteur de la présente monographie, l'universitaire hollandais W.F. Bakker, se propose d'étudier les rapports entre le modèle et l'œuvre qu'il a inspirée, dans le contexte de l'épanouissement de la littérature crétoise au XVII^e siècle. La comparaison minutieuse des deux pièces montre que, présents surtout dans le premier acte, les emprunts de l'anonyme crétois — assez nombreux — se limitent, généralement, à des éléments d'intrigue. En effet, l'étude détaillée des personnages et des relations qui se nouent entre eux, ainsi que du caractère religieux de la pièce, caractère éthique en tout premier lieu et non didactique (p. 98), met en lumière non seulement les remarquables dons poétiques de l'anonyme (anonymat derrière lequel, selon certains spécialistes, se cacherait Vincenzo Cornaros), mais aussi sa tentative de dépasser le cadre borné d'une intrigue d'inspiration biblique, car « as a creative artist, he seems to have a keener interest in other things than in plot-structure ». Ces développements originaux, caractérisés par leurs « simplicity and sincerity », font de l'œuvre de l'anonyme — à la différence du maniéré propre au drame de Grotto — une pièce libérée d'artifices, annonçant le baroque. Sous ce rapport, elle se distingue également d'autres pièces crétoises, telle l'*Erophilie* de Choratzis (partiellement traduite en roumain sur la fin du XVII^e siècle par Dosithée) — pièces qui restent tributaires à un maniérisme modéré.

M.A.

FELIX KARLINGER, *Povestea Matcii Domnului. Geschichte der Mutter des Herrn*. Internationale Arbeitsgemeinschaft für Forschungen zum romanischen Volksbuch (Texte romanischer Volksbücher, Heft 4), Salzburg, 1978, 30 p.

Représentant la partie initiale d'une étude plus vaste consacrée aux légendes roumaines tissées autour du *Conte de la Mère du Seigneur*, la présente plaquette offre deux textes : l'un, de caractère folklorique, publié par Simion Florea Marian en 1904, et l'autre tiré d'un manuscrit du XVIII^e siècle, qui était, toutefois, la copie d'une version antérieure, remontant au XVII^e siècle. La version folklorique recueillie par Marian (une variante analogue de cette version a été publiée en 1907 dans la gazette « Jiul » et citée par S. Stănescu dans *Cultul Matcii Domnului* — « Le culte de la Mère du Seigneur ») est proche d'une version espagnole, avec laquelle elle comporte maintes similitudes. D'autre part, le texte du Codex Gaster 180, qui s'écarte du motif biblique, offre de son côté quelques éléments folkloriques. La parfaite maîtrise

de son domaine, doublée d'un subtile don analytique permettent à l'auteur des suggestions particulièrement intéressantes quant à la « motivation » des altérations du noyau original de cette légende biblique dans le territoire roumain. Cette plaquette a été dédiée au professeur Max Lüthi, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire.

M.A.

K. MITSAKIS, *Modern Greek music and poetry. An anthology.* Athens, 1977, (Medieval and Modern Greek studies. 4)

Griechische Dichtung hat vielfältig zur Vertonung angereizt. Die vorliegende Anthologie sucht beide Künste zu vereinen : sie bringt die griechischen Texte mit einer englischen Übersetzung, nennt den Komponisten der Vertonung sowie die verfügbare Schallplatte. Eine ausführliche Einleitung führt an den Gegenstand heran. Aus frühneugriechischer Literatur erscheinen Stücke aus der „Erophili“ des Georgios Chortatsis und dem „Erotokritos“ des Vitzentzos Kornaros. Darauf folgen 21 „moderne“ Autoren, beginnend mit dem Nationaldichter Dionysios Solomon (1798–1857) bis hin zu Lebenden wie Partelis Prevelakis (geb. 1909), Jannis Ritsos (geb. 1909), Odysseas Elytis (geb. 1911), Nikiphoros Vrettakos (geb. 1911) und Manolis Anagnostakis (geb. 1925). Als Anhang finden sich vertonte Partien aus dem „Kapetan Michalis“ von Nikos Kazantzakis.

Irm.

Defteri i regjistrimit të sanxhakut të Shkodrës i vitit 1485. Paraqitja, hyrja, transliterimi, përkthimi dhe komentet nga SELAMI PULAHA, *La cadastre de l'an 1485 du sandjak de Shkoder.* Présentation, introduction, translittération, traduction et commentaire Selami Pulaha Tirana, 1974

Die beiden angezeigten Bände bilden ein Ganzes. Sie erschließen ein für die sozialökonomische und Siedlungsgeschichte des albanischen Volkes höchst bedeutsames Dokument : den im Staatsarchiv von Ankara verwahrten Kataster des Sandschaks Shkoder (Skutarl) aus dem Jahre 1485, vermehrt um den Kataster der Gegenden von Sipri und Kelmend aus dem Jahre 1497. Die Quelle ist umso wertvoller, als zum Vergleich der Catasto veneto di Scutari e Regstrum Concessionum 1416–1417, herausgegeben von F. Cordignano, 2 Bände 1940–1942 zur Verfügung steht. Die albanischsprachige Ausgabe Pulahas bringt eine ausführliche Introduction, welche die erschlossene Quelle allseitig auswertet, sowie deren albanische Übersetzung ; die französischsprachige Ausgabe bringt die gleiche Einleitung und darauf mit einigen Annotationen den türkischen Text in arabischer Schrift. Register hat nur der albanischsprachige Band.

Irm.

J. WERNER, *Hauptaufgaben der Neogräzistik in der sozialistischen Gesellschaft.* Wissenschaftliche Zeitschrift/Karl-Marx-Universität Leipzig, Gesellschafts- und sprachwissenschaftliche Reihe, 27, 1978, 609–614

Anlässlich einer wissenschaftlichen Konferenz am 4./5. Oktober 1977, welche die Wiederaufnahme der neogräzistischen Studien an der Leipziger Universität dokumentierte, nahm der Verantwortliche, Professor Jürgen Werner, zu den einschlägigen Aufgaben Stellung. Er kennzeichnete die Neogräzistik als eine auf interdisziplinäre Kooperation angewiesene Regionalwissenschaft mit unmittelbar gegenwartspraktisch, politischer Wirksamkeit. Dabei stellte er die Beschäftigung mit der neugriechischen Kultur, konkret und primär mit Sprache und Literatur, in den Mittelpunkt. Geographisch bezog er Zypern voll in die Aufmerksamkeit ein. Auch der Wirkung des modernen Griechenlands auf andere Kulturen, speziell natürlich die der DDR, wollte er Beachtung geschenkt wissen. Die Koordinierung der Arbeiten im Maßstab des RGW empfahl er als einen notwendigen Weg der Intensivierung.

Irm.

Groupe de travail sur l'Europe centrale et orientale. Bulletin d'information, n° 2, Paris, juin 1978, 91 + XIX pp.

Avec le délai habituel, au moment de la parution de ces lignes il y aura probablement un an depuis la publication du second numéro (le premier à nous arriver) du Bulletin d'information diffusé par la Maison des sciences de l'Homme et l'École des hautes études en sciences sociales pour présenter les projets de recherche et les travaux en cours d'une équipe scientifique organisée à Paris par le regretté G. Haupt et constituée en 1977. D'ores et déjà il est permis d'estimer que les activités du Groupe apporteront une contribution très utile à la définition d'une problématique spécifique de l'aire historique et culturelle qu'on se propose d'étudier.

Qu'on en juge d'après le sommaire de ce fascicule. Il s'ouvre par un bref compte rendu de Kéram Kévonian, chargé de la rédaction du bulletin, à propos de l'objectif envisagé par les membres du Groupe, de l'esprit qui les anime et de leurs premières rencontres de travail. Les pages qui suivent, signées par Isac Chiva (*Ethnicité et ethnologie en Europe centrale et orientale au tournant du siècle*) sont aussi riches en perceptions originales et pénétrantes qu'en suggestions de toute sorte. Leur sujet rejoint justement le thème d'une discussion organisée récemment par notre Institut.

Sous le titre commun « Recherches en cours et en projet », on met en évidence la diversité des approches exigée par le matériel documentaire concernant l'Empire ottoman. Nos amis Yolande Triantaphyllidou-Baladié et Gilles Veinstein signalent le grand intérêt des inventaires après décès, type de documents répandu dans les pays méditerranéens et dont une étude comparée, pour le Sud Est européen, suppose une immense documentation et naturellement l'appel à l'informatique. Les données fiscales, offertes par les registres de *timar* sont analysées par Spyros Asdrachas qui présente ici l'essentiel des premiers résultats de son enquête. Ses conclusions prennent une signification particulière du fait qu'elles parviennent à établir l'existence d'un secteur monétaire de l'économie villageoise en Grèce et en Macédoine aux XV^e et XVI^e siècles, à reconnaître les rapports entre rente en nature et rente différentielle ou entre les composants de la production céréalière et, finalement, à illustrer la complémentarité de cette production avec les autres cultures et l'élevage. On a là un texte très dense, à relire avec soin et à méditer par les historiens de l'économie rurale sud-est européenne.

La plus abondante matière à réflexions est fournie, sous la rubrique « Réunions et débats », par deux interventions qui s'ajoutent à celles déjà publiées dans le numéro précédent sur le thème *Organisation sociale, frontières nationales et linguistiques en Europe centrale et orientale*. Les considérations de Peter Rupp proposent, entre autres, de distinguer *Etat, nation* (« unité sociale culturellement définie qui a la volonté de former un Etat ») et *nationalité*. La différence entre les deux derniers termes tient-elle vraiment à la « moindre historicité » que supposerait le second ? C'était peut-être le cas des Finnois avant 1807 ou même 1917, mais à quelle époque pourrait-on appliquer ce critère aux Valaques ? Une autre objection nous vient à l'esprit à propos du partage des zones centrale et orientale de l'Europe en quatre sous-ensembles qui seraient, selon l'auteur, « l'espace bohémno-autrichien », la Hongrie y compris l'ancien territoire du « triple royaume de Croatie, Dalmatie et Slavonie », « l'espace polono-lituanien (Pologne, Baltique, Ukraine, principautés danubiennes) » et « les régions d'influence turque (Grèce, Bulgarie, Serbie, Bosnie-Herzégovine) ». On aimerait être éclairé sur l'époque prise en considération pour une telle division qui, je le crains, se heurterait à des difficultés historiques considérables : par exemple, la Moldavie et la Valachie ont effectivement gravité autour de l'Etat polono-lituanien du XV^e au XVII^e siècle mais, bien avant la fin de cette période, avec le déclin de la puissance polonaise, elles avaient été attirées dans la zone d'influence ottomane : ce n'est qu'au XIX^e siècle que le même mouvement oscillatoire les ramènera dans la dépendance de l'Etat héritier de la Pologne et de la Lituanie. Il vaut mieux s'en tenir à la solution proposée dans cette revue même (XIII, 1, 1975, p. 7) par M. Berza : « des régions yougoslaves, roumaines ou grecques pourront, à certaines époques ou pour certains ordres de phénomènes, ne pas entrer dans notre Sud-Est tandis qu'à d'autres époques ou pour d'autres ordres de phénomènes, nous verrons celui-ci s'annexer, sans nulle tendance impérialiste évidemment, une bonne partie de la Hongrie ou de la côte septentrionale de la mer Noire ». Aux rapides mais justes observations de Denise Pop sur le costume paysan de Roumanie, traité en exemple des rapports assez complexes entre l'art populaire et l'identité culturelle, il y aurait à ajouter une indication bibliographique des plus récentes : l'ouvrage plein de promesses de Zamfira Mihail, *Terminologia portului popular românesc în perspectivă etnolingvistică comparată sud-est europeană* (Bucarest, 1978), qu'il conviendra d'interroger longuement.

Un second débat, portant cette fois sur le rôle historique de l'Islam, dans une série de rencontres à propos de *Religions et identités culturelles en Europe centrale et orientale* (depuis,

Il y en a eu une autre consacrée à l'orthodoxie, à laquelle j'avais le plaisir d'assister, en juin 1978), est représenté par l'introduction générale d'Alexandre Popović et l'exposé de Christian Gut sur les musulmans d'Albanie. Suivent le compte rendu des discussions et plusieurs textes des romantiques nationalistes qui ont créé la littérature albanaise moderne, unanimes à prôner l'entente et l'union des Albanais par-dessus toute division religieuse. K. Kévonian y ajoute le témoignage de Simeon Lehač (début du XVII^e siècle) sur les circonstances de l'islamisation des Bosniaques.

La partie finale du Bulletin comprend des « Informations diverses », susceptibles de nourrir l'échange de publications et la collaboration scientifique entre la France et les pays de l'Est, un utile « annuel », qui fournit des renseignements sur les quarante chercheurs ayant répondu au premier appel du Groupe, et la liste des membres du Comité national français de l'AIÉSEE (président, le Pr. G. Castellan, secrétaire général, G. Veinsteln), avec l'indication de leurs derniers travaux concernant le Sud-Est européen.

Avant de fermer ce Bulletin et de le placer sur un rayon de bibliothèque où il soit à portée de la main, souhaitons que les fascicules suivants ne tardent pas à l'y rejoindre et marquons encore deux points. L'un, c'est que de plus en plus on arrive à se dire que de tels groupes de travail, ouverts, sans structure fixe, réunis seulement par les intérêts communs de leurs membres et par la rédaction d'un périodique qui reflète leurs débats, sont peut-être le meilleur moyen de faire progresser nos études.

Le second concerne l'élargissement des limites du Sud-Est européen jusqu'à l'intégration de l'Europe centrale. Un avantage saute aux yeux : on n'exclura plus de l'espace considéré la Pologne ou les pays de la monarchie des Habsbourg — j'allais écrire « la monarchie du Danube », référence à Victor Taplé qui montre bien que cette conception a déjà fait ses preuves.

A. P.

БОЙКА СОКОЛОВА, *Албански възражденски печат в България, София, 1979.*
 BOJKA SOKOLOVA, *Presse de la Renaissance nationale albanaise en Bulgarie, Sofia, 1979, 208 p.*

Dans le cadre des recherches sur les mouvements de libération nationale dans le Sud-Est européen, à Sofia vient de paraître une ample et importante étude, la première, concernant la presse éditée en Bulgarie par les émigrants albanaux à la fin du XIX^e siècle et au commencement du XX^e siècle (jusqu'à 1912).

L'attention de la spécialiste bulgare se dirige vers : les centres de la Renaissance nationale albanaise (dans l'Empire ottoman, en Roumanie et en Bulgarie), vers la plate-forme et le programme politiques de la presse en question et vers le rôle de la presse dans le développement de l'instruction albanaise, dans l'unification de la norme méridionale de la langue littéraire albanaise et dans le développement de la littérature nationale moderne.

On présente la voie parcourue par la colonie albanaise de Bulgarie qui gagne en importance, surtout à la veille de la proclamation de l'indépendance nationale, par les journaux et les livres édités et répandus dans tout le monde albanaux.

L'historiographie de la Renaissance albanaise s'enrichit d'un livre qui nous offre un riche matériel documentaire et une minutieuse et suggestive analyse d'idées.

C. V.

DJORDJE TRIFUNOVIĆ, *Azbučnik srpskih srednjovekovnih književnih pojmova* (Dictionnaire des termes littéraires serbes au moyen âge). Belgrade, éd. Vuk Karadžić, 1975, 359 p.

Le vaste matériel étudié dans le contexte annoncé par le titre de cet ouvrage présente, dans leur ordre alphabétique, 439 articles ou explications de mots titres en usage dans la littérature serbe depuis ses débuts jusqu'au XVIII^e siècle. En vue de préparer le présent ouvrage, son auteur a entrepris une série d'études partielles, publiées dans la revue d'histoire littéraire « Književna istorija » (n^{os} 7/1970—21/1973), revue paraissant périodiquement à Belgrade. L'investigation de la littérature serbe ancienne d'un double point de vue, esthético-stylistique et linguistico-stylistique, a été — et elle l'est encore — la préoccupation constante du professeur Djordje Trifunović, de la Faculté de philologie de Belgrade. Dans cet ordre d'idées, il n'a

jamais cessé d'attirer l'attention sur un domaine qui comporte de nos jours encore maintes lacunes — lacunes manifestes dans les littératures de tous les peuples slaves.

Compte tenu de l'absence de tout ouvrage analogue concernant ces littératures, l'auteur intitule son ouvrage « Azbučnik », autrement dit « Alphabétique », s'inspirant à ce propos de l'un de ses précurseurs, d'une époque révolue, à savoir des VI^e—IX^e siècles ; il s'agit du grammaire Georgios Chirovoskos, en renom à Constantinople où il enseignait la grammaire et la rhétorique. Son ouvrage, « Περὶ τρόπων ποιητικῶν » dans une variante abrégée, dont l'original n'est pas encore connu, se trouve à la base des toutes premières traductions des termes littéraires se rapportant à la composition, au style, à la versification et aux genres, perpétués depuis 1073, l'année de sa première traduction connue dans toutes les langues slaves. Or, la version serbe de cet ouvrage, comprenant 30 définitions laconiques des figures de style, a été trouvée par Djordje Trifunović, qui en donne une étude intitulée « Le traité sur les figures de style d'un manuscrit serbe médiéval, traduction de l'œuvre de Georgios Chirovoskos » (« Književna istorija », Belgrade, III, 1973, p. 348—367).

Ces termes, entrés dans le circuit de la République des lettres slaves sous le titre de « Tvorčaski reči », servent dans le dictionnaire de Trifunović de mots-titres, avec d'amples explications fondées sur des exemples tirés de textes dépistés avec une acribie toute philologique et suivis depuis leurs premiers pas jusqu'au XVIII^e siècle dans certains cas même jusqu'à nos jours. C'est ce qui forme l'ossature du dictionnaire de Trifunović.

Mais le terme d'« azbučnik » prend aussi le sens, dans le titre de notre ouvrage, de petite encyclopédie de terminologie poétique. À cette enseigne, il relève d'une autre époque, celle des débuts d'une vie artistique originale chez les peuples slaves. Cette époque commence avec les formes versifiées de l'alphabet slave, « modèle probable des noms donnés aux caractères de l'alphabet slave dès l'époque cyrillo-méthodienne » (cf. le premier article du Dictionnaire, « Azbučni stihovi » l'alphabet versifié). Ce ne sera pas par pur hasard que la diffusion de ces noms se développera dans toutes les littératures et les grammaires slaves à partir du XVI^e siècle, alors qu'une nouvelle étape se dessine grâce à la présence plus accusée des éléments slaves dans la langue et par conséquent dans la littérature.

Il s'ensuit que l'ancienneté du terme choisi pour figurer dans le titre de l'ouvrage ne représente guère un caprice archaïsant de l'auteur, mais sa volonté — évidente, à notre avis — de s'inscrire dans la chronologie normale des ouvrages analogues enregistrés par l'histoire des littératures slaves, avec, comme de juste, un regard particulier en ce qui concerne la littérature serbe. Une riche bibliographie mentionnée à la fin de chaque article tient cet ouvrage à jour — bibliographie qui comporte fréquemment les précieuses contributions de l'auteur même, ayant sa place parmi d'autres spécialistes de prestige. Notons sous ce rapport le soul spécial apporté par l'auteur à tenir compte des contributions de la littérature spécialisée yougoslave, russe, bulgare, tchèque, c'est-à-dire de toute la bibliographie slavistique du problème.

À part ces remarques, il convient de retenir aussi que la terminologie poétique du Dictionnaire compte aussi des mots entrés dans la littérature antique et que les traductions successives de différentes époques ont perpétués dans toutes les littératures slaves. L'auteur tâche de fournir une étude exhaustive des termes entrés dans le circuit du serbe médiéval. Et, afin de faciliter la lecture, les termes qui ont survécu jusqu'à nos jours sont guillemetés. Chaque fois les termes serbes originaux ont été retenus parallèlement à la traduction des termes grecs désignant les genres ou les espèces littéraires. Par le respect du critère alphabétique, l'auteur aboutit à une image d'ensemble de la création artistique serbe à l'époque médiévale, prise dans son acception la plus large.

Si nous avons tenu à souligner ce fait, c'est pour mieux montrer que l'auteur, voulant combler une lacune de ce domaine littéraire de la recherche, a su l'aborder d'une manière exemplaire, trouvant la solution appropriée des nombreux problèmes auxquels il s'est heurté. Il donne, du reste, la liste de ces problèmes dans la brève introduction de son ouvrage (p. 7—9).

Par conséquent, nous avons affaire à un ouvrage qui se recommande de lui-même comme d'une indiscutable valeur scientifique. C'est une contribution originale à la valorisation du patrimoine culturel du peuple serbe, qui l'insère à la place qu'il convient dans l'histoire de la littérature. D'autre part, les références aux autres littératures slaves lui confèrent un caractère comparatiste, augmentant d'autant plus son utilité aussi bien pour les spécialistes de ce domaine que pour ceux en train de s'y initier. L'ouvrage de Djordje Trifunović démontre les nouvelles possibilités de l'investigation du patrimoine littéraire médiéval au point de vue de son côté esthétique, trop longtemps négligé par la critique littéraire.

E. I.

БЪЛГАРСКА АКАДЕМИЯ НА НАУКИТЕ. ИНСТИТУТ ЗА БЪЛГАРСКИ ЕЗИК.
Речник на българския език, том I, София, 1977. 910 стр.
 (Académie Bulgare des Sciences. Institut pour l'étude de la langue bulgare. *Dictionnaire de la langue bulgare*), vol. I, Sofia, 1977, 910 p.

Continuant la riche tradition de la lexicologie bulgare, le nouveau dictionnaire explicatif, qui doit paraître dans plusieurs tomes, est appelé à compléter dans une bonne mesure les lacunes des dictionnaires bulgares du même genre parus jusqu'à présent. En effet, on voit abonder dans certains de ces dictionnaires les termes empruntés aux parlers populaires, alors que la langue littéraire y est insuffisamment représentée (N. Gerov, *Rečnik na bālgarski ezik s tālkovanie rečite na bālgarski i na ruski*, t. I—V, Plovdiv, 1895—1904; *Dopālnenie* — T. Pančev — Plovdiv, 1908; St. Mladenov, *Bālgarski tālkoven rečnik s ogleđ kām narodnite govori*, t. I, Sofia, 1951). On remarque dans d'autres dictionnaires — et parfois des meilleurs — des inconséquences, une absence de présentation du matériel ou le manque de quelques critères fermement établis pour la délimitation sémantique de certains mots de sens apparenté (L. Andrejčin, L. Georgiev, St. Ilčev, N. Kostov, Iv. Lekov, St. Stojanov, Cv. Todorov, *Bālgarski tālkoven rečnik*, Sofia, 1955 et Bālgarska Akademiya na naukite, *Rečnik na sāvoremenija bālgarski knižoven ezik*, t. I—III, Sofia, 1955—1959).

Rečnik na bālgarskija ezik, vol. I (les lettres *a, b*), rédigé par une équipe de l'Institut pour l'étude de la langue bulgare près l'Académie Bulgare des Sciences, sous la direction de Kristalina Čolakova, arrive — à notre avis — à écarter bon nombre des inconvénients relevés dans les précédents dictionnaires explicatifs et de présenter, en même temps, de manière équilibrée, un vaste matériel lexical, bien organisé et qui reflète les modifications intervenues au niveau de la langue parlée et de la langue littéraire depuis un siècle et demi. A part les mots usuels, le dictionnaire contient aussi un certain nombre de termes entrés dans le passif de la langue, suite des transformations socio-politiques subies durant l'intervalle qui nous occupe. Il enregistre également la terminologie historique, des archaïsmes, ainsi que des mots d'origine slave-ecclésiastique, de ceux ayant fourni leur apport à la formation de la langue bulgare et des néologismes de diverses origines, des termes dialectaux, des noms ethniques ou de personnes, sans oublier encore l'argot, les mots composés, les morphèmes et toute une suite d'abréviations.

La structure du Dictionnaire tout autant que la structure de chaque article en soi sont en mesure d'attester que nous avons affaire à un ouvrage clair, systématique, utilisable sans difficulté et constituant de la sorte un bon instrument de travail, notamment par sa partie explicative.

Une suggestion dont les auteurs pourraient tenir compte à l'éventuel dans l'élaboration des autres volumes regarde la partie étymologique, qui gagnerait à être complétée. Bien que généralement les précisions étymologiques accompagnent chaque terme, elles font parfois défaut d'une manière inexplicable. Par exemple, on constatera l'absence d'étymologie dans le cas des termes slaves continuant ceux du slave commun (cf. *brada, brazdā, brat*, etc.). Or, le chercheur non spécialisé dans le domaine de la linguistique slave pourra fort difficilement se débrouiller en l'occurrence. Et cette lacune attire implicitement une autre : l'absence des précisions étymologiques dans le cas des dérivés de ces termes (cf. *bradavica, bradavička < brada; brazdač, brazdačka < brazdā, bratān, bratānec < brat*, etc.). Enfin, d'autres mots, d'origines diverses, ne sont eux non plus expliqués (cf. *bre < ngr*. Voir Vl. Georgiev, Iv. Gālābov, J. Zaimov, St. Ilčev, *Bālgarski etimologičen rečnik*, vol. I—II, Sofia, 1971, sq.). Or, même les termes considérés par les autres dictionnaires étymologiques du bulgare comme d'origine obscure devraient y figurer en tant que tels dans le présent dictionnaire (cf. *bate, brava, buza*, etc.).

Certes, les auteurs ont eu en vue tout d'abord la partie explicative de leur travail et de ce fait il ne se sont guère proposé de se pencher sur les problèmes d'ordre étymologique. Néanmoins, nous pensons que l'enregistrement intégral (non sélectif) des étymons dans ce dictionnaire ne ferait qu'en augmenter la valeur, amenant cette remarquable œuvre de l'équipe de lexicologues bulgares à justifier pleinement les efforts de ces derniers.

E.S.

LIVRES REÇUS

- ALEXANDRESCU-DERSCA, M.M. *La campagne de Timur en Anatolie (1402)*, London, Variorum Reprints, 1977, 180 p. + 5 cartes
- BARTOŠ, JOSEF, *Okupované Pohraničí a České Obyvatelstvo 1938 1945*, Praha, Státní Pedagogické Nakladatelství, 1978, 204 p.
- BOYER, ALAIN, K.R. *Popper: une épistémologie laïque?*, Paris, Presses de L'École Normale Supérieure, 1978, 117 p.
- BRULEZ, W., *Hel Gewicht van de Oorlog in de Nieuwe Tijden* (Extr. de «Tijdschrift voor Geschiedenis», 91, 1978, p. 386—406), Gent, 1978
- CAGNASSO, ORESTE, *Appalto e sopravvenienza contrattuale — Contributo a una revisione della dottrina dell'eccessiva onerosità*, Milano, Dott. A. Giuffrè Editore, 1979, 205 p.
- ČIPAN BORIS, *Македонските градови во XIX век и нивната урбана перспектива*, Skopje, Македонска Академија на Науките и Уметностите, 1978, 133 p.
- CLEMENT, WOLFGANG, *Originalität und Tradition in der englischen Dichtungsgeschichte*, München, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1978, 90 p.
- DIMAKOPOULOU, GEORGIU D., Al 'Εφημερίδες — Courier d'Orient Le courrier de la Grèce, 6 Δεκεμβρίου 1828—27 Φεβρουαρίου 1832 [‘Ανάτυπον εκ του Εικοστοῦ πρώτου Τόμου του Δελτίου τῆς ἱστορικῆς καὶ Ἐθνολογικῆς Ἑταιρείας τῆς Ἑλλάδος, p. 469 498], Athènes, 1978
- DIMAKOPOULOU, CHARIKLEIAS G., Antoine de Juchereau de Saint Denys — Προξενικός πράκτωρ τῆς Γαλλίας ἐν Ἑλλάδι (1828 1829) [‘Ανάτυπον εκ του Εικοστοῦ πρώτου τόμου του Δελτίου τῆς ἱστορικῆς Ἑταιρείας τῆς Ἑλλάδος, p. 21—58
- DUCA DI CANDIA — *Ducati e lettere ricevute* (1358—1360 ; 1401—1405) [A cura di Freddy Thiriet]. Venezia, Il Comitato Editore, 1978, 237 p.
- ERZEN, AFIF, *Eastern Anatolia and Urartians*, Istanbul, Baha Matbaasi, 1979, 33 p.
- FODOR ISTVÁN, *Allungarn Bulgarotürken und Ostslawen in Südrussland* (Archäologische Beiträge) Mit einen Vorwort von Samuel Szádeczky-Kardoss, Szeged, 1977, 136 p. + XV p. ill.
- The Following Speeches by Prime Minister Bülent Ecevit Were Made During May-June 1978 in Federal Republic of Germany, Great Britain, Belgium and the United States of America*, Ankara. Torunoglu Offset, 1978, 84 p.
- Humanismus und Menschenbild im Orient und in der Antike, Konferenzvorträge* [Herausgegeben von der Sektion Orient—und Altertumswissenschaften der Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg], Halle (Saabe), 1977, 427 p.
- HUNGER, HERBERT, *Die Hochsprachliche Profane Literatur der Byzantiner. Zweiter Band: Philologie — Profandichtung — Musik — Mathematik und Astronomie — Naturwissenschaften — Medizin — Kriegswissenschaft — Rechtsliteratur* [mit Beiträgen von Christian Hannick und Peter E. Pieler], München, C.H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1978, 528 p.
- IĞDEMİR, ULUĞ, *Atatürk ve Anzaklar — Atatürk and the Anzacs —*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1978, 67 p. + ill. sans numération
- JANEV, RUMEN, *Съвременни балкански проблеми в западногерманската научно-политическа периодика* (1960—1974), Sofia, Българска Академия на Науките, 1978, 131 p.
- KAZANTZAKIS, NIKOS, *Teatro* [Prólogo de Fotios Malleros K., Version directa, introducción notas de M. Castillo Didier], Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 1978, 348 p.
- KISSLING, HANS-JOACHIM, *Probleme der älteren Osmantschen Schwarzmeer-Kartographie*, München, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1978, 28 p. + des cartes
- KOSTA, JIŘÍ, *Abtřs der Sozialökonomtschen Entwicklung der Tschechoslowakei 1945—1977*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1978, 217 p.
- ΚΟΝΑΪΕΒΙĆ, ЈОВАН, *Аварски Каганат*, Beograd, Српска Књижевна Задруга, 1977, 239 p.

- KRETZENBACHER, LEOPOLD, *Mystische Einhornjagd — Deutsche und slawische Bild — und Wortzeugnisse zu einem geistlichen Sinnbild-Gefüge* —, München, Verlag der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 1978, 104 p. + 16 p. ill.
- LIAKOU, SOKR. N., *Ἡ ἱλιυρική καταγωγή τῶν Ἀρχαίων Μακεδόνων*, Thessaloniki, Μάρτιος 1979, 113 p.
- LUDVÍKOVÁ, MIROSLAVA, *Moravská lidová výtivka*, Brno, Moravské Muzeum, 1979, 31 p.
- MANOUSAKA, M.I., *Ἀλληλογραφία τῆς Ἑλληνικῆς Ἀδελφότητος Βενετίας (1641—1647) μὲ τοὺς ἡγεμόνες τῆς Βλαχίας καὶ τῆς Μολδαβίας (Ἀπὸ τὰ Ἐπίσημα πρακτικά τῆς) (Ἀνάτυπο ἀπὸ τὰ «Θησαυρίσματα» Tom. 15)*, Venezia, 1978
- MARUŠIČ, BRANKO, *Il gruppo istriano di monumenti di architettura sacra con abside inscritta* (Estratto da «Atti del Centro di Ricerche Storiche di Rovigno», vol. VIII, 1977—1978, p. 41—185) (Unione degli italiani dell'Istria e di Fiume — Università Popolara di Trieste)
- Μικροφωτογραφίες χειρογράφων καὶ Ἀρχείων, Athènes, Μορφωτικὸ Ἰδρυμα Ἐθνικῆς Τραπέζης-Ἱστορικὸ καὶ παλαιογραφικὸ Ἀρχεῖο —, 1978, 53 p.
- MORAVEC, DUŠAN, *Pisma Frana Goverkarja-Prva knjiga* —, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti, 1978, 255 p.
- NOVAKOVIĆ, RELJA, *Одакле су срби дошли на Балканско полуострво (Историско-географско разматрање)*, Beograd, Историјски Институт у Београду, Народна Књига, 1978, 415 p.
- Onzième Congrès de la Ligue des Communistes de Yougoslavie*, Beograd, Niro «Komunist», Questions Actuelles du Socialisme, 1978, 259 p.
- Охрид и Охридско низ историјата — Книга втора од пагањето под османлиска власт до Крајот на првата светска Војна*, Skorje, Издание на општинското собрание на град Охрид, 1978, 416 p.
- Orzechowska, Hanna, *O jeziku Dalmatinove Biblije — About the Language of the Dalmatin's Bible*, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti, 1978, 92 p.
- Освободительные движения на Балканах*, Moskva, Издательство «Наука», 1978, 326 p.
- PANAYOTOPULOS, I.M., *Chipre tierra del amor* [Prólogo por Fotios Malleros K. — Version directa introducción, nota y reseña bibliográfica del autor por Miguel Castillo Didier], Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 1978, 179 p.
- PAPASTATHI, CHARALAMBOUS, K., *Τὸ νομοθετικὸν ἔργον τῆς Κυριλλομεθοδιανῆς Ἱεραποστολῆς ἐν Μεγάλῃ Μοραβίᾳ*, Thessaloniki, Ἑλληνικὴ Ἐταιρεία Σλαβικῶν Μελετῶν, 1978, 142 p.
- PELIKÁN, OLDŘICH, *Übergangs — und Krisenperioden in der antiken Kunst — Phänomen des Sog. Manierismus* — Brno, Univerzita J.E. Purkyně, 1977, 121 p. + 48 p. ill.
- PETSAS, PHOTIOS, *Pella Alexander the Great's Capital*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies, 1978, 164 p. + 2 cartes
- POPESCU, AUREL, *L'aspect du droit romain classique à sa limite extrême (270—284 de n.è.)* (Extr. de la „Revue historique de droit français et étranger, vol. 56 (1978), p. 563—581), Paris
- Преглед издања Српске Академије Наука и Уметности 1975—1976* [Уредник Мирослав Пантић], Beograd, Српска Академија Наука и Уметности, 1978, 164 p.
- Prilozi* [Uredili Mladen Kuzmanović, Ante Stamač et Antun Šojat], Zagreb, Hrvatsko Filoško Društvo, 1978, 179 p.
- RIDDER-SYMOENS H. DE, *Universiteitsgeschiedenis als bron voor sociale Geschiedenis* (Extr. de „Tijdschrift voor Sociale Geschiedenis”, 10 (1978), 74—98), Gent, 1978
- RIDDER-SYMOENS, HILDE DE, *De universitaire vorming van de Brabantse Stadsmagistraat en Stadsfunktionarissen-Leuven en Antwerpen, 1430—1580* (Extr. de «Verslagboek Vijfde Colloquium van Brabantse Stad.», p. 21—126), Gent, 1977
- Русско-турская война 1877—1878 гг. и Балканы*, Moskva, Издательство «Наука», 1978, 278 p.
- VRANOUSIS, L., *Les «Conseils» attribués au Prince Neagoe (1512—1521) et le manuscrit autographe de leur auteur grec* (Extr. des «Actes du II^e Congrès International des Etudes du Sud-Est européen», tom. IV, p. 377—387), Athènes, 1978
- VRANOUSIS, LÉANDRE, *Les imprimeries vénitiennes et les premiers livres grecs* (Estratto dal volume: Venezia Centro di Mediazione tra Oriente e Occidente (secoli XV—XVI) aspetti e problemi II, p. 509—519), Firenze, Leo S. Olschki Editore, 1977
- WALLER, ROBERT A., *Rainey of Illinois — A Political Biography 1903—1934*, Urbana, Chicago, London, University of Illinois Press, 1977, 260 p.
- WINKELMANN, FRIEDHELM, HEIGA KÖPSTEIN, HANS DITTEN, ILSE ROCHOW, *Byzanz im 7. Jahrhundert — Untersuchungen zur Herausbildung des Feudalismus*, Berlin, Akademie — Verlag, 1878, 379 p.

TABLE DES MATIÈRES

TOME XVII (1979)

ÉTUDES

Dimensions continentales des événements sud-est européens

	<u>Page</u>
CIACHIR, NICOLAE, The Adrianople Treaty (1829) and its European Implications, 4	685—693
CONSTANTINIU, FLORIN, La portée historique de l'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste d'Août 1944, 4	695—713

Un débat : Conscience nationale et mouvements de libération

ANGHELESCU, MIRCEA, The intellectuals' training, 4	750—752
BERINDEI, DAN, Libération nationale et formation d'un Etat unitaire, 4	730—733
CICANCI, OLGA, Solidarité de groupe et conscience nationale : le cas des compagnies de commerce, 4	774—775
DUȚU, ALEXANDRU, Modèle heuristique et modèle historique, 4	715—722
GEORGESCU, VALENTIN AL., Conscience nationale et mouvements d'émancipation dans le contexte de la modernisation globale des sociétés sud-est européennes, 4	726—730
GHIATĂ, ANCA, La notion de l'Etat moderne dans la conception kémaliste, 4	787—798
HUREZEANU, DAMIAN, National Consciousness and Political Programme, 4	723—726
IONESCU, ANCA IRINA, Relations culturelles et développement de la conscience nationale, 4	763—766
MATEI, ION, Modernisation de la terminologie politique turque : « patrie », « nation », « peuple », 4	746—750
NICULESCU, ALEXANDRU, Lessico della rivoluzione romena nel sec. XIX, 4	735—746
NICULESCU, REMUS, Art statuaire et vision du passé, 4	753—757
PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, CORNELIA, La conscience nationale des peuples balkaniques et les chants révolutionnaires de Rigas, 4	782—785
PIPPIDI, ANDREI, Xénophobie, fidélité au passé, Etats sans nation, 4	757—762
STĂNESCU, EUGEN, The Formation of the Romanian National Consciousness, 4	767—773
VĂTĂȘESCU, CĂTĂLINA, Le courant intellectuel albanais au XIX ^e siècle et la formation de nouvelles solidarités, 4	786—787
VELICHI, CONSTANTIN, Les émigrés et la formation des Etats nationaux, 4	777—782

Autour des Vlaques

FENEȘAN, COSTIN, Beziehungen der Wlachen aus dem Cetina-Tahl zur Stadt Sibenik gegen Ende des 14. und zu Beginn des 15. Jahrhunderts, 1	3—15
SCĂRLĂTOIU, ELENA, The Balkan Vlachs in the Light of Linguistic Studies (Highlights and Contributions), 1	17—37

Vie sociale et mentalités

CONSTANTINIU, FLORIN, Sensibilité baroque et régime nobiliaire (Considérations préliminaires), 2	327—334
DUȚU, ALEXANDRU, Intelligence et imagination à l'aube des cultures modernes sud-est européennes, 2	315—325
FASSEL, HORST, Südosteuropa und der Orient-Topos der deutschen Literatur im 19. und 20. Jahrhundert, 2	345—358
FENEȘAN, CRISTINA, Abdul Kadir : ein türkischer Chronist und Augenzeug des Feldzuges gegen die Walachei (1595), 2	335—344

Langage figuratif et signification socio-politique

DUMITRESCU, CARMEN LAURA, Le voïvode donateur de la fresque de Saint-Nicolae-Domnesc (Argeș) et le problème de sa domination sur Vidin au XIV ^e siècles, 3	541—558
PILLAT, CORNELIA, Signification de l'ensemble de peinture du monastère d'Arnota, 3	559—585
ПУЦКО ВАСИЛИИ (Калуга), Синайское Четвероевангелие X века с миниатюрами крестоносцев (ГПБ, греч. 220), 3	523 539
STAINOVA, MICHAILA (Sofia), Le commencement de l'européanisation de l'architecture de la Turquie ottomane et certains aspects de son influence sur l'architecture des Balkans, 3	587—607
STOICHIȚĂ, VICTOR IERONIM, Ducio e la maniera greca, 3.	497—522

Livre et Société

BOGDAN, DAMIAN P., Les moulins à papier des pays roumains, 3.	609—622
DUDAȘ, FLORIAN, A German pedagogic work widely diffused in Western Romania, 3	635—646
LOGHIN, GEORGETA, La fable en prose, œuvre-témoin dans le processus de l'évolution de la mentalité et de la formation du goût littéraire à la fin du XVIII ^e —début du XIX ^e siècle, 3	623—633

Orientations diplomatiques

JORDAN-SIMA, CONSTANTIN, La Grèce à la fin de l'année 1920. Autour d'une mission roumaine à Athènes, 2	283—296
MARKOV, WALTER (Leipzig), Zum Stellenwert des napoleonischen Hlyrien, 2	269 281
MICHAUD, CLAUDE (Orléans), Raison d'Etat et conscience chrétienne. L'ambassade du marquis de Noïntel auprès de la Porte Ottomane, 2.	257—267
POPIȘTEANU, CRISTIAN, Contributions de l'Entente Balkanique à un climat de paix, coopération et sécurité collective en Europe (1934—1936), 2.	297—314

Aspects de l'évolution économique

MOLDOVEANU, MILICĂ et CRIȘAN ILIESCU, Les transformations agraires dans les pays socialistes du Sud-Est. européen pendant les années 1944—1948, 3	475—495
TEOTEOI, TUDOR, Le travail manuel dans les <i>typika</i> byzantins des XI ^e —XIII ^e siècles, 3	455—462
TRĂPCEA, THEODOR N., Aspekte aus dem Sozial-ökonomischen Leben der Häfen zwischen Orșova und Calafat (XVI.-XVIII. Jh.), 3	463—473

Voies de commerce et relations politiques

CICANCI, OLGA, Le statut juridique et le régime de fonctionnement de la Compagnie de commerce de Braşov, 2	241—255
PAPACOSTEA, ŞERBAN, « Quod non iretur ad Tanam ». Un aspect fondamental de la politique génoise dans la mer Noire au XIV ^e siècle, 2.	201—217
ROCCATAGLIATA, AUSILIA (Genova), Con un notaio genovese tra Pera e Chio nel 1453—1454, 2	219—239

Relations culturelles et linguistiques

CAMARIANO-CIORAN, ARIADNA, Aides pécuniaires fournies par les pays roumains aux écoles grecques (I), 1	123—151
DJAMO-DIACONIŢĂ, LUCIA, Contribution à l'étude de l'influence de la langue grecque sur le slavo-roumain, 1	93—105
MIHAIL, ZAMFIRA, La méthodologie de la recherche comparée du lexique des langues sud-est européennes, 1	107—122
MIHĂESCU, HARALAMBIE, La littérature byzantine, source de connaissance du latin vulgaire, II, 1	40—60
MOLLOVA, MEFKÛRE (Sofia), Noms d'origine turke en Europe Orientale, 1.	61—91
SARAMANDU, NICOLAE, Le parler aroumain de Kruşevo (R. S. de Macédoine), 1	153—162

Latin vulgaire et éléments lexicologiques roumains
dans les langues balkaniques

MIHAIL, ZAMFIRA, Aromunische Elemente im Bulgarischen, 2.	397—407
MIHĂESCU, H., La littérature byzantine, source de connaissance du latin vulgaire, III, 2	359—383
SCĂRLĂTOIU, ELENA, Romanian Lexical Elements in Macedonian and Serbo-Croatian, 2	285—296
VĂTĂŞESCU, CĂTĂLINA, Macedo-Romanian Words in Albanian Slangs, 2.	409—415

Discussions. Notes brèves

DRAGOŞ, LILIANA, The first Romanian ENCYCLOPAEDIA and its Sources, 4...	810 812
LIVEANU, VASILE, The Socialist Movement in A Developing Country. From the History of Socialist Ideas in Romania (1905—1916), 4.	799—809
PIPPIDI, ANDREI, Un manuscrit de la Logique de Théodore Cavalliotis, 2.	417 424
VAINBERG, S., A prosaism in the Vocabulary of the First Romanian Books of Plasma, 1	163—168

Chronique

DUŢU, ALEXANDRU, [AGOSTINO PETRUSI], 4	813—814
IANCU, ANCA, Echos de l'Institut d'études sud-est européennes de Bucarest, Juillet 1978—Juin 1979, 4	814 817
IANCU, ANCA, Exposition de livres de la R. S. F. de Yougoslavie et l'exposition Trésors du monastère de Piva (24 mai—2 Juin 1979), 4	813
SIUPIUR, ELENA, Le colloque international « Littérature et histoire dans les pays du Sud-Est européen au XIX ^e siècle » (Bucarest, 21-23 Septembre 1978), 2	425
SIUPIUR, ELENA, Un symposium roumano-bulgare à Bucarest, 1	169—170
VĂTĂŞESCU, CĂTĂLINA, Un débat : conscience nationale et mouvements de libération, 3	647—648

Comptes rendus

Akten des Internationalen Albanologischen Kolloquiums Innsbruck 1972 zum Gedächtnis an Norbert Johl herausgegeben von Hermann M. Ölb-berg/ (<i>H. Mihăescu</i>), 3	652—654
BOGDAN, DAMIAN, Paleografia româno-slavă (<i>Paul Mihail</i>), 3.	644—656
CERNOVODEANU, PAUL, ION STANCIU, Imaginea Lumii Noi în Țările Române și primele lor relații cu Statele Unite ale Americii până în 1859 (<i>Mircea Popa</i>), 1	173—176
DECEI, AUREL, Istoria Imperiului Otoman (până la 1656); Relații româno-orientale (culegere de studii) (Mustafa Mehmet), 2	429—431
DIACONU, PETRE, Les coumans au Bas-Danube aux XI ^e et XII ^e siècles (<i>Silvia Baraschi</i>), 4	819—821
FILSTICH JOHANN, Tentamen Historiae Vallachiae (<i>Cătălina Velculescu</i>), 4.	824—826
GÖLLNER, CARL, Turcica, Bd. III: Die Türkenfrage in der öffentlichen Meinung im 16. Jahrhundert (<i>Cristina Feneșan</i>), 2	427—428
HAZAI, GEORG, Kurze Einführung in das Studium der türkischen Sprache (<i>Cristina Feneșan</i>), 4	828—830
HITCHINS, KEITH, Orthodoxy and Nationality. Andrei Șaguna and the Roumanians of Transylvania, 1846—1873 (<i>Costin Feneșan</i>), 3.	658—660
HUNGER, HERBERT, Die hochsprachliche profane Literatur der Byzantiner. Philosophie, Rhetorik, Epistolographie, Geschichtsschreibung, Geographie (<i>H. Mihăescu</i>), 1	179—181
IONESCU, ANCA IRINA, Lingvistică și mitologie. Contribuții la studierea terminologiei credințelor populare ale slavilor (<i>Zamfira Mihail</i>), 1	181—183
MAFFRY, TALBOT, ALICE-MARY, The Correspondence of Athanasius I Patriarch of Constantinople. Letters to the Emperor Andronicus II, Members of the Imperial Family, and Officials (<i>Tudor Teoteot</i>), 4	822—823
MEGAW, A. H. S. & J. W. HAWKINS: The Church of the Panagia Kanakariá at Lythrankomi in Cyprus (<i>Carmen Laura Dumitrescu</i>), 3.	656—658
NICULESCU, ALEXANDRU, Individualitatea limbii române între limbile romanice (<i>Zamfira Mihail</i>), 3.	649—651
OȚETEĂ, ANDREI, Pătrunderea comerțului românesc în circuitul internațional (în perioada de trecere de la feudalism la capitalism) (<i>Cornelia Papacostea-Danielopolu</i>), 1	171—173
RĂDULESCU-ZONER, ȘERBAN, România și tripla alianță la începutul secolului al XX-lea (1900—1914) (<i>Fl. Constantiniu</i>), 3.	660—662
ROSETTI, ALEXANDRU, Mélanges linguistiques (<i>Cătălina Vătășescu</i>), 1.	177—179
STOIANOVICH, TRAIAN, French Historical Method. The Annales Paradigm (<i>Lucian Boia</i>), 2	436—439
SUGAR, PETER, Southeastern Europe under Ottoman Rule, 1354—1804 (<i>Alexandru Dușu</i>), 2	433—436
ȚIRCOVNICU, VICTOR, Istoria învățămîntului în Banat până la 1800 (<i>Iacob Mărza</i>), 4	826—828
WERNER, ERNST, WALTER MARKOV, Geschichte der Türken. Von den Anfängen bis zur Gegenwart (<i>Virgil Ciocltan</i>), 2	431—433

Notes bibliographiques

- BAKKER, W. F., The Sacrifice of Abraham (*Mircea Angheliescu*), 4, 838
 BALKAN-ARCHIV Neue Folge herausgegeben von Johannes Kramer (*H. Mihăescu*), 3, 668. BELLUSCI ANTONIO, Argalla ndër tekstet origginalne arbëreshë. Kerkime etnografike ndër arbëreshë të Kalabrisë, të Basillkates e të Greqisë (*H. Mihăescu*), 2, 447—448. BERZA MIHAIL, Vlad Țepeș, ses règnes et sa légende. En marge de deux livres récents (*Alexandru Dușu*), 3, 664. Bibliografla analitică a literaturii române vechi. Cărțile populare laice, partea a II-a (redigée par Mihail Moraru et Cătălina Velculescu sous la direction de I. C. Chițimia) (*Alexandru Dușu*), 1, 187. БЪЛГАРСКА АКАДЕМИЯ НА НАУКИТЕ ИНСТИТУТ ЗА БЪЛГАРСКИ ЕЗИК. Речник на българския език, том I (*Elena Scărlătoiu*), 4, 843. BOIA, LUCIAN, Marii istorici

- ai lumii (*Alexandru Duflu*), 3, 664. BROWNING, ROBERT, 'Ο Μαρκανδός ἑλληνικός κώδικας XI, 31 καὶ ἡ βυζαντινὴ σχεδιογραφία 'Αθήναι, 1973 *Κείμενα καὶ μελέται νεοελληνικῆς φιλολογίας*, 87) (*J. Irmscher* — Berlin-DDR), 2, 448.
- CABEJ, EREM, Studiiie giuhésare (Etudes linguistiques), I—VI (*H. Mihătescu*), 3, 669. CLOOG, RICHARD, The Library of the Levant Company's Factory in Smirna (1805) (*Alexandru Duflu*), 1, 188.
- COCORA, GABRIEL, Un mare tipograf român în circuitul european în secolul al XVII-lea : episcopul Mitrofan al Buzăului (*Alexandru Duflu*), 1, 187. Cuneus Prophetanum a Pietro Bugdano Patavii MDCLXXXV [mit einem Beitrag von Giuseppe Valentini und Martin Camaj] (*H. Migăescu*), 1, 191.
- Defteri i regijstrimit të Sauxhakut të Shkdrës i vitit 1485 (*J. Irmscher* — Berlin DDR), 4, 839. DESNICKAJA, A. V. К вопросу о балканнизмах в лексике восточнославянских языков (*H. Mihătescu*), 3, 670. Dicționarul limbii române. Serie nouă, Tome XI, 1^{re} partie, lettre Ș (*H. Mihătescu*), 2, 444—445. DIMARAS, K. TH., Φευγαλέα ποίηση (*Cornelia Papacostea-Danielopolu*), 4, 837—838. DOSOFTEI, Opere. Versuri/ed. de N. A. Ursu] (*Alexandru Duflu*), 3, 663.
- ETHNOLOGICA, Bucarest, 1978 (*Zamfira Mihail*), 1, 195—196. EYICE, SEMAVI, Bisans devrinde Bogaziçi (*Anca Ghiță*), 3, 667—668.
- FLORESCU, RADU, R., The Romanian Impact upon the Ottoman Tanzimat (*Alexandru Duflu*), 2, 441.
- GEORGESCU, VALENTIN AL., Petre Strihan, Judecata omenească în Țara Românească și Moldova — 1611—1831 (*Liviu P. Marcu*), 4, 836—837. Groupe de travail sur l'Europe centrale et orientale. Bulletin d'information, n° 2, Paris (*Andrei Pippidi*), 4, 840—841.
- HAARMANN, HARALD, Balkanlingvistik (1) Areallinguistik und Lexikostatistik des balkanlateinischen Wortschatzes (*H. Mihătescu*), 3, 669—670.
- HEAD, CONSTANCE, Imperial twilight the Palaiologos Dynasty and the decline of Byzantium (*J. Irmscher* — Berlin, DDR), 1, 192. HILD, FRIEDRICH, Das byzantinische Strassensystem in Kappadozien (*H. Mihătescu*), 2, 445. HYNKOVÁ, HANA, K, vývoji a etnicité místního nazvosloví v bulharsku (*Zamfira Mihail*), 1, 194—195.
- JOCHALAS, TITOS P., Considerazioni sull'onomastica e toponomastica albanese in Grecia (*H. Mihătescu*), 1, 190.
- KACORI, THOMA, Contributions à l'étude de l'origine des noms 'Αλβανοί et 'Αλβανοπολις (*Cătălina Vătăsescu*), 3, 871. KALVA, MARGARITA, Паметници на културата през българското възраждане (*Paul Mihail*), 3, 375—376. KARLINGER, FELIX, Povestea Malcii Domnului Geschichte der Mutter des Herrn (*Mircea Angheliescu*), 4, 838—839. KINNAMOS, JEAN, Chronique [traduite par J. Resebloom] (*J. Irmscher* — Berlin — DDR), 2, 448. KODER, JOHANNES und FRIEDRICH, HILD, Hellas und Thessalia/ Register von Peter Soustal (*H. Mihătescu*), 2, 445—446. KONDIS, BASIL, Greece and Albania 1908—1914 (*Constantin Jordan-Sima*), 3, 677—678. KRIARAS, EMMANOUIL, Λεξικό τῆς μεσαιωνικῆς Ἑλληνικῆς δημώδους γραμματικῆς 1100—1669; Tome VI (*H. Mihătescu*), 1, 191.
- Lexikon des Mittelalters. Erster Band /Erste Lieferung: Aachen—Ägypten; Zweite Lieferung: Ägypten—Almohaden; Dritte Lieferung: Almojarifazgo—Anatomie (*Octavian Iliescu*), 3, 664—665. LOOS, M. Quelques remarques sur les communautés rurales et la grande propriété terrienne à Byzance (VII^e—XI^e siècles) (*Emanuela Popescu*), 3, 672.
- MATSES, N. P. Τα σχόλια εἰς τὴν Ἐξάβιβλον τοῦ Ἀρμενοπολοῦ καὶ ἡ Ἐκλογή τῶν 10 πρώτων Βιβλίων τῶν Βασιλικῶν (Ecloga librorum I—X Basilicorum) (*Emanuela Popescu*), 3, 671. MAVROMATIS, LEONIDAS, La fondation de l'Empire serbe. Le Kralj Milutin (*Anca Iancu*), 4, 835—836. MERCATI, SILVIO GIUSEPPE, Δημοτικά κείμενα ἐν τῶν χειρογράφων τοῦ Ἀλλατίου (*J. Irms-*

- cher — Berlin-DDR), 2, 448. MERENDINA, ERASMO, Quattro lettere greche di Federico II (*H. Mihăescu*), 1, 190. MIHĂILĂ, G. Cele mai vechi inscripții cunoscute ale românilor din Transilvania (*Alexandru Duflu*), 2, 441—442. MITSAKIS, K. Modern Greek music and poetry (*J. Irmischer*, Berlin — DDR), 4, 839. MORTIER, ROLAND, Un voltairien belge en Orient : René Spitaels (1809—1849) (*Alexandru Duflu*), 2, 442.
- NYSTAZOPOULOU-PELEKIDOU, MARIA, Οἱ Βαλκανικὲς σπουδὲς στὴν Ἑλλάδα (*Cornelia Papacostea-Danielopolu*), 1, 193—194.
- PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, CORNELIA, Manuscrits italo-grecs de la Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie (*Alexandru Duflu*), 1, 187. PAPASTATHIS, HARALAMBOS, Τὸ νομοθετικὸν ἔργον τῆς Κυριλλομεθοδιανῆς ἱεραποστολῆς ἐν Μεγάλῃ Μοραβίᾳ (*Nestor Camariano*), 3, 672—673. PASADENU, ARISTIDE, Ὁ πατριαρχικὸς οἶκος τοῦ Οἰκουμενικοῦ θρόνου (*Teodor Bodogae*), 3, 673—674. PASCU, CONSTANTIN, Cartea românească veche în biblioteca Muzeului Bruckenthal (*Elena Siupiur*), 3, 678—679. PETRAS, ΠΥΡΓΟΣ; Pella, Alexander the Great's Capital (*Octavian Iliescu*), 3, 665—666. POPA, RADU, Streisngeogiu. Mărturii de istorie românească din secolele XI—XIV în sudul Transilvaniei (*Alexandru Duflu*), 2, 441—442. PRLICEV, GRIGOR C., Скендербе — Σκενδερμπέης Од грчкојџ оригинал преписал Михаил Д. Петрушевски (*J. Irmischer* Berlin DDR), 1, 193. Проблеми на сравнителното литературопознавање (*Elena Siupiur*), 3, 679—680. PSELLOS, MICHAEL, Χρονογραφία. Πέρεвод, статья и примечания Я. Н. Любарского. (*H. Mihăescu*), 2, 446—447. PSELLOS, MICHELE, Nozioni paradossali testo critico, introduzione, traduzione e commentario a cura di Ollimpo Musso/ (*Tudor Teoteoi*), 4, 833—834.
- Recherches balkaniques, le III^e tome, Moscou (*Zamfira Mihail*), 2, 450—451. Le romantisme roumain (*Elena Siupiur*), 2, 449—450. ROSCH, G.; ONOMA VASILEIAS, Studien zum offiziellen Gebrauch der Kaisertitel im Spätantiker und frühbyzantinischer Zeit, (*Emanuela Popescu-Mihail*), 4, 832—833.
- SCHALLER, HELMUT WILHELM, Bibliographie zur Balkanphilologie (*H—Mihăescu*), 1, 192. SCHIAU, OCTAVIAN, Cărturari și cărți în spațiul românesc medieval (*Alexandru Duflu*), 1, 187. SCHMITZ, WERNER, Sudslawischer Buchdruck in Venedig (16—18 Jahrhundert). Untersuchungen und Bibliographie (*Alexandru Duflu*), 1, 185—186. SOKOLOVA, BOJKA, Албанска възрожденост и печати в България (*Cătălina Vătășescu*), 4, 841. SPATHIS, DIMITRIS, « Τόμυρις βασίλισσα τῆς Σκυθίας » μία θεατρικὴ μετάφραση τοῦ 18^{ου} αἰῶνα (*Cornelia Papacostea-Danielopolu*), 3, 674—675. SPIRIDONAKIS, B. G., Essays on the Historical Geography of the Greek World in the Balkans during the Turkokratia (*Andrei Pippidi*), 3, 676—677. Stamparija u Rimnicu i obnova Stampana srpskih knjiga, 1726 Tipografia din Rimnic și reluarea tipăririi cărților sîrbești la 1726 (*Alexandru Duflu*), 1, 186.
- Știința literaturii. Coordonator: Al. Dima. Istoriografia de artă Coordonator: Mircea Popescu (*Alexandru Duflu*), 3, 663. Ἡ στρατιωτικὴ ζωὴ ἐν Ἑλλάδι. Χειρόγραφον ἑλλήνος ὑπαξιωματικοῦ (*Cornelia Papacostea Danielopolu*), 2, 449.
- ȘUTEU, FLORA, Influența ortografiei asupra pronunțării literare românești (*Zamfira Mihail*), 4, 831—832.
- THUNMANN, JOHAN, Über die Geschichte und Sprache der Albaner und Wachen (*H. Mihăescu*), 3, 668—669. TRIFONOVIĆ, DJORDJE, Aubučnik srpskih srednjovekovnih književnih pojmova (*Eugenia Ioan*), 4, 841—842. TUDOR, D., Oltenia romană (*H. Mihăescu*), 1, 189—190. TUĞLACI, Pars, Büyük Türk Ansiklopedisi (*Anca Ghiață*), 3, 666—667.

- Turkologischer Anzeiger editeurs: Andreas Tietze — Georg Hazai (*Vladimir Drimba*), 2, 442—444.
- Vizantijske očerki. Trudy sovetskih učenyh k XV Meždunarodnomu Kongressu Vizantinistov (*Tudor Teoteoi*), 4, 834—835.
- WERNER, J., Hauptaufgaben der Neogrāzistik in der sozialistischen Gesellschaft (*J. Irmscher* — Berlin DDR), 4, 839.
- ZAHARIA, EUGENIA, Populația românească în Transilvania în secolele VII—VIII (Cimitirul nr. 2 de la Brăteii) (*A. A. Bolșacov-Ghitmpu*), 1, 188—189.
- ZORAS, G. TH., Πληροφορία Ἐγγλοῦ περὶ ἡγετοῦ περὶ Βυλαρᾶ, χριστοπόλου ψαλῖδα καὶ Ἀλῦ πασᾶ τὸ 1824 (*J. Irmscher-Berlin—DDR*), 2, 448.
- ZORAS, GEORGIOS, TH., Αἱ πρῶται ἐν Πάτραις ἐπαναστατικαὶ ἐκδωλώσεις κατὰ πληροφορίας τοῦ ὀλλανδικοῦ προξενείου (*J. Irmscher* — Berlin, DDR), 1, 192.
- WINKELMANN, FRIEDHELM, HELGA KÖPSTEIN, HANS DITTEN, ILSE ROCHOW, Bizanz in 7. Jahrhundert. Untersuchungen zur Herausbildung des Feudalismus (*H. Mihăescu*), 2, 446.

TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- LEXANDRU DUȚU, *Romanian Humanists and European Culture. A Contribution to Comparative Cultural History*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Studies 55, 1977, 196 p.
- ADOLF ARMBRUSTER, *La Romanité des Roumains. Histoire d'une idée*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Monographies XVII, 1977, 279 p.
- H. MIHĂESCU, *La langue latine dans le sud-est de l'Europe*, 1978, 401 p. Coédition avec «Les Belles Lettres».
- PETRE DIACONU, *Les Coumans au Bas-Danube aux XI^e—XII^e siècles*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Etudes 56, 1978, 158 p.
- ZAMFIRA MIHAIL, *Terminologia portului popular românesc în perspectivă etnolingvistică comparată sud-est europeană (Terminologie du costume populaire roumain dans la perspective ethnolinguistique comparée sud-est européenne)*, 1978, 255 p.
- PETRE ALEXANDRESCU, *Histria IV. La céramique d'époque archaïque et classique (VII^e—IV^e s.)*, 1978, 253 p.
- MARIA COJA et PIERRE DUPONT, *Histria V. Ateliers céramiques*, 1979, 169 p.
- C. VELICHI, *La Roumanie et le mouvement révolutionnaire bulgare de libération nationale (1850—1870)*, 1979, 231 p.
- ELIZA CAMPUS, *The Little Entente and the Balkan Alliance*, Collection «Bibliotheca Historica Romaniae», Etudes 59, 1979, 207 p.
- EUGEN STĂNESCU et NICOLAE-ȘERBAN TANAȘOCA (sous la direction de), *Etudes byzantineet post-byzantines I*, 1979, 310 p.

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XVII, 4, P. 683—854, BUCAREST, 1979



I. P. Informația c. 1569

43 456

Lei 40.—